

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE PARTI RADICAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences Politiques)

Présentée et soutenue le 7 Mars 1929, à 14 heures

PAR

M. Gaston MAURICE

MEMBRES DU JURY :

Président : M. GIDEL.

Suffragants { M. MESTRE.
M. Joseph BARTHELEMY.

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

MARCEL RIVIÈRE

31, RUE JACOB & 1, RUE ST-BENOIT

PARIS (VI°)

1929

LE PARTI RADICAL

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE PARTI RADICAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences Politiques)

Présentée et soutenue le 7 Mars 1929, à 14 heures

PAR

M. Gaston MAURICE

MEMBRES DU JURY :

Président : M. GIDEL.

Suffragants { M. MESTRE.
M. Joseph BARTHELEMY.

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

MARCEL RIVIÈRE

31, RUE JACOB & 1, RUE ST-BENOIT

PARIS (VI^e)

1929



AVANT-PROPOS

En même temps qu'une présentation, une préface doit être une explication et une défense. Si, en général, pour justifier le sujet d'une thèse, on essaye d'en faire ressortir l'intérêt, de montrer que l'heure était venue d'éclairer un coin de droit ou d'histoire encore mal exploré ou mal expliqué — notre défense, ici, sera différente. Qu'il soit intéressant de connaître ce qu'est un des plus importants partis politiques français, qu'il soit intéressant d'essayer de projeter des lueurs sur l'avenir politique de la France, cela ne souffre guère de discussion. Si nous savons mieux que quiconque les lacunes de l'œuvre accomplie, nous croyons cependant que la question traitée est de la plus haute importance. Le manque d'attrait de cet ouvrage ne pourrait être attribué qu'à nous seuls.

Non, le reproche que l'on pourra nous faire, quant au choix de cette thèse, est tout autre. C'est d'avoir délibérément choisi un sujet politique, ce qui n'est pas dans les habitudes de cette faculté. Il y a cependant un précédent, un remarquable ouvrage de M. Léon Jacques (thèse de 1912) sur « Les partis politiques en France ». Ce livre, documenté et réfléchi, examinait d'abord ce qu'est d'une façon générale un parti politique, ce qu'est son organisation. Puis, il s'attachait à l'étude des partis politiques français. Et naturellement il consacrait un chapitre au parti radical. Mais le cadre de sa thèse l'obligeait pour chaque parti à se limiter à des exposés très nets et très clairs, mais, de toute nécessité, un peu sommaires.

Et puis, 1912, ce n'est pas très loin. Et pourtant, comme cette époque nous semble différente de la nôtre ! Comme les préoccupations d'avant-guerre semblent, malgré tout leur intérêt, lointaines aux jeunes gens d'aujourd'hui ! Nous qui avons été élevés sous le bruit des canons, nous qui apprenions la mort quotidienne d'aînés à peine plus âgés, nous voulons étendre le plus possible notre vue, nous croyons que la guerre a tout changé — et si nous restons attachés aux cadres anciens des partis, ce n'est pas pour répéter avec eux de vieilles formules, mais pour donner à notre jeunesse l'impulsion de leur vitesse acquise.

Et ceci, avec un sens très net des possibilités, notre maître M.

Gide! l'a parfaitement compris, en acceptant de présider cette thèse. Il serait irrespectueux de l'en féliciter. Il voudra bien nous permettre de l'en remercier bien sincèrement.

Que M. le Doyen Berthélémy qui a bien voulu faire confiance à notre tact dans un pareil sujet, veuille trouver également ici l'expression de notre gratitude.

Cette confiance qu'ils nous ont accordée, nous espérons nous en être montrés dignes. Cette thèse n'est pas une polémique. Certes, nous ne songeons pas à dissimuler nos opinions politiques. Il y aurait ici quelque hypocrisie à le faire.

Cependant les opinions politiques, dans les facultés, sont en général officieuses. Il est normal, il est bon que ceux qui dirigent nos études prohibent la politique active dans nos facultés comme ils prohiberaient tout autre sujet de dissensions entre étudiants. Mais les prohibitions restent lettre morte — et la politique envahit les couloirs des Facultés. Comment des étudiants en droit, qui passent trois, cinq ans ou plus de leur vie à étudier des lois se désintéresseraient-ils de ceux qui les font?... Comment des jeunes gens de vingt ans, moins soucieux que les autres des distractions vulgaires, et dont la sensibilité n'est pas encore émoussée par la vie, ne s'attacheraient-ils pas, parfois avec exagération, aux événements et aux hommes dont dépend l'avenir de leur pays ?...

Nous avons participé nous-mêmes à ces mouvements et tous nos camarades l'ont fait, dans les cadres d'organisations différentes, mais avec la même ardeur idéaliste, et en conservant toujours aussi la même camaraderie pour tous — et d'où qu'ils viennent. Qu'il y ait eu parfois des exagérations dans nos luttes, nous sommes les premiers à les déplorer ; qu'importent les incidents, s'il se forme ainsi l'élite politique dont la France a besoin !...

Nous sommes assez sûrs de notre objectivité pour tenter une thèse politique, qui doit être une étude impartiale.

Le parti radical occupe, est-il besoin de le dire, une place importante dans la politique française. Et, à maintes heures graves de notre histoire, ce sont ses chefs qui tenaient la barre.

Dans une telle tâche, les difficultés abondent. Encore une fois, nous ne saurions nous dissimuler les lacunes de cet ouvrage. Nos conversations et nos lectures nous avaient offert des amas de suggestions entre lesquels il nous a bien fallu choisir. Nous avons voulu surtout donner dans cet ouvrage l'impression de la vie, négligeant parfois des aperçus théoriques qui tendraient à donner à cet être qu'est un parti l'apparence d'une abstraction.



Après une courte présentation de notre ouvrage, nous étudierons les origines idéologiques du radicalisme.

Puis, connaissant la pensée directrice, nous nous attacherons à suivre la vie du parti dans son développement ; soucieux de faire parler l'histoire et d'en tirer un enseignement, nous anticiperons parfois sur une partie ultérieure, et pour éclairer les faits, nous nous laisserons aller chemin faisant à des aperçus théoriques. Nous aurions voulu accompagner le radicalisme des origines à 1929, mais nous avons craint que des événements trop récents nous obligent à nous départir de notre impartialité. Les luttes que nous évoquons, elles sont aujourd'hui prescrites. La guerre a fait entrer la Troisième République dans l'histoire. Notre sérénité peut être complète.

Il nous restera, avant de conclure, à reprendre point par point les opinions du parti, constatant ça et là les évolutions, nous attachant surtout à connaître la pensée actuelle.

Dès lors, nous pourrions conclure... provisoirement, notre décision étant susceptible d'appel devant le tribunal de nos lecteurs.

Gaston MAURICE.

INTRODUCTION

La politique, qui apprend à gouverner les nations, ne devient un art que lorsque ses maîtres sont des techniciens.

Le souci de l'ordre se trouve dès les premiers pas d'une humanité bégayante, et, sous une forme rudimentaire, le chef vient l'assurer. Sans abandonner le souci primitif, la tâche de la civilisation est de rendre la contrainte acceptable en la rendant légitime.

Une vie politique s'organise et les divisions des citoyens se font au nom des principes. Les principes sont deux dans les pays simples, comme les Etats-Unis ; ils sont multiples dans les pays complexes et romantiques de l'Europe Orientale. En France, ils sont plusieurs, mais pratiquement cinq tendances seulement groupent la quasi-unanimité des électeurs : (U. R. D. — Alliance Démocratique — Parti radical — Parti socialiste S. F. I. O. — Parti communiste S. F. I. C.). Au centre, assez représentatif du Français moyen prend place le parti radical. Si nous pensions que le radicalisme n'est que la moyenne des opinions d'un pays, nous aurions borné au cadre d'un article le développement de cette opinion définitive.

Sans doute, l'idéologie du parti radical n'a pas les séductions intellectuelles des rêves trop brillants et les minutieuses analyses de textes ne sont pas son fait. Manque de culture intellectuelle, dit-on parfois. Tact de l'intelligence qui s'adapte, serions-nous tentés de répondre.

C'est que la politique se prête mal à l'originalité. En art, en littérature, on peut, on doit se permettre d'être peu respectueux des idées reçues. L'esthète ne martyrise que des réflexes intellectuels qui vivent de ces mauvais traitements. Le politique porte la responsabilité des souffrances qu'il suscite ou qu'il n'apaise pas.

C'est cela qui donne aux attitudes du radicalisme une allure paisible, sinon d'abandon. Mais il est plus complexe que ses adversaires ne veulent le dire. Parti de gauche par ses origines et ses idées, il détient sur la carte politique la position centrale, dûe au succès des idées démocratiques en France. Il lui faut concilier les nécessités de la réalité avec les objurgations passionnées d'un programme avancé. Il est le passage délicat de la théorie à la vie.

Parti de centre, puisque attaché à la Constitution et à la légalité,

puisque ses chefs sont recrutés dans les classes moyennes de ce pays, puisque son programme préconise enfin l'entente des classes.

Mais aussi parti de gauche, puisqu'il met toute sa confiance dans la démocratie, puisqu'il lutte pour la justice sociale, parti de gauche puisque son patriotisme averti lui montre la voie de l'entente des peuples.

Parti de centre et parti de gauche, contradiction, dira-t-on !... Non point, parti de gauche par ses idées avancées, parti de centre par sa position moyenne sur l'échiquier politique, le parti radical est l'axe régulateur de la vie politique d'un pays, dont les idées sont à notre sens très fortement imprégnées d'esprit démocratique. Et nous avons d'autant moins de gêne à répéter ceci que les partis les plus modérés le reconnaissent eux-mêmes, ne se présentant pour la plupart devant le pays que sous une étiquette républicaine et démocratique ! Quelqu'un a dit qu'en France tout le monde voulait être de gauche. C'est là, pensons-nous, une affirmation bien exagérée. Mais toute exagération a, en elle, quelque part de vérité. Et cette vérité ne serait-elle pas que le parti radical, parti central, est aussi un parti de gauche ?...

Ceci expliquerait suffisamment l'intérêt de notre étude si des rumeurs pessimistes ne nous mettaient en garde contre sa vanité.

Depuis que le radicalisme existe, de savants docteurs ès-journalisme politique président que ses jours sont comptés et que son heure dernière va bientôt sonner. Si le malade dépérit, sa mort est proche, par anéantissement progressif. Si, au contraire, il se développe et semble radieux, on voit là les signes avant-coureurs d'une explosion certaine. Oublieux de leurs erreurs, les mêmes polémistes rééditent périodiquement les mêmes affirmations.

« Le radicalisme a eu son heure, une heure bien oubliée, l'heure lointaine de l'anticléricalisme. Mais la société a changé, les problèmes ont évolué, et devant l'Economique, le radicalisme hésite, ne sachant se décider entre l'individualisme et le socialisme, perdant par son incertitude le bénéfice de chacune des méthodes et accentuant le malaise par la désuétude de ses préoccupations. C'est en vain qu'il voudrait conserver une apparence d'unité. Les votes importants donnent le spectacle d'un radicalisme divisé en trois tronçons. Aussi bien le même vocable cache des pensées différentes. Qu'y avait-il de commun entre Combes et Clémenceau, qu'y a-t-il de commun entre les écoles différentes, qui, aux quatre coins de la France, prêchent des politiques diverses ? Comme le parti libéral anglais, le parti radical s'achemine à pas rapides vers la mort qui attend les idées dépassées ».

Que faut-il penser de ces critiques dont nous avons voulu donner la rapide synthèse ?...

A notre sens, il serait vain de nier le malaise. Mais nous jugeons inexacte la cause qu'on lui attribue. Sans doute, les préoccupations religieuses ont cessé de jouer un rôle de premier plan. Pourtant, tout en reconnaissant l'importance de leur rôle historique, nous essaierons de prouver qu'elles ne sauraient, à elles seules, donner une idée suffisante du radicalisme. L'histoire d'un parti est comparable à la révolution d'un satellite du soleil. Dans la courbe qu'il décrit sous la pression des événements, une partie de sa pensée s'éclaire, tandis que l'autre demeure dans l'ombre momentanément. Mais toujours il reste entièrement lui-même.

S'il est obligé de mener la lutte laïque, il sait bien que c'est un stade à dépasser, que c'est une œuvre négative de défense peut-être nécessaire, mais qu'il lui reste une mission constructive, la plus essentielle : faire triompher ses conceptions de libéralisme et de justice sociale. Si les querelles d'avant-guerre sont terminées, il ne faut pas dire que le radicalisme est épuisé, mais au contraire que la voie est dégagée, qu'il va pouvoir se réaliser intégralement.

Et pourtant il y a un malaise. C'est à des notions politiques qu'il nous semble plus exact de faire appel pour l'expliquer ! D'abord il y a une cause permanente de dissension, sur laquelle nous reviendrons, due à l'esprit de libre examen, conséquence nécessaire de la philosophie radicale. Les radicaux, unis sur la doctrine, animés d'un commun état d'esprit, se reconnaissent le droit de n'être pas d'accord sur les attitudes politiques qu'il leur faut adopter. Ils pensent en outre que l'unité de vote de certains partis, dissimulant mal la multiplicité des doctrines, n'est pas l'exemple le plus rigoureux d'une discipline évidemment souhaitable.

A cette cause permanente, s'ajoutent des causes temporaires de désaccord. D'abord, le parti radical, parti de démarcation d'une majorité, connaît la crise qu'ont connue tous les partis placés dans sa situation, notamment l'U. R. D. (le groupe Marin) en 1925 et 1926 au temps des gouvernements de concentration.

Enfin, il serait vain de dissimuler le tort que fait à l'unité radicale le maintien de l'Union nationale.

Nous réservons à ce sujet tout développement pour notre conclusion, mais nous tenons à marquer dès à présent que le malaise actuel nous semble passager et que le radicalisme n'est pas mort.



Mais, si l'on n'entrevoit pas la mort lente du radicalisme dans un régime qui l'a tant aimé, peut-on croire à sa mort brutale sous les décombres d'une République abattue par un coup de force ?... Peut-on penser qu'un danger existe à droite ou à gauche qui menacerait violemment la démocratie parlementaire ?... Peut-on redouter qu'un « sauveur » ou un aventurier, au nom de l'ordre, viennent nous imposer la fantaisie de leur dictature ? Doit-on craindre une explosion du prolétariat mal inspiré ?... Les roues du char de l'Etat ont-elles des rayons cassés ?... Orgueilleux en ligne droite, va-t-il vaciller à l'un des tournants ?... Où allons-nous ?...

Parmi les adversaires du régime, qui peut espérer en triompher ?..

Et d'abord, les conservateurs classiques, traditionnels. Nous les mentionnons, car il en subsiste. Mais ces vaincus du 16 mai se renouvellent peu. Monarchistes indépendants ou bonapartistes, attendrissants lecteurs de feuilles périmées, fidèles en tout à des modes sans date, mais qui datent beaucoup. Sans force quand ils auraient eu l'occasion d'en avoir, ils se distinguent assez mal des conservateurs constitutionnels. Menace débile, qui ne donne pas même à la République ce suave plaisir qu'est l'illusion d'un danger !

Mais d'autres monarchistes plus résolus, moins naïfs, plus modernes pourront-ils faire de l'« Action Française » l'exécuteur du régime ?... Au nom de l'hérédité, de la sélection, du nationalisme intégral et du droit de la force, pourra-t-on donner à des souvenirs idéalisés un pouvoir d'attraction qui leur semble échappé quasi totalement ?... Ou, à défaut d'un tel succès, une catastrophe éventuelle, exploitée par des éléments agissants, pourrait-elle permettre la prédiction faite par M. Charles Maurras, d'une Restauration Monarchique ?... Si l'on veut songer que cette prophétie est antérieure à la guerre, on estimera qu'il serait cruel d'insister.

Si les dynasties semblent avoir perdu leur prestige, le principe d'autorité s'est réfugié dans des asiles plus modernes. A défaut des grandes nations occidentales, fidèles au parlementarisme (France, Angleterre, Allemagne, Belgique, Etats-Unis), les systèmes dictatoriaux sont parvenus à s'imposer dans un certain nombre de pays secondaires.

Chez nous, les détracteurs du libéralisme n'ont pas manqué qui ont cru voir dans un fascisme francisé la solution de toutes nos crises nationales. On se souvient qu'il fut de mode, il y a quelques années, de redouter les possibilités de ces mouvements. Depuis, ces

théoriciens se sont orientés vers les solutions pacifiques, partisans d'un accroissement d'influence des forces économiques dans la marche des affaires publiques. Il serait peu perspicace de négliger la puissance de ces idées. En même temps d'ailleurs que ce fascisme s'atténuait, l'idée de faire sa place à l'Economique se développait dans différents milieux politiques. C'est le mouvement réaliste des jeunes radicaux. C'est la tendance vivante de la C. G. T. Mais, ceci dit, et sans nier l'influence des groupes fascistes, on ne peut croire à l'éventualité d'un coup d'Etat, éventualité qu'ils seraient sans doute les premiers à nier.

Donc ni péril blanc, ni péril noir. Y a-t-il un péril rouge ? L'heure est-elle venue de ces malheureuses « vacances de la légalité », que la polémique anti-socialiste est heureuse de retrouver aux heures calmes de vacances d'argument?... A notre avis, les socialistes n'ont pas comme les partis simplement républicains le souci quasi-religieux de la légalité. Si, maîtres légaux du gouvernement, soutenus par la majorité du pays, ils se heurtaient à la rigidité des textes constitutionnels, ils prétendent qu'ils passeraient outre. C'est possible. C'est toutefois une éventualité bien improbable. En tous cas, ce ne serait qu'un coup de force, un coup d'Etat, ce serait un Rubicon rapidement franchi, mais dans les deux sens. Ce ne serait pas une révolution.

Les communistes, alors?... Evidemment, à défaut du danger militaire que représentent les exercices de nos parlementaires communistes en Russie, il faut se rendre compte que la banlieue rouge qui souffre doit être apaisée. C'est dans la misère qu'est la force du communisme, dans la misère qu'il ne saurait guérir. Dans la misère, dont la République doit se préoccuper. Mais, s'il nous faut envisager l'hypothèse pénible d'une émeute sanglante, la puissance des moyens de défense moderne nous assure de son échec. Il faudrait une guerre catastrophique. Rien ne permet de la prévoir. Ici, la clairvoyance, c'est l'optimisme. Le parti communiste continuera à jouer son rôle. Sa voix traduira les mécontentements. Ce rôle ainsi borné montrera le ton des souffrances et des apaisements. Rien n'est perdu en politique. Savoir comprendre la cause, c'est savoir combattre l'effet.

Dès lors, la République nous semble assurée et le radicalisme avec elle. Nous avons voulu affronter la tempête politique pour savoir si elle n'emporterait pas le sujet de nos préoccupations. Nous l'avons jugée trop faible. Il nous sera permis dans le calme de travailler à préciser nos idées.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

L'ESPRIT RADICAL

Le radicalisme est, avant tout, un état d'esprit. Comme l'est forcément toute doctrine politique. La politique n'est pas un pur jeu d'intellectuels. Elle réunit, en vastes groupes, des êtres appartenant aux milieux les plus divers. Plus qu'une façon de penser, exigeant des habitudes intellectuelles et des studieux loisirs, c'est une façon de sentir qui agglomère tous ceux qui ont les mêmes opinions politiques. On peut ignorer l'utilitarisme et le solidarisme, et être radical. On ne peut nier les possibilités de progrès.

Le radicalisme est très vieux. Le premier homme, aux heures d'optimisme, était radical. On peut connaître les théories et les événements, on s'expose à ne rien comprendre au radicalisme si l'on ne se persuade avant tout qu'un radical c'est un homme qui a confiance dans les possibilités de l'homme et de son destin. Dégagée des préoccupations métaphysiques, sa philosophie se veut sociologique. L'homme peut être heureux sur terre. Mais il ne l'est pas encore. Cependant ce bonheur est peut-être à portée de sa main.

L'HOMME PEUT ÊTRE HEUREUX SUR TERRE car il n'y a pas de péché originel. La nature, si l'on sait reconnaître ses instincts véritables, est bonne. Il faut, en le contrôlant, suivre l'instinct. Si l'homme est encore trop souvent mauvais, ce n'est pas qu'il le soit naturellement. Ce n'est pas non plus que la civilisation l'ait corrompu. Il y a, innés, des sentiments généreux qui ne sont pas ceux de l'homme primitif. Il faut les préciser, mais il faut avoir confiance. Nous n'avons pas de tare. Ainsi le radical se sépare du catholique dans la doctrine, ce qui ne nécessite pas une hostilité perpétuelle !

MAIS IL N'EST PAS ENCORE HEUREUX. — En pensant ainsi, le radical se distingue des économistes libéraux qui pensaient jadis que tout allait à peu près pour le mieux. Il est curieux de constater que ces économistes, résolument optimistes, sont aussi bien souvent des catholiques, par ailleurs résolument pessimistes.

ENFIN LE BONHEUR EST POSSIBLE RAPIDEMENT. — La Révolution n'est ni possible, ni utile, ni souhaitable. Les socialistes ont tort d'en

faire un article de foi. Mieux vaut changer et améliorer que protester en meetings théâtraux. Un bon prophète vaut mieux qu'un organisateur. Mais un bon organisateur vaut mieux qu'un mauvais prophète. Sans doute les socialistes le comprennent et cherchent à réaliser. Mais le radicalisme veut, d'une manière générale, travailler dans le possible. Il croit qu'il faut le dire nettement.

MAIS CET ETAT D'ESPRIT RADICAL, QUI LE POSSEDE ? — Nous considérerons comme uniformes les opinions politiques d'un milieu social donné.

Sans doute l'homme sait s'élever au-dessus de ses intérêts de classe, et même les comprendre différemment. Ce sont là les marques de l'individualisme. Mais, toute question d'intérêt à part, une propagande efficace dans un milieu ne l'est pas dans un autre. Des affiches lamentables, dont souriront des intellectuels raffinés, pourront tromper d'autres citoyens plus simples. Un philosophe subtil comme Alain pourra entraîner des jeunes hommes avides d'idées, mais son influence directe risquera d'être limitée. C'est cela qui nous permet surtout de dégager la pensée d'une classe.

Négligeons certaines survivances inexplicables d'opinions, cela tient à des contingences locales qu'il nous faut bien passer sous silence.

★★

Qui peut être radical ?

Laissons à la question religieuse dont nous reparlerons la place considérable qu'elle garde dans les faits. Des considérations historiques seront peut-être impuissantes à empêcher un jour l'union des catholiques libéraux et des radicaux. L'effort social et pacifiste de la « Jeune République », les sympathies qu'elle a rencontrées à gauche montrent la possibilité d'ententes fructueuses.

Mais, ceci constaté, malgré toute la modération des radicaux actuels, il nous semble inconcevable qu'un catholique croyant puisse être radical. Impossibilité peut-être philosophique, peut-être pratique. Il convient de la constater.

★★

La clientèle du radicalisme a évolué. Non que la doctrine ait changé, mais c'est une conséquence entre autres du mouvement vers la gauche qui marque la politique française.

OUVRIERS. — Il est à peu près évident que c'est aux dépens du radicalisme que s'est accompli le développement des partis prolétaires. Quand une opinion a fait assez de chemin pour s'imposer et

n'être plus à l'avant-garde, on ne saurait s'étonner que les milieux révolutionnaires tendent à s'en détacher.

Il serait puéril d'attribuer ce fait à je ne sais quelle démagogie socialiste, à la chaleur des harangues ou au contraire à une répulsion à l'égard du radicalisme et de ses compromissions ! Non, il est naturel que dans un pays démocratique, d'industrie insuffisamment évoluée vers le type américain, les ouvriers se portent vers l'extrême gauche. D'ailleurs, que de socialistes se rapprochent du type radical !

PAYSANS. — Se rapprochent du radicalisme, en même temps que diminue l'ardeur des convictions religieuses. Il est évident que l'école neutre les amène à la démocratie. Mais l'amour de la propriété les écarte encore, provisoirement peut-être, du socialisme.

BOURGEOIS. — Là aussi les opinions sont partagées.

Sauf à Paris où la grande bourgeoisie est, d'une façon à peu près générale, conservatrice ou modérée — en province les questions religieuses jouent un rôle beaucoup plus important.

La bourgeoisie moins aisée, les fonctionnaires notamment, constituent la clientèle la plus sûre du parti radical, Leur vitalité, leur sens civique sont les garanties de permanence d'une organisation politique.

INTELLECTUELS. — De ce terme, nous entendons écarter les professions libérales, en tant que professions. Un ingénieur, un médecin, un professeur sont des bourgeois, pensant différemment sans doute selon leurs individualités, mais ayant la teinte de leur milieu. Qu'ils soient des intellectuels, ce n'est pas douteux. Mais ils peuvent rester étrangers aux modes intellectuelles.

Nous voulons entendre plutôt des hommes pris dans tous les milieux et toutes les professions, qui suivent avec enthousiasme les courants littéraires et philosophiques.

Chez ceux-là, assez naturellement épris de paradoxes (et, en art, ils n'ont pas toujours tort, mais la politique !), complètement désaxés par la guerre (ils le disent et le répètent sans cesse), les théories extrémistes ont beau jeu. Le radicalisme apparaît comme une fade survivance d'avant-guerre, la valse, les fiacres, les femmes et le souci d'épargne. Vive la violence d'où quelle vienne ! Du Kremlin rouge ou du Capitole noir.

Assez parlé. Agir. Réaliser !

Ne discutons pas le bien fondé de ces reproches. Vrais ou faux dans leurs conclusions, retenons la part d'exactitude qu'ils contiennent en eux-mêmes.

Le parti radical fut un parti d'action, nous le verrons. Il fit ce qu'il pût, et ce fut considérable. Mais il a toujours beaucoup trop parlé. Ses phrases trop souvent répétées ont parfois fait perdre de vue le sérieux de son idéal et les réalisations de sa vie quotidienne.

D'ailleurs, sentant la part de vrai de ces reproches, un certain nombre de jeunes intellectuels radicaux manifestent le souci d'agir tout en affirmant que l'action n'est pas incompatible (et le passé, disent-ils, l'a prouvé), avec l'idéal traditionnel du parti. L'avenir dira, lorsqu'ils seront au pouvoir, si l'action est autre chose pour eux qu'un sujet de discours ! Qui ne le souhaiterait !

Telle est, rapidement évoquée, sans précisions impossibles, l'influence du parti radical dans les différentes couches sociales de ce pays. Le radicalisme c'est l'opinion moyenne.

Double aspect du radicalisme

Mais le radicalisme a-t-il toujours été cette doctrine calme ?...

Il est traditionnel dans la polémique quotidienne d'attribuer un radicalisme latent aux personnages les plus fougueux de notre histoire. Quel est ce mystère ?...

C'est tout simplement que, pour réaliser son idéal, le parti radical croit que, dans l'opposition, négative par essence, il convient d'adopter une attitude extrêmement décidée. Et ceci explique la violence des mouvements libéraux contre les gouvernements dynastiques.

Mais ce même libéralisme, produit d'un scepticisme très fort, se retourne contre lui-même, et souvent les radicaux au pouvoir, ne pouvant se résoudre à ne pas douter, même d'eux-mêmes, risqueraient de se laisser aller à un certain manque d'énergie, conséquence des principes libéraux. Contre cette déliquescence, s'est élevé le radicalisme philosophique, qui estime qu'un bon gouvernement doit avoir les moyens de gouverner.

A des situations opposées, il estime qu'il faut apporter des solutions différentes. Le radicalisme philosophique convient aux périodes de politique combative.

Ainsi l'on comprend l'unité qui se dégage, à la réflexion, de la vie du radicalisme.

LIVRE PREMIER

ORIGINE DE L'IDÉE RADICALE

CHAPITRE PREMIER

INFLUENCE PREMIÈRE, FONDAMENTALE : LE LIBÉRALISME RATIONALISTE

Pour arriver à comprendre le radicalisme dans son ensemble tel qu'il a été souvent défini par les théoriciens et les orateurs du parti, il faut tenir compte d'autres influences, telles que le radicalisme philosophique ou le solidarisme. Il serait insuffisant de dire : le radicalisme, c'est la forme moderne du libéralisme, mais il est indispensable de le savoir. D'autres partis, d'autres courants intellectuels ou politiques peuvent revendiquer la même formation idéologique, mais on laissera aux radicaux l'honneur souvent ridiculisé de représenter le mieux aujourd'hui la tradition de la Révolution Française. Sans doute, il y a bien autre chose que du libéralisme dans le mouvement révolutionnaire, mais ce que l'on entend par idées de la Révolution, ce sont d'une manière générale les principes de la philosophie libérale du XVIII^e siècle, développés dans les diverses « Déclarations de Droit ».

Il est de mode, à l'heure actuelle, de discuter à nouveau les hommes, les événements, les idées de 1789. Après les engouements parfois excessifs, les déclamations souvent tapageuses, les « immortels principes », suivant le cycle de toutes les choses humaines, connaissent une période de défaveur et de mépris que l'on peut juger très exagérés.

Les idées splendides de liberté et d'égalité qui ont permis à nos ancêtres de construire généreusement la France moderne, ces idées là sont aujourd'hui les plus décriées qui soient.

Liberté, égalité, vieilles idées aussi démodées, dit-on, que ceux

qui les défendent ! Hypertrophie absurde de tous les « moi », cet individualisme destructeur !

Egalité !... Les hommes sont-ils égaux ou peuvent-ils le devenir ?...

Liberté !... de penser pour ignorant ! de posséder pour un malheureux !...

Idées dissolvantes qui font perdre de vue la réalité du phénomène social.

Et les écrits s'accumulent ! et les intellectuels amassent les sophismes ! Et l'on oppose à la France humaine et prospère le spectacle d'autres pays à philosophie différente où l'on se drape avec une dignité sauvage dans des manteaux troués !

Contre cette régression, contre ces incompréhensions, il est temps de prendre la défense du libéralisme et de ces monstrueux principes, qui sont la seule base solide du droit moderne.

Un des plus éminents philosophes de notre temps, M. L. Lévy-Bruhl, n'a pas jugé s'abaisser, ni faire montre d'un esprit tristement primaire en écrivant ces lignes admirables (1).

« Cet idéal vient de loin. Les origines en sont assez connues. Il est né lorsque, dans la cité grecque, l'idée de la sainteté de la loi conforme à la raison fut magnifiquement exprimée par les poètes et par les philosophes, en même temps que l'héroïsme des citoyens luttant pour la liberté contre la tyrannie devenait un thème favori des historiens et des orateurs. Après une longue éclipse, cet idéal a reparu à la Renaissance et il a trouvé la même faveur que les autres fruits de la sagesse antique.

« Partout, en France, surtout à l'âge d'or de la monarchie absolue, au XVII^e siècle, l'héroïsme républicain de la cité grecque ou latine paraissait chose plutôt à admirer qu'à imiter. On admettait sans discussion que le dévouement au service du roi était le premier devoir des Français ; les vertus civiques de Sparte, d'Athènes ou de Rome n'étaient pas le fait des sujets de Louis XIV. Au XVIII^e siècle, bien que personne ne songe encore à cesser d'être royaliste, un autre vent commence à souffler. Pour tout dire d'un mot, les hommes de la Révolution française sont pleins de Rousseau, et Rousseau est plein de Plutarque. A ces éléments venus de l'antiquité s'en ajoutent d'autres. Certains, plus nets encore dans la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis que dans les proclamations de la Révolution française, tirent leur origine de la Bible et

(1) L. Lévy-Bruhl. « L'Idéal Républicain », p. 75 (dans « la Politique Républicaine » (Alcan).

du Nouveau Testament. D'autres, enfin, naissent de la philosophie humanitaire et cosmopolite chère à Diderot, à Voltaire, aux Encyclopédistes. Le tout, en s'amalgamant, forme cet idéal républicain qui pendant quelques années a enflammé les Assemblées d'un enthousiasme incomparable et a fait accomplir des prodiges par la Convention ».

C'est donc à cette exaltation de la dignité humaine que se ramène cette anarchie que l'on reproche aux idées révolutionnaires. Mais alors, à cet idéal de justice, que l'on veut bien parfois reconnaître, on reproche une fixité contraire aux lois de la vie.

« Il est trop clair », répond M. Lévy-Bruhl, « que l'idéal de justice n'est pas fixe et immobile, et qu'il n'a jamais pu être formulé une fois pour toutes ». Car le rationalisme ne vit pas que d'abstractions.

Telles sont les idées libérales et égalitaires qui sont à la base de tout mouvement démocratique et plus spécialement du radicalisme français. Elles auraient pu servir à elles seules pour inspirer et développer un grand parti républicain. Ce sont elles surtout qui ont animé les oppositions de gauche de notre histoire parlementaire. La lutte contre l'Empire est faite au nom des principes de 1789. Il fallait peut-être d'autres aperçus à un parti pour être digne du gouvernement. Le rôle du radicalisme philosophique fut de les donner.

Il fallait peut-être aussi donner une apparence moderne de rigidité juridique aux sentiments généreux que l'on avait. Ce fut le rôle du solidarisme qui donna à l'épithète socialiste accolée au parti radical tout son accent.

Ainsi dans l'histoire des idées se compléta le libéralisme — par le radicalisme philosophique, réaction contre ses incertitudes — par le solidarisme, réaction contre la sécheresse d'un certain nombre de ses descendants.

CHAPITRE II

LE RADICALISME PHILOSOPHIQUE

Le radicalisme philosophique dans ses conclusions peut s'opposer aux conséquences illogiques d'un libéralisme mal compris. Mais leur origine est commune. Ce sont deux mouvements démocratiques, parlant souvent un langage différent, mais animés du même esprit auxquels ils donnaient des noms dissemblables.

Quoiqu'élaboré en Angleterre, oublié depuis bien longtemps, il a sa place dans cette étude, car le développement de ses idées fut considérable. Il contribua à répandre des mots nouveaux et à préciser des préoccupations anciennes. Il est l'ancêtre de tous les mouvements réalistes et il tente de justifier, dans le domaine des idées, la vigueur des gouvernements radicaux. Il mérite encore notre intérêt, inspiré à son tour par le spectacle de la Révolution née elle-même du libéralisme.

La base du nouveau système n'a rien d'original. Tous les systèmes politiques ou presque, ceux de gauche surtout, sont inspirés par un sentiment de justice égalitaire. C'est en vain que les subtilités des polémistes s'efforcent parfois de cacher cette idée tout à fait honorable. Il arrive toujours un « pourquoi ? » qui ne permet plus la dérobage, et les marxistes ont eu la chance d'être obligés de reconnaître que leur doctrine même prend sa force dans un sentiment de justice violée. Si les radicaux philosophiques préfèrent parler « du plus grand nombre » par exemple ou d'utilité, il ne faut pas se tromper sur leur état d'esprit. Une doctrine ne peut échapper au droit commun : le souci de justice.

Ceci dit, l'originalité peut reprendre sa place. Elle est toute verbale ou dialectique.

PRÉSENTATION DU RADICALISME PHILOSOPHIQUE. — BENTHAM ET SES DISCIPLES. — LE RADICALISME ET L'UTILITARISME. — 1776 est une année extrêmement importante dans l'histoire de l'Angleterre moderne. C'est l'année de la Révolution d'Amérique. C'est l'année où Adam Smith publie la « Richesse des Nations ». C'est l'année où le Major Cartwright publie pour la première fois le futur programme radical et chartiste des Parlements Annuels et du Suffrage

Universel. Mais cette année-là, Jérémie Bentham, à qui plus tard la Convention décernera le titre de « citoyen français », Bentham, le philosophe utilitaire, est encore conservateur en politique dans son premier ouvrage : « Fragment sur le Gouvernement ».

Mais, peu à peu, la logique de ses idées utilitaires l'amènera à la tête du mouvement radical avec Cobbett, Sir Francis Burdett et le Major Cartwright. Son « Code Constitutionnel » publié en partie dès 1827 nous montre l'aboutissant de ses idées.

★★

L'utilitarisme, comme nous l'avons dit, n'est utilitaire que dans ce sens qu'il recherche ce qui est le plus utile pour la justice. D'ailleurs, l'utilitaire qui ne chercherait que son utilité propre existe : c'est le type courant de l'égoïste. Mais il ne se livre pas aux propagandes d'idées qui exigent toujours un certain désintéressement.

Ceci précisé, trop peut-être, il convient de souligner l'originalité de la doctrine nouvelle. C'est son sens d'une démocratie réaliste. Il ne suffit pas de poser des principes. Il faut rechercher les causes de désharmonie. Il faut étudier la vie pour réfuter les sophismes.

M. Elie Halévy (1) expose avec une infinie subtilité l'état de pensée des radicaux philosophiques, dans l'avant-propos de son étude : « Le Radicalisme Philosophique » : « Entre erreur et sophisme, il y a une différence facile à saisir. *Erreur* désigne simplement une opinion fausse; *sophisme* désigne aussi une opinion fausse, mais dont on fait un moyen pour un but ». Anisi s'exprime Bentham dans son « Traité des sophismes politiques ». Or, quelles sont, selon lui, les causes des sophismes ? Tout homme public, nous dit Bentham, est soumis constamment à l'influence de deux intérêts distincts : l'intérêt général, « constitué par sa participation au bonheur de la communauté tout entière », et l'intérêt privé « constitué par la part qu'il a dans les avantages d'une fraction de la communauté ». Un homme public recourra au sophisme dans la mesure où, son intérêt privé entrant en conflit avec l'intérêt général, il désirera nécessairement défendre, contre l'intérêt général, l'intérêt de la corporation particulière à laquelle il appartient.

Faire voir qu'il n'y a pas identité entre les intérêts des gouvernants et ceux des gouvernés, et travailler à la réaliser, c'est à quoi

(1) Elie Halévy. « Le radicalisme philosophique ». Paris Alcan 1904.

tend l'effort des réformateurs. *Faire croire que cette identité d'intérêt se trouve déjà réalisée* entre gouvernants et gouvernés, c'est à quoi tendent tous les discours des membres de la corporation gouvernante. Groupés sous les ordres de Bentham et de James Mill, trouvant enfin, depuis le rétablissement de la paix, un public pour écouter leurs voix, les radicaux philosophiques attaquent en bloc et systématiquement tous les sophismes des partis conservateurs.

« Sophismes économiques...

Sophismes proprement politiques...

Sophismes philosophiques enfin. Ils sont, en quelque sorte, à la base de tous les autres. La morale « sentimentale » et en particulier la morale « ascétique » est, si nous en croyons Bentham, le produit d'un régime aristocratique. Ceux qui enseignent la morale du sacrifice, ceux qui exhortent l'individu à sacrifier son intérêt à un idéal supérieur, ceux qui commettent ce contre-sens d'opposer l'intérêt de l'individu à l'intérêt de la société, comme si la société était autre chose que la collection de tous les individus, ne sont pas, à proprement parler, victimes d'une erreur : ils se rendent, plus ou moins consciemment, coupables d'un sophisme. Membres de la corporation gouvernante, c'est aux intérêts de cette corporation qu'ils invitent les individus à se sacrifier.

Mais les *utilitaires* ne prêchent aux hommes ni l'obéissance, ni l'humilité ; c'est par la défense égoïste de leurs droits et de leurs intérêts qu'ils les invitent à réaliser la prospérité générale. Pour les convaincre, ils s'appliquent à détruire le dualisme établi entre la raison et la sensation ; entre le devoir et l'intérêt : comme la raison est le produit naturel de l'arrangement des sensations, *l'ordre moral résulte nécessairement de l'équilibre des intérêts*. Ainsi grâce à Bentham et à James Mill, s'évanouissent les obscurités sophistiques de la morale et de la logique, et la simplification des lois se trouve préparée par la simplification de la pensée philosophique.

Au nom de l'équilibre des intérêts, les utilitaires bouleversent entièrement la procédure et l'organisation judiciaire, dans un sens très nettement anti-démocratique. Il semble que, de leur point de vue même, l'utilité du plus grand nombre, ils se soient lourdement trompés. Une étude de leurs idées à ce sujet dépasserait les limites de cette thèse. Examinons plutôt leur compréhension du droit constitutionnel avant de dégager, pour conclure, leur influence sur le radicalisme.

IDÉES CONSTITUTIONNELLES DES PHILOSOPHES UTILITARISTES RADICAUX. — En conséquence de la philosophie utilitaire, il convient de s'appuyer sur trois principes :

1°) *Principe théorique* (ce qui doit être).

Ce qui doit être, c'est le bonheur de tous, et si cela est impossible, le bonheur du plus grand nombre.

2°) *Principe pratique* (ce qui est).

« L'amour de soi est universel ».

Si l'identité naturelle des intérêts ne semble pas dès lors être toujours certaine, il conviendra d'y remédier par le troisième principe :

3°) *Principe de l'identification artificielle des intérêts.*

Le problème est de placer chacun des membres de la société dans des conditions telles que son intérêt privé coïncide avec l'intérêt général.

Or :

la fin effective de tout gouvernement, c'est le plus grand bonheur de celui ou de ceux qui détiennent le pouvoir ;

sa fin légitime, le bonheur du plus grand nombre.

Tout va se ramener à chercher de quelle manière ses deux fins peuvent se confondre, à appliquer une fois de plus un calcul de profits et pertes, dans le cadre du pouvoir au plus grand nombre.

Maximiser l'aptitude officielle ;

Minimiser la dépense.

Pour l'intelligence et l'activité, on peut compter arriver à les augmenter. Mais pour la morale, la défiance s'impose, il faut ici minimiser la dépense, en minimisant la confiance.

C'était là une vue classique, une règle constante du libéralisme. Mais elle était dangereuse, étant une menace d'impuissance pour tous les gouvernements. L'apport du radicalisme, c'est le sens nouveau qu'il va donner à cette règle.

INFLUENCE DE LA DOCTRINE SUR LE RADICALISME POLITIQUE.

Désormais, minimiser la confiance ne voudra plus dire qu'il s'agit d'équilibrer les pouvoirs politiques, par nature dangereux.

Elle signifiera qu'il conviendra d'empêcher les fonctionnaires investis de faire un mauvais usage de leurs pouvoirs. Il ne peut être question d'étudier toutes les conséquences que Bentham en tirait.

A sa suite, notons que les radicaux français nieront longtemps l'utilité du Sénat, une seconde chambre ne pouvant qu'entraver la première. Ainsi la pratique (la Révolution) agissait sur la théorie

qui, combinée avec des souvenirs (Assemblées Uniques) réagissait à son tour sur les controverses politiques.

Notons encore que Bentham avait prévu la supériorité du scrutin majoritaire et que les radicaux furent bien forcés de s'unir sur ce point.

Enfin, la remarque la plus importante à notre sens, c'est l'influence du principe général dont nous venons d'examiner des aspects. Le principe, c'est qu'un gouvernement, peut n'être pas forcément mauvais. Bon, il a le droit d'être fort. C'est un sophisme de vouloir apporter à un gouvernement juste les entraves que les libéraux avaient raison d'apporter à des gouvernements tyranniques. Par la même influence s'explique également la conception étatiste des radicaux. Ils pensent que le contrôle de l'Etat et la gestion de l'Etat ne sont dangereux que si on les dévie de leur but véritable : l'intérêt général. Cet état d'esprit d'individualisme plus généreux sera ressenti, mais très atténué, par d'autres républicains. Pourtant, il contribuera pour une large part à donner toute son originalité au mouvement radical.

Cette règle nouvelle inspira la pensée de Gambetta, puis l'action de Combes. Une politique démocratique doit être une politique forte, tel est l'apport insuffisamment médité du radicalisme philosophique.

CHAPITRE III

LE SOLIDARISME

Le parti radical, qui s'était formé sur la base des idées libérales, n'était pas indifférent aux questions sociales. Dès l'origine, il les avait mentionnées dans son programme — elles avaient compté dans ses préoccupations. Mais, s'il avait toujours été partisan de plus de justice sociale son activité politique s'était plutôt orientée vers l'organisation générale de la démocratie. Le grand mérite du solidarisme fut de ramener fortement aux questions sociales le parti radical qui risquait de se faire éclipser par le socialisme.

Au point de vue idéologique, disons tout de suite que le solidarisme n'a fait que répéter l'éternel appel à la justice, il n'a pas pu donner au devoir social d'autre raison que morale. Mais, ceci reconnu, il serait injuste de nier la nouveauté d'allures du mouvement, et, sur la base arbitraire mais irremplaçable de la morale, l'ingéniosité des aperçus qu'il nous a fait découvrir.

L'IDÉE DE SOLIDARITÉ AVANT LÉON BOURGEOIS.

C'est une bien vieille idée que celle qui constate la solidarité naturelle entre les hommes. Dès l'antiquité, c'est le célèbre apologue de Menenius Agrippa. Un peu plus tard, Marc Aurèle et Saint Paul l'expriment en termes presque identiques : « Car comme nous avons plusieurs membres dans un seul corps et que tous les membres n'ont pas la même fonction, ainsi nous, quoique plusieurs, sommes un seul corps en Christ et chacun en particulier les membres des uns des autres » (Epître aux Romains, XII, 4 et 5).

« Le même rapport d'union qu'ont entre eux les membres du corps, les êtres raisonnables, bien que séparés les uns des autres, l'ont aussi entre eux parce qu'ils sont faits pour coopérer à une œuvre commune » (Marc Aurèle VII, 13).

Cette solidarité naturelle, Adam Smith la sentira fortement aussi (ses pages célèbres sur la division du travail).

Mais on ne s'était pas borné à constater cette solidarité naturelle. On en avait tiré des conséquences morales et sociales. Et le

mot fraternité, dont se parait l'idéologie révolutionnaire, exprime assez bien cet état d'esprit. La libération des peuples opprimés, c'est de la solidarité hors-série.

Ce sont ces mêmes idées qui inspireront les penseurs sociaux des années 40. Et c'est à Pierre Leroux que revint l'honneur de toute sa signification nouvelle au mot solidarité, comme il prétendait avoir inventé le mot socialisme.

Puis, les progrès des sciences naturelles vont mettre en valeur les liens qui unissent étroitement les diverses catégories d'êtres. La microbiologie notamment montrera comment les hommes dépendent les uns des autres. « On apprend avec horreur », dit M. Charles Gide (1), que le « poitrinaire », naguère héros sympathique de beaucoup de romans sentimentaux, expectorait chaque jour assez de milliards de germes mortifères pour dépeupler une ville ».

En 1889, dans l'« Ecole Nouvelle », Ch. Gide proclame le grand dégel de l'Economie Politique orthodoxe et invite les hommes à remédier ou à parer aux inhumanités de la libre concurrence par la coopération organisée.

A la même époque, M. Fouillée, par ses théories de l'organisme contractuel et de la propriété sociale, éclaire « les contrats implicites » qui forcent nos sociétés à se réorganiser conformément aux exigences de la justice et de la charité, elle-même conçue comme une justice réparatrice.

En 1890, M. Marion, reportant à Renouvier l'idée directrice de son propre travail, publie « La Solidarité Morale », où il étudie la solidarité au point de vue psychologique. Cherchant à fixer les limites de nos libertés, il découvre les liens de toutes sortes qui rattachent l'individu, non seulement à son propre passé, mais par la sympathie, par l'imitation, par toutes les formes de la suggestion et de la pression, à son milieu historique.

Ainsi se développaient, un peu éparses et un peu confuses les idées de solidarité. Ce fut le mérite de M. Léon Bourgeois, un des leaders du parti radical, de les dégager et de les préciser dans son essai sur « La Solidarité » paru en 1896.

« LA SOLIDARITÉ » D'APRÈS LÉON BOURGEOIS.

Ses caractères :

Deux caractères marquent nettement la nouvelle théorie :

(1) Ch. Gide et Ch. Rist. Histoire des doctrines économiques. 5^{me} édition. Les solidaristes p. 699.

- a) elle veut se dégager de toute influence chrétienne ;
- b) elle prétend à la rigueur juridique.

a) *Le solidarisme se prétend dégagé de toute influence chrétienne.*

C'est à un sentiment plus largement humain qu'il dit vouloir faire appel. Mais à ces adversaires, les partisans de la religion ont répliqué : « Sans doute, vous niez subir une influence, mais vous la subissez, malgré vous, certes, sans vous en rendre compte, peut-être ! ».

C'est ainsi que Brunetière, à propos de G. Eliott, écrit : « Dix-huit siècles de christianisme lui dictaient la leçon qu'elle croyait peut-être avoir puisé dans son cours de philosophie positive ».

Et le pasteur Wagner disait de même : « Aux heures où les disciples de Jésus renient son véritable esprit, celui-ci se manifeste quelquefois par la bouche même de ses détracteurs. C'est l'accomplissement de la parole : « Si ceux-ci se taisent, les pierres crieront ».

Quant à l'idée de solidarité, ajoutera-t-on, il n'est que de se souvenir de certaines paroles de Saint Paul (citées plus haut) pour voir que le vocabulaire même n'est pas nouveau.

A la vérité, ces critiques nous semblent injustes. Sans doute, l'on peut trouver bien des points communs entre le solidarisme et le christianisme. Mais comment pourrait-on sérieusement s'en étonner ?... Entre toutes les doctrines morales, il est facile de trouver des analogies ou des ressemblances. Ce qui distingue le solidarisme, c'est sa volonté de rompre tout lien avec les traditions religieuses. L'entreprise est une des formes de l'effort commencé par la démocratie pour laïciser, intégralement, à son tour la morale elle-même. C'est sans doute même le désir d'affirmer leur pleine indépendance laïque qui a porté les solidaristes à rechercher un caractère strictement scientifique. Et c'est bien l'esprit scientifique qui est le leur, avec « les habitudes de sentiment créées dans l'Occident moderne par le mouvement triomphal des découverts et des applications des sciences » (1). Ainsi s'oppose-t-il au solidarisme chrétien, hypnotisé par l'idée du mal et ruminant le plus souvent la communication des crimes, ce « formidable fardeau » dont parle Ballanche.

Et donnant à la solidarité des bases différentes, chrétiens et radicaux ne seront pas d'accord dans l'ordre des sentiments et des

(1) Bouglé « Le Solidarisme ».

actes commandés. D'abord, la préoccupation du salut individuel distrait les âmes : même si leur charité est autre chose qu'un placement (et sans cela ils ne seraient pas de bons chrétiens), les chrétiens conséquents n'aiment l'humanité que par contre coup.

Et puis, surtout, le combat contre la misère peut-il être mené avec conviction par qui considère la douleur, non pas seulement comme un mal nécessaire, mais comme un bien précieux ?... Pour les solidaristes, il ne doit pas y avoir de « vallée de larmes ».

Enfin, sur le terrain de l'action, le solidarisme demande moins à l'individu. Développant son moi social, il se contente, au profit de ce moi social, de demander un sacrifice au moi individuel. L'égoïsme serait plus étroit, il ne faut voir là qu'un enrichissement de la personnalité.

Après ces développements, il nous semble bien démontré que le solidarisme se distingue nettement du christianisme.

Est-il également fondé dans sa prétention à la rigueur juridique ?...

b) *Le solidarisme et le droit.*

La doctrine n'est nullement une extension de la solidarité naturelle dans l'ordre social. Ce ne serait alors qu'une constatation ou une théorie scientifique — et non plus une « théorie d'art », une doctrine sociale.

Au contraire, la nature étant injuste ou « a juste » (comme l'on voudra), il convient que ceux qui ont profité des hasards heureux s'acquittent vis-à-vis de ceux qui ont souffert sans cause. La solidarité rachète ainsi les maux que la solidarité a causés.

Il y a une dette des uns envers les autres, « dette sacrée », disait la Constitution Montagnarde. Dette qui ne se paiera que par une contribution aux œuvres de solidarité.

Et cette dette est plus qu'une « dette morale ». Il faut lui donner une sanction légale, en la supposant née d'un quasi-contrat.

Ceci est tout-à-fait original. C'est faire du contrat social, non le point de départ, mais le point d'arrivée. Le neuf de la théorie, c'est qu'elle vise à étendre le contrôle de l'Etat, sans personnifier l'Etat à aucun degré. Les redressements de compte, elle estime qu'on peut les justifier rien qu'en présumant les justes volontés des associés. « Entre le droit privé et le droit public », a dit M. Bouglé, « c'est un grand pan de mur qui s'écroule ».

S'écroule-t-il ?... Telle est la question que peuvent se poser les juristes.

En droit positif, il est évident qu'on ne saurait défendre (et on ne l'a pas fait) l'existence des quasi-contrats de M. Léon Bourgeois.

Sans doute, le quasi-contrat est conçu par les solidaristes d'une façon très large. La doctrine demande moins à la société de se réformer selon ce que les individus auraient pu vouloir en fait que selon ce qu'ils auraient dû vouloir.

Mais, alors, en droit naturel, il nous semble que des obligations aussi vastes et vagues ne peuvent guère se détacher des notions purement morales.

A notre avis, il nous faut donc refuser au solidarisme toute espèce de caractère juridique. Le quasi-contrat n'est qu'une formule, et pourtant, en étudiant l'apport d'ensemble de la doctrine nous verrons que la formule fut une formule utile.

LES APPORTS DU SOLIDARISME.

1) En montrant que l'évolution pouvait se faire par l'association, en montrant que, dans le règne animal il en fut souvent ainsi, le solidarisme a prouvé que l'écrasement des faibles n'était pas nécessaire à l'évolution. Sans doute, les analogies, trop poussées ne prouvent pas grand chose (et c'est pourquoi nous les avons laissées de côté). Mais cet argument de la doctrine ne fait que répondre à ceux des adversaires en se plaçant sur leur terrain, et c'est pourquoi il nous a paru opportun de le mettre à son actif.

2) La théorie juridique du quasi-contrat, dont nous avons nié la rigueur scientifique, nous paraît cependant tout-à-fait intéressante — *au point de vue de la propagande* — et peut-être au point de vue des *conséquences doctrinales*.

Tout ceci possède une originalité de propagande, tout-à-fait incomparable au vieux répertoire républicain. Il semble même que le radicalisme, s'attachant à une notion qu'il voulait juridique, se soit engagé à se laisser entraîner assez loin dans la voie des réformes sociales.

3) Sans comparer christianisme et solidarisme, on peut noter toutefois que, tout au moins pour les incrédules, le solidarisme peut remplacer le christianisme absent en ce cas.

Pourtant, le sentiment de justice est antérieur au christianisme et au solidarisme. C'est une démarche naturelle de l'esprit humain. Le libéralisme avait déjà le sentiment de la justice.

4) Mais c'est bien là le grand mérite du solidarisme, avoir rendu à l'individualisme la générosité de ses débuts. Les premiers individualistes en effet n'avaient pas la sécheresse un peu tran-

quille des économistes libéraux, de même qu'ils ne comprenaient pas, à la façon égoïste de certains moralistes modernes, le développement abusif et morbide de la personnalité.

Au point de vue moral, ils souhaitaient le développement de l'universel, du moi dans ses parties supérieures, communes à tous les individus d'élite.

Au point de vue économique, n'oublions pas que Rousseau était partisan des greniers publics ; Condorcet, d'un système d'assurances mutuelles ; qu'Adam Smith croyait à un devoir d'éducation publique imposé à la collectivité et que Montesquieu proclamait le droit à la subsistance. Ils protestaient tous contre les abus de leur époque, mais ils ne pensaient pas nier à l'Etat le droit d'accomplir ce qu'ils considéraient comme son devoir.

Les vrais descendants de ces individualistes, ce sont les solidariques qui ont su comprendre les objections socialistes sans se rallier à un régime qui pourrait brimer l'individu.

Un rajeunissement de l'individualisme, un regain de la solidarité, voilà l'apport, supérieur à toute explication de philosophie politique, qui fut fait par les apôtres de la solidarité.

Nous avons examiné la philosophie du parti radical.

Nous avons vu les influences qu'il a subies :

libéralisme politique ;

rationalisme utilitariste des radicaux philosophiques ;

influences sociales du solidarisme.

Toute la philosophie se trouve résumée dans une lettre de Léon Bourgeois à F. Buisson pour la préface de son livre « La Politique Radicale ».

Cannes, 8 Avril 1908.

LEON BOURGEOIS à F. BUISSON, DÉPUTÉ DE LA SEINE

Le parti radical a un but : ... organiser politiquement et socialement la société selon les lois de la raison, c'est-à-dire en vue de l'entier développement de la personne humaine dans tout être humain, en vue de l'entière réalisation de la justice dans tous les rapports entre les êtres humains.

Le parti radical a une méthode. — C'est celle de la nature elle-même. Il sait que tout organisme naturel tend à se développer vers un état supérieur par l'évolution régulière de chacun de ses éléments coordonnés. Il attend donc de l'évolution morale et intellectuelle de chacun des individus l'amélioration progressive de la société. Et c'est pour la hâter qu'il fait de l'éducation publique le premier devoir de l'Etat puisque c'est le premier intérêt de la société.

Le parti radical a une morale et une philosophie. — Il part du fait indiscutable de la conscience. Il en tire la notion morale et sociale de la dignité de la personne humaine. Il en conclut pour celle-ci un *droit* et un *devoir* :

le *droit* de chercher par l'effort de sa raison les conditions de son propre développement et les lois de ses rapports avec les autres êtres ;

le *devoir* d'observer vis-à-vis des autres les règles d'existence qu'elle a ainsi librement déterminées.

L'égalité des droits entre tous les êtres humains, l'obligation pour eux de pratiquer rationnellement le régime de la solidarité mutuelle sont les corollaires nécessaires de la doctrine. Ce sont les nouveaux Commandements de l'Ecole, les tables de la loi de la démocratie.

Le parti radical a une doctrine politique. — Il va de soi que c'est la doctrine républicaine.

Mais la République qu'il a en vue est la République démocratique qui, seule, permet à tous les citoyens de rechercher ensemble,

sans privilège pour aucune catégorie d'entre eux, les arrangements légaux les plus propres à réaliser ce gouvernement de la raison.

Le parti radical enfin a une doctrine sociale : l'association. — Ce n'est ni à des circonstances passagères ni à des accommodations complaisantes que notre parti doit la raison de son influence et la réalité de son action.

Il est né de la rencontre de deux forces devenues libres pour toujours: la raison qui cherche la vérité, la conscience qui veut le droit ».

LIVRE DEUXIÈME

LE PARTI RADICAL DANS SON DÉVELOPPEMENT

PREMIÈRE PARTIE

La lutte libérale - Le radicalisme d'opposition

PREMIÈRE SECTION

L'EMPIRE

PROLOGUE

LE RADICALISME D'OPPOSITION

LUTTE POUR LE LIBÉRALISME

La liberté ne s'acquiert qu'après l'expérience de quelques dictatures. Les précipitations entraînent les réactions et les persécutions. *La Première République* avait sauvé la Patrie, elle n'en eût plus la force de se sauver elle-même. Et alors, c'est le Premier Empire. Le parti républicain disparaît. Napoléon laisse aux Français l'égalité, mais confisque toutes les libertés. L'Ancien Régime était plus libéral, mais un souffle généreux d'égalité, passe dans les plis du drapeau tricolore, et l'on peut considérer avec le poète que l'Empire a le Dix-Huit Brumaire pour père et la Révolution Française pour mère.

Mais la défaite de la France ramène les vestiges du passé. Et la République reprend sa marche sous la Restauration. Le Contrôle

Parlementaire, si faible pourtant, est la rançon faite au présent. Mais ce n'est pas assez. Coblentz n'a pas le prestige d'Austerlitz. Etudiants et ouvriers fraternisent, et dans l'allégresse de trois matins d'été, les Bourbons reprennent à jamais le chemin de l'étranger.

Louis-Philippe se montre et le soleil disparaît. Il va falloir attendre encore dix-huit ans. Etre républicain, c'est un délit. Qu'à cela ne tienne ; on est radical. C'est un mot qui vient d'Angleterre et qui sert à réclamer les réformes les plus absolues. Le parti radical a un journal : « *La Réforme* », un chef : *Ledru-Rollin*. Ils réclament le suffrage universel, et le Gouvernement accorde à peine le suffrage aux capacités. Et déjà dans l'exil les Orléans ont rejoint les Bourbons. L'enthousiasme est général, et des temps nouveaux vont venir. Du moins, on en est persuadé. Mais les uns sont trop pressés, les autres ne le sont pas assez. Ouvriers et bourgeois se séparent dans le sang des journées de Juin. La majorité républicaine de la Constituante devient la minorité de la Législative. Le désordre est dans les esprits et le peuple élève à la présidence de la République un neveu de Napoléon, le même dont la tentative de coup d'Etat avait piteusement échoué sous Louis-Philippe. Dans la dégénérescence des idées, 180 députés se concentrent autour de la faction « démocratique sociale » qui évoquant des heures de gloire, se réclame de la Montagne. La modération s'impose, ils sont intransigeants ; il faut un programme minimum ; le manifeste de la « Montagne » est trop grand pour elle et ses possibilités. Il est en puissance le programme radical.

CHAPITRE PREMIER

L'EMPIRE AUTORITAIRE

En ce temps-là, la République est belle et Napoléon III empereur

En ce temps-là, la République est belle et Napoléon III empereur.

La réaction libérale commence : loi électorale, loi Falloux. Elle trouve son aboutissement logique le 2 décembre. On arrête et on exile. En France la consigne est le silence. Et un plébiscite en vase clos fait de Napoléon un Empereur par 7.839.000 « oui ». Seuls, 53.000 citoyens eurent la fermeté de répondre « non » (novembre 1852).

Les journaux sont soumis au régime de l'autorisation préalable, du cautionnement, du droit de timbre. Ils relèvent des Tribunaux correctionnels. Ils peuvent être avertis, suspendus, supprimés, par simple décision du Ministre ou d'un préfet. On ne badine pas avec la presse. Deux journaux, ayant entamé une polémique sur les qualités comparées d'engrais, reçoivent un avertissement, car dit le préfet, de telles discussions « ne peuvent que porter l'indécision dans l'esprit des acheteurs ».

Le Corps Législatif, sans pouvoir d'ailleurs, est bien élu au suffrage universel, mais on pratique la candidature officielle. Entre tant de candidatures raisonnables et recommandables, il importe d'« éclairer l'électeur », dit en son cynisme naïf, le ministre Persigny.

Le 14 janvier 1858, un Italien Orsini, mécontent des hésitations italiennes de l'Empereur, lance trois bombes sur la voiture de celui-ci. On se venge sur les républicains qui n'y sont pour rien, en faisant voter une loi de « sûreté générale », permettant d'arrêter et de déporter sans jugement toute personne antérieurement punie à l'occasion des journées de Juin 1848 et des événements de Novembre 1851.

Mais ces précautions étaient inutiles. L'Empire était populaire. L'autorité a besoin de la réussite. En Crimée, comme en Italie, la

victoire persistante avait consolidé le prestige du régime. Seuls, cinq républicains sont élus avant 1863, au Corps Législatif : un médecin Hénon, un publiciste Darimon, trois avocats : Emile OLLIVIER, Ernest PICARD, Jules FAVRE.

La Roche Tarpéienne est voisine du Capitole. En sa banalité, cette amère constatation est vraie pour les régimes comme pour les individus. Jusqu'ici l'Empire s'est appuyé sur les catholiques et les industriels. Les uns et les autres vont lui échapper. Il entrera dans la voie des concessions au libéralisme. Mais les concessions accordées font songer à d'autres, et l'Empire Parlementaire, dépouillé de sa force ne s'est acquis aucune reconnaissance.

En même temps que la guerre effrayait le milieu des affaires, la politique italienne de l'Empire lui aliénait les catholiques. La guerre d'Italie avait eu pour objet de mettre fin à la domination des Autrichiens en Lombardie. Mais voyant le Piémont s'agrandir et l'unité italienne déjà s'amorcer, les populations des Etats de l'Eglise s'étaient révoltées contre l'autorité temporelle du Pape et réclamaient leur annexion au royaume italien du nord. Les catholiques français s'inquiétaient des conséquences de la politique extérieure et avaient tenté de s'opposer à la guerre.

Les difficultés politiques ont coutume de s'enchevêtrer. La politique italienne ne mécontentait pas seulement les catholiques français. Du dehors on la voyait avec appréhension. La reine Victoria, dans une lettre écrite en 1860, ne disait-elle pas : « Cela se terminera un jour par une véritable croisade contre le perturbateur universel » : Il fallait apaiser l'Angleterre. L'idéologie de ce peuple était à l'époque surtout commerciale. Un traité de libre-échange favorisant en France les industriels anglais fut signé en 1860. Malgré ROUHER disant : « L'industrie a ses victoires comme la guerre a les siennes », l'Empire perd ses plus fidèles défenseurs, les industriels.

Les républicains avaient vu d'un bon œil la guerre d'Italie. Les tergiversations impériales dans la question romaine les décevraient, eux aussi. Quoiqu'il en soit, l'Empire allait s'orienter à gauche et faire des concessions à l'esprit libéral. Ce n'est pas encore l'heure du radicalisme, mais celui-ci étant la conséquence extrême et logique du libéralisme, il convient d'étudier le mouvement en son développement. D'ailleurs, et sans pousser l'analogie trop loin, tout le mouvement d'idées républicaines sous l'Empire tient de l'idéologie radicale. Il serait arbitraire de commencer une étude de la Déclaration de Belleville. Il nous faut voir en quelles circonstances le radicalisme est né à la vie politique.

L'amnistie du 16 août 1859 était une indication. Ce fut le décret du 24 novembre 1860 qui marque le début de l'évolution de l'Empire Autoritaire vers l'Empire Libéral. Il s'agissait, d'après le préambule de « donner aux grands corps de l'Etat une participation plus directe à la politique générale de notre gouvernement et un témoignage éclatant de notre confiance ». Chaque année, le Sénat et le Corps Législatif pourraient discuter et voter une Adresse en réponse aux discours du trône. On crée des ministres sans portefeuille chargés de défendre devant les Chambres les projets de loi du gouvernement.

Mais on va plus loin, un S. C. de 1861 rend publics les débats parlementaires, le Journal Officiel devant donner le compte-rendu in-extenso des séances, les journaux pouvant faire des comptes-rendus analytiques. Ces mesures étaient essentielles. C'était le retour progressif au régime parlementaire. « Dans cette chambre hermétiquement fermée qu'a été la France pendant 9 ans », put écrire M. MÉZIÈRES, « c'était un peu d'air pur et respirable qui pénétrait ». On marque les nouvelles tendances en remaniant le ministère, en faisant remise aux journaux des avertissements encourus, en permettant la création d'un nouveau journal d'opposition, « LE TEMPS ».

Mais la liberté répugne aux demi-mesures. A la session de rentrée de 1861, le groupe républicain des Cinq utilise le procédé de l'amendement pour attaquer le régime autoritaire. L'amendement au paragraphe 1^{er} semblait considérer la réforme de décembre comme un premier pas vers le retour aux libertés complètes que le gouvernement devait au pays.

« Pour que le droit de contrôle restitué aux représentants du pays dans les limites restreintes du dernier décret puisse porter ses fruits, il est nécessaire d'abroger la loi de sureté générale et toutes les autres lois d'exception de dégager la presse du régime arbitraire, de rendre la vie au pouvoir municipal, et au suffrage universel sa force, par la sincérité des opérations et le respect de la loi ».

Jules FAVRE et OLLIVIER demandent le retour aux libertés. Le premier demande l'abrogation des lois d'exception, contraires aux « principes de 1789, qui sont la base de la Constitution. Le second encourage l'Empereur à initier un grand peuple à la liberté. Je suis prêt à vous suivre, dit-il ou à peu près, « moi qui suis républicain », se préparant ainsi à ne plus l'être.

En 1861, on décide que le budget de chaque ministère sera voté par section.

A la session de 1862, l'opposition est vigoureuse.

Le Corps Législatif refuse une pension perpétuelle et héréditaire de 50.000 francs au Duc de Palikao.

Les cinq, radicalisant, reprennent le système d'amendement à l'Adresse :

« La confiance publique ne peut renaître que par retour sincère au régime de la liberté. La presse doit cesser... d'être un monopole soumis à une censure occulte ». Le jury en matière de presse, des élections faites par les électeurs et non les préfets », le droit de réunion, le pouvoir municipal émanant de la commune... Telles sont les conditions principales d'un système politique qui s'autorise des principes de 1789 ».

En 1863, même tactique. Sept amendements sont proposés, notamment contre le régime de la presse, attentatoire à la Liberté (le mot de liberté est sans cesse prononcé dans les discours officiels, mais les pratiques du gouvernement n'ont pas changées), contre le découpage électoral (déjà !), contre l'expédition du Mexique.

Et déjà aussi, on se sert de la discussion du budget pour parler de la politique générale.

Puis l'on s'en va devant le pays.

Les milieux ouvriers

La répression qui avait suivi les journées de Juin avait brutalement éliminé les ouvriers de la vie politique. La guerre d'Italie, faite officiellement au nom du principe des nationalités, conséquence des principes révolutionnaires, fut accueillie favorablement dans les milieux ouvriers. On acclame l'Empereur partant pour la guerre. Le prince Napoléon, qui était intelligent, eut l'idée de tirer parti de cette sympathie. Il se fait amener des ouvriers au Palais-Royal, les subventionne et des brochures paraissent, disant aux ouvriers que leur protecteur naturel c'est l'Empereur.

Le mouvement se développe. Une délégation d'ouvriers à Londres trouve que tout y est rationalisé pour le mieux dans le meilleur des mondes. Puis, au retour, une scission se produit, le mouvement ouvrier se tourne vers le mouvement républicain.

Le gouvernement se servira toutefois de réformes sociales pour retarder les réformes politiques, et c'est la portée de la loi de 1864, accordant la liberté de coalition.

Les milieux intellectuels

« L'ÉCOLE DE DROIT ET L'ÉCOLE DE MÉDECINE SONT FURIEUSEMENT TRAVAILLÉES PAR L'ESPRIT RÉVOLUTIONNAIRE ».

(Journal d'un bourgeois de Paris)

Parallèlement au mouvement ouvrier qui renait, un autre foyer d'opposition se développe. A cette époque, en effet, la « jeunesse des Ecoles » déjà frondeuse, était aussi passionnément démocrate. C'est le propre des institutions établies d'entraîner l'opposition des jeunes gens, qui confrontant la société de leur temps avec celle de leurs rêves, se dépensent fougueusement contre elle.

Ils admiraient la Révolution, dont ils exaltaient le souvenir. Ils haïssaient l'Empire par rancune contre la compression intellectuelle et l'obligation des pratiques religieuses. Ils avaient le culte des proscrits, et de Jersey l'ombre de Victor Hugo s'étendait sur eux pour les rendre irréconciliables.

« O drapeau de Wagram ! O pays de Voltaire (2)
Puissance, liberté, vieil honneur militaire,
Principes, droits, pensée, ils font en ce moment,
De toute cette gloire un vaste abaissement. »

Et plus que les poèmes, ce sont les chansons. C'est Rogeard, républicain, vivant de leçons qui écrit : « Le Lion du Quartier Latin. » Le romantisme est devenu social : « Non, la jeunesse n'est pas morte... Le jeune lion a rugi. »

Nous sourions aujourd'hui de la naïveté qui accompagne souvent la foi sincère. Mais l'oppression ignore l'élégance du septicisme, et si le jeune lion ne rugit pas, il s'agite. On applaudit les professeurs libéraux et l'on fait directement comprendre aux autres que l'Université ne saurait être grande que libre et indépendante.

Comme l'on est étudiant, on est pauvre par définition, c'est la règle constante de tous les régimes ! Et alors, le cautionnement ne permet pas de fonder des journaux politiques. On crée des revues comme le « Travail » où M. Clémenceau et M. Meline s'affirment déjà comme une bien dangereuse extrême-gauche. Les sujets politiques sont interdits. Peu importe, les régimes autoritaires ne détestent pas de revendiquer de leur côté la morale et Dieu ! La morale et Dieu, permettent les polémiques et, pour atteindre l'Empire, on

(1) Seignobos, Histoire de la France Contemporaine, Tome VII, p. 42.

(2) Victor Hugo. Les châtimens.

s'en prend à la morale, à Dieu et à la propriété privée. L'évêque d'Orléans ne cache pas son indignation.

Les oppositions se nourrissent de leurs propres violences, et quand elles sont fondées, et quand des intelligences les dirigent, de plus en plus elles sont subversives. « La Rive Gauche », « Candide » célèbrent les révolutions futures.

Le pacifisme naît, et avec lui, ses conséquences à la fois et ses pires adversaires : l'antimilitarisme et l'antipatriotisme.

En 1866, Vermorel, socialiste proudhonien, rédacteur du *Courrier Français*, publiera une adresse des étudiants de Paris à ceux de l'Allemagne et de l'Italie pour protester contre « la vieille politique » (1) qui « pousse les peuples à s'entregorger sur de sots prétextes d'intérêt national et de différence de races ». Mais d'autres iront plus loin que ce locarnisme tout moderne, et un autre rédacteur du même organe, ayant posé la question : « Qu'est-ce que la patrie ? » sera condamné à six mois de prison.

(1) Seignobos, t. VII déjà cité, la mentionne p. 42.

CHAPITRE II

RENAISSANCE DU PARLEMENT

ET DE LA VIE POLITIQUE

Les Elections de 1863

« POUR ÊTRE LIBRES, LES ÉLECTEURS ONT BESOIN D'ÊTRE ÉCLAIRÉS
PAR LE PRÉFET ».

Persigny (Circulaire du 8 Mai 1863).

C'est dans une atmosphère frondeuse que s'ouvre la campagne électorale. Le gouvernement s' imagine embarrasser ses adversaires en exigeant des candidats un serment écrit de fidélité à l'Empire. Ainsi ils sont placés devant ce dilemne : ne pas se présenter, ou s'ils se présentent : reconnaître l'Empire. Les opposants, effectivement, sont inquiets et prennent au sérieux cette obligation. La haute conscience des uns répugne à prêter un serment qui ne pourra être tenu. Pourtant l'opportunité politique et l'intelligence avertie des autres voient que ce serment arbitrairement imposé est injuste et qu'il serait vain d'y attacher une valeur quelconque. En plus de l'opposition classique : légitimistes, orléanistes, républicains, il y a une opposition dynastique : catholiques et protectionnistes. Tous ces candidats se disent indépendants et la presse les y encourage. Dans une note du « Moniteur », Persigny se fâche. Les candidats officiels ne seraient-ils pas indépendants. Indécente supposition ! La protection officielle n'a pour but que d'assurer leur indépendance !

Sauf quelques rares cas, l'entente des opposants fut seulement tacite. C'est le propre des programmes négatifs de faciliter les accords.

La négation n'a pas besoin que de phrases pour s'affirmer. Luttant au nom des principes, elle dédaigne les réalisations. En matière électorale, la négation est constructive.

« Oublions tous les dissentiments, » dit « le Siècle » du 16 Mars. Le « Temps » n'avait-il pas dit la veille : « Légalement, il n'y a ni

légitimistes, ni orléanistes, ni républicains. Légalement, il y a le parti de la résistance et le parti du progrès, le parti de la compression et le parti de la liberté. »

Malgré les pressions de toutes sortes, 32 opposants, dont 17 républicains et libéraux furent élus. A Paris, la liste de gauche des « Cinq » qui comprenait 8 républicains et Thiers, qui venait d'attaquer le régime, fut élue toute entière. L'opposition pouvait être fière de ses résultats. Le pays se réveillait. L'entente avait donné la victoire, c'est-à-dire, qu'elle avait, « sur quelques points réussi à surprendre le suffrage universel », écrivait Persigny. Mais les surprises vont par couples, et Persigny se voit retirer le ministère, et Walewski le suivit dans la plus forcée des retraites.

Le 6 novembre 1863, le nouveau Corps Législatif voit sa session ouverte. Napoléon III. qui n'est pas difficile, « se déclare satisfait des élections ». Ses adversaires l'étant aussi, l'allégresse est générale et l'on vérifie les pouvoirs. La première session d'une législature suscite tous les enthousiasmes et anime toutes les convictions. L'Administration s'entend dire de sévères vérités. Vengeance des députés élus malgré elle — et puis mépris sincère des procédés employés.

Cinq élections seules furent invalidées. L'ingratitude de la majorité ne pouvait aller plus loin !

Puis s'ouvre la session de 1864. Comme les autres années, les amendements pleuvent. L'opposition se sert de l'unique moyen qu'elle a d'affirmer son opinion. On insiste encore et toujours sur la honte du régime électoral. La minorité de l'Assemblée sait ou croit qu'elle est la majorité du pays. On montre la différence des résultats entre les campagnes et les villes. Les pressions seules expliquent les dissemblances. Le cœur du pays est à gauche !

Il y a des libertés nécessaires. C'est l'autorité de Thiers qui les indique. Il compare la situation au « Cap des Tempêtes ». Ce cap devait faire la fortune de maints folliculaires. Il fallait doubler ce cap par un programme en cinq points !

Liberté individuelle (1) (abrogation de la loi de sûreté).

Liberté de la presse (abolition du régime des avertissements).

Liberté électorale (abandon des pratiques de la candidature officielle).

Liberté de la représentation nationale (droit d'interpellation donné aux Chambres).

(1) Voir Seignobos, déjà cité, p. 33.

Liberté de la majorité de diriger la marche du gouvernement (les ministres responsables, le souverain irresponsable).

Si on ne lui accorde ces libertés, le pays pourrait un jour les exiger, menace Thiers et les républicains pensent qu'il a déjà su le faire.

Le lendemain 12 janvier, Napoléon remet à l'archevêque de Bonnechose les insignes de cardinal. Les gouvernements, quels qu'ils soient, profitent de toutes les occasions pour faire des discours. Napoléon III dit : « Le cercle de notre Constitution a été largement tracé, tout honnête homme peut s'y mouvoir à l'aise ». Ce qui n'est pas aimable pour Monsieur Thiers.

Au Corps Législatif, l'opposition prend tous les prétextes pour, inlassablement, revendiquer. L'agitation des étudiants et des ouvriers prépare les hommes qui auront la responsabilité de la République. Mais, la France n'a d'yeux que pour le Corps Législatif. Discussions sur l'Adresse, sur le Budget, vérifications des pouvoirs, autant de prétextes à autant d'interventions.

Les jeunes avocats faisaient déjà de la politique. Brochures, articles, procès politiques, ces précurseurs ouvraient tous les chemins. Le gouvernement poursuit quelques-uns de ces jeunes républicains (Héroid, 36 ans ; Ferry, 32 ans ; Gambetta, 26 ans). Et le procès des Treize va les rendre célèbres. Ils ont sinon l'esprit révolutionnaire, tout au moins l'esprit de la Révolution. Positivistes ou libres penseurs, ils sont hostiles au cléricalisme, et il ne nous étonne pas de savoir que c'est l'un d'eux, Peyrat, qui poussera le premier le cri fameux que les autres reprendront : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! ». Ce cri, ce fut le cri de défense du radicalisme à certaines heures difficiles de notre histoire.

On est encore loin de la victoire, et déjà les défections se produisent. C'est un aspect pénible de notre histoire politique qui se renouvellera. Darimon et Ollivier se rallient... à l'Empire. *Deux sur cinq, c'est beaucoup.*

Mais ceux qui s'éloignent ne vont pas très loin. Ollivier, lié à Morny, espérait faire triompher le libéralisme et aboutir à un régime d'esprit républicain. Autour de Napoléon, un certain nombre d'hommes sont animés de la même pensée : *Morny, Victor Duruy*, qui vient de rétablir la classe de philosophie et pousse l'Empire à établir l'instruction gratuite et obligatoire (Napoléon se laisse persuader puis recule à son habitude).

Le prince Napoléon prononce à Ajaccio un discours nettement anticlérical, dans lequel il revendique l'autorité du Napoléon libéral de l'Acte additionnel. L'Empereur désavoue son cousin par une

lettre publiée le 23 mai dans le Moniteur. Le prince, furieux, démissionne de la vice-présidence du Conseil Privé. Morny était mort le 10 mars. Le personnel libéral va se raréfier autour de l'Empereur.

Emile Ollivier, détaché de son parti, mais resté libéral, va rendre par sa présence vigilante un service inappréciable aux hommes qu'il a quittés. Son heure vient.

L'opposition se développe. L'histoire du Second Empire n'est d'ailleurs que la suite des progrès de l'idée libérale.

Déjà, aux élections passionnées de 1863, une opposition dynastique s'était jointe aux républicains et aux monarchistes. Les causes se reproduisant et s'aggravant, les effets se reproduiront et plus considérables. La tension entre le pape et l'Empereur s'est affirmée par l'Encyclique « *Quanta Curra* » et le « *Syllabus* ». Les catholiques se séparent d'une politique à tendance anticléricales. Un certain nombre de députés officiels passent à l'opposition. Et c'est le Tiers-Parti.

Janvier 1866. Ouverture de la session du Corps Législatif, date importante.

Le discours du Trône défend habilement une politique. Il semble imprégné de l'amour des constitutions, 1852 est selon lui le code des libertés nécessaires et suffisantes. Il fait aussi l'éloge de la Constitution Américaine. Mais tout ceci encadre à la vérité l'attaque contre le régime parlementaire qui faisait de l'Angleterre la nation la plus libre du monde.

Les adversaires ne s'y trompent pas lors de la discussion. L'amendement des républicains est d'une netteté lourde de menaces :

« La Constitution, en proclamant la souveraineté du peuple, a déclaré confirmer et garantir les principes de 1789, elle a fait de ces principes la base du droit public. *La France a donc droit à une presse libre*, cependant la presse périodique est soumise à l'arbitraire administratif, la censure rétablie sous une nouvelle forme, et les procès de presse enlevés au jury, leur juge naturel, confisquent la liberté de discussion.

Elle a droit à des élections libres, cependant le système des candidatures officielles subsiste avec ses inévitables abus, le droit de réunion est dénié.

Elle a droit à la liberté municipale, qui est une des conditions les plus essentielles de la liberté, cependant le gouvernement, en dépit de ses promesses, choisit encore sans nécessité, les maires en dehors des conseils élus, il brise les conseils municipaux au moindre signe de résistance, il condamne Paris et Lyon au régime des commissions municipales.

Elle a droit de trouver dans la responsabilité des fonctionnaires publics une sanction aux lois qui protègent les citoyens, cependant les agents du pouvoir ne peuvent être poursuivis qu'en vertu de l'autorisation du pouvoir, lui-même juge et partie.

La France accepterait volontiers l'exemple des Etats-Unis qui lui est proposé, mais elle ne consent pas à emprunter à la République et à la Monarchie ce qui constitue l'autorité, en répudiant de chacune de ces formes de gouvernement ce qui constitue la liberté. Sans la liberté aucun droit n'est garanti. La liberté seule peut faire l'éducation de la liberté ».

La France accepterait volontiers l'exemple des Etats-Unis. Mais l'exemple des Etats-Unis, c'est la République. Malheureuse allusion. L'habileté n'était qu'apparente. Et le fonctionnaire qui avait conseillé ces incursions en droit constitutionnel comparé dût être prié d'abandonner ses chères études.

Mais, il y a deux oppositions et l'amendement est une formalité en deux temps. Les Républicains ont eu 17 voix. Tiers-Parti et indépendants vont recueillir 44 signatures et obtenir 63 voix au vote final. On reste sur le terrain constitutionnel, dynastique, mais on veut plus de liberté.

« La France, fermement attachée à la dynastie qui lui garantit l'ordre, ne l'est pas moins à la liberté, qu'elle considère comme nécessaire à l'accomplissement de ses destinées.

Aussi le Corps Législatif croit-il être l'interprète du sentiment public en apportant au pied du trône le vœu que « Votre Majesté donne au grand acte de 1860 les développements qu'il comporte. Une expérience de cinq années nous paraît en avoir démontré la convenance et l'opportunité ».

Qui aime bien châtie bien. Il y a des « fermes attachements » qui sont des demandes pressantes. Buffet monte à la Tribune et réclame le droit d'interpellation, l'envoi des ministres à la Chambre (et non plus seulement des ministres d'Etat), le changement du régime de la presse.

Mais l'Adresse est votée et Napoléon l'interprétera légitimement d'ailleurs, comme l'acceptation totale de sa politique. Il parle le 21 mars. Il y a deux libertés : celle dont on ne peut se servir et celle dont on peut se servir. Indéfectiblement attaché à la première formule, l'Empereur avoue : « La France veut la stabilité, le progrès, la liberté... qui éclaire, contrôle, discute les actes du gouvernement, non celle qui devient une arme pour le miner et le renverser ».

A la fin de session, et tout en niant les droits du Corps Legis-

latif, touchant une éventuelle révision de la Constitution, on lui fait des concessions : le maximum de 3 mois de session est aboli, après n'avoir jamais été respecté ; l'indemnité parlementaire est augmentée.

L'opposition s'agite, mais les événements s'agitent aussi pour elle. 1866. L'Empereur est malade, vieilli, fatigué. A l'extérieur, toutes proportions gardées, sa fortune suit celle de son oncle. L'ère des victoires est épuisée, comme celle des interventions généreuses. Par delà les mers lointaines, l'armée française, luttant contre la liberté d'un peuple, a connu la défaite. On avait méconnu le génie de notre peuple.

En Europe, la victoire de la Prusse à Sadowa est une lourde menace pour l'avenir. Ce n'est plus la France qui représente le principe des nationalités.

La presse ne peut s'en prendre aux ministres, mais comme ceux-ci opèrent chacun pour son compte, l'Empereur n'est pas protégé. Et on peut l'attaquer impunément.

L'Empereur sent la nécessité de faire des concessions. Il charge Walewski d'offrir un portefeuille à Ollivier, qui hésite à entrer dans un cabinet Rouher, mais accepte d'avoir des entretiens avec Napoléon. Celui-ci, romantique de la politique, le fait entrer en grand secret par des portes dérobées. Le député était séduisant, et l'Empereur prêt à subir bien des séductions. L'intérêt de l'un amenait à se rapprocher des libéraux, l'intérêt de l'autre à se rapprocher du pouvoir.

L'avocat plaide le libéralisme, l'homme vieilli est enclin aux concessions. Mais c'est le propre de ceux que leurs forces abandonnent de vouloir faire une démonstration de celles-ci.

Attendre le vote de l'Adresse, puis, ayant montré qu'on est le plus fort, céder parce qu'on est le plus faible. Le programme s'accomplit plus vite, Ollivier passe du temps en tractations : l'Impératrice, Magne, Rouher. Passons. Détails, tout cela. Le Conseil des Ministres accueille mal les projets. L'Empereur fait démissionner les Ministres, et le 19 janvier, par un coup de théâtre bien dans sa manière, Napoléon III, dans une lettre au Moniteur, annonce son intention réformatrice, en soulignant naturellement qu'il s'agit uniquement de « couronner l'édifice ».

Quelles réformes ?... L'Adresse est supprimée et remplacée par le droit d'interpellation, d'ailleurs limité (car les Ministres qui ne sont pas des membres du Corps Législatif n'y peuvent assister qu'en vertu de délégations spéciales). En même temps, la lettre

annonce des réformes sur la presse et le droit de réunion. Le ministère démissionnaire est remanié, mais Rouher conservé.

C'est lui qui rédige avec Ollivier le décret annoncé sur le droit d'interpellation. En même temps, un S. C. fait du Sénat une Seconde Chambre et le rétablissement de la Tribune est un autre acheminement vers le régime parlementaire.

L'agitation en 1867

Il faut aux dictateurs bien de l'autorité pour pouvoir faire accepter le libéralisme. Les réformes déplaisaient à la droite. La gauche les trouvait insuffisantes et protestait contre la forme employée : le décret. Aussi le discours du Trône fut-il accueilli avec une réserve significative.

Tout va mal. L'exposition de 1867 montre au monde que Paris est la ville la plus gaie qui soit. Mais dans l'atmosphère des fêtes, la cité souffre. L'angoisse est partout. L'Empereur est malade. L'argent dort et ne s'emploie pas. La majorité des Français détourne ses regards de l'horizon où s'accumulent les nuages venus de l'Est. Mais les clairvoyants s'inquiètent et les journaux d'opposition, portant, consciemment ou non, le germe du radicalisme, sont lus, très lus. En 1858, les journaux du gouvernement réunis tiraient à 67.000 contre 75.000 à ceux de l'opposition réunis. Les premiers sont tombés à 42.000, les seconds atteignent 128.000.

Des manifestations s'organisent radicales-socialistes, ou comme l'on disait anticléricales et pacifistes. Jean Macé, secrétaire en 48 de la Solidarité, réunit 5.000 adhérents à la Ligue de l'Enseignement. La ligue, animée d'un esprit laïc, se propose de fonder des bibliothèques et des écoles. Les membres de la Ligue des Solidaires s'engagent à se faire enterrer civilement.

Au Sénat, les catholiques déposent une motion. Il s'agit d'interdire aux bibliothèques populaires les œuvres de Voltaire, Rousseau, Michelet, Renan, G. Sand, Sainte-Beuve. L'Assemblée répond en rendant hommage à ces écrivains. Les élèves de l'Ecole Normale félicitent le Sénat dans une Adresse que la Presse publie. Deux Normaliens sont exclus.

Traditionnellement unis, leurs camarades protestent.

L'Ecole Normale est licenciée par décret. L'Impératrice veut qu'elle soit fermée. Mais la France n'est pas l'Espagne, Duruy défend et sauve l'Ecole.

Duruy avait la confiance du souverain, mais le clergé et l'Impératrice accueillaient avec rage ses innovations.

La création de l'Enseignement spécial, d'abord, et surtout, la création des cours d'instruction secondaire pour jeunes filles. Monseigneur Dupanloup fait remarquer que jusqu'à présent, celles-ci ont été « élevées sur les genoux de l'Eglise ». Les évêques sont d'accord avec lui pour demander qu'on les y laisse.

Ceci, c'est de l'anticléricalisme involontaire, c'est-à-dire de défense républicaine. Mais, Sainte-Beuve et le prince Napoléon reprennent la tradition Voltairienne et mangent gras le Vendredi Saint.

Tout ceci ne saurait calmer les antagonismes.

Les catholiques déposent une pétition, signalant « les tendances matérialistes » de l'enseignement des facultés de médecine. La médecine est d'ailleurs mal vue dans les milieux ecclésiastiques. M. Seignobos nous raconte l'indignation de l'archevêque de Rouen, quand ce prélat eut sous les yeux un article de dictionnaire médical où l'homme était défini : « Animal mammifère de l'ordre des primates ».

L'anticléricalisme, nous le retrouvons, le pacifisme aussi. Une Ligue de Paix est fondée à Paris. Le « Phare de la Loire » parle déjà des Etats-Unis d'Europe. Pour les préparer, un Congrès International de la Paix se réunit à Genève, présidé par Garibaldi. Le Congrès de l'Internationale adhère au Congrès de la Paix y portant l'écho des questions sociales. Des parlementaires radicaux devaient depuis défendre en cette même ville les causes désormais liées de la paix et du travail.

Mais quittons ces rivages sereins et installons-nous en observation au bord de la Seine. Nous assistons à de bien curieuses hésitations. L'Empereur cherche à se rapprocher des libéraux, le plus qu'il peut. Il entretient d'anciens journalistes républicains passés à son service qui, pour lui rendre un regain de popularité, cherchent à isoler la cause de l'Empereur de celle de ses ministres. Quant à lui, il prépare un roman social. Dans ce roman, un certain Benoît, d'ailleurs épicier, revenait d'Amérique en France, et constatait avec le développement des communications, bien d'autres merveilles du régime impérial. L'homme qui veillait en l'Empereur était généreux. Les républicains avaient le devoir de ne pas le voir. Le critique, même avancé d'idées, se plaint aujourd'hui à saluer au passage une figure généreuse. Louis-Philippe affirmait les droits du peuple et les rendait illusoire.

Napoléon magnifiait la dignité impériale sans avoir le courage, ni peut-être l'envie de la défendre. Louis XVI, mais Louis XVI

intelligent, il était débordé par les événements, mais peut-être sans la guerre eussent-ils attendu sa mort pour emporter le régime.

Et alors, c'est d'abord la loi sur la presse, supprimant l'autorisation préalable et les avertissements, qui ne reçut de part et d'autre qu'un accueil froid, votée après bien des discussions à la majorité de 7 voix. En effet, les journalistes de la majorité craignaient le développement des journaux d'opposition.

La loi sur les réunions permet les réunions à toute époque sans autorisation pour les discussions ni politiques ni religieuses. En période électorale, les réunions politiques sont permises avec la formalité de l'autorisation.

Dans le mur chancelant qui entourait la France impériale, ces deux lois avaient formé la brèche par où s'engouffrerait la République.

CHAPITRE III

LE PRODIGIEUX DÉVELOPPEMENT DU MOUVEMENT RÉPUBLICAIN

Les républicains sont nécessairement par principe, les ennemis irréconciliables du régime. Un républicain vraiment sincère ne peut accepter une autorité incontrôlée dont le principe même lui semble dégradant pour la dignité humaine.

A Paris et en province, les journaux se fondent et se développent : c'est l'*Electeur Libre* d'E. Picard (gauche ouverte) ; c'est la tendance républicaine extrémiste représentée par la *Tribune* d'Eugène Pelletan et le *Réveil* de Delescluze (ami de Ledru-Rollin). Un petit hebdomadaire est fondé, inoffensif par un ancien rédacteur du *Figaro*, Rochefort, c'est l'esprit boulevardier, la « rosserie », ce n'est pas l'élan généreux qui, poussé par les malheurs d'un peuple, détruit les trônes et ébranle les sociétés. Et pourtant si ! Les Français ont coutume d'écouter les chansons. Les humoristes travaillent sérieusement. Leurs satires se font plus âpres, et les gouvernements s'inquiètent. Rochefort part en Belgique.

Les procès de presse s'engagent à Paris. Jules Favre additionne 118 procès et 10 ans de prison. En butte aux attaques des ouvriers qui lui reprochaient son modérantisme, il bénit à la veille des élections de 1869 cette candidature officielle inattendue.

Les formalités exigées pour la tenue des réunions politiques sont trop compliquées. On fait comme avaient fait les étudiants quelques années plus tôt. On se passionne pour les questions..... annexes. La société et la religion font les frais de la protection que s'accorde le régime, mais tout se tient.

Les ouvriers sont socialistes, Molinari le constate. Ils sont socialistes, mais aussi radicaux : réformes sociales, réformes politiques, ce sera leur programme, qu'ils vont acclamer à Belleville avec Gambetta à la veille des élections.

Mais autre chose est de vouloir parler uniquement des questions sociales, autre chose est de tenir les promesses que l'on s'est faites. Certaines phrases sont incriminées.

« Ceux qui veulent faire triompher la révolution doivent em-

pêcher la propagande de toutes les religions par tous les moyens, car ce système est lié au système politique dont nous subissons le joug ».

« Nous voulons détruire le vieux virus qui date depuis qu'on a inventé le Bon Dieu ».

« Les rois et les princes sont incorrigibles. Il n'y a qu'un moyen de s'en débarrasser, c'est la mort ».

« Je suis socialiste radical, je veux le remplacement de cet Empire fondé par l'assassinat et le parjure ».

Le ministère de l'Intérieur n'est pas encore radical.

Après avoir laissé faire, sans doute dans l'espoir que les excès révolutionnaires disloqueraient le parti républicain, il finit par entamer des poursuites.

Le procès Delescluze

Eugène Ténot avait publié : « Paris en décembre 1851 » ; il rappelait comment le 3 décembre, des membres de l'Assemblée étaient venus sans armes, sur les barricades, pour essayer de sauver la loi. Il évoquait Baudin, désormais légendaire ; et, le jour des Morts, vieux proscrits et jeunes étudiants, viennent pieusement sur sa tombe faire revivre les idées au nom desquelles Baudin était mort. Les revues : « La Revue Politique » de Challemel-Lacour, « Le Réveil » de Delescluze, « l'Avenir National » de Peyrat, organisent une souscription pour élever un monument à Baudin. Y adhèrent Berryer, Prévost, Paradol, Victor Hugo, Louis Blanc, Edgar Quinet, la pensée française !...

Mais Delescluze avait « excité à la haine et au mépris du gouvernement », dit l'acte d'accusation, et le 14 novembre 1868, Gambetta se présente pour lui à la barre du Tribunal Correctionnel.

A certaines heures tragiques de notre histoire, la voix du Palais couvrit celle du Palais-Bourbon, ce fut le cas. On assiste à un spectacle étrange. La personnalité de l'accusé s'estompe. Delescluze devient un prétexte et Baudin un symbole. Derrière les apparences de forme, ce procès n'est qu'une lutte d'idées. Imprudent procès, c'est celui de l'Empire. Car c'est dans la publicité des audiences que s'achèvent les régimes déchus.

En face de l'avocat général de l'Empire, Gambetta est l'avocat général de la République. Il dénonce l'Empire dans ses origines mêmes, il défend les droits imprescriptibles de la légalité. Il stigmatise le personnel à tout faire d'un régime contre qui se dresse l'honneur d'un pays.

« Un pareil procès a-t-il jamais été agité à aucune époque?... Non ! jamais !... Remontez jusqu'au temps d'Athènes, jusqu'au temps de Rome, jamais je n'ai rencontré un pareil duel entre le droit et le despotisme, entre la loi et la force... Il me semble que le dernier endroit pour glorifier de tels attentats, c'est le prétoire du juge, car ici la loi seule doit parler et être entendue ».

« Oui, le 2 décembre, autour d'un prétendant se sont groupés des hommes que la France ne connaissait pas jusque là, qui n'avaient ni talent, ni honneur, ni rang, ni situation, de ces gens qui, à toutes les époques sont les complices des coups de force » ; l'orateur s'exalte et jette son mépris, « de ces gens dont on peut répéter ce que Salluste a dit de la tourbe qui entourait Catilina, ce que César dit lui-même en traçant le portrait de ses complices, éternels rebuts des sociétés régulières, un tas d'hommes perdus de dettes et de crimes ! »

Le Président est orléaniste. Il laisse parler Gambetta. Ignorant sans doute la solidarité du passé, il laisse triompher l'orateur et s'affirmer l'homme d'Etat, qui, plus tard, dira : « Se soumettre ou se démettre », et sauvera la République contre les uns, comme il l'a proclamée contre les autres. Quand les dynasties déchues luttent contre les dynasties au pouvoir, elles laissent glorifier ou glorifient la liberté, et l'écho de leurs paroles les amplifiera et se retournera contre elles. Le passé n'est qu'un bloc.

Orléaniste, le président Vivien a laissé parler Gambetta. Magistrat, il sent que son devoir est de l'arrêter. Mais les convictions ardentes ne se taisent pas. L'Empire a honte de ses origines, et il faut bien le lui dire. Il faut bien lui dire aussi que les républicains n'oublieront jamais. Et l'ironie rend plus cruelle l'âpreté du raisonnement : « Ecoutez ! Voilà dix-sept ans que vous êtes les maîtres absolus, discrétionnaires de la France — c'est votre mot nous ne rechercherons pas l'emploi que vous avez fait de ses trésors, de son sang, de son honneur, et de sa gloire ; mais ce qui vous juge, c'est que vous n'avez jamais osé dire : « Nous célébrerons, nous mettrons au rang des solennités de la France le 2 décembre, comme un anniversaire national ». Et cependant tous les régimes qui se sont succédé dans ce pays se sont honorés du jour qui les a vus naître. Ils ont fêté le 14 juillet, le 10 août ; les journées de juillet 1830 ont été fêtées aussi, de même que le 24 février ; il n'y a que deux anniversaires : le 18 brumaire et le 2 décembre qui n'ont jamais été mis au rang des solennités d'origine, parce que vous savez que si vous vouliez les y mettre, la conscience universelle les repousserait ! Eh bien ! cet anniversaire dont vous n'avez pas voulu,

nous le revendiquons, nous le prenons pour nous, nous le fêterons toujours, incessamment, chaque année ; ce sera l'anniversaire de nos morts, jusqu'au jour où le pays, redevenu maître, vous imposera la grande expiation nationale au nom de la liberté, de l'égalité, de la fraternité ».

Les plaidoiries aussi magnifiques entraînent les condamnations ; mais qu'importe à Delescluze, ses six mois de prison ! Il entrait dans l'histoire à l'ombre d'un grand homme. L'Empire se meurt. L'Empire est mort.

Ou presque !

Les Elections

Délaissions l'agonie de la législation. N'insistons pas sur l'attitude de la majorité repoussant les demandes d'interpellation, n'insistons pas sur le scandale de la gestion du préfet de la Seine ni sur le pamphlet de Jules Ferry « Les contes fantastiques d'Hausmann », n'écoutons pas les attaques violentes contre la candidature officielle. Regardons le pays.

Du côté du gouvernement, on continue suivant l'expression de Forcade de la Roquette, à « consulter le cœur des populations et deviner le nom que la foule murmure elle-même ».

Mais six années ont creusé des abîmes et les opposants ne sont plus unis. L'anticléricalisme a séparé catholiques et républicains. Ceux-ci se détachent aussi de l'*Union Libérale royaliste*, dont le voisinage semble compromettant au parti qui monte ». Les républicains mêmes se coupent en deux. A Paris, notamment, on aurait voulu former un Comité Général et présenter un manifeste commun, mais les pourparlers ne purent aboutir. Les avancés n'auraient voulu pour rien au monde soutenir les deux anciens Cinq, rapprochés du régime : Darimon et Ollivier (1). D'autre part, les ouvriers parisiens se défiaient de certains hommes de 1848 : Garnier, Pagès, Jules Favre, Carnot. Paris accorde ses faveurs aux nouveaux venus, Jules Ferry, Henri Rochefort et Léon Gambetta.

Gambetta, voilà l'homme qui nous intéresse. Nous l'avons déjà entendu plaider pour Delescluze. Dès ce jour, sa place était au Parlement.

Il se présente à Belleville contre Carnot. Son républicanisme est nouveau. « Les temps héroïques du parti républicain sont clos ».

(1) Celui-ci, battu à Paris par Bancel, passera dans le Var sans concurrent officiel.

Les sociétés secrètes, les complots, les émeutes, tout cela, pense-t-il, vient d'entrer dans l'histoire.

« Après les convulsions de l'enfance, dit M. Paul Deschanel (1), il annonce l'âge adulte de la République. Il faut que chacun se livre à un apostolat incessant : il faut recourir à une méthode nouvelle : l'éducation du peuple pour la conquête régulière du pouvoir ».

Mais, si Léon Gambetta est un républicain réaliste, il est aussi un républicain avancé, et même un républicain très habile. Il reprend la tradition des cahiers électoraux de 1789. « Je ne ferai ni programme, dit-il, ni profession de foi, les comités doivent m'adresser leur programme et j'y répondrai. Le mandataire et les mandants contracteront ainsi publiquement sous l'œil de tous ». Le programme, c'est le « Cahier de mes électeurs », publié avec la Réponse au Cahier.

« Je jure obéissance au présent contrat et fidélité au peuple souverain ».

Il pourrait être intéressant de rappeler ces phrases à de trop modernes élus.

Le programme va prendre le nom de programme de Belleville.

Liberté politique, laïcité, justice fiscale, justice sociale, pacifisme, voilà les bases un peu précisées enfin du programme radical. Le temps semble fini des serments éperdus et des promesses vaines. Voici enfin l'homme qui prend l'électeur à témoin de la fidélité de ses engagements. Gambetta, élu à Paris et à Marseille, pourra penser les paroles célèbres que Mirabeau, dit-on, n'a pas prononcées.

« Nous sommes ici par la volonté du peuple ».

L'opposition réunit 3.355.000 voix contre 4.438.000 au gouvernement. Républicains et tiers-parti, grâce à la candidature unique au second tour, reviennent singulièrement plus nombreux qu'ils n'étaient partis. Les républicains sont doublés. Le Tiers-Parti comptait cinquante membres de plus.

1) Paul Deschanel. Gambetta. Collections. Figures du Passé. Librairie Hachette.

Suivons les élus au Parlement. Que va faire l'Empereur ? Ses anciens conseillers, Persigny et Maupas, sentent que la fortune a tourné et que l'ère des concessions ne s'arrêtera pas. Napoléon le voit bien aussi. Mais toujours il croit qu'il ne faut pas avoir l'air de céder et il l'écrit dans une lettre du 16 juin au Baron de Mackau : « Un gouvernement qui se respecte ne doit céder ni à la pression, ni à l'entraînement, ni à l'émeute ».

Le Tiers-Parti (30 juin) réunit une Commission chargée de rédiger le texte d'une interpellation demandant des réformes. La Commission se prononce pour la responsabilité ministérielle. 116 voix signent la demande. Thiers et les républicains s'abstiennent par prudence. Eux et les 116 sont la majorité.

Après des tergiversations et des avantages de pure forme concédés au souverain, tout ceci aboutit au régime parlementaire par le S. C. du 6 septembre. Succédant à l'amnistie du 15 août, il marque le triomphe de l'opposition.

Désormais, le Corps Législatif élit son président et son bureau. Il a l'initiative des lois. Ses ordres du jour peuvent être motivés. Il vote le budget par chapitres.

Le Sénat prend de plus en plus le caractère de Chambre Haute d'un régime parlementaire. Il a le droit d'interpellation et ses séances sont devenues publiques.

Quant aux ministres, ils peuvent désormais être membres des Chambres. Ils peuvent assister à leur délibération. Ils sont responsables pénalement, pas encore parlementairement.

Mais de telles concessions, ce sont des armes que l'on donne à ses adversaires. Faisant une politique différente de la leur, on ne les calme pas, mais on leur permet d'agir. Les républicains sont irréconciliables. Ils n'ont de plus en plus qu'à le dire.

CHAPITRE IV

L'EMPIRE PARLEMENTAIRE

Le ministère était tiraillé. Forcade voulait poursuivre les journaux, Chasseloup et Magne ne le voulaient pas. Le désaccord régnait et le Corps Législatif était hostile. La droite, formée des Arcadiens, ultra-bonapartistes, était réduite à 80 membres. Le centre droit (impérialistes), réunissait 132 députés, 40 autres formaient le centre gauche (orleanistes) et 40 députés étaient républicains. On allait assister au gouvernement des centres.

Le Centre Droit publie son programme : régime parlementaire, responsabilité ministérielle, liberté de la presse et des élections, jury pour les procès de presse, décentralisation, liberté de l'enseignement supérieur (concessions aux catholiques), enquête sur les conséquences des traités de commerce (concession aux libéraux).

Le Centre Gauche publie à son tour un programme analogue, réclamant en outre le pouvoir constituant par le Corps Législatif et l'élection des maires par les conseils municipaux.

Sur le programme commun, l'accord allait se faire. Ollivier pressenti pour former le ministère ne garde que 3 anciens ministres (Guerre, Marine, Maison de l'Empereur) qui demeurent étrangers aux Chambres. Le Cabinet comprend 8 ministres parlementaires (C. D. 6, C. G. 2). Ollivier prend la Justice, qui avec la garde des Sceaux, lui donne la préséance.

Le ministère du 2 janvier 1870, dès son début, s'affirme libéral... et même, conciliant. Le 10 janvier, au Corps Législatif, Ollivier brandit des rameaux : « Personne ne peut refuser son concours à la constitution d'un gouvernement qui donne le progrès sans la violence et la liberté sans la révolution ».

L'Académie Française, très touchée, accueille Ollivier dans son sein.

Mais les propositions d'union sont faites en général à ceux qui en seront les victimes par ceux qui en seront les bénéficiaires. C'est pourquoi elles ne vont pas toujours sans susciter quelques méfiances. Ollivier était un transfuge, dont on se méfiait. L'Empire on ne l'accepterait jamais. Et Gambetta fièrement : « Si pour fon-

der la liberté avec l'Empire vous comptez sur notre concours, il faut vous attendre à ne le rencontrer jamais..... A nos yeux, le suffrage universel n'est pas compatible avec la forme de gouvernement que vous préconisez..... A la lumière de cette tribune, il se fera peu à peu dans la conscience de la France un progrès de certitude et d'évidence, et il arrivera un moment, qui n'est peut-être pas loin, où la majorité qui vous remplacera, sans secousse, sans émeute, sera, par conclusion logique, amenée à un autre ordre de choses. Vous n'êtes qu'un pont entre la République de 1848 et la République à venir, et ce pont, nous le passerons ! »

Et puis, un jour, Paris s'agite. Pierre Bonaparte, cousin de l'Empereur, entretient dans un journal de Corse une polémique violente avec Pascal Grousset, collaborateur de Rochefort au journal « La Marseillaise ». Le prince s'attend à recevoir les témoins de Rochefort, il reçoit ceux de Grousset. Il s'étonne et esquisse un geste menaçant. L'un des témoins, Victor Noir, le gifle. Le prince sort son revolver et abat Victor Noir.

Ce jeune homme de vingt-deux ans que l'on avait assassiné émeut l'imagination populaire. Le cœur de Paris bat plus vite devant la souffrance injuste.

Victor Noir rejoint Baudin et précède Jaurès.

Et Rochefort, âprement douloureux dans « La Marseillaise » : « J'ai eu la faiblesse de croire qu'un Bonaparte pouvait être autre chose qu'un assassin ! »

Le gouvernement a peur. Il ne veut pas que l'on enterre Victor Noir au Père-Lachaise. Cent mille Parisiens vont à Neuilly saluer la dépouille du journaliste. Les plus exaltés veulent marcher sur Paris, mais le gouvernement a pris ses mesures ; les Français n'ont qu'à bien se tenir, et la protestation douloureuse ne deviendra pas une émeute.

Le ministère se venge, et l'ancien républicain Emile Ollivier se déclare résolu à ne plus tolérer les « habitudes des révolutionnaires ». Rochefort est condamné puis arrêté. Les rédacteurs de la « Marseillaise » tentent de créer un mouvement. On les arrête.

Les événements s'enchevêtrent et les incidents se succèdent. A peine la rue est-elle calmée que les interpellations de la gauche posent de nouvelles banderilles sur un patient qui réagit maladroitement. Jules Favre, le 21 février, sur un débat de politique intérieure, dit aux ministres : « Vous n'êtes pas des ministres parlementaires, vous n'êtes que les sentinelles qui montent la garde devant le gouvernement personnel ».

Puis l'interpellation sur la candidature officielle. Ollivier qui

en étant l'adversaire pose la question de confiance sur l'ordre du jour pur et simple. C'est un succès pour les irréconciliables, qui le marquent nettement en votant l'ordre du jour avec la majorité antiministérielle. Napoléon est inquiet, mais il refuse la démission du ministère.

La politique s'oriente de plus en plus nettement vers la gauche. Il reste au Sénat — le pouvoir constituant. L'accord est unanime pour le lui enlever, au moins partiellement.

Le plébiscite

Napoléon se décide à donner au peuple le pouvoir constituant sous forme de plébiscite. Mais le système ne serait ébranlé que par l'appel au peuple réservé à l'Empereur. Le Centre Gauche ne pouvant obtenir le contrôle parlementaire, Buffet et Daru se séparent du ministère (8 avril).

La gauche avait interpellé le 5 avril. Grévy fait un discours de juriste. C'est une duperie que de prétendre avoir rendu au peuple le pouvoir constituant. Non, il ne l'a pas, puisque tout dépend de l'initiative impériale. « Le plébiscite est contraire au régime représentatif, ce n'est pas une manifestation sincère de la volonté du peuple, c'est un orire : il laisse au Chef de l'Etat le pouvoir de ramener la France au despotisme ».

Et puis, c'est le député radical Gambetta ! Ce débat, c'est la consécration d'un talent certain : l'éloquence et l'audace, la sincérité passionnée du convaincu et l'habileté oratoire du « débater » parfait. Gambetta va tout dire et les coups vont porter.

Il attaque d'abord le plébiscite tel qu'on veut l'instituer. Ce que doit être le plébiscite, il le définit. « La science et la conscience qu'un peuple a d'un fait politique ». Pour juger en connaissance de cause, il faut des débats publics qui éclairent pour les électeurs les questions sur lesquelles ils vont se prononcer. Adroitement, il provoque les interruptions des bonapartistes et leur fait dire que, pour eux, le droit divin est le droit du peuple. Le jour où le peuple réclamerait la République, ils s'inclineraient. C'est la doctrine radicale. « Je ne demande pas autre chose ».

Lance, Gambetta démontre l'incompatibilité entre la monarchie parlementaire et le suffrage universel. « La souveraineté » nationale n'existe que là où le Parlement, nommé par tous les citoyens, possède la direction et le dernier mot dans le traitement des affaires politiques.

La responsabilité impériale, elle n'existe pas, c'est une duperie.

Gambetta s'arrête un instant, ou plutôt j'aime à l'imaginer. Et pourtant si ! Elle existe, cette responsabilité. « Si vous ne l'organisez pas, il y a quelqu'un qui, à des moments terribles, se charge sans organisation préalable, de l'appliquer : ce quelqu'un, c'est la Révolution ».

L'Assemblée était libérale, mais elle était anti-républicaine. Qu'importe !... L'éloquence agissait sur elle, et les régimes ont toujours toutes les indulgences pour ceux qui les détruiront. Gambetta est applaudi et félicité. Mais, si les discours peuvent changer les opinions, ils ne modifient jamais les votes. Et le gouvernement obtient une énorme majorité.

Le projet devient le S. C. du 20 avril, qui établit la Constitution de 1870. Voici le tableau du nouveau régime : *Le Sénat* perd tout pouvoir constituant. Il devient une Chambre Législative, nommée par l'Empereur. C'est la Chambre Haute classique du régime parlementaire. Chaque Chambre peut amender et interpellier. Le budget est voté par chapitres. *Le Corps Législatif* a la priorité en matière de finances.

Le Sénatus-Consulte décide que les échanges et additions « faits par lui à la Constitution seront soumis à « l'approbation du peuple ». Ainsi, en apparence, la volonté de la nation allait pouvoir s'exprimer ». Si le pays était républicain, on allait le savoir. Si la politique de l'Empereur, si le régime lui-même déplaisaient au suffrage universel, on pourrait le vérifier. Puisqu'il y avait un combat, l'Empire, crânement l'acceptait. La France serait-elle radicale ?... Mais non, le pays va consolider le régime ! Voilà ce que semblait dire l'attitude du gouvernement.

LE PLÉBISCITE.

La politique apprend que la franchise n'est pas toujours l'apanage de ceux qui s'en réclament. Le peuple français, convoqué dans ces comices, devra adopter ou rejeter le plébiscite suivant :

« Le peuple approuve les réformes libérales opérées dans la Constitution depuis 1860 par l'Empereur avec le concours des grands corps de l'Etat, et ratifie le Sénatus-Consulte.

Interrogation double, réunion hétéroclite de deux questions auxquelles la même pensée pouvait répondre différemment. Approuvait-on les réformes libérales ?... désirait-on maintenir le régime impérial ?...

L'approbation de la politique libérale allait entraîner beaucoup d'adhésions.

Libéraux ou autoritaires, tous les partisans de l'Empire vont

voter « oui ». Leur attitude précise la question. C'est bien le sort du régime qui se joue.

Et pourtant l'opposition se divise. Les journaux du centre gauche, le clergé font voter « oui ». Mais Thiers adjure ses amis et leur dit : « Vous ne pouvez approuver un acte du gouvernement personnel, négation absolue du principe représentatif ».

Les républicains, par contre, sont unis : un manifeste, signé de 17 députés et 841 journalistes, s'élève contre le plébiscite.

« C'est votre abdication que l'on vous demande. Vous ne pouvez pas voter oui ».

Dans les grandes villes, où les réunions avaient pu montrer aux électeurs, le vrai sens de leur vote, les « non » sont en majorité. Mais les campagnes, satisfaites par l'ébauche du libéralisme, votent « oui ».

RÉSULTATS : 7.350.142 OUI — 1.538.825 NON — 112.975 bulletins nuls.

Les républicains ressentent avec angoisse leur défaite. Gambetta mélancolique avoue : « L'Empire est plus fort que jamais ». Les succès oratoires rendent plus amers et plus imprévus les échecs politiques. « Il n'y a plus rien à faire », dit Jules Favre. Mais c'est au moment où ils semblent retrouver leurs forces qui les ont abandonnés que les grands malades sont près de mourir. Gambetta, nous sommes aujourd'hui le 8 mai ! Vous sentez amèrement votre défaite ! Mais les grandes villes sont pour vous, et c'est Paris qui fait les révolutions ! Vous l'avez prophétisé, songez-y ! Quatre mois vont passer, quatre mois lourds de menaces. France et Allemagne vont se battre. Et dans la débacle de ceux qui cherchèrent la guerre sans la préparer, vous serez le maître de la France, et Paris vous plébiscitera sans voter.

Peu important les discordes entre Picard qui veut que la gauche soit ouverte à tous les libéraux, et Grévy intransigeant qui la veut fermée. Peu important les poursuites, où la droite croit montrer sa force.

Méditez encore et préparez-vous ! Un régime veut sa guerre, et tombe dans les pièges d'un impérialisme voisin. Vous allez être la Défense Nationale, et la protestation ardente d'un peuple que l'on mutilera ? Comme ceux de la Révolution, dont vous vous réclamez, votre patriotisme sera pour un moment la conscience française !

CHAPITRE V

LA GUERRE

Le 19 juillet, la guerre est déclarée. Le 3 septembre, Paris apprend Sedan. L'Empereur est prisonnier. « La patrie est en danger », ont dit les journaux républicains. La carence du régime s'affirme. Il s'agit, selon Gambetta, de faire un choix entre le salut de la nation et le salut d'une dynastie.

Le gouvernement légal est sans autorité. Tout le monde sent la nécessité d'un changement. Le cabinet veut se survivre par un Conseil de Régime. La majorité veut prendre elle-même la direction des affaires. L'opposition réclame un gouvernement provisoire issu de la Chambre, et présente une motion de déchéance à la séance d'une heure du matin. Nuit agitée pour le personnel impérial. On n'arrête pas la mer avec ses mains, on n'arrête pas non plus la Révolution qui déferle. Mieux vaut brûler les vieux papiers.

Le 4 septembre est un dimanche, et la foule parisienne lit sur les murs la proclamation du désastre.

Tractations et compromis, cela ne nous intéresse pas.

Place de la Concorde, toute la ville est là qui veut la déchéance et qui veut la République. La séance est suspendue, les spectateurs des tribunes sur les marches de l'escalier d'entrée du Palais communient avec la foule. Les portes sont forcées.

Mais dans l'esprit des républicains, la légalité peut se passer de vacances, et c'est de l'Assemblée que doit émaner la déchéance qu'annonce fatale l'écho des couloirs. Gambetta monte à la tribune et s'adressant aux galeries, il leur demande un peu de patience :

« La première condition de l'émancipation, c'est la règle et je sais que vous êtes résolu à la respecter. Vous avez voulu manifester énergiquement votre opinion ; vous avez voulu ce qui est dans le fond du cœur de tous les Français, ce qui est sur les lèvres de vos représentants, ce sur quoi ils délibèrent : la déchéance ».

« C'est la République ! » jettent les tribunes. Mais le temps passe, et Gambetta multiplie ses exhortations au calme. Pouvait-il l'espérer?... La foule déferle. Et Gambetta : « Citoyens ! Ecoutez ! Attendu que la Patrie est en danger, attendu que tout le temps

nécessaire a été donné à la représentation nationale pour prononcer la déchéance, attendu que nous sommes et que nous constituons le pouvoir régulier issu du suffrage universel, nous déclarons que Louis-Napoléon et sa dynastie ont à jamais cessé de régner sur la France ».

Et, les acclamations se calmant, Jules Favre peut donner la philosophie vibrante de cette journée :

« Je vous conjure, pas de journées sanglantes, ne forcez pas de braves soldats français à tourner leurs armes contre vous ! Ils ne sont armés que contre l'étranger. Soyez tous unis dans une même pensée, de patriotisme et de démocratie ! »

Dans la mélancolie du soleil couchant, les Parisiens oubliant la défaite vont à l'hôtel de ville proclamer la République pour sauver la Patrie. Les sénateurs songent à mourir sur leurs sièges. Ce sont des choses qui n'arrivent jamais.

Un gouvernement de la Défense Nationale est constitué, des députés de Paris et des élus ayant opté pour un autre siège : Ernest Picard, Jules Simon et Léon Gambetta. Pied à pied, ils vont entreprendre l'impossible lutte, qui forcerait les admirations et sauverait la grandeur du pays. Regrettons de ne pouvoir évoquer longuement ces heures grandioses... du gouvernement radical. Les prétentions de Bismarck font l'union de tous les Français, derrière ceux qui les dirigent. Le 21 septembre, Gambetta lance une proclamation, où flotte le souvenir de nos révolutions :

« Il y a 78 ans, à pareil jour, nos pères fondaient la République et se juraient à eux-mêmes, en face de l'étranger qui souillait le sol sacré de la Patrie, de vivre libres ou de mourir en combattant. Ils ont tenu le serment, ils ont vaincu, et la République de 1792 est restée dans la mémoire des hommes comme le symbole de l'héroïsme et de la grandeur nationale... Que le souffle puissant qui animait nos devanciers passe sur nos âmes, et nous vaincrons !

Sans pouvoir entrer dans la critique de l'œuvre accomplie. Sans écouter les louanges de ses amis, écoutons ce que pensaient de Gambetta et de l'Œuvre de la Défense Nationale, les adversaires du gouvernement et les ennemis de la France. Dès 1870, « bien des gens ne sont pas assez reconnaissants envers vous, » écrivait Guizot. « Vous avez soutenu la guerre sans faire appel aux passions révolutionnaires en vous montrant amis de la paix. »

Le duc de A. Broglie : « Et si l'orateur grec a pu jurer par la mémoire des combattants de Platée et de Marathon qu'Athènes n'avait mémoire des combattants de Platée et de Marathon qu'Athènes n'avait pas failli à Chéronèse, nous aussi nous pouvons dire que les

morts de Jemmapes et de Fleurus ont reconnu leurs héritiers dans les héros tombés à Loigny et à Champigny ».

Identique est l'opinion des Allemands :

« Cette lutte nous a tellement étonnés au point de vue militaire, dit Moltke, qu'il faudra étudier cette question durant de longues années de paix. »

Colmar von der Goltz, étudiant « Gambetta et ses armées » (1) ne cachera pas son admiration :

« Gambetta a fait preuve de qualités éclatantes d'organisateur ; il a, en peu de temps, uni les partis, mis les masses en mouvement et, avec sa volonté puissante, il a dirigé toutes forces vives vers un seul but, la guerre à outrance... Les attaques ou les soupçons dont l'honneur personnel de Gambetta a pu être parfois l'objet ne méritent pas qu'on s'y arrête... L'histoire fera ressortir sa grandeur et disparaître les ombres et les taches. »

Un jour, comme on lisait à Guillaume I^{er} la Pucelle d'Orléans de Schiller (2), écoutant ces vers : « Puis-je faire sortir des armées de terre en frappant du pied le sol ? » le vieil empereur inclina pensivement la tête et se souvenant des heures de doute : « Je connais pourtant quelqu'un qui a su faire cela, c'est Gambetta ». Telle est la leçon d'histoire des radicaux.

(1) Dans les « Annales Prussiennes » (1874).

(2) Louis Schneider. « Souvenirs intimes ».

DEUXIÈME SECTION

LES DÉBUTS DE LA RÉPUBLIQUE

CHAPITRE PREMIER

LES ÉLECTIONS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le 28 janvier fut signé l'armistice. Il avait pour but de donner au gouvernement la possibilité de consulter le pays sur l'opportunité de continuer la guerre.

Le gouvernement reste à Paris et la délégation que dirigeait Gambetta n'étaient pas d'accord. Celui-ci voulait la guerre à outrance, celui-là pensait que la capitulation de Paris devait entraîner la paix.

Il est curieux de remarquer l'attitude en quelque sorte furieusement patriotique du radicalisme.

Des adversaires modernes du parti radical-socialiste ont fait remarquer qu'il y avait quelque contraste entre ce nationalisme et le pacifisme à tendances internationales des radicaux d'aujourd'hui. Contraste plus apparent peut-être que réel ; nous en reparlerons. C'est dans un souci de probité intellectuelle que nous avons voulu le signaler dès maintenant.

Gambetta envoie aux préfets ses instructions : « La politique soutenue et pratiquée par les ministres de l'Intérieur et de la Guerre est toujours la même : guerre à outrance, résistance jusqu'à complet épuisement ».

Il entre en conflit déclaré avec le gouvernement de Paris sur la question de l'inéligibilité des anciens candidats officiels. Bismarck prétend que le décret d'inéligibilité est contraire à la convention d'armistice.

Gambetta conserve la Guerre, mais Jules Simon le remplace à l'Intérieur et déclare à la délégation que, par application d'une de-

cision parisienne antérieure à la dépêche de Bismarck, il va publier un décret annulant le décret de Gambetta.

La délégation manifeste un patriotisme susceptible, « malgré l'ingérence » de Bismarck, au nom de l'honneur et des intérêts de la France, elle maintient sa décision.

Mais le gouvernement envoie du renfort à Jules Simon, Garnier Pagès, Arago et Pelletan reçoivent à Bordeaux la démission de Gambetta que les préfets ne semblaient pas vouloir suivre.

Les élections vont se faire, mais les programmes politiques des partis ne vont jouer qu'un rôle effacé. Dans un pays humilié, battu, ruiné, la question qui domine toutes les autres, impérieuse, c'est : la guerre ou la paix.

Les uns jugent que la France a suffisamment montré son courage et sa dignité, qu'une guerre perdue d'avance ne saurait lui être profitable ; qu'il faut douloureusement regarder les réalités.

Les autres pensent que la volonté nettement définie du pays voulant se battre réchaufferait tous les enthousiasmes et permettrait tous les miracles. Le patriotisme ardent des vaincus sait parfois en faire des vainqueurs.

Et puis, l'étranger s'inquiéterait, et devant la perspective d'une lutte sans fin, dicterait à l'ennemi la modération forcée que l'on espérait.

L'enthousiasme ne naît pas de la défaite. Sans doute, à Paris, les Comités Républicains Radicaux et les Comités Républicains Démocratiques Socialistes (le cartel) présentent des programmes politiques et sociaux. Mais la province reste calme. On vote pour la paix. Les programmes retent flous. C'est pourquoi environ 400 conservateurs (orléanistes et légitimistes) sont élus contre une trentaine de bonapartistes et 200 républicains. Sur ceux-ci, cent sont radicaux ou révolutionnaires, la moitié sont des élus de la Seine. Ainsi la démocratie parisienne, qui avait incarné la résistance dernière incarnait la guerre à outrance. La capitale balayée par des mouvements d'idée, se révoltait contre la résignation du pays. « Lutte sociale, lutte étrangère. C'est le renoncement qui fait les vaincus. » Illusions sans doute, mais qui nous annoncent la commune.

Thiers -- Organisation de l'exécutif

Le pacte de Bordeaux

Elu dans vingt-six départements, Adolphe Thiers était le vainqueur des élections. Il avait sous l'Empire combattu la guerre, il la combattait, et le pays venait de choisir la paix. Il s'était dressé

contre le régime et seuls trente bonapartistes siégeaient à l'Assemblée. Il était Orléaniste sans doute, mais n'avait-il pas écrit, dès 1855 : « Quant à l'avenir, il est à la République. » Il rassurait les uns sans inquiéter les autres. Il se défiait de l'avenir, mais il allait le préparer résolument. Pour le moment, il n'est pas un idéal, il est la formule d'attente. Sinon « républicain de principe, il est républicain de raison ». (1) Car l'Assemblée sait ce qu'elle ne veut pas, mais elle ne sait pas ce qu'elle veut. « Il n'y a qu'un trône, » dit Thiers, « ils sont trois prétendants pour s'y asseoir. »

Thiers est nommé chef du pouvoir exécutif de la République Française. « Il exercera ses fonctions sous le contrôle de l'Assemblée et avec le concours des ministres qu'il aura choisis et qu'il présidera. »

C'était la République et c'était le régime parlementaire. Les royalistes divisés, désireux d'éviter au futur souverain l'impopularité d'avoir signé la défaite, marquent le caractère provisoire du régime, en déclarant dans le préambule que l'Assemblée statuerait sur les institutions de la France.

Le ministère correspond aux vœux de l'Assemblée : trois royalistes de droite, deux orléanistes centre gauche (Dufaure), trois républicains modérés : J. Favre, E. Picard, J. Simon. Il se déclare ministère d'affaires, soucieux de relever le pays. « Ayant opéré notre reconstitution sous le gouvernement de la République, nous pourrions prononcer en connaissance de cause sur nos destinées ». C'est le pacte de Bordeaux.

La Paix -- Les Allemands à Paris

Le Gouvernement contre la Capitale

Paris aurait voulu continuer la guerre. Le gouvernement vient d'accepter la défaite. Et pour garder Belfort à la France, il accepte l'humiliation du défilé de l'ennemi dans la capitale. Mais derrière les volets clos, les sentiments s'irritent.

L'Assemblée ne peut rester à Bordeaux, mais elle n'ose rentrer à Paris et choisit Versailles. Nouveau sujet de mécontentement.

Mais si leur patriotisme éteint et leur dignité offensée exaspèrent les Parisiens, ce sont peut-être les petites causes qui produisent les grands mouvements.

Pour remédier à la misère économique, on avait pris des me-

(1) Hanotaux, Histoire de la 3^e République.

sures d'exception : prorogation des échéances, solde attribuée aux gardes nationaux (1.50 par jour).

Or, l'Assemblée met fin à ce régime.

Tout l'ensemble de cette attitude va exacerber l'état d'esprit des Parisiens. Les privations vont rendre intolérables les humiliations.

La République est menacée, c'est le leit-motiv des conversations et des proclamations. Sur les murs de Paris, on peut lire : « Soldats, enfants du peuple, unissons-nous pour sauver la République. Les rois et les empereurs nous ont fait assez de mal. Vive à jamais la République ! »

Blanquistes, jacobins et socialistes vont faire la « commune ». Les tendances jacobines et blanquistes n'étaient pas éloignées du radicalisme. Le but commun à tous, c'était, dans le sens le plus large du mot, une politique démocratique et sociale. C'était l'idée des droits absolus du peuple. Mais un abîme les séparait les uns des autres : le souci de la légalité. Les radicaux ne sont pas des révolutionnaires, ce sont des parlementaires. La volonté du peuple ne se concrétise pas pour eux dans le débordement sanglant des passions. C'est une abstraction dont l'urne est l'expression. Ils ne participent pas aux émeutes, mais ils les couvrent. Ils laissent détruire les mouvements, mais leurs efforts sauvent les hommes. Ils répugnent à l'action directe, mais ils comprennent les mobiles qui peuvent y pousser.

Si la Commune appartient à l'histoire des idées, le récit des événements matériels qui la composent déborderait cette étude. L'ensemble du mouvement se groupe autour de l'idée communaliste (développement de l'importance de la commune). C'est une idée qui sous des formes différentes, se retrouve souvent. On voulait ici exalter la souveraineté du peuple. Parfois, on veut simplement mettre en relief les particularismes locaux. Là aussi, nous sommes obligés de limiter nos développements.

Mais l'étranger est dans nos murs ; républicains et radicaux se rendent compte que le pays veut la paix. Ils se soumettent douloureusement, mais ils se soumettent. Ils ne veulent pas qu'on puisse séparer la cause de la France de celle de la République. Mais leurs tentatives de conciliation vont échouer. Et c'est la lutte, avec tous ces excès, à Paris, et les émeutes sans lendemain dans les grandes villes.

La conséquence immédiate de ce mouvement républicain, c'est d'obliger M. Thiers qui le combat à prendre cependant position pour la République. Ah ! sans doute ! ce n'est pas la même, mais

l'époque des compromissions est terminée. Il lui faut bien dire le 27 mars, à l'Assemblée : « Il y a des ennemis de l'ordre qui prétendent que nous nous préparons à renverser la République. Je leur donne un démenti formel ; ils mentent à la France... Quand tout cela sera rétabli, le pays aura la liberté de choisir comme il le voudra, en ce qui concerne ses futures destinées ». C'était dire à la majorité : si vous vouliez rétablir une dynastie, je combattrai toute tentative de coup de force.

Il faudra consulter le pays.

L'émeute était du 18 mars. Le 29 mai, tout est fini. La répression est terrible. Et d'abord le massacre. « On évalue », dit un historien peu suspect de sympathie pour la Commune, M. Gabriel Hanotaux, « à dix-sept mille le nombre des hommes qui périrent, sans autre forme de procès dans cette horrible mêlée ».

Il y eut 43.521 arrestations, 10.137 condamnations contradictoires, 95 condamnations à mort contradictoires et 120 par coutume, 1169 déportations dans une enceinte fortifiée, 3.417 déportations, 251 travaux forcés. L'amnistie devait attendre 9 ans.

Dorénavant, le mouvement révolutionnaire est étouffé pour longtemps. Le parti radical est rejeté à l'extrême-gauche. Dans la légalité, il a trouvé la force de durer. Elle le lui donnera la force de vaincre.

Ceux qui s'étaient tus, ceux qui s'étaient battus lui font confiance pour faire la République. Il ne sera pas seul à vouloir, mais il jouera le rôle décisif d'une avant-garde résolue.

VOTE DES LOIS D'URGENCE.

Avant de réorganiser le pays, il est des lois d'urgence qui s'imposent : la loi municipale qui accorde l'élection du maire pour les villes de moins de 20.000 habitants (1), la loi sur la presse, régime de liberté sauf le cautionnement (2), régime théorique tempéré à Paris et dans les grandes villes par l'état de siège.

La majorité monarchiste de l'Assemblée décide de nommer des commissions avec l'arrière-pensée, selon M. Seignolos, de montrer à l'opinion publique la responsabilité de ses adversaires, républicains et impérialistes : « Commission d'Examen des Marchés, Commission des Grâces, Commission des Révisions des Grades ».

(1) 16 Avril 1871.

(2) 11 Juillet 1871.

LA SITUATION.

Mais, examinons la situation politique. La majorité était monarchiste. Le duc d'Aumale et le prince de Joinville avaient été élus à l'Assemblée. Et cependant, les princes étaient obligés à l'exil. 484 voix contre 163 et les lois d'exil sont abrogées, 448 contre 113, l'élection des princes est validée.

Pourtant, aucun des partis monarchistes n'avait à lui seul la majorité. La situation était, malgré tout, excellente pour eux. Chambord n'avait pas d'enfant, et les Orléans étaient prêts à rentrer dans la légitimité en acceptant la succession éventuelle de la branche aînée.

De part et d'autre, des personnalités s'entremettent. Le duc d'Aumale déclare à Mgr Dupanloup : « Il n'y a qu'une seule famille, qu'il n'y ait qu'une seule monarchie ».

L'accord allait-il se faire ? Il y avait la question du drapeau. Les Orléans se rendaient compte que le drapeau tricolore avait été dans la mêlée le symbole ardent et désespéré de la patrie en lutte, et puis qu'il représentait toute l'idéologie d'un pays libéral. Il évoquait trop de douleurs, il incarnait trop d'espérances. Il était la signature du pays.

Mais Chambord, religieux et idéaliste, imprégné des souvenirs du passé, éloigné de son pays par la force des choses, n'avait aucune idée des possibilités. « Animé », disait Falloux, « d'une confiance qui ne discutait rien et paraissait prendre son point d'appui dans une vision surnaturelle », il écrit : « Je suis le pilote nécessaire ». Ainsi Napoléon III à Chislehurst pensera : « Je suis la solution ». Pour Chambord, il ne saurait être question « de sacrifier son honneur ». Lui aussi n'a rien oublié comme il n'a rien appris. Et, dans la manifeste du 6 juillet, « Henri V ne peut abandonner le drapeau blanc de Henri IV ». « Chambord, c'est le Washington français », dit Thiers, « il a fondé la République ». A la suite du manifeste, il reste 80 légitimistes, les Chevaux-légers, comme les indique l'impasse où ils tiennent leurs réunions.

Les Orléanistes forment le Centre droit, le plus nombreux des groupes ; ceux d'entre eux qui, ralliés, soutiennent le gouvernement, le Centre gauche.

Quant aux républicains, leur nombre s'accroît aux élections partielles qu'ont rendues nécessaires les élections multiples et les démissions. 118 sièges à pourvoir. A Paris, vidé de ses éléments de gauche, 16 conservateurs passent avec 5 radicaux, mais ce sont des conservateurs ralliés à Thiers. Dans l'ensemble, une centaine

de républicains est élue contre une douzaine de royalistes. Les républicains, désormais 250, se partagent entre l'ancienne *gauche* de Grévy, J. Simon, J. Ferry, et l'Union Républicaine des radicaux autour de Gambetta.

Telles sont les organisations parlementaires en dehors desquelles se tiennent seuls environ 150 représentants.

L'organisation constitutionnelle sous laquelle on vivait n'était pas provisoire, elle était précaire. Thiers n'était pas un chef d'Etat investi d'un pouvoir permanent, mais le délégué responsable d'une Assemblée. Il était à la fois Président du Conseil et Président de la République.

Président de la République Française, la loi Rivet (1) lui en donna le titre, mais modifiée par Vitet, elle réservait le pouvoir constituant de l'Assemblée, donnant à la droite l'assurance qu'il n'y avait rien de définitif. La gauche proteste contre le pouvoir constituant que se réclame l'Assemblée, la droite contre le titre de Président de la République. Mais l'ensemble du projet est adopté. Et le public y voit un succès de l'idée républicaine.

La réorganisation du Pays

Comme on l'avait promis, on réorganise partout. C'est d'abord la réforme des conseils locaux : loi du 29 août 1871. Le Conseil général élu au suffrage universel, prend dans l'institution de la Commission Départementale le caractère de permanence qui lui faisait défaut.

Le service militaire devient obligatoire et limité à 5 ans. Mais ce n'est pas le service démocratique, l'inégalité naissant du tirage au sort. Les uns servent cinq ans, les autres un an et pratiquement six mois seulement. En outre, il y avait annuellement 60.000 exemptés et dispensés : fonctionnaires de l'Instruction Publique, élèves des Ecoles Supérieures, ecclésiastiques élèves des grands séminaires, Frères des Ecoles Chrétiennes.

Enfin l'engagement conditionnel permettait aux jeunes gens bacheliers ou passant un examen facile de ne faire qu'un an en devançant l'appel, avec l'obligation de verser à l'Etat 1.500 francs pour leur équipement.

(1) 31 Août 1871.

On était loin du service égal pour tous.

Pour liquider les charges de la guerre, il fallut créer des impôts nouveaux. Un certain nombre de députés proposent l'impôt sur le revenu. Le président le combat en se réclamant, à juste titre, des principes conservateurs, et le nouvel impôt est écarté. Mis en minorité sur l'impôt des matières premières, Thiers démissionne, mais ce n'est qu'une fausse sortie. Et les impôts indirects permettent à peu près l'équilibre budgétaire, assuré par le surplus des emprunts de libération.

En ce qui concerne l'enseignement, un projet de Jules Simon instituait l'instruction primaire obligatoire, en laissant de côté la gratuité « par cette unique raison qu'elle exigerait un sacrifice au-dessus de nos forces ». Le projet, remanié par la majorité de la Commission restreignait la gratuité aux indigents et laissait les écoles communales aux congrégations. Jules Simon n'insista pas.

Ainsi se dessinèrent les luttes futures.

CHAPITRE II

SOUS LE SIGNE DE THIERS.....

« Il n'y a qu'un trône et on ne peut pas l'occuper à trois »

Thiers et l'Assemblée -- Gambetta et le Pays

« Il n'y a qu'un trône et on ne peut pas l'occuper à trois ».

Le pacte de Bordeaux avait été un acte de trêve entre les partis, mais les renoncements politiques sont essentiellement provisoires. D'autre part, même organisé par la loi Rivet-Vitet, le régime constitutionnel sous lequel on vivait ne pouvait durer indéfiniment. Enfin, disait Thiers, « il n'y avait qu'un trône et ils étaient trois prétendants pour s'y asseoir ». La République pouvait-elle aussi, dire : « Je suis la solution ». Depuis longtemps, le Président le sentait et le savait. A cette Assemblée monarchiste, il fallait arracher la Constitution de la République. Mais il n'avait osé tout d'abord se prononcer nettement. Il devait laisser jouer le temps en sa faveur. Les régimes ont leur prescription. Et puis, ancien ministre de la monarchie, ancien opposant royaliste de l'Empire, l'homme qui incarnait la conservation sociale hésitait à prendre l'attitude trop nette qui lui eût donné les approbations sans réticence des radicaux dont il détestait les aspirations.

Sa pensée politique c'était d'arriver, à force de décision et d'adresse, à gouverner une Assemblée, où la conjonction des centres n'eût eu comme opposants que l'extrême-droite légitimiste et la gauche républicaine.

C'était la « République conservatrice », la République sans les les républicains.

Mais c'était cependant la République, et après le vote de la loi Rivet, Thiers remercie en disant : « Les droits souverains de l'Assemblée ne souffriront pas la moindre atteinte par *l'essai loyal...* des institutions républicaines ».

Le 26 décembre, dans la discussion du budget, il reprend la formule, il prend nettement position.

...« Et ici, Messieurs, je parle, comme toujours, avec une conviction profonde, mais croyez-moi, vous qui voulez faire un essai

loyal de la République, et vous avez raison, il faut le faire loyal. Il ne faut pas être des comédiens qui essaieraient d'une forme de gouvernement avec le désir secret de le faire échouer ». Mais plus qu'un essai loyal, c'est un désir sincère : « Je m'adresse tout spécialement à ceux qui se font de la République un souci continuel, — et je suis du nombre ». Comme le dénoncera un peu plus tard M. de Guiraud (Assemblée 9 mars 1872), « celui-ci va d'un côté, l'Assemblée de l'autre ».

Désormais, les monarchistes s'aperçoivent que Thiers ne jouera pas le rôle d'un Monck et qu'il ne faut pas compter sur lui pour ramener la royauté. Il semble que l'histoire se répète. Après Bonaparte, mais plus désintéressé, Thiers décevait leur confiance. La droite tente un suprême effort d'union entre les princes, mais le 29 janvier 1872, Chambord publie une nouvelle manifeste, il se défend de vouloir abdiquer, mais il rend son retour impossible.

« Si le drapeau blanc a éprouvé des revers, il y a des humiliations qu'il n'a pas connues ».

« Personne, sous aucun prétexte, n'obtiendra de moi que je consente à devenir le roi légitime de la Révolution ».

Peu après, pendant la discussion de la loi militaire, le duc d'Aumale accentuera le désaccord à propos du drapeau tricolore : « Ce drapeau chéri auquel les Français de toute opinion et de toute origine se sont ralliés pendant la guerre..... qui a été si longtemps le symbole de la victoire et qui est resté dans notre malheur l'emblème de la concorde et de l'union ».

Mais le pays qui avait élu une majorité pacifiste ne se reconnaissait pas dans la majorité monarchiste. Pendant les vacances de Pâques, les Conseils Généraux réunis hors séance envoient à Thiers des adresses pour le féliciter « du soin qu'il avait mis à conserver la forme du gouvernement établi ».

Gambetta, resté silencieux dans une Assemblée où l'éloquence se heurtait, comme dans toutes les Assemblées, aux convictions déjà formées, Gambetta, suivant la tradition d'O'Connell, va mener dans le pays une campagne violente contre la majorité. A Angers, il rassure sur le radicalisme. Il a peur de faire peur :

« On dit que notre parti menace la propriété, la famille, la liberté de conscience... C'est la Révolution française qui a constitué le dogme de la liberté individuelle par le travail... Y a-t-il un dogme plus inviolablement établi que le dogme de la famille par la Révolution française ? »

Au Havre (18 avril), il dénonce la majorité.

Il n'y a rien à attendre d'elle que des expériences périmées.

« La dissolution ! voilà la première réforme qu'il faut poursuivre. Je n'attends rien de l'Assemblée de Versailles ».

La campagne de Gambetta effraye la droite. Le Centre gauche, présidé par Chanzy, se déclare prêt à combattre le radicalisme, si le Centre Droit l'aide à consolider la République. Le Centre Droit refuse.

Le 9 juin ont lieu des élections partielles. En Corse, le bonapartiste passe. Dans le Nord, dans la Somme et dans l'Yonne, ce sont des radicaux qui sont élus, en particulier Paul Bert, dont le nom seul effrayait catholiques et droitiers.

Le radicalisme des candidats était gênant. Celui des électeurs devient inquiétant. Les droites envoient 9 délégués au Président pour se plaindre du résultat des élections. Le radicalisme va-t-il triompher ?... Thiers blâme les attaques des radicaux contre l'Assemblée. Mais, ayant la volonté de fonder la République, comment pourrait-il s'opposer à des élections républicaines ?... Sans doute, il est conservateur, et plus que quiconque. Mais voter pour le radicalisme, c'est traduire son mécontentement. On vote pour des candidats décidés à la République.

Le Journal des Débats, raillant cette manifestation des « Bonnets à Poil » constate la rupture entre les centres. La situation est d'autant plus confuse que le 4 août, la Gauche contre le Centre Gauche, publie un manifeste demandant la dissolution. Et ce sont les vacances.

LA PROPAGANDE RADICALE.

L'état de siège permet d'interdire les réunions. Mais, cela n'est pas nouveau. Privé du droit de se réunir en public, comme sous Louis-Philippe, on organise des banquets ou bien des réunions privées. Et Gambetta parle. A l'heure où les adversaires désarmés attendent les événements et un programme, les radicaux décidés à imposer la République, font une propagande inlassable. A La Ferté-sous-Jouarre : « il faut revenir à la féconde pensée du 14 juillet 1789, rétablir le faisceau qui a été détruit par des mains scélérates, rapprocher le bourgeois de l'ouvrier, l'ouvrier du paysan... » Commis-voyageur de la République, « il parcourt la Savoie, le Dauphiné. Grenoble, 26 septembre. Gambetta cesse d'appeler la démocratie. Il la constate. Se tournant vers les hommes du passé : « N'ont-ils pas vu apparaître, depuis la chute de l'Empire, une génération neuve, ardente, quoique contenue, intelligente, propre aux affaires, amoureuse de la justice, soucieuse des droits généraux ?... N'a-t-on pas vu les travailleurs des villes et des cam-

pagnes, ce monde du travail à qui appartient l'avenir, faire son entrée dans la vie politique ?... Ce sont les nouvelles couches sociales ».

Mais, si Gambetta est encore radical, il est déjà opportuniste. Ce n'est pas incompatible. Les ralliés, « il faut les accueillir à bras ouverts », s'ils sont sincères.

La République se consolide. Le pays la proclame et les régimes anciens s'éloignent dans les discordes. Mais la République n'est qu'une formule, elle est conservatrice, comme la veut le Président, si elle est dominée par « un parti qui est l'ennemi de toute indépendance, de toute lumière, de toute stabilité ». Dépassant la lutte présente et la victoire difficile, mais certaine, songeant aux batailles futures, le 20 octobre à Saint-Julien, « Cet ennemi, vous l'avez déclaré, c'est le cléricalisme ».

Mais, toujours le même souci de rassurer : « Les partis coalisés de la monarchie ont crié que le radicalisme était aux portes avec le cortège de spectres, de malheurs et de catastrophes. Car la peur est la maladie chronique de la France... *Il faut que le parti radical se donne la mission de guérir la France de cette maladie de la peur* ».

Le parti radical réclamait deux choses comme indispensables : l'instruction primaire, universelle et laïque, et la dissolution que la masse souhaitait.

Mais le discours de Grenoble exaspérait les anciennes couches sociales et Thiers le trouvait « mauvais, très mauvais ». L'idée d'une collaboration des couches sociales fait songer à la lutte des classes, d'ailleurs pour y mettre fin. Mais la lutte des classes est niée par les hommes d'ordre : « Celui qui distingue entre les classes pour ne s'attacher qu'à une seule devient fastieux » et, ajoute Thiers, de telles paroles font « rétrograder la République ».

Gouverner contre les extrêmes et la neutralité hostile du centre droit, le gouvernement va tenter l'impossible gageure.

Le 13 novembre a lieu la séance de rentrée de l'Assemblée Nationale. C'est la journée des formules. « Messieurs, la République existe. La République sera conservatrice ou ne sera pas ». Le compte-rendu est symbolique : « Très bien ! Nous acceptons ! », dit une voix au Centre Gauche. « Ce débat », dit M. Hanotaux, « où les intérêts et les destinées du pays sont étudiés en face du pays lui-même, n'est-il pas comparable aux plus belles pages de l'histoire antique ? »

Le 18 novembre, le Général Changarnier interpelle « sur les voyages de M. Gambetta en Savoie et en Dauphiné ». Changarnier,

mordant et brutal, Gambetta, qui sait se défendre. Le débat s'irrite. Et Thiers intervient pour se justifier. Finalement, l'Assemblée, « réprouvant les doctrines professées au banquet de Grenoble », vote la confiance.

L'extrême gauche vote contre. Une partie de la Gauche s'abstient.

Le message du Président déchirait le pacte de Bordeaux. Une commission, désignée pour préparer une réponse, interroge Thiers sur le discours de Grenoble et sur la manière dont il entendait conserver les institutions actuelles, des modifications éventuelles pouvant être incompatibles avec le pacte de Bordeaux.

Mais Thiers répond que tous les partis ont rompu le pacte. Pour lui, la République est le gouvernement établi.

LE RADICALISME SELON M. BATBIE.

On charge Batbie de faire le rapport. C'est une attaque contre le radicalisme, dans ses attendus, une réforme dirigée contre Thiers dans ses conclusions.

« Ce sont, dit-il, les préfets qui font élire les radicaux. Le radicalisme, c'est l'armée de désordre, plus nombreuse et plus puissante qu'ailleurs ». On croirait entendre certains radicaux d'aujourd'hui... parlant des communistes. « Leur but est de détruire ce qui est, sans indiquer ce qu'ils édifieront à la place ».

L'anticléricalisme est attaqué. « Les penseurs du radicalisme ne croient pas en Dieu, et dans leurs écrits on trouve sur l'homme des définitions qui ravalent notre espèce... On dirait que leur désir est d'étouffer la grande voie de la religion, la seule... qui lutte avec quelque force contre les déclamations bruyantes où les démagogues cherchent à exalter le sentiment du droit individuel... »

L'origine du malaise radical... c'est la présence du Président aux débats de l'Assemblée. Celle-ci, moralement, n'est plus libre, la responsabilité présidentielle pouvant se substituer à la responsabilité ministérielle.

Peu nous importe la discussion qui suivit.

Une commission fut nommée pour préparer un projet sur la responsabilité ministérielle et les institutions constitutionnelles. Retenons de ce débat le rôle grandissant du radicalisme et les déclarations de Thiers :

« Non, ni sur l'impôt, ni sur l'armée, ni sur l'organisation sociale, ni sur l'organisation politique, ni sur l'organisation de la République, je ne pense comme eux.

« Mais on m'applaudit parce que je suis très arrêté sur ce

point : qu'il n'y a aujourd'hui pour la France, d'autre gouvernement possible que la République Conservatrice ».

L'union des droites se consolide de l'adhésion des bonapartistes. Une campagne de dissolution entreprise par les radicaux aboutit à unir dans un vote le centre gauche et la droite.

Tandis que la majorité reproche à Thiers son attitude hésitante en Italie, la commission aboutit à un projet interdisant à Thiers l'accès de la tribune. Il n'y pourra parler qu'en séance spéciale sur demande par message. L'avenir est réservé. Le public voit là une attaque dirigée contre le Président, qui, pour durer, accepte ce compromis.

C'est le 15 mars. Le 17, l'Assemblée vote un ordre du jour, déclarant que comme elle, « Monsieur le Président de la République a bien mérité de la Patrie ».

Jules Simon tire la conclusion de ce vote, et plaisamment : « Voilà votre œuvre accomplie, il faut dire votre « Nunc dimittis ».

Thiers n'a plus le cœur de l'Assemblée. Les progrès du radicalisme vont amener la chute. L'élection de Barodet sera être le prétexte.

Le ministère, en désaccord avec le conseil municipal de Lyon, avait fait voter une loi qui faisait du régime de cette ville un régime d'exception. Les Parisiens, contre le candidat du gouvernement, de Rémusat, soutenu par Grévy (135.000 voix) contre un autre candidat, impérialiste (27.000 voix) élisent triomphalement (180.000 voix) à la députation le candidat radical Barodet, maire de Lyon (4 avril).

Nouvelles élections partielles :

28 avril : 7 républicains, 1 légitimiste ;

21 mai : 4 républicains (dont 3 radicaux), 1 impérialiste.

Le 18 mai, Thiers a remanié son Cabinet dans un sens Centre Gauche. Le même jour, les députés royalistes réunis chez le duc de Broglie décident la chute de Thiers et son remplacement par le Maréchal de Mac Mahon.

Le ministère dépose un projet de loi sur une seconde Chambre. On refuse de l'entendre. Le 23, de Broglie interpelle et « monte à la tribune pour développer une interpellation signée par plus de 300 députés », sur les dernières modifications ministérielles et la politique intérieure du gouvernement ». La droite a délégué, pour mener la lutte, un de ses représentants les plus éminents. « Par son nom, par ses origines, par son talent, Albert de Broglie est une des parures de l'aristocratie française. Ses principes politiques et sociaux — crainte des masses populaires, effroi du radicalisme,

volontiers confondu avec l'anarchie, confiance dans la prépondérance des classes dirigeantes et dans la vertu de la monarchie constitutionnelle — sont à l'unisson de ceux de la majorité de l'Assemblée. Il en est la voix éloquente et fidèle. En ce sens, aucun choix ne pouvait être meilleur. Aucun non plus ne pouvait être plus désagréable au Président de la République. Thiers a été l'ami et le collègue de Victor de Broglie ; tous deux ont occupé le pouvoir ensemble sous la monarchie de Juillet ; tous deux ont combattu l'Empire ensemble. Le vieil homme d'Etat a connu le jeune Albert encore enfant. Il l'a vu grandir avec l'intérêt que commande une ancienne sympathie familiale. Revenu au pouvoir, il l'a appelé à l'ambassade de Londres. En le trouvant aujourd'hui à la tête de ses adversaires, il éprouve tout ensemble l'amertume d'une déception et l'irritation secrète d'un vétéran devant l'audace de celui en qui il a tendance à ne voir toujours qu'un débutant inexpérimenté » (1).

« Il y a ici 320 députés ayant signé l'interpellation qui sont profondément convaincus que, contre le progrès des doctrines radicales, l'action active, énergique du gouvernement dans la voie légale est indispensable ».

Il met en garde le gouvernement contre son propre succès. Ce serait celui du radicalisme.

« Prenez garde (2) », dit de Broglie, « car dans cette majorité de hasard, figurerait tout l'état-major du parti radical lui-même. Il y figurerait comme un appoint vainqueur et dominant. Le Cabinet et le reste de la majorité ne seraient pas les alliés, mais les pupilles et les protégés du parti radical ».

Dufaure, immédiatement, répond... en attaquant le radicalisme... dont il escompte le secours.

Thiers, le lendemain, fait face courageusement. Il défend la République, et puisqu'on lui reproche les radicaux, il jette à de Broglie : « Il sera un protégé aussi, je vais lui dire de qui : d'un protecteur que l'ancien duc de Broglie aurait repoussé avec horreur ; il sera le protégé de l'Empire ».

Le soir, un ordre du jour de blâme est voté par 368 voix contre 344.

Thiers est battu. Il pourrait rester en remaniant à nouveau le ministère. Il démissionne. Mais il a dit : « Il n'y a qu'un trône, et on ne peut pas l'occuper à trois ».

(1) Louis-Lucien Hubert, *Temps*, 1^{er} Janvier 1928.

(2) Hanotaux, p. 598.

CHAPITRE III

MAC-MAHON -- L'ORDRE MORAL

Election du Maréchal de Mac-Mahon

Les gauches avaient trop précipité leur action. L'élection Barodet avait montré l'impuissance de Thiers à enrayer les progrès du radicalisme. La conjonction des centres appartenait désormais au passé. C'est la droite toute entière qui allait gouverner. Majorité certaine, mais majorité hétéroclite. « Trois prétendants » avait dit le Président battu, mais la majorité comprenait encore des républicains conservateurs que la politique du gouvernement..... avait effrayés.

Mac Mahon est élu à la Présidence par les 390 voix de ces groupes. La gauche s'abstient.

On a coutume de redouter, pour la liberté, le gouvernement des militaires. A la vérité, si leurs opinions les portent souvent vers l'extrême-droite, ils n'ont pas le sens politique et n'exercent le pouvoir que par l'interposition de civils. Appartenant en outre à une génération respectueuse du régime parlementaire, le maréchal de Mac-Mahon pouvait bien être un symbole, mais les symboles ne font pas les coups d'Etat.

C'est le duc de Broglie, chef de la Coalition, orateur et politique, qui, par la vice-présidence du Conseil des Ministres, va exercer le pouvoir. Ce sont des choses qui arrivent.

Il ne faut pas que l'on se trompe sur les intentions du gouvernement. Au point de vue régime, la République n'est ni menacée, ni reconnue. Elle est provisoire. Evidemment, l'on ne peut qu'attendre, mais les heures qui passent apportent la prescription à ce qui est.

Au point de vue politique intérieure, relisons la lettre de Mac-Mahon (25 mai) : « *Avec l'aide de Dieu, le dévouement de notre armée qui sera toujours l'esclave de la Loi, l'appui de tous les honnêtes gens, nous continuerons l'œuvre de la libération du territoire et du rétablissement de l'ordre moral dans notre pays.* »

La politique extérieure n'est pas changée. Au surplus, « ce n'est pas en France seulement que l'esprit révolutionnaire conspire.....

contre les bases mêmes de l'ordre social ». (Circulaire de Broglie aux agents diplomatiques).

Les actes suivent les déclarations ; la vente sur la voie publique des journaux républicains est prohibée. On tente d'acheter la complicité de ces gazettes. On demande à l'Assemblée l'autorisation de poursuivre un de ses membres, le radical Ranc, condamné à mort par contumace comme ancien membre du Conseil de la Commune.

La nomination d'une Commission pour examiner les projets de lois constitutionnels ayant été proposée par Dufaure, est ajournée.

A Lyon, le préfet du Rhône prend un arrêté interdisant les enterrements civils après 7 heures du matin (18 juin).

Un député républicain étant enterré civilement, le Ministre de la Guerre donne l'ordre de quitter le cortège à l'officier commandant le peloton d'honneur (21 juin). La gauche interpelle. De Broglie s'explique : « Nous ne permettrons jamais que nos troupes soient mêlées à ces scènes d'impiété ». 413 voix l'approuvent (21 juin).

C'est le temps des pèlerinages : N. D. de Chartres, Paray-le-Monial. C'est l'époque de la construction du Sacré-Cœur. Les cantiques et les adresses unissent dans une même cause Chambord et Pie IX. L'un et l'autre souffrent. Et l'aide de Dieu doit les délivrer. Lier ainsi la monarchie et la religion était la maladresse suprême des catholiques. C'est l'explication en partie de tout l'anticléricalisme des républicains.

Essai de reconciliation monarchiste -- Echec

L'Assemblée est en vacances. La période se prête aux tractations. Les monarchistes sont en majorité. La Présidence est occupée par un des leurs. Il faut tenter le suprême effort.

Et sans doute, tous ces calculs sont exacts. Malgré tout, le concours de Mac-Mahon est modéré. Il laisse faire. Il est imprudent de trop compter sur son Président pour renverser la République. Il y a moins de différence entre deux Présidents de la République dont l'un est monarchiste et l'autre ne l'est pas, qu'entre deux monarchistes dont l'un est Président de la République et l'autre ne l'est pas. Ainsi plus tard, devenus sénateurs, de farouches adversaires du Sénat, accorderont à cette Assemblée les circonstances les plus indulgentes.

Mac-Mahon laissa faire et l'on fut bien près d'aboutir.

Ignorons volontairement les démarches auprès de Chambord, dont le détail n'a pas sa place en cette étude. Toujours est-il que

l'on s'imagine que Chambord a cédé sur la question du drapeau. On se prépare à recevoir le roi de France : carrosses et chevaux, drapeaux blancs, cocardes blanches, lanternes vénitiennes, tout est prêt. Le roi va rentrer.

Les impérialistes se détachant de la majorité, le Centre Droit se tourne vers le Centre Gauche. Mais, surprise ! dans les journées du 23 et du 24 octobre, tous les groupes de gauche (Centre Gauche, Gauche Républicaine, Radicaux) se déclarent unis pour défendre et sauver la République. Le groupe impérialiste de l'Appel au Peuple déclare, le 25 : « La France ne veut pas de révolution en arrière ». Que va-t-il se passer ?... L'union anti-monarchiste va-t-elle triompher par la force du nombre ?... Ou les défections vont-elles grossir le nombre des partisans de la Restauration ?... Que va-t-il se passer ?...

Oh ! c'est très simple. C'est Chambord qui va donner la réponse. Pour certains hommes, un trône ne vaut pas l'abandon d'une idée. « Ma personne n'est rien, mon principe est tout ». Dans une lettre du 27 octobre à Chernelong, insérée dans l'Union, il dénonce le malentendu :

« On me demande aujourd'hui le sacrifice de mon honneur. Que puis-je répondre, sinon que je ne rétracte rien, que je ne retranche rien de mes précédentes déclarations ? »

Ce n'est pas une abdication. C'est la défense obstinée, impossible d'une idée. Il n'abandonne pas l'espoir de revenir, mais il vient de rendre son retour impossible, comme aussi celui des Orléans.

Puisque la restauration par l'union s'avère impossible, il faut attendre l'époque où, Chambord n'ayant pas d'héritier, la famille d'Orléans représentera seule le principe monarchique. Pour le moment, les orléanistes doivent attendre. Mais il faut se défier du danger républicain et combattre le péril radical. Il faut, dans l'attente, consolider le provisoire et garder Mac-Mahon. Changarnier propose la présidence décennale et l'Assemblée vote l'urgence.

Mais les circonstances servent décidément la République. Le hasard de la répartition en bureaux donne aux républicains la majorité (8 contre 7) dans la commission chargée de la proposition Changarnier. La prolongation est réduite à cinq ans, une commission de 30 membres sera chargée d'examiner les lois constitutionnelles. Le rapporteur, Laboulaye, se prononce pour la République.

Naturellement, la majorité n'accepte pas, mais un compromis est présenté par la droite, et pour consolider la République, une partie du Centre Gauche le vote et le fait passer : les pouvoirs de

Mac-Mahon sont prolongés pour 7 ans avec le titre de Président de la République. Une commission élue au scrutin de liste (donc, majorité de droite) examinera les projets des lois constitutionnelles.

Remaniement orléaniste du Ministère

Lutte contre l'extrême-droite

Lutte contre l'extrême-gauche

Le duc de Broglie, encouragé par son succès, remanie le ministère. Decazes, nouveau ministre des Affaires Etrangères, exige que rien ne soit toléré en faveur du pouvoir temporel du Pape. C'est la séparation définitive avec l'extrême-droite. Déjà mécontente du septennat, elle sera blessée par la politique ferme de Decazes en matière religieuse.

L'évêque de Périgueux, malgré la prière du préfet, publie dans l'« Univers », un mandement contre « les actes du césarisme qui sévit avec une violence inouïe en Suisse et en Allemagne ». Le gouverneur de Paris, en vertu de l'état de siège, suspend l'« Univers ».

En même temps se poursuit la lutte contre les républicains. La loi sur les maires (nomination par le gouvernement dans toutes les communes), n'obtient cependant que 4 voix de majorité.

Les discussions se poursuivent à droite sur la portée réelle du septennat. Elles aboutissent, le 16 mai 1874, sur une question de priorité de loi constitutionnelle, à la coalition : gauche, impérialistes, extrême-droite qui, par 381 voix contre 317, renverse le ministère.

Depuis un an, il y avait eu des élections partielles. 13 républicains, 1 impérialiste, aucun royaliste.

Vote de la République

« Relations, tradition, habitudes d'esprit, tout, les retenait sur l'autre bord. Ils franchirent résolument le fleuve, et les autres passèrent parce qu'ils avaient construit le pont ».

G. HANOTAUX.

L'heure était passée du paradoxe de certains retours. A chaque occasion, le pays consulté demandait la République. Incertains et divisés, un certain nombre de conservateurs se tournaient vers le régime nouveau, craignant pour le pays les risques d'aventure impérialiste qui naîtraient de la prolongation de l'équivoque. A droite, pas de solution immédiate possible. A gauche, toute la volonté du pays. Beaucoup pensaient avoir suffisamment fait leur devoir en-

vers toutes leurs traditions. Un scrupule national les poussait à s'en éloigner. D'autres, moins noblement, pressentaient l'orientation future des majorités et l'éventuelle possibilité d'en faire partie.

Et puis, les gauches étaient-elles si terribles?... Étaient-ce des révolutionnaires dangereux, ces ralliés du Centre Gauche, amis d'hier, alliés de demain, qui, pour lutter contre le radicalisme, voulaient lui donner la République ?

Étaient-ils bien effrayants, ces hommes de la Gauche, déjà ouverte sous l'Empire, qui s'affirmaient, à toute occasion, résolument conservateurs ?...

Et les radicaux eux-mêmes ! Force apparente, née du mécontentement, ils perdraient de leur influence, quand serait créé le régime que le pays voulait. Et puis, sentant l'heure propice, ils avaient décidé de garder pour leurs méditations leurs doutes sur le pouvoir constituant de l'Assemblée. La sentant venir à la République par une logique prévisible, mais incertaine, ils jugeaient sûr de la lui laisser faire et de l'y aider.

Ainsi se préparait une majorité de gauche, que rendait nécessaire l'échec des autres majorités. Aboutir à la politique opposée à celle que l'on proclamait selonnellement, c'est l'ironique destin de bien des assemblées !

Le ministère de Cisse, qui succéda au Ministère de Broglie, était un ministère d'attente où les tendances s'opposaient. Peu nous importent les détails oubliés de sa vie et de ses remaniements. Sachons qu'il se tint neutre pour la fixation des projets constitutionnels. Et puis, un jour, il prit position, demandant la priorité sur la loi organisant le Sénat. Les royalistes et les républicains voulaient qu'on réglât d'abord, le sort du pouvoir exécutif. Le Cabinet n'avait qu'à disparaître, mais la succession était délicate, et démissionnés les ministres durent assister au vote de la République.

Les radicaux allaient devenir les alliés nécessaires d'une politique qui n'était pas la leur. De Broglie ne s'était pas trompé.

L'amendement de Laboulaye pour introduire les mots : « gouvernement de la République » avait échoué. Le projet de la Commission organisait les pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon. La République allait entrer par une porte dérobée. L'amendement d'un rallié Wallon : « Le Président de la République est élu... par le Sénat et la Chambre », allait être voté à une voix de majorité (353 contre 352), la sienne. Wallon acquiert le titre de Père de la République (30 janvier 1875). Un royaliste, Lacombe, tire, de cet événement, selon M. Seignobos, la conclusion qu'il comporte : « Cette voix en appelle d'autres ».

De nouveau battue sur un projet de priorité, à égalité de voix, la Commission, qui représente la droite de l'Assemblée, renonce à la lutte.

La nouvelle majorité comprenait toutes les gauches et une partie du centre droit. Les tractations étaient inévitables qui aboutirent au vote des lois constitutionnelles, du 24 février 1875, relative à l'organisation du Sénat, du 25 février 1875, relative à l'organisation des pouvoirs publics. Le Centre Droit se joint à la majorité. De Broglie vote comme les radicaux. « La République conservatrice », le thierisme sans Thiers, obtenue avec l'aide des gauches, par la conjonction des centres.

Le Ministère Buffet

Après les majorités qui s'étaient dégagées, la logique du jeu parlementaire exigeait que les radicaux fissent partie du ministère. Mais des alliés peuvent être utiles, ils n'en demeurent pas moins encombrants. Le Président de la République, élu de la droite, restait l'homme de sa majorité. Il fallait combattre « le désordre social », donc le radicalisme. Le nouveau cabinet réalisait tant bien que mal une majorité, mais appuyée vers la droite. Malgré deux de ses chefs, Dufaure à la Justice et Léon Say aux Finances, le Centre Gauche (19 mars), qui veut bien promettre au ministère Buffet ses bulletins de vote, se refuse à accepter son programme.

Programme inouï !... « J'avoue, dit de Broglie, que je n'aurais pas osé en faire autant ». Le vote des lois constitutionnelles a créé une « équivoque » qu'il faut détruire. On compte pour cela sur l'administration préfectorale. On garde la mainmise sur la nomination des maires. On conserve l'état de siège. On prépare une loi sur la presse pour « assurer d'une manière normale une répression efficace d'excès qui finiraient par discréditer... l'usage de la libre discussion ».

Mais, plus que le programme du ministère, c'est celui de Buffet. Les ministres du Centre Gauche affirment publiquement leur dévouement républicain. A l'Assemblée, un nouveau groupe, le Centre Constitutionnel, se détache du Centre Droit.

CHAPITRE IV

BUFFET et LÉON SAY -- GAMBETTA et NAQUET **VOTE DES LOIS ORGANIQUES** **SÉPARATION DE L'ASSEMBLÉE**

Les lois constitutionnelles furent votées facilement — après des compromis. Elles n'avaient rien d'ailleurs de politiquement essentiel. Les trois groupes de gauche sont d'accord : ne pas répondre aux provocations, voter les projets, hâter la dissolution prochaine.

Dissensions. A droite. — Sans doute, le 13 juillet 1875, Buffet, dans la discussion du rapport de l'enquête sur les élections de la Nièvre, trouve le moyen de séparer dans le vote les radicaux du Centre Gauche. Mais le ministère est encore plus divisé. Pendant les vacances parlementaires, Buffet défend une fois de plus la politique conservatrice. Léon Say félicite la nouvelle majorité qui s'est constituée sur la base d'une politique libérale.

Dissensions. A Gauche. — Gambetta, qui se soucie peu d'effrayer, loue l'alliance salutaire conclue à la Chambre sous les auspices d'hommes tels que Thiers, Casimir Perrier, Lavergne. « Il réclame l'impôt sur le revenu, le service militaire réellement universel, un système d'éducation nationale. Pas de réclamation constitutionnelle ; il faut se féliciter des résultats obtenus, et ne pas risquer la précipitation qui les compromettrait.

Mais, lorsqu'un homme, même sincère, même pour le triomphe de ses idées qui n'ont pas changées, abandonne une partie du programme qu'il défendait, un de ses amis de la veille se sépare de lui et reprend pour son compte le programme qui était le sien.

Il ne se soucie pas des possibilités immédiates, qu'il confond avec les compromissions. Il reprend le flambeau que l'autre a abandonné pour des lumières plus sourdes.

Et parfois il a tort — et parfois il a raison.

Auguste Naquet accuse son parti de s'être laissé duper, et c'est le germe du nouveau parti radical qui, demain, combattrà Gambetta !

« Revision des lois constitutionnelles et ratification de la Cons-

titution par un plébiscite, abolition du Sénat, Assemblée unique, rachat de la Banque et des Grandes Compagnies, impôt progressif sur le revenu, séparation de l'Eglise et de l'Etat, divorce ».

Tel est le radicalisme extrême en 1875. Qu'en est-il advenu ?..

Revision des lois constitutionnelles — réalisée partiellement en 1884.

Ratification de la Constitution par un plébiscite — idée tombée en oubli.

Abolition du Sénat — près de la moitié des sénateurs sont radicaux !

Divorce, séparation des Eglises et de l'Etat, impôt progressif sur le revenu — réformes que l'on peut considérer comme acquises.

Rachat de la Banque et des Grandes Compagnies, réformes assez peu vraisemblables, surtout la première !

Mais, avant de clore le récit de toute cette époque où l'idée radicale est intimement liée à l'idée républicaine, avant d'envisager les heures modernes, où, de plus en plus, la République sera considérée comme un fait acquis, encore quelques mots sur cette Assemblée dont la dignité grave et les habiletés naïves forcent l'estime de ses adversaires !

Session de rentrée. Comment sera élu la nouvelle Chambre ? Scrutin de liste ou scrutin uninominal ?... Les droites sont pour celui-ci, les gauches pour celui-là. Chacun essaie de persuader ses adversaires, en feignant de se placer sur leur propre terrain. Mais les bulletins de vote parlent. Le scrutin uninominal est voté. Délaissons ces discussions. Les modes de scrutin sont de peu d'importance, en définitive, et ceux qui les votent en sont bien souvent les premières victimes.

L'Assemblée doit aussi élire les sénateurs inamovibles prévus par la loi constitutionnelle. Le Sénat, c'est le refuge, d'où les orléanistes pensent pouvoir donner à la République une direction conservatrice.

Mais, Centre Gauche et Centre Droit ne s'entendent pas. Les républicains s'unissent avec les impérialistes et les Cheveau-légers. Ceux-ci veulent-ils se venger des orléanistes, dont la défense du drapeau tricolore, a rendu l'union impossible ?... Veulent-ils, devant un avenir incertain, s'assurer un rôle politique inespéré pour eux ?... Quoiqu'il en soit, la coalition triomphe : 57 républicains (C. G., 27 ; gauche, 15 ; radicaux, 8 ; groupe Lavergne, 7), 10 légitimistes.

Tant leur désir était grand de s'attaquer au Centre Droit, les impérialistes n'avaient rien demandé et n'avaient rien reçu. La

désentente des droites amenuisait la majorité conservatrice prévue pour le Sénat.

Après une loi sur la presse, qu'il faut se hâter d'oublier, le 31 décembre 1875, l'Assemblée se sépare.

Monarchiste, elle avait mis sur pied une Constitution Républicaine. Si, sans doute, dans la Constitution de 1875, certaines dispositions donnent au Chef de l'Etat des attributions devenues bien théoriques : droit de demander un second vote, droit de dissolution de la Chambre en accord avec le Sénat, par exemple, il ne faut cependant pas, comme on l'a dit trop souvent, se hâter d'en conclure, qu'elle est une Constitution monarchiste. Sans doute, bien des concours y furent apportés qui songeaient surtout à la défense d'une politique conservatrice, mais les républicains y participèrent tous, et elle est basée sur le suffrage universel et la souveraineté du peuple. Elle n'est ni monarchiste, ni républicaine, elle est hybride.

Et maintenant, laissons voter la France.

CHAPITRE V

LES ÉLECTIONS DE 1876 LE RADICALISME DEVANT L'OPINION

Ce sont deux France qui s'affrontent : celle du passé, celle de l'avenir. Derrière la confusion des partis, la précision des politiques extrêmes donne son vrai sens à la lutte qui s'ouvre. Le radicalisme contre le légitimisme ! Chambord ou Gambetta !

Le maintien de la République ou son renversement, l'accession de toutes les classes à la direction des affaires publiques ou la direction d'une seule, la lutte contre le cléricalisme ou les ingérences politiques de l'Eglise.

Car les causes sont liées, et la cause du Roi est celle de l'Eglise. Celui-là trouve dans l'appui de celle-ci la source de son droit divin. Le Vatican, lui, n'ignore pas qu'une Restauration en France aurait pour conséquence l'appui donné par notre pays aux revendications temporelles.

Et des manifestations publiques ont souligné cette alliance !

Le radicalisme va développer son programme, mais Gambetta n'est plus qu'un porte-parole modéré et déjà suspect.

A Marseille, Naquet se présente contre lui.

Malgré tout, la modération que l'on sent déjà chez lui, si elle recule la possibilité des réalisations, défend sinon tout le programme, tout au moins sa philosophie.

Jusqu'à ce jour, le radicalisme avait une idée centrale, exclusive, fonder la République. Il a triomphé, et le pays va confirmer sa victoire par le choix d'une majorité, où il sera un groupe important. Mais la forme du régime n'est que le cadre de l'action. Les adversaires ont été vaincus, mais sur la question dynastique qui les divisait. La question religieuse va les unir. La bourgeoisie française n'est plus voltairienne. L'incrédulité est le luxe des époques de vie facile et de culture délicate. Les périodes de crise donnent une formation plus rapide, et l'angoisse appelle la croyance comme l'insouciance la repousse. Toutes les forces du passé se groupent autour de la religion que les grands seigneurs n'abandonnent plus dédaigneusement au peuple.

Mais c'est aussi le spectacle des hommes qui se sont faits eux-mêmes. Intellectuels forts, ils repoussent le secours d'une religion, le peuple leur a donné le spectacle de pratiques incompréhensibles pour l'esprit moderne. Et ils ne connaissent la religion dans ses formes élevées qu'à l'époque où elle ne peut plus les atteindre. La foi de la jeunesse peut marquer la direction de toute une vie, mais, si parfois on l'abandonne plus tard, on ne l'acquiert à peu près jamais. Toute une jeunesse a vibré sous l'Empire pendant les luttes du libéralisme. Sa foi, c'est la dignité de l'homme.

Tolérante par principe, elle admet les croyances et les religions. Mais, essentiellement aseptique, elle ne veut pas permettre aux ministres d'un culte d'user aux fins d'une politique de l'autorité spirituelle que leur donne leur fonction.

Ne pas troubler les consciences, mais lutter contre tous ceux qui voudraient faire revenir le pays en arrière.

Si trop souvent se mêle dans les consciences laïques un mépris des religions, ce sont là des pensées parfaitement défendables au point de vue philosophique, mais dont il serait dégradant de tenir compte au point de vue politique. Le scepticisme doit ignorer l'intolérance. Aussi bien l'essentiel de l'anticléricalisme est-il ailleurs !

On laisse de côté la religion catholique. On se dresse contre la politique catholique. Voilà la pensée radicale de l'époque.

D'abord on a lutté pour la République, seul cadre dans lequel pourra prendre place la doctrine sociale du parti. Puis l'anticléricalisme est une nécessité de la Défense Républicaine. On voudra l'assimiler au radicalisme tout entier. De sa mort, on voudra faire celle du radicalisme. A la vérité, parti des masses démocratiques, l'essentiel de ses idées est libéral, égalitaire et social. Parti de réformes hardies dans le cadre de la légalité, il lui fallait écarter les obstacles, affirmer la neutralité de l'Etat moderne en séparant les Eglises et l'Etat.

A Lille, Gambetta définit l'anticléricalisme

« Il faut que le candidat républicain soit libéral. Par libéral j'entends un homme acquis à la liberté de conscience sous toutes ses formes, respectueux de tous les cultes, professant pour toutes les religions une même estime extérieure libre en son for intérieur de suivre telle ou telle religion ou de les décliner toutes, respectueux des ministres des divers cultes aussi bien que des pratiques qui, de près ou de loin, ressortent de l'exercice régulier d'une opinion religieuse, morale ou philosophique.

Mais, par libéral, et, ici, je précise, parce que je crois qu'il y a un grand péril à éviter, j'entends aussi celui qui est disposé à ne pas tolérer qu'un clergé quelconque devienne, dans l'Etat, un parti politique, une faction politique entrant en lutte avec d'autres partis politiques et voulant leur imposer un personnel, des actes, des desseins ou des calculs intérieurs ou extérieurs sur la marche de la politique du pays.

J'entends que l'Eglise reste l'Eglise... qu'elle ne vienne pas semer la haine et la discorde... » Ceci dit, reste l'essentiel du programme.

Au nom du libéralisme, qu'on ne sépare pas de la souveraineté du peuple, on réclame la révision de la Constitution. Comment le Sénat s'opposerait-il à la volonté du peuple ? La tradition républicaine des Assemblées Révolutionnaires veut une Chambre Unique.

Au nom du libéralisme, encore, on réclame la liberté de la presse, des réunions, des associations. On veut l'amnistie. On veut que les tribunaux soient éligibles, que le divorce soit rétabli.

Au nom du libéralisme, on veut les libertés municipales.

Mais l'égalitarisme exige le service universel obligatoire, l'éducation identique des deux sexes, l'extension des droits de la femme.

La justice sociale aboutit à l'impôt sur le revenu, le rachat de la Banque, des mines, des chemins de fer, l'amélioration du sort de tous.

A l'extérieur, politique de paix — suspension des armées permanentes remplacées par le système de la nation armée. Mais, on songe à la ligne bleue des Vosges : « J'espère qu'un jour, rien que par l'ascendant du droit, nous retrouverons, pour l'équilibre de l'Europe et le triomphe de la justice, nos frères séparés. »

Rien de ceci n'était nouveau. Le radicalisme n'est pas né en 1876. Mais, à l'aurore de notre constitution, il appartenait de placer l'exposé détaillé du programme du parti dont l'origine nous intéresse, mais dont nous voulons suivre la vie agitée pour comprendre de quoi sera fait demain.

Libéralisme, Egalitarisme, Justice sociale, Pacifisme, cela n'évoque-t-il pas la devise révolutionnaire du fronton de nos monuments : Liberté, Egalité, Fraternité. Continuer la tradition révolutionnaire, c'est bien la pensée du radicalisme, qui par delà le temps, cherche à rejoindre toujours les traditions jacobines.

CHAPITRE VI

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS -- LE MINISTÈRE DUFAYRE -- CONFLIT ENTRE LE RADICALISME ET LA MAJORITÉ RÉPUBLICAINE -- CONFLIT ENTRE LA CHAMBRE ET LE SÉNAT.

Et ce sont d'abord les élections sénatoriales. La loi qui les avait organisées avait voulu le succès des conservateurs. Il n'était pas douteux :

Extrême-Gauche 7, Gauche 33, Centre Gauche 52.

Constitutionnels 17, Conservateurs 77, Extrême-Droite 2,

Impérialistes 40.

C'est alors qu'apparaît l'extrême importance du vote du 9 décembre. Les républicains inamovibles vont tempérer l'ardeur de ce Sénat conservateur, où les partis se serrent de près.

Pour la Chambre, le premier tour de scrutin donne 310 républicains et 110 conservateurs. Quatre fois candidat, Buffet est battu 4 fois. Quatre fois candidat, Gambetta est élu quatre fois. Le Pape et la Bourse s'inquiètent.

« C'est la République Révolutionnaire », dit le premier et la seconde humilie le 3 % de 67,85 à 65,75.

Le second tour laisse les partis sur leurs positions du premier. Les républicains sont 340 (Ex. G. 38 — Gauche 194 — Centre Gauche 48). Il y a 22 constitutionnels. A droite, 25 extrême droite, 55 nuance droite et centre droit, 75 impérialistes.

C'est la consternation à l'Elysée. Les uns préconisent la résistance immédiate, le gouvernement s'appuyant sur le Sénat. Ainsi, Buffet, de Meaux et bien d'autres. Mais telle n'est pas la pensée de Broglie. Le Sénat, sans doute, saura s'opposer à la Chambre, et les choix symboliques qu'ils ont faits de leurs Présidents (Grévy, le duc d'Audiffret-Pasquier), montre bien les divergences politiques. Mais le parti doit attendre et ne pas engager dans une

partie suprême et qui s'annonce mal ses deux atouts : l'Elysée et le Sénat dont il pourra faire meilleur usage. Il vaut mieux laisser la Chambre, cette Chambre de nouveaux inexpérimentés, se dis-créditer par ses excès et ses incertitudes.

Dufaure est chargé de constituer le Cabinet. Pour l'Intérieur, Jules Simon est souvent nommé. Adversaire silencieux de Gambetta, il peut avoir l'avantage de briser la majorité. Mais, ce n'est pas en-core son heure.

Casimir Perrier est pressenti, mais il refuse de gouverner avec le personnel administratif de son prédécesseur.

Dufaure se résoud à faire appel à Ricard, battu célèbre. Le mi-nistère est composé uniquement de membres du Centre Gauche, sauf les portefeuilles de la Guerre, de la Marine et des Affaires Etrangères, où Cisse, Fourichon et Decazes représentent l'Elysée, Waddington à l'I P., Léon Say les Finances.

Dans l'ensemble, le Cabinet ne représente pas la majorité, mais les 48 membres de son aile droite. La déclaration ministérielle affir-me l'autorité de l'exécutif.

C'est violer les règles du jeu parlementaire. Et, dans une réu-nion plénière des gauches, Gambetta affirme que la majorité ne peut rester muette et passive en face d'actes aussi graves et aussi incorrects. « Je ne me plains pas des ministres qui entrent, mais de ceux qui ne sortent pas. »

Seule, l'Union des Gauches, constante, peut assurer quelque correction politique. Mais, l'approche du pouvoir éveille les méfian-ces. Grévy et Ferry se soucient peu de la constitution du groupe unique où Gambetta tentera de s'imposer avec ses idées. « Pour rester unis, il faut rester distincts ».

Dès lors, il y a 4 groupes républicains : le Centre Gauche, la Gauche Républicane de Ferry et Grévy, l'Union Républicaine des opportunistes, derrière Gambetta, et les intransigeants qui doréna-vant dirigent le mouvement radical.

Dès le début, l'attitude des radicaux gêne considérablement les républicains modérés. A propos de l'amnistie, ils réunissent toute la Chambre contre eux : 394 voix contre 42. Réclamant la li-berté du colportage, la liberté absolue de la presse, l'abrogation de la loi prescrivant le repos dominical ; le groupe par son inlassable activité harcèle la majorité.

Mais la modération est une attitude insuffisante qui ne permet pas d'éviter les conflits. Aussi bien les dissentiments entre les deux Assemblées étaient-ils trop graves et n'attendaient-ils que l'occasion de se manifester.

Le ministère avait présenté un projet de loi sur la collation des grades dans l'enseignement supérieur. Abrogeant les dispositions non appliquées d'une loi de 1875, affirmant le droit supérieur de l'Etat, la Chambre l'adopte par 357 voix contre 152. Le Sénat refuse de la discuter : 144 voix contre 139 (8 juillet). Le ministère, mis en minorité au Sénat, reste aux affaires. C'est un précédent qu'un ministère radical devait plus tard oublier. Sur cette loi des grades, personne n'avait cédé, mais le Sénat, par son veto, avait vaincu la Chambre.

Un autre projet de la loi sur les maires avait été déposé le 29 mai par le gouvernement. Projet au demeurant assez peu libéral, puisqu'il laissait au gouvernement la nomination des maires dans les chefs-lieux de canton. Il avait été l'objet d'une vive discussion entre Ferry et Gambetta qui, en cette occasion, s'était rapproché de l'extrême-gauche, et avait été battu, (11 juillet). Le 8 août, le Sénat l'examine et l'amende. Cette fois-ci, la Chambre s'incline devant ce « dernier et pénible sacrifice » (J. Ferry).

En même temps, un autre conflit s'amorce sur les pouvoirs du Sénat en matière des Finances, né des difficultés d'interprétation de l'article 8 par 2 de la loi du 24 février 1875 :

« Toutefois, les lois de finances doivent être en premier lieu, présentées à la Chambre et votées par elle. » C'est sur le sens du mot : « votées » que l'on est en désaccord. Voter, cela veut-il dire simplement : soumis au vote, ou cela implique-t-il nécessairement adoption ? Mais les vacances remettent à plus tard la solution du conflit. (1)

Le ministère Dufaure, voulant tenter l'impossible, tâche de gouverner dans la conciliation de deux Chambres en désaccord, eut l'ironique disgrâce d'être renversé à droite au Sénat et à gauche à

(1) D'un intérêt d'ailleurs relatif, car si au point de vue législation constitutionnelle ; il pourrait être intérêt et même utile d'affirmer la prééminence budgétaire de la Chambre issue du suffrage universel qui, en cas de conflit, aurait le dernier mot, il ne saurait échapper à personne que la discussion visée est d'un ordre tout à fait théorique. Certes, l'on pourrait empêcher le Sénat de rétablir directement un crédit refusé par la Chambre, mais il lui resterait alors la ressource de refuser les crédits jusqu'à ce que la Chambre vienne à composition. D'ailleurs, actuellement, l'interprétation du Sénat semblant définitivement adoptée, la Chambre peut, en admettant le droit théorique du Sénat, ne pas être d'accord sur les crédits votés.

Des deux manières, conflit insoluble ! Il faudra bien que l'une des Assemblées s'incline, mais cela dépendra de considérations qui n'ont rien à voir avec l'interprétation de l'article 8.

la Chambre. C'est sur une question d'enterrement civil (les honneurs militaires avaient été refusés à Félicien David) que s'était prononcée cette dernière Assemblée. C'était un autre aspect du délicat conflit qui peut opposer nos deux Assemblées.

Un autre conflit, déjà latent, que rendait possible la Constitution de 1875, et qui allait être, celui-ci, résolu définitivement, allait opposer le Président de la République et la Chambre des Députés.

C'est l'Histoire du Seize Mai.

CHAPITRE VII

LE SEIZE MAI

MINISTÈRE JULES SIMON -- LE CLÉRICALISME VOILA L'ENNEMI -- LETTRE DU MARÉCHAL -- LE MINISTÈRE DE BROGLIE.

Un coup de barre à gauche s'imposait si l'on voulait respecter la volonté de la Chambre issue du suffrage universel. Les groupes de gauche unanimes, pensaient que la nouvelle politique devait se marquer par un changement d'orientation du personnel administratif.

Mais Mac-Mahon tenait à son pouvoir personnel. Il avait sa politique. Il ne voulait pas « prendre un ministre des mains de Gambetta ».

M. JULES SIMON. — Un homme était particulièrement désigné pour tenter à nouveau l'impossible conciliation qui avait échoué. Ami personnel de Thiers, il s'était sans doute, naguère, cruellement moqué du Président du 24 mai. Mais, sous l'Empire, déjà une rivalité latente l'opposait au talent naissant de Gambetta ; puis la Défense Nationale les avait violemment dressés l'un contre l'autre. Les luttes républicaines, depuis, les avaient réunis, mais ne les avaient pas rapprochés. De leur choc éventuel pouvait surgir la dissociation d'une majorité. Le Président sait faire taire ses griefs personnels devant sa haine politique : le radicalisme.

Sans doute, le ministère où Jules Simon joint à l'Intérieur la Présidence du Conseil, risque d'apparaître comme une victoire des Gauches, mais la déclaration ministérielle rassure : « Je suis, vous le savez, profondément républicain et profondément conservateur ». Il « prononçait sa formule », dit spirituellement M. Seignobos, « en accentuant à la Chambre le mot républicain et au Sénat le mot conservateur ».

C'est à nouveau la politique de la balance. Mais Jules Simon avait été radical sous l'Empire, et après quelques balancements, c'est vers la gauche que pèserait à la fin le portefeuille ministériel,

mais, en attendant, l'homme du monde délicieux qu'il était s'ingénie à plaire aux uns comme aux autres. Badinage politique entrecoupé de quelques colères et qui se terminerait par une décision de dignité polie.

LA VIGUEUR DU RADICALISME. — La nuance politique est celle du ministère précédent. La gauche pure est nettement écartée, et pourtant c'est elle qui jouera le rôle principal. Lorsque des groupes politiques s'unissent sur un programme, ce programme est pour les uns un programme maximum, pour les autres un programme minimum. Pour ceux-ci la revendication n'est qu'une réalisation partielle. Ils n'ont pas comme ceux-là la crainte d'épuiser leur programme. Ils vont de l'avant, pressés, pressants, décisifs.

Les journaux les soutiennent. Gambetta n'est plus un épouvantail. Qu'on le veuille ou non, c'est lui le chef de la majorité. C'est lui qui, demain, pour qui observe les élections partielles, sera le chef du gouvernement. Il est Président de la Commission du Budget, et certaines attaques des républicains modérés ne pourront le faire battre.

Si, sur la question des droits financiers, Jules Simon soutient le Sénat et l'emporte à la Chambre contre l'Extrême-Gauche (28 décembre 1876), il lui faut bien sacrifier des préfets et sous-préfets qui pourtant font la politique de l'Elysée.

Mais le radicalisme prend de plus en plus d'assurance. Son ardeur emportera les incertitudes défiantes d'associés hésitants. Charles Floquet (7 janvier), triomphe facilement en opposant Jules Simon à lui-même. N'a-t-il pas été radical sous l'Empire?... Ce qu'il faut appliquer, c'est le programme de Jules Simon.

Et le 5 février, Madier de Montjau demande l'abrogation du décret de 1852 sur la presse. Jules Simon, mis à nouveau en face de son passé, ne demanderait pas mieux, mais comment le pourrait-il ? Il lui faut gouverner en souplesse. Ce n'est pas un chef.

Mais, la droite n'est pas plus satisfaite.

Les républicains ne votent pas toujours de la même façon, sans doute. Ils sont cependant unis, les élections partielles le prouvent. Elections locales, élections sénatoriales, élections législatives, élection présidentielle, il ne faut pas laisser à la gauche le soin d'organiser ce proche avenir.

LES CATHOLIQUES CONTRE LE MINISTÈRE. — Le 3 mars, la « Défense », journal de Mgr Dupanloup, dont les affirmations, de par ses rapports avec l'Elysée, sont particulièrement sûres, écrit : « Nous ne mettons pas en doute la clairvoyance du Maréchal. Nous

savons qu'il attend le jour et l'heure convenue pour déclarer l'expérience terminée ».

Le ministère de Jules Simon est virtuellement condamné. Se sachant ainsi visé à droite, il va mourir dans le sein de la gauche.

UN GRAND DÉBAT. — Les 3 et 4 Mai se développe l'interpellation sur les menées ultramontaines. « Le pape est libre », dit le Président du Conseil. Quand on dit que le pape est prisonnier au Vatican, on dit une chose qui n'est pas vraie ». Et Gambetta ajoute : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ».

Les 12 et 13 mai, à propos de la loi municipale, Jules Simon se trouve assez malade pour ne pas prendre part à la discussion. Le 15 mai, dans la discussion de la loi sur la presse, il se contente de demander le renvoi à la commission, qui est refusé, puis la loi est votée.

Le 16 mai, au matin, en arrivant à son bureau de la place Beauvau, le Président du Conseil trouve une lettre du Maréchal de Mac-Mahon, qui lui reproche son attitude insuffisamment énergique : « Cette attitude du chef du Cabinet fait demander s'il a conservé sur la Chambre l'influence nécessaire pour faire prévaloir ses vues ». Le Président de la République a démissionné le Président du Conseil.

LA LETTRE N'ÉTAIT PAS INCONSTITUTIONNELLE. ELLE MARQUAIT UN DÉSACCORD SANS SANCTION. — Et pourtant, l'article 6 de loi constitutionnelle du 25 février 1875 disait : « Les ministres sont solidairement responsables devant les Chambres de la politique générale du gouvernement ». Nulle part, dans la Constitution, il n'est dit que les ministres sont responsables devant le pouvoir exécutif. Au surplus, c'est la règle normale du régime parlementaire. C'est en vain que l'on invoquerait le droit de dissolution. La dissolution ne peut être demandée au Sénat que par le ministère. Si le ministère et la Chambre sont en désaccord avec le Président, celui-ci est absolument désarmé.

Jules Simon pouvait donc rester au pouvoir. Il eût obligé Mac-Mahon à commettre un acte inconstitutionnel. En donnant sa démission comme il le fit, il couvrait l'illégalité de l'acte du Seize Mai qui était toute latente. Par la suite, le Président avait le droit, d'après les textes, de choisir comme il l'entendait les ministres.

RAISONS DE LA DÉMISSION. — Jules Simon a justifié son attitude par des raisons politiques. On eût toujours trouvé des interprétations tendancieuses de son maintien au pouvoir. On eût favorisé le

jeu de ceux qui cherchaient le coup d'Etat. (Dans le « Soir de ma Journée » (1), Jules Simon s'est expliqué : « Je le (le Maréchal) laissais en face du Parlement, en face du pays ; et je dis, après 17 ans écoulés, que j'ai eu raison ».

LE MINISTÈRE DE BROGLIE. — Dès le 17, le nouveau Cabinet est constitué sous la présidence du duc de Broglie. Il est entièrement orienté vers la droite. Cependant, par une note Havas, le gouvernement déclare sa volonté de résister aux menées ultramondaines, où beaucoup voyaient une menace pour le maintien de rapports corrects avec l'Allemagne (Kultur Kampf) et l'Italie (pouvoir temporel).

Hors cela, le message présidentiel est une nouvelle attaque contre le radicalisme : « ni ma conscience, ni mon patriotisme ne me permettent de m'associer même de loin et pour l'avenir au triomphe de ces idées ». « Même de loin », « et pour l'avenir », allusion à l'opportunisme de Gambetta, et en appuyant, « ces idées, je ne les crois opportunes ni pour aujourd'hui, ni pour demain ». Enfin, le Président affirmait son droit de choisir ses conseillers, ce qui est contraire à la tradition parlementaire, mais non pas aux textes de 1875.

Dès le début, le ministère rappela l'ancien personnel. On se faisait, à cette époque, de hautes illusions sur la puissance des préfets, à la vérité plus considérable qu'aujourd'hui.

Et, pour éviter les discussions gênantes, on ajourna les Chambres pour un mois.

RENTREE DES CHAMBRES. — Le 16 juin, de Fourtou, ministre de l'Intérieur, annonce le projet de dissolution. Et peu après s'engage le débat sur l'interpellation des gauches. Dès le début, on a l'impression que ce sont là des heures graves. De chaque côté, de grandes voix se font entendre : de Fourtou et Gambetta, le duc Decazes et Jules Ferry, Pâris et Léon Renault.

LE RADICALISME ET L'OPPORTUNISME. — « L'opportunisme, tout le monde sait ce que c'est : ce n'est point le radicalisme corrigé, adouci, transigeant, non ! C'est le radicalisme patient ». Et, gentiment : « Cette définition de l'opportunisme, je compte bien que l'honorable M. Gambetta ne me la reprochera pas, car je l'emprunte à l'histoire de sa propre évolution politique ». Et dans une envolée, le ministre défend l'œuvre de l'Assemblée Nationale. On

(1) P. 247.249.

peut dire qu'elle a été la pacificatrice du pays et la libératrice du territoire. Mais que se passe-t-il ? Un député s'est levé, et désignant Thiers, il a crié : « Le libérateur, le voilà ! » La gauche se lève, répétant le même geste. Et Monsieur Thiers « se laissait bercer par cette ovation soudaine qui le payait de tant d'ingratitude » (1). Le ministre finit désemparé son discours. Au milieu des « bruits divers », Gambetta s'acharne. Devant l'idée républicaine s'est dressé le cléricisme qui seul unit dans une action vaine les droites que tout, demain, séparerait.

GOUVERNEMENT DES PRÊTRES. — « C'est le gouvernement des prêtres. C'est le ministère des curés ». « Nous partons 363, nous reviendrons 400 ».

UN HOMME OU LA LOI. — Jules Ferry, à son tour, pose la question que le pays va résoudre : « Sommes-nous sous l'épée d'un Maréchal de France ou sous le règne de la loi ?... »

La Chambre « déclare que le ministère n'a pas la confiance des représentants du pays et passe à l'ordre du jour ».

Au Sénat, la dissolution est accordée, mais Bérenger et Laboulaye montrent au Maréchal dans quelle manœuvre dangereuse il s'est engagé.

Les Elections de 1877

Leur signification - Leur préparation - Leur résultat

Leur liquidation

LA POLITIQUE DU PRÉSIDENT. — Le Seize Mai nous apparaît surtout, dans le recul de l'histoire, comme une bien maladroite aventure. Tentative suprême de domination des anciennes classes au pouvoir, elle était d'avance et doublement vouée à l'échec.

D'abord, parce qu'une telle politique était en soi impossible. Son but, c'était la révision de la Constitution dans un sens monarchique. Mais, depuis longtemps, le désaccord des fractions monarchistes était un fait définitif. La majorité que l'on espérait serait tiraillée en tous sens, et comme celle de l'Assemblée Nationale qui avait abouti à la République, elle n'accomplirait aucune restauration.

Mais cette hypothèse d'une éventuelle majorité était invraisemblable. Là encore, il y avait une cause d'échec. Le suffrage uni-

(1) Hanotaux, Histoire de la 3^e République, t. IV, p. 31.

versel, c'est l'expression de la République, de la démocratie. Dans cette lutte qui dressait les anciennes classes dirigeantes et les nouvelles couches, pouvait-on demander à la majorité la sentence qui les condamnerait ?

Une seule solution, le coup de force. Et sans doute, on pouvait le laisser prévoir, et la possession du pouvoir pouvait le rendre impossible, si on le décidait. Et certains pouvaient le vouloir ainsi. Mais, en vérité, le débat était plus haut. Représentants des plus vieilles traditions de leur pays, ces conservateurs étaient, les uns, timides, les autres chevaleresques. Défenseurs sans espoir d'une cause perdue, ils n'avaient pas l'âme neuve d'aventuriers sans scrupule. Ils ne livreraient pas le pays qu'ils avaient si longtemps incarné aux luttes incertaines et aux désastres certains de la guerre civile. La dissolution était le geste qui consacrait la République. Et dans le dilemme que l'on posait maladroitement au pays : Mac-Mahon ou Gambetta, était en germe l'avenir prochain de la République radicale.

PÉRIODE ÉLECTORALE. — C'est une des plus passionnées et des plus importantes de notre histoire politique, sans équivoque comme sans modération. Le gouvernement met tout en œuvre pour forcer l'impossible victoire. La cause d'un grand nombre de préfets est liée à celle de l'Elysée. Blâmes et récompenses se succèdent. 613 conseils municipaux sont dissous (1) et 1.334 adjoints révoqués — 344 cercles ou loges maçonniques dispersés — 4.779 fonctionnaires déplacés — 1.385 révoqués — 2.067 débits fermés — 421 poursuites pour délits de presse — 849 pour délits de colportage — 1.034.353 francs d'amendes — 46 ans et 3 mois de prison. Ce sont des élections que l'on prend au sérieux.

Les républicains sont décidés à l'union et sûrs de vaincre. « Jamais le pays n'a été à la fois plus calme et plus passionnément animé », dit M. de Marcère. A gauche, il y a un mot d'ordre : faire réélire les 363, comme avaient été réélus les 221. D'une façon générale, dès le premier tour, il n'y a qu'un candidat républicain.

Le 3 septembre, Thiers était mort subitement, et la disparition du chef pouvait incliner à penser que Gambetta tenterait de satisfaire certaines visées dictatoriales qu'on lui attribuait. A Paris, Gambetta soutient la candidature Jules Grévy dans la circonscription où Thiers devait se présenter, et très nettement il indique que le candidat de l'arrondissement sera, en cas de succès, le candidat

(1) Histoire de la 3^e République, t. IV p. 179.

à la Présidence de la République, ce qui fait toujours plaisir aux électeurs.

LES RÉSULTATS. — C'est en vain que le 12 octobre, Mac-Mahon adresse un message suprême aux électeurs, où il se défend d'être clérical et où il accuse le radicalisme d'être le parti du désordre. Le résultat inévitable n'est pas évité. Dès le premier tour, les positions sont définitives à peu près partout. Les républicains seront, au total, 327 contre 208 conservateurs. Sans doute, la gauche perd des sièges et l'on est loin des 400 mandats prévus par Gambetta, mais elle garde 100 voix de majorité, et cette fois, personne n'a revendiqué le prestige du Maréchal. Il n'y a pas eu d'équivoque. Le pays avait à choisir entre ses représentants et le Président de la République. Le choix est fait. Il faut, Gambetta l'a dit, se soumettre ou se démettre. Le Maréchal va se soumettre et se démettre. Pourtant, le duc de Broglie lui dit : « Le pays, sans nous donner encore satisfaction, a commencé de répondre à notre appel en rejetant une partie de nos adversaires ; nous devons continuer la lutte, et surtout ne pas nous montrer d'avance disposés à céder ».

LA LIQUIDATION. — Une note Havas, puis des dépêches aux préfets semblent annoncer la résistance. Mais les conservateurs sont désunis. Les Orléans ont désapprouvé le 16 Mai qui pouvait tout au plus servir les impérialistes. Ce Centre Droit est tiède. Les enthousiasmes éventuels sont encore calmés par les succès républicains aux élections locales. Et pourtant, le duc de Broglie, que sa personnalité élève au-dessus de la défaite, veut imposer de nouveaux efforts à ses amis accablés.

Dès l'ouverture de la session, les chefs républicains réunis en « Comité des Dix-Huit » demandent une enquête sur les actes qui, depuis le 16 Mai, ont eu pour objet d'exercer sur les électeurs une pression illégale. Le duc de Broglie intervient dans le débat pour faire une fois de plus, l'éternel procès du radicalisme. Et c'est Gambetta qui répond, car l'Union Républicaine peut n'être pas d'accord sur la rapidité des réalisations, l'idéologie est la même.

Le Sénat, lui-même, on s'en aperçoit vite, refusera la dissolution. Dans un débat, que son Président déclare à l'avance platonique, et que le gouvernement accepte tel, sur le vote de la Chambre, il n'accorde sa confiance à une voix de majorité que sur la promesse de se retirer, faite par le Cabinet devant le groupe constitutionnel.

C'est la fin ou presque. Un ministère Rochebouet, dit d'affaires, composé d'amis du Maréchal est bien constitué. Veut-on faire

croire à l'éventualité d'un coup d'Etat pour amener la gauche à des concessions ?

Toujours est-il que la Chambre refuse d'entrer en relation avec le Cabinet. Elle se refuse au vote du budget, et après quelques alarmes données au public par des réunions de militaires, l'on se retire et Dufaure est appelé. Le Maréchal se soumet. Il ne lui reste qu'à se démettre.

Le radicalisme, qui fut l'âme du combat libéral, est vainqueur. Il ne lui reste qu'à..... organiser la société.

II PARTIE

La lutte laïque et sociale ou le radicalisme au pouvoir

PREMIÈRE SECTION

LA RÉPUBLIQUE RÉFORMATRICE

CHAPITRE PREMIER

L'INSTALLATION DE LA RÉPUBLIQUE

C'est la fin d'une époque. La lutte pour le libéralisme est terminée. Quelques lois suffiront pour le réaliser.

Mais, cette histoire du radicalisme, jusqu'ici confondue avec l'histoire anecdotique et parlementaire du libéralisme, va prendre maintenant une physionomie plus personnelle.

Sans doute, les républicains n'avaient pas toujours formé un bloc compact, et devant le pays les divergences s'étaient accusées. Mais, aux heures décisives, du Centre Gauche à l'Extrême-Gauche, ils avaient été d'accord pour imposer le régime nouveau qu'ils concevaient différemment. Mais, maintenant les différences allaient se marquer : les uns étaient enthousiastes de la République ; d'autres des partisans sincères, mais froids et peut-être satisfaits ; d'autres étaient résolument conservateurs.

Deux événements dominent cette législature qui se poursuit : de la majorité vont s'écarter le Centre Gauche, puis l'Extrême-Gauche.

C'est la lutte laïque qui écartera le Centre Gauche, le désir d'aboutir à des réformes rapides qui donnera son âme et son unité au parti radical. Désormais pour celui-ci, qui nous occupe, la destinée ne sera plus liée aux hasards changeants des dissentiments personnels. Un groupe d'hommes de premier plan va former le parti stable, d'où s'élancera toute la politique française.

Mais avant d'étudier ces deux ordres d'événements, examinons rapidement avant l'examen de la loi sur l'enseignement supérieur, où la gauche et la droite vont s'affronter en formations nouvelles, examinons les principaux faits politiques.

Jusqu'ici, il nous a fallu nous tenir assez prêts de l'histoire quotidienne des luttes. Il nous a fallu veiller à la naissance de la République, saisir tel courant d'idée ou telle attitude, peser tous ces faits dont chacun aurait pu être décisif, et constater la chance de la République, qui dut à la division de ses adversaires, de s'imposer sans débat sanglant. Maintenant, ce sont des dossiers qu'il nous faut ouvrir, il nous faut éclairer le moment, où sortant de l'idéologie d'un parti, une idée prend corps, et à travers les modifications de la vie, devient cette promesse tenue qu'est la loi. Ce sont des luttes plus sévères, moins à la merci des personnes, mais plus âpres. Comment pourrait-on renoncer à sa pensée ?...

Début du Parlementarisme

Le ministère Dufaure veut être celui de la majorité, mais, par une sorte de timidité dernière, et contraint à prendre un ministère de gauche, le Président veut-il que ce soit dans la droite de la gauche. Pour ménager le Président, dont on sait les heures comptées, on accepte à gauche ce compromis provisoire. Le ministère n'a qu'un programme négatif : annuler les actes du 16 mai et rendre un tel retour impossible. Donc, un effort de *libéralisme* :

épuration du personnel ;

loi mettant l'état de siège sous le contrôle du Parlement ;

loi autorisant le colportage ;

amnistie pour tous les délits de caractère politique commis depuis le 16 Mai ;

invalidation des candidatures trop scandaleusement officielles.

En même temps, l'on commence de mettre sur pied tout un programme de relèvement : relèvement économique (plan Freycinet, exposition universelle) — relèvement militaire (grandes manœuvres).

Le 5 janvier 1879 a lieu le renouvellement partiel du Sénat et la Haute Assemblée devient républicaine.

Réalisant en deux temps la prédiction de Gambetta, le Maréchal, après s'être soumis, refuse de se soumettre à nouveau et se démet. Dufaure s'en va, lui aussi.

Jules Grévy est élu par la gauche à la Présidence de la Répu-

blique et c'est le ministère Waddington. Le Congrès se réunit pour décider la rentrée des Chambres à Paris.

La « Marseillaise, redevenue chant national, enthousiasme les foules vibrantes d'un 14 juillet redevenu fête nationale. Symboles !

Ce ministère vécut quelques mois : février-décembre 1879. Mais, ses efforts d'« épuration » furent jugés insuffisants. Après des votes froids et des démissions partielles, un ministère de Freycinet lui succède. Il comprend quelques ministres du Cabinet précédent, et notamment un homme qui, républicain de gauche, mais pas du tout radicalisant, incarnera dans la lutte qu'il va ouvrir, la France moderne et démocratique qui veut prendre conscience d'elle-même et, dans une certaine mesure, l'idéologie radicale dont il se défie.

CHAPITRE II

LA LUTTE LAIQUE - 1^{re} étape : LES CONGRÉGATIONS

L'anticléricalisme qui n'est pas toujours démocratique est né en France de l'accession au pouvoir des nouvelles couches sociales. Pour la formation civique de tous les Français, il fallait faire un effort d'éducation permettant à chacun d'exercer dignement les droits que le régime nouveau lui accordait.

Mais l'Eglise avait cru bon de lier sa cause à celle de la légitimité. Convenait-il de laisser à une organisation qui se veut infailliable et ne peut être neutre, la formation civique du pays. Les républicains ne le pensaient pas. Seule, la neutralité de l'école peut permettre le développement du sens critique nécessaire pour détourner la République des aventures éventuelles.

PREMIERS PROJETS DE FERRY. — En mars, Jules Ferry dépose deux projets de loi : *sur le premier : réforme du Conseil Supérieur de l'Instruction*, en éliminant les membres étrangers à l'enseignement et y faisant une large part à l'élection ; après une vive lutte, le projet est adopté.

Mais la lutte véritablement essentielle va se faire *sur le second projet : sur l'enseignement supérieur*. Il rendait à l'Etat la collation exclusive des grades, et dans son article 7 interdisait l'enseignement aux membres des Congrégations non autorisées (1).

La discussion du projet va permettre le développement des idées. L'anticléricalisme a la tribune pour se définir et s'expliquer.

Jules Ferry tient à répondre un reproche que l'on allait faire souvent à l'idée laïque. Avec une semblable interdiction, que deviennent les droits du père de famille ?...

« Le père reste le maître de choisir pour élever ses enfants un précepteur, quel qu'il soit..., même dans les congrégations prohibées. Mais, si la liberté du père est entière dans la famille, ce n'est point une liberté transmissible et, dès que le père la délègue, l'Etat a le droit ou le devoir d'intervenir... Ce que nous visons, ce sont

(1) Il n'y en avait que 1.937 dans 88 maisons dont 848 dans 27 maisons de la Cie de Jésus.

uniquement les congrégations non autorisées, et parmi elles... *une congrégation qui non seulement n'est pas autorisée, mais qui est prohibée par toute notre histoire, la Cie de Jésus. Oui, c'est à elle que nous voulons arracher l'âme de la jeunesse française* ».

Repoussant tout contre projet, la Chambre vote intégralement le projet Ferry par 330 voix contre 164 sur l'article 7. Au Sénat, Jules Simon, passé à l'opposition, combat le projet ; marquant ainsi la scission, le Centre Gauche se détachait d'une République qui n'était pas conservatrice.

Tombé à gauche (1), mais sans prestige, voyant ses anciens compagnons occuper tous les postes de l'Etat, recherché par les catholiques, Jules Simon, dont un prélat avait pu dire : « Il sera cardinal avant moi », J. S. se laissait séduire par la thèse du libéralisme.

Comment restreindre la liberté de l'enseignement ?... L'arrivée au pouvoir des républicains ne pouvait se traduire par un acte de compression. « Nous voudrions faire aimer la République ; vous pensez uniquement à la faire craindre... Vous allez jusqu'à craindre la diversité des croyances, sans vous apercevoir que, sous ce nom, c'est la liberté elle-même qui vous fait peur... »

Dans un régime de liberté, il n'y a pas de doctrine dangereuse.

« L'Etat a-t-il le droit d'exclure du droit d'enseignement ceux dont il juge les doctrines dangereuses ?... L'Etat a-t-il le droit d'exclure du droit d'écrire ceux dont il juge les théories redoutables ?... »

S'il en a le droit, il n'y a pas de liberté de la presse. Pourquoi aurait-il sur la parole parlée un droit qu'il a sur la parole écrite ? »

Mais ce n'est là qu'un sophisme. Deux formes de la liberté de penser ?... Pour les hommes faits oui, pas pour les enfants. Pas de critique à l'école, une imprégnation lente qui empêchera plus tard la critique, si elle n'a pas été faite justement en vue d'éveiller le sens critique de l'enfant.

Le Sénat, malgré l'opposition du duc de Broglie, avait voté l'autre projet. Jules Ferry va essayer, après cette première victoire, de forcer l'hostilité du Sénat.

« Une longue et puissante harangue, chargée et surchargée de textes, de citations, de preuves, expose toute une histoire de l'enseignement secondaire et supérieur en France depuis la Révolution : c'est l'éternel et insoluble débat qui remonte aux décrets de M. de Vatimesnil et au-delà ; c'est l'énumération et l'analyse de

(1) Hanotaux, Histoire de la Troisième République, tome III, p. 512.

ces mesures, qui, tant de fois, ont essayé de refouler l'invasion ultramontaine et ont échoué.

Les congrégations non autorisées, que représentent-elles dans un état laïque, sinon l'arrière-pensée de Rome ? Pourquoi cette abstention et cette volonté muette de rester en dehors des cadres de l'Etat ?... Pourquoi les uns refusent-ils si les autres acceptent ? Quel est ce mystère ? Et quelle confiance aurait-on pour élever les futurs citoyens, en des membres de l'Etat qui se groupent pour se dérober aux lois de l'Etat ? » (1). Que dit-il ?

« Si l'on est indifférent à ces choses, si l'on trouve que les doctrines professées, restaurées, enseignées avec l'autorité d'une Compagnie puissante et qui est en train *d'accaparer une partie de la jeunesse française* ; si l'on croit que l'installation, que la prédication de ces doctrines au sein de notre société est une chose indifférente et que l'Etat n'a pas à s'en préoccuper, alors il faut aller jusqu'au bout de ce principe et proclamer résolument la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Mais tant que l'Eglise et l'Etat seront unis, il faut suivre les traditions de ceux qui nous ont précédés et savoir ce que l'on prêche tous les jours dans les 40.000 églises de France...

« Oui, puisque le mot a été prononcé, c'est le combat de la Contre-Révolution contre la Révolution. Ce combat, nous l'acceptons, mais nous nous servons des armes que la tradition nous a léguées... Et c'est pour cela que nous convions à soutenir avec nous ce combat, qui est l'œuvre de l'heure présente et qui est vraiment le bon combat, tous ceux qui procèdent de la Révolution Française, tous ceux qui ont recueilli son héritage, tous ceux qui révèrent son principe et qui se consacrent à son service, tous ceux qui croient que nous avons de grands devoirs vis-à-vis de ceux qui nous ont précédés comme vis-à-vis des générations futures et que le premier de ces devoirs, c'est d'arracher aux contempteurs de la société moderne, de l'ordre politique et social dans lequel nous vivons, l'âme de la jeunesse française ».

En vain, de Freycinet fait-il remarquer que le projet est au fond conciliant et qu'en le rejetant, on risque de voir le gouvernement, soutenu par la Chambre, appliquer contre les congrégations les lois existantes particulièrement rigoureuses. Le Centre Gauche se joint à la droite pour accepter le projet et repousser l'article 7.

La Chambre, pour restituer à l'Etat la collation exclusive des grades, vote la partie du projet accepté par le Sénat, mais, « confiante dans le gouvernement et comptant sur la fermeté pour ap-

(1) Hanotaux, Histoire de la Troisième République, tome III, p. 532.

plier les lois relatives aux associations non autorisées », décide de faire détruire les congrégations par le pouvoir exécutif. Les décrets du 29 mars donnent un délai de trois mois aux Jésuites pour se disperser et de six mois aux autres ordres. Les préfets, chargés des expulsions, furent poursuivis, par les religieux, devant les tribunaux civils. Mais, au nom de la séparation des pouvoirs, les préfets élevèrent des conflits et le Tribunal des Conflits leur donna raison.

En désaccord, les ministres démissionnèrent et Jules Ferry devint Président du Conseil (23 septembre).

En même temps que l'on lutte contre l'enseignement congréganiste, on commence à organiser la loi du 14 décembre 1880, instituant un enseignement secondaire public et laïque donné par des femmes. Mais le problème essentiel, et nul ne s'y trompe, c'est celui de l'enseignement primaire.

CHAPITRE III

LA LUTTE LAIQUE - 2^{me} étape : L'ÉCOLE PRIMAIRE

L'enseignement primaire, c'est l'œuvre de Jules Ferry, mais il serait injuste de ne pas noter la collaboration hardie des radicaux qui l'entouraient : Paul Bert, président ou rapporteur des commissions spéciales ; Ferdinand Buisson, alors directeur au ministère de l'Instruction Publique.

Personne ne discutait la nécessité de réorganiser l'enseignement, mais les gauches avaient des conceptions établies sur la triple base : laïcité, obligation, gratuité.

PHILOSOPHIE DE FERRY. — Sans doute, l'inspiration philosophique des républicains Ferry n'était pas la même que celle des radicaux. Les premiers étaient plus optimistes ; les seconds plus pressés et plus défiant.

Jules Ferry a peur d'effrayer. Il ne s'agit pas d'opposer à la politique cléricale à l'école la politique républicaine.

« Le Président du Conseil se croirait déshonoré s'il faisait jamais de l'école la servante de la politique, et c'est la République elle-même qui pourrait être singulièrement compromise, si l'on pouvait dire : Voilà un gouvernement qui fait les élections avec les instituteurs comme ceux qu'il a remplacés ont essayé de le faire avec les curés... »

(Message aux Instituteurs, mai 1881).

Il croyait une entente possible, il écrivait : « Rien n'est plus désirable que l'accord du prêtre et de l'instituteur... Tous deux sont revêtus d'une autorité morale... Un tel accord vaut bien qu'on fasse, pour l'obtenir, quelques sacrifices ».

Ce n'est pas qu'il craigne de prendre position.

« Nous croyons à la rectitude naturelle de l'esprit humain, au triomphe définitif du bien sur le mal, à la raison et à la démocratie ; et vous, vous n'y croyez pas. Pour nous, le livre, quel qu'il soit, c'est l'instrument fondamental et irrésistible de l'affranchissement de l'intelligence ».

Mais il ne faut pas confondre : *ANTIRELIGION* et *ANTI-CLÉRICALISME*.

« Est-ce que jamais, quand j'ai eu l'honneur de parler au nom du gouvernement, est-ce que jamais, avant que j'eusse l'honneur de diriger les affaires politiques, est-ce que jamais, comme député, comme philosophe, on m'a entendu proférer une parole d'outrage sur la foi d'un citoyen français ? J'ai toujours pensé, quant à moi, qu'il n'est pas d'un homme politique, d'un homme de gouvernement, de déclarer, directement ou indirectement, la guerre à la conscience d'un si grand nombre de concitoyens.

« J'ai toujours pensé que l'œuvre du gouvernement de la République n'est point œuvre de sectaires ; que nous n'avons ni le droit ni le désir de faire la chasse aux consciences... que nous sommes institués pour défendre les droits de l'Etat contre un certain catholicisme qui n'est pas le catholicisme religieux et que j'appellerai le *catholicisme politique*... Oui, nous avons voulu la lutte anticléricale, mais la lutte antireligieuse, jamais, jamais ! »

(Sénat 3 juin 1880).

ATTITUDE DU RADICALISME. — L'idéal du radicalisme est le même, mais la pensée est plus pessimiste.

Moins éloignés peut-être des luttes quotidiennes, les radicaux étaient mieux placés pour se rendre compte des possibilités.

Si les modérés croient à l'éventualité d'une entente entre l'instituteur et le curé, il est à craindre qu'ils ne s'abusent. Sans doute, elle est concevable théoriquement, mais, en fait, il y a une lutte d'influences. Dans le débat religieux, être neutre, c'est prendre parti. C'est ne reconnaître la supériorité d'aucune croyance et par là même nier la révélation, puisqu'on la soumet à la critique d'un homme formé en dehors de la foi.

S'il existait quelque preuve en de telles discussions, tout le monde serait d'accord, mais dans le doute où les hommes se débattent, il faut pour croire quelque chose de plus, qui doit être inculqué à l'enfant, et c'est la foi !

C'est elle qui empêche le libre examen.

Le croyant ne peut envisager la discussion des choses religieuses sans beaucoup de passion. Le libre-penseur n'est pas plus libre. Être sans Dieu, c'est être contre Dieu, puisque l'on admet tout au plus que comme des possibilités les certitudes des autres.

Les conversions éclatantes ou les abjurations solennelles sont des exceptions dues à des sensibilités extraordinaires ou à des fer-

metés intellectuelles rares. Plus normalement, l'homme n'a pas le choix. Il est ce que son éducation l'a fait.

Elevé dans la religion, il subira toutes les influences connexes, influences politiques et sociales. Il risquera trop souvent de ne pas être le citoyen libre dont une République a besoin.

Elevé sans la religion, jamais il ne pourra trouver normales et tolérables, les pratiques qu'une foi sans interruption peut permettre à l'Eglise d'imposer légitimement pour réaliser ses fins spirituelles.

La conciliation est impossible et c'est ce qui rend de tels conflits particulièrement douloureux. A quoi bon, comme on l'a fait parfois, citer des cas où la neutralité scolaire est violée, très rares espèces sans valeur dans une discussion.

La neutralité est une position nette. Développer comme on le fait les principes des Droits de l'Homme, dont certains catholiques modernes se réclament bien à tort, c'est développer des théories, si j'ose dire, orgueilleuses, en complète antinomie avec la résignation chrétienne.

Est-ce une doctrine d'Etat ?... non. C'est le choix laissé à l'esprit entre toutes les hypothèses philosophiques qui peuvent se le disputer, et par conséquent, faire une place restreinte à la religion.

La religion ne vit que d'enthousiasme. La raison s'arrête où la religion commence, et ce n'est pas là une critique de la croyance. Croire ou ne pas croire sont des attitudes également rationnelles. Pour entraîner l'adhésion, la raison sèche ne peut rien. Contre la croyance, elle peut tout. Ne croire que ce qui est prouvé, est une attitude scientifique, qu'une discipline scientifique rend instinctive, à tort ou à raison. Les croyants affirment que la foi est au-dessus de la science. Les incroyants, que rien ne permet de donner à la religion une place privilégiée, qu'il est bien possible que la divinité existe, mais que nous n'en savons rien et qu'il nous faut en conséquence nous abstenir de croire.

Tel est l'indissoluble débat. Ou la religion contrôle le développement de la pensée ou elle ne peut rien.

Sa thèse nécessaire et simple, c'est son contrôle ou, si elle ne le peut, un régime de liberté, exclusif du contrôle de l'Etat — permettant à l'Eglise la lutte spirituelle par une concurrence acharnée. Ainsi s'explique la défiance des radicaux, qui leur fait déjà réclamer la séparation de l'Eglise et de l'Etat. « L'article 7 n'est qu'un expédient », avait dit Louis Blanc (mars 2 septembre 79).

Et dès lors, comment s'étonner de la netteté de Paul Bert, rapporteur du projet Barodet.

« C'est chose grave et qui mérite qu'on y réfléchisse, de venir

placer la loi au foyer de la famille, entre le père et l'enfant pour ainsi dire... Mais je prie ceux qui en sont frappés de se retourner et d'envisager l'autre face, de considérer non plus l'intérêt du père de famille, sa volonté et son caprice plus ou moins excusable, mais de considérer, l'instruction générale de la société. *Faut-il redire encore combien l'instruction publique est cause de prospérité matérielle et morale pour la société.*

« Faut-il répéter ces banalités, s'il est permis de donner à ces vérités éternelles cette caractéristique irrespectueuse ; faut-il répéter que la *richesse sociale* augmente avec l'instruction, que la *criminalité* diminue avec l'instruction, *qu'un homme ignorant* non seulement est frappé d'infériorité personnelle, mais qu'il devient ou peut devenir, pour l'instruction sociale, une charge ou un danger ? Si l'instruction de la société est ainsi engagée, si l'instruction de l'enfant est ainsi compromise, que devient le caprice ou la mauvaise volonté du père de famille ? Il a contre lui l'instruction de l'Etat et l'instruction de l'enfant ».

Et il montre, pour ceux qui n'ont pas la foi la nécessité d'un enseignement moral.

« Du moins, l'enseignement dogmatique ne sera pas seul à donner l'enseignement moral. Et cela sera juste, et cela sera bon, car l'enseignement religieux, pour porter ses fruits, suppose la foi, la foi suppose la grâce, et la grâce ne l'a pas qui veut, et combien qui, l'ayant reçue, la perdent en route ».

Le projet a la triple base : laïcité, gratuité, obligation.

C'est une sorte de code de l'enseignement primaire en 109 articles qui, tenant compte à la fois des desiderata théoriques et des nécessités pratiques, jette les bases solides d'un édifice harmonique et complet. Le rapport de M. Paul Bert fut déposé le 6 décembre 1879 :

« *Par la suppression des matières religieuses* de l'enseignement public, on assurait la liberté de conscience de l'enfance, celle du père de famille et celle de l'instituteur. *Par l'obligation*, on rappelait au sentiment de leur devoir les pères de famille presque indignes de ce beau nom ; *par la gratuité*, on établissait, dès l'école, les sentiments de l'égalité civique.

Par le mode de recrutement des instituteurs, leur hiérarchisation nouvelle, l'amélioration de leur situation matérielle, la régularisation de leur code disciplinaire, on augmentait leur indépendance, leur sécurité et, par suite, leur dignité. *Par la suppression de la lettre d'obédience*, on rétablissait le principe de l'égalité devant la loi. *Par la laïcisation du personnel enseignant*, on confiait l'Ins-

truction primaire à des fonctionnaires qui n'obéissent qu'à la loi civile et ne reçoivent d'ordre que de leur supérieur hiérarchique. *Par la réorganisation des conseils départementaux et de l'inspection de l'enseignement primaire*, on mettait le sort de cet enseignement entre des mains véritablement compétentes, et sans porter atteinte à la liberté d'enseigner, on reprenait ce droit à la surveillance de l'éducation de tous les enfants de France trop longtemps abandonné par la nation.

Ainsi une pensée unique animait tout cet ensemble de dispositions, reliant et résolvant tant de questions, en apparence disparates ».

Certes, la situation était grave, à laquelle on se proposait de mettre fin, puisque la proportion d'élèves entre les écoles laïques et congréganistes était en 1876, la suivante :

Ecoles laïques		Ecoles congréganistes	
Publiques	Privées	Publiques	Privées
2.337.193	311.369	1.628.289	440.084
2.600.000		2.000.000	

Mais le projet radical risquait d'inquiéter par la rigueur de sa logique. Mieux valait procéder par étapes, et établir la gratuité, base de tout le système, car sans la gratuité, on ne pouvait imposer l'obligation.

Le 5 juillet 1880, Jules Ferry dépose son premier projet.

« La rétribution scolaire est le plus mauvais de tous les impôts. C'est un impôt unique, non proportionnel. Il frappe au rebours des besoins, au rebours de la fortune. Il pèse d'autant plus lourdement que le père de famille a donné plus d'enfants à la patrie ».

Le projet fut voté, le 29 novembre, par 356 voix contre 120. A son tour, et sous réserve de certaines modifications, le Sénat le vota. La Chambre ratifia ; l'essentiel restait à faire.

Le cabinet Ferry avait déposé un projet de loi instituant l'obligation de la laïcité. L'économie de ce projet, c'est d'abord l'instruction obligatoire pour les enfants des deux sexes, âgés de 6 ans révolus à 13 ans révolus, mais la fréquentation des écoles publiques n'est pas imposée. La caractère laïque est affirmé par l'énumération de l'enseignement.

Cependant, pour montrer un esprit de conciliation, on décide (art. 2) : « que les écoles primaires vaqueront un jour par semaine, en outre du dimanche, afin de permettre aux parents de faire don-

ner, s'ils le désirent, à leurs enfants, l'instruction religieuse, en dehors des édifices scolaires ». L'adhésion de la Chambre n'entraîne pas celle du Sénat, qui vote un amendement Jules Simon : « Les maîtres enseignent à leurs élèves leurs devoirs envers Dieu et vers la Patrie ». Le problème reste en suspens.

Ainsi commence à se réaliser le programme laïque, dont le radicalisme représente la conséquence extrême et logique.

Prévoyant les difficultés qui vont naître, il demande la séparation des Eglises et de l'Etat et un jour arrivera où tout le monde reconnaîtra que c'est bien la solution qui s'impose.

CHAPITRE IV

LE RADICALISME SE PRÉCISE

Du jour où la République est assurée, l'extrême-gauche va se détacher de la majorité. Est-ce là la seule origine du radicalisme ? Le groupe radical sera plus tard composé d'hommes, dont les uns viendront de l'extrême-gauche (1), les autres de la gauche de l'Union Républicaine (2). Ce qui représente assez bien les deux tendances du radicalisme, l'une conciliante et l'autre obstinée, que l'on retrouvera dans maintes divisions futures du groupe, et que les radicaux ont plus intérêt à expliquer qu'à nier contre l'évidence.

Quoiqu'il en soit, à propos de toutes les lois réorganisant les libertés publiques, et que nous avons été forcés d'omettre sous peine de dépasser le cadre de cette étude, *les radicaux préconisent la liberté absolue*, en accord souvent avec l'extrême-droite. Et pourquoi ?... Georges Clémenceau le dira dans un débat sur la presse :

« La liberté que nous demandons, ce n'est pas seulement la liberté du parti qui est au pouvoir, ce n'est pas notre liberté à nous républicains, c'est la liberté des autres, c'est la liberté de nos adversaires, c'est la liberté de tous...

« Il n'y a de sécurité vraie que dans la liberté. Laissez tout attaquer, comme disait M. Jules Simon, à condition qu'on puisse tout défendre... Je dirai même : laissez tout attaquer, afin qu'on puisse tout défendre ; car on ne peut défendre honorablement que ce qu'on peut attaquer librement ».

D'autre part, ils pensaient que le moment était arrivé de réaliser le programme républicain: et notamment la révision de la Constitution. « Il fait calme, il est temps de déployer les voiles et de nous confier à la République ». Adversaire d'abord de la révision, Gambetta ulcéré par le rejet de scrutin de liste au Sénat, tentera de se rapprocher de la gauche.

Mais, celle-ci est plus impatiente, et d'autre part, *elle aura tendance à se détacher de lui par son attitude en politique extérieure*,

(1) Clémenceau, Pelletan, Laguerre, Pichon, Millerand.

(2) Allain Targé, Ch. Floquet, Ed. Lockroy, Henri Brisson.

ses discours étant lourds d'un esprit de revanche qui fait dire à Bismarck :

« Gambetta, au pouvoir, agirait sur les nerfs de l'Europe, comme un homme jouant du tambour dans une chambre de malade ».

Enfin, *l'on accuse Gambetta d'aspirer au pouvoir personnel* : A l'ouverture de la session de 1881, contrairement à l'usage, Gambetta, président de la Chambre, prononce un discours que l'on a tôt fait d'appeler le discours du trône.

Les élections se font entre les républicains. Les conservateurs ne présentent pas partout de candidats et marchent, résignés, à l'écrasement. Ferry et la Gauche, Gambetta et l'Union, deux hommes surtout qui s'opposent.

Les radicaux font une campagne d'idées sur la base du programme « radical-socialiste » que le candidat Clémenceau accepte à Montmartre.

Partie Politique

1°) Révision de la Constitution (1) ; 2°) Liberté individuelle, de la presse, de réunion, d'association garanties par la Constitution ; 3°) Séparation des Eglises et de l'Etat, retour à la nation des biens de mainmorte, soumission de tous les citoyens au droit commun ; 4°) Droit de l'enfant à l'instruction intégrale. Instruction laïque, gratuite, obligatoire ; 5°) Réduction du service militaire rendu obligatoire pour tous ; suppression du volontariat, liberté de conscience dans l'armée ; substitution progressive des milices nationales aux armées permanentes ; 6°) Justice gratuite et égale pour tous, magistrature élective et temporaire ; revision des lois dans un sens démocratique ; abolition de la peine de mort ; 7°) Souveraineté du suffrage universel, scrutin de liste, limitation de la durée du mandat. Rétribution des fonctions électorales. Responsabilité personnelle et pécuniaire des fonctionnaires. Assimilation du mandat politique au mandat civil. Interdiction du cumul ; 8°) Décentralisation administrative ; 9°) Autonomie communale ; 10°) Révision des contrats ayant aliéné des propriétés publiques, mines, canaux, chemin de fer.

(1) Si Ferry, Gambetta et les radicaux étaient d'accord sur le principe de la révision, c'est sur son étendue que l'on ne s'entendait pas, les radicaux étant partisans de la suppression du Sénat et de la Présidence de la République, — et de la ratification par le peuple.

11°) Réforme de l'assiette de l'impôt. Suppression des octrois et des taxes de consommation. Impôt progressif sur le capital ou le revenu ; 12°) Impôt progressif sur les successions ; 13°) Rétablissement du divorce.

Programme traditionnel de la Montagne et de Belleville, mais rajeuni et portant l'accent de son époque, il se complète du *programme social* que la République allait réaliser.

Partie Sociale

14°) Réduction de la durée légale du travail. Interdiction du travail des enfants au-dessous de 14 ans dans les ateliers, mines, usines, manufactures, caisse de retraite pour les vieillards et les invalides du travail.

15°) Révision de la loi sur les prudhommes, extension de leur juridiction... Abolition du livret. Responsabilité des patrons en cas d'accident garantie par voie d'assurance. Intervention des ouvriers dans l'établissement et l'application des règlements d'atelier.

16°) Personnalité civile des syndicats ouvriers. Participation des syndicats aux adjudications publiques. Crédit au travail.

17°) Réforme du système pénitentiaire et suppression de l'exploitation du travail des prisons.

C'est donc un programme très net et, pour qu'aucune équivoque ne subsiste, Clémenceau affirme dans sa déclaration :

« Je leur demande de dire s'ils entendent continuer de revendiquer les réformes radicales dans l'ordre politique ou social ou s'ils se résignent à passer sous le joug de cette politique personnelle qui énerve le parti républicain ».

Ce joug, c'est celui de Gambetta. Candidat à Belleville, il passe sans difficulté, mais à Charonnette, l'auditoire populaire l'empêche de parler, et c'est là que dressé devant la foule qui le reniait, il a cette apostrophe qui étonne un peu notre scepticisme : « Esclaves ivres que j'irai chercher jusque dans leur repaire ! »

Le groupe radical, coupé en deux, a des élus tant parmi les intransigeants adversaires de Gambetta que parmi la gauche de l'Union Républicaine qui le soutenait.

Voici le résultat du scrutin du 21 août 1881 :

Monarchistes : 96 (1/2 impérialistes, 1/2 royalistes) ;

Républicains : 467 (Centre gauche, 39 ; Gauche républicaine, 168 ; Union républicaine, 204 ; Extrême-gauche, 46).

Les socialistes qui, grâce à l'amnistie ont pu reprendre leur propagande, n'ont pas d'élu.

CHAPITRE V

DE FERRY A GAMBETTA

La Chambre réformatrice de 1881

La Chambre qui venait d'être élue allait être l'une des plus réalistes que la France ait jamais connues. C'est la période des réformes, de l'organisation de la République. C'est le régime qui se consolide avant l'époque peut-être inévitable des scandales et des aventures. Les croix vendues à l'Elysée et les parlementaires achetés, l'enthousiasme des foules pour un général médiocre et la haine antisémite. Wilson et Panama, Boulanger et Dreyfus, tels sont les spasmes douloureux qui marquent l'évolution d'un grand pays démocratique. Ainsi plus tard l'Allemagne connaîtra les associations secrètes et les assassinats.

Mais cette Chambre n'est divisée que par des luttes politiques, et la dignité de ses débats est assurée par l'honnêteté rigide et traditionnelle de la bourgeoisie française.

Au point de vue du radicalisme, cette législature, après un essai mal accueilli, et peut-être mal compris, verra se réussir une unité toute provisoire. Unité dans l'opposition, guerre acharnée aux ministères réformateurs... qui ne le sont pas assez, collaboration cordiale aux lois réformatrices.

Dans cette Assemblée, il n'y a pas de majorité pour le Cabinet. Aussi, dès le début, celui-ci est-il condamné.

PREMIÈRE CHÛTE COLONIALE DE FERRY. — L'opposition attaque par une demande d'enquête sur l'expédition de Tunisie. Celle-ci avait été accomplie avec le minimum de sang versé — et le déploiement intelligent de nos forces avait évité des combats inutiles.

Cependant les reproches s'accumulent contre le ministère : insuffisance du service de santé et mortalité du corps expéditionnaire. Rochefort accuse le Consul de France d'avoir fait décider l'intervention dans le but de réaliser une spéculation sur des terrains. Mais le reproche essentiel dépasse les incidents d'une expédition et vise la politique coloniale tout entière. On accuse le gouvernement de provoquer des complications européennes. Une fois de

plus, beaucoup de Français montrent leur incompréhension absolue des problèmes coloniaux.

Sans doute des raisons d'opportunité ou d'humanité peuvent s'opposer aux expéditions coloniales. Mais, il faut donner aux préoccupations humanitaires plus de réflexion et penser aux bienfaits qu'apporte, en définitive, la civilisation européenne — il faut aussi songer au péril que court une nation qui se cantonne chez elle, alors que les autres se développent — il faut enfin se rendre compte du bénéfice qu'apporte à la paix européenne, la dérivation lointaine des sentiments nationaux en pression !

La droite et l'extrême-gauche ne comprennent pas cela. Ils attaquent violemment Ferry à propos de la Tunisie. Et sans lui voter la confiance, la Chambre, après avoir rejeté 23 ordres du jour, permet au ministère d'effectuer en toute dignité la retraite à laquelle il s'était engagé. Gambetta fait adopter la formule, qui couvre un peu dédaigneusement le cabinet démissionnaire, « La Chambre se déclarant résolue à l'exécution intégrale du traité souscrit par la nation française ». Des débats aussi pénibles annoncent les difficultés que rencontreront dans le pays ceux qui doteront la France d'un empire colonial. Nous verrons un peu plus tard, en des circonstances analogues, comment il nous faut apprécier l'erreur des radicaux.

Gambetta - Le grand Ministère

Enfin, le terrain est déblayé. Tous les essais ont été des échecs. Grévy sent la nécessité de donner enfin le pouvoir au chef trop longtemps occulte de la majorité. Le public impatient appelle de ses vœux le grand ministère. Tous les chefs républicains vont y figurer, Freycinet comme Ferry, Léon Say comme Brisson. Mais les sentiments personnels et les divergences politiques ne permettent pas l'entente. Et c'est un ministère de députés jeunes et assez peu connus, pour la plupart membres de l'Union républicaine. A l'intérieur, un parlementaire complètement inconnu, Waldeck Rousseau ! C'est le « ministère des commis ! » Aux cultes, Paul Bert !

L'anticléricalisme de celui-ci, s'il effraye le plus grand nombre, va du moins faire plaisir aux radicaux !

Pas même ! Car Paul Bert abandonne, avec la rapidité que donne le pouvoir, la thèse de la séparation. Malgré cette question, il semble cependant que toute l'extrême-gauche aurait pu suivre Gambetta, car son programme « graduellement, mais résolument réformateur » était sans doute le programme extrême susceptible de réunir une majorité. Il est la base des travaux de cette législature.

ŒUVRE ADMINISTRATIVE

Création : Ministère de l'Agriculture — Ministère des Beaux-Arts.

Réforme de la magistrature.

Exécution stricte des lois concordataires.

Réorganisation de l'Administration maritime.

Création : Sous-Secrétariat des Colonies — Sous-Secrétariat civil à la guerre.

ORDRE FINANCIER BUDGÉTAIRE ET ÉCONOMIQUE

Conversion et unification de la Dette nationale.

Dégrèvement agricole et projet d'organisation d'un Crédit Mobilier agricole.

IMPOT SUR LE REVENU

Négociation avec les Cies des Chemins de Fer et rachat.

Libre échange, conclusions des traités de commerce avec Pays-Bas, Portugal, Suède, Espagne, Suisse, Angleterre (renouvellement).

AMÉLIORATIONS SOCIALES

Service militaire à 3 ans (avec cadres solides de Sous-Officiers).

Projets sur les Caisses d'Assurances.

Projets sur les Agents Commissionnés des Chemins de Fer.

Projet sur les Invalidés du travail.

Projet favorisant les échanges parcellaires.

Projet remaniant les lois des sociétés contre fraude au dépend de la petite épargne.

Projet sur les syndicats professionnels par la liberté d'association (Waldeck-Rousseau).

Ce programme est une ébauche vigoureuse et si l'extrême-gauche boude Gambetta, les radicaux de l'Union républicaine vont soutenir le Cabinet.

CAUSES PERMANENTES DE DISSENSION DU RADICALISME. — Les dissensions du radicalisme n'étaient déjà pas nouvelles. Il ne faut pas se lasser de le constater, le parti radical est une contradiction. Il est la contradiction qu'impose l'impartialité à ceux qui veulent concilier la diversité des intérêts. S'occuper du sort des prolétaires, du plus grand nombre — sans cependant réclamer des impossibilités, tel est le sort de ce parti. Il est normal que les uns, soucieux de tenir leurs engagements, se montrent exigeants pour l'application immédiate de leur programme — que les autres craignant le danger

des improvisations trop rapides ajournent le moment souhaité des réalisations. Pour l'heure (1), tous ces radicaux font partie à la Chambre de groupes différents (car à l'Union républicaine, il y a des hommes dont les radicaux d'aujourd'hui sont fiers de se réclamer, tels Henri Brisson ou Allain-Targé) et la politique conserve une apparence de logique.

Telle est déjà la cause fondamentale de division. Elle nous intéresse, parce qu'il y a des données qui ne varient pas. Ce qui créait les équivoques les crée encore, mais une autre cause, également grave, parce qu'elle est essentielle, aussi, c'est aujourd'hui la position du parti radical qui, sans changer d'idées, s'est vu refouler vers le centre par le développement d'un puissant parti socialiste et la naissance dangereuse d'un parti communiste. Aujourd'hui le tiers des électeurs est plus à gauche que les radicaux. Si le radicalisme ne parvient pas à grouper une majorité avec l'aide des socialistes et d'une partie de ceux qui sont à droite, s'il n'est pas l'axe d'une majorité, il est destiné à se diviser sur tous les votes importants. Question de tempérament... ou d'arrondissement !

Mais, fermons cette parenthèse (indispensable, car l'histoire serait sans profit si elle ne servait à éclairer la complexité du présent).

CAUSES SPÉCIALES DE DIVISION. — Mais aux causes permanentes de désentente, à la déception des demi-mesures s'ajoutaient des raisons d'irritation dues à la personnalité et à l'attitude du Président du Conseil. On lui reprochait sa vie luxueuse et sa baignoire d'argent, son cuisinier et son entourage d'arrivistes impatients, son ton cassant et ses manières autoritaires, les ambitions qu'il avait et celles qu'on lui attribuait. Et voilà que, par une maladresse singulière, en arrivant au pouvoir, il donne à deux conservateurs notoires des fonctions tout à fait importantes... que les républicains n'auraient pas dédaignées ! Le Général de Miribel devient chef de l'Etat-Major ; le spirituel polémiste conservateur J. J. Weiss, directeur des affaires politiques ! Et le ministre de l'Intérieur, par ses conceptions d'un pouvoir fort, ose porter atteinte aux influences locales des députés !

C'est dans une atmosphère de défiance latente que le Ministère va vivre. Dès le début, la Chambre lui marque son peu d'enthousiasme en la circonstance que voici : le Cabinet comprend deux ministères nouveaux. La Chambre tout en votant les crédits demandés, émet le vœu qu'à l'avenir aucun ministère ne soit créé sans

(1) 1881.

l'assentiment du Parlement. Blâme indirect, mais si clair que personne ne s'y trompe !

Comme pour ajouter aux lourdes incertitudes de la situation, la situation économique était grave. La crise n'était pas particulière à la France, mais elle avait un degré d'intensité qu'expliquaient les augmentations de dépenses, les diminutions de recettes et les hasards malheureux des spéculations.

Augmentations des dépenses ? tout ce qui, dans les travaux publics, n'était pas couvert par l'emprunt.

Diminutions des recettes ? causées par une série de mauvaises récoltes, par la destruction du vignoble français (phylloxera) empirées par les députés qui faisaient dégrever les électeurs influents. Les électeurs influents se contentent aujourd'hui de promesses.

La spéculation ? Krach de l'Union générale — offensive contre les rentes françaises dirigée par le monde financier qu'inquiétaient les projets de conversion en 3 % et le rachat des grandes compagnies. L'histoire se répète. « Si tu veux faire la hausse de la Bourse, c'est bien facile, disait le Président du Conseil à son Ministre des Finances Allain-Targé, tu n'as qu'à donner ta démission ».

De toute manière, il fallait en finir. C'est sur la question de la révision que mourut le cabinet. Gambetta était partisan d'une révision limitée, mais comprenant le scrutin de liste. Les modérés, d'accord sur la révision limitée, ne voulaient à aucun prix du scrutin de liste. Les radicaux désiraient une révision sans limite, affirmant les droits de l'Assemblée nationale.

Contre une minorité hétéroclite, une majorité bizarre renversa le Gouvernement. Comme il devait arriver souvent, c'est sur une question de scrutin que l'on se divisa. A la vérité, la Troisième République aurait le temps de constater les volte-faces. Les partis recherchent les modes de scrutin qui semblent les favoriser. La fréquence de leurs erreurs explique seule la fréquence de leurs variations !

CHAPITRE VI

DE GAMBETTA A FERRY

Autres formations illogiques

Ainsi l'expérience était faite. Sans la collaboration de la Gauche républicaine et de l'Union républicaine, aucune majorité n'était possible. Successivement, la Chambre avait désavoué le gouvernement de chacun de ces groupes. Mais leur antagonisme personnel empêchait toute entente entre les deux chefs.

L Cabinet fut composé d'adversaires de Gambetta, ayant à sa tête de Freycinet, Jules Ferry à l'Instruction publique, à l'Intérieur un radical dissident Goblet, Léon Say aux Finances, rassurait les possédants ! Il ne fut plus question de conversion des rentes, ni de rachat des grandes compagnies. Malgré les efforts des radicaux, la révision fut ajournée comme l'élection des juges.

Les radicaux eurent la satisfaction de voir réaliser l'obligation et la laïcité scolaires par le vote au Sénat des projets Ferry, analysés plus haut (1). Dans le sens de l'autonomie communale qu'ils réclamaient, vint la loi de 1882. Ainsi fut supprimée l'institution des plus forts imposés, qui jusque là, obligeait à consulter, pour les emprunts et impôts extraordinaires, les citoyens de la commune les plus imposés en nombre égal à celui des conseillers municipaux. De plus, le maire est élu désormais par le conseil municipal, tout en gardant l'autorité qu'il détenait comme délégué du pouvoir central.

Parfois le Cabinet est en minorité, mais, comme on ne recherche pas la crise, on se hâte de le rappeler.

Un jour, pourtant, comme il demandait 9 millions de crédit, pour l'Egypte, on s'aperçut que son attitude était par trop hésitante. Clémenceau contracta l'habitude de renverser les ministères. « Est-ce la paix ? Non, puisqu'on envoie des troupes. Est-ce la guerre ? Non, puisqu'on ne se battra pas ». 417 voix contre 75, le Cabinet se retira, et comme c'était le 29 juillet, un cabinet de « bains de mer » fut formé par Duclerc, homme de 1848 et ami de Gambetta,

(1) Pages 112 et suivantes.

qui tente une conciliation des deux groupes. Vacances agitées. Violences socialistes contre l'Eglise, dynamite des anarchistes, discours légitimistes, tel est le cadeau, qu'à la rentrée, le Cabinet fait aux Chambres. Le 31 décembre 1882, Gambetta meurt, et dès lors, il faut bien le dire, la solution politique apparaît.

Au début de 1883, le prince Napoléon fait un manifeste, et la question se pose de l'expulsion des princes. A la Chambre, le ministère, contre la droite et les radicaux, fait l'accord sur un compromis. Mais le Sénat le repousse et Duclerc se retire, après avoir vainement soutenu un *contre-projet présenté par la gauche* de cette Assemblée et qu'avait approuvé la Chambre.

Le Ministère Ferry

Désormais, une majorité importante allait pouvoir se dégager. L'ironie tragique du destin de Gambetta voulait que sa mort seule pût rendre possible une solution politique : l'alliance du gouvernement de la Gauche et de l'Union, avec comme conséquence, la jonction avec l'extrême-gauche des radicaux de l'Union qui s'en étaient déjà détachés pour former la gauche radicale (1).

Ainsi, l'avocat de Delescluze, le ministre de la Défense Nationale, l'adversaire du 16 mai, l'homme qui avait le plus complètement incarné l'idée républicaine, cet homme-là devait mourir pour qu'un gouvernement pût accomplir des réformes démocratiques, et pour que, devant la lenteur des réalisations, une autre partie de ses disciples fussent unis pour élever la protestation de l'idée.

Jules Ferry a le mérite de survivre et lui seul apparaît comme le chef possible de la concentration républicaine, à laquelle il faut bien se décider.

Seize mois ne s'étaient pas écoulés, et cette Chambre qui l'avait presque chassé se tournait vers lui comme vers un sauveur en attendant de le chasser encore. C'est la politique !...

La situation devenant plus simple, l'attitude des radicaux deviendra plus claire. Leur opposition sera constante.

Et pourtant, le ministère Ferry est un ministère réformateur.

Comme au temps de Gambetta, on peut s'étonner d'une hostilité systématique, et songeant à certaines modérations ultérieures, on peut s'étonner un peu de cette pudeur radicale. Remarquons

(1) Le rapprochement se fit par un manifeste en 1884. Sur la triple idée : révision de la Constitution, Séparation des Eglises et de l'Etat, élection de la magistrature.

d'abord, que, par son impuissance à renverser le ministère, le parti radical n'empêchait pas la réalisation des réformes que, sur la base des projets de Gambetta, Ferry allait tenter d'accomplir. Au contraire, l'extrême-gauche, par l'âpreté de ses revendications, obtiendrait cet effet psychologique de rendre plus fermes les républicains au pouvoir, dans la peur constante qu'ils avaient de passer pour réactionnaires.

Et puis, toute la responsabilité de la brouille ne doit pas être reportée sur les radicaux. Les modérés sont parfois bien intransigeants. Déjà la déclaration ministérielle affirmait la volonté d'être un gouvernement fort, décidé « à écarter les questions irritantes ». Mais un accident allait obliger Ferry à préciser et aggraver sa pensée.

Alphonse XII, qui avait, à Strasbourg, assisté à une revue en uniforme de colonel de Uhlan, vint à Paris, où les radicaux l'accueillirent à coup de sifflets. Ferry exigea la démission du ministre de la guerre, soupçonné d'entente avec les manifestants. Un pamphlet accusa les ministres de fouler aux pieds la dignité nationale. Irrité, le Président du Conseil répondit les 13 et 14 octobre 1883 par les discours célèbres de Rouen et du Havre.

« Ces tendances constituent assurément pour la République un péril et, j'ose le dire, le plus grand, le seul péril du moment, car le péril monarchique n'existe plus..., mais un autre lui succède... » On condensa cette phrase un peu longue en une formule plus nette : « Le péril est à gauche ». Ferry et ses amis ne reconnurent jamais la formule, mais elle devait correspondre à leur pensée, puisqu'on peut lire encore :

« Le principe de l'intransigeance procède de cette manière très simple : on inscrit dans un programme, tout ce qui peut passer par la tête d'un homme de notre temps, toutes les choses désirables ou non, détestables ou prématurées ; on les promet toutes sans exception, et c'est ainsi qu'on se fait nommer député ».

Le programme politique de l'intransigeance, c'est, j'imagine, la table des matières d'un dictionnaire politique du XX^e ou du XXI^e siècle. Et il concluait :

« Quel homme sérieux voudrait se prêter à cette politique de courte échelle à l'usage des partis extrêmes ? (1).

LES RÉFORMES. — Après avoir donné l'expression et l'explication de l'attitude des uns et des autres, il convient d'examiner

(1) Journal « Le Temps » 27 Mars 28.

l'œuvre de cette fin de législature et de voir dans quelle mesure se réalisa le programme radical.

LA MAGISTRATURE. — Un projet fut préparé, mais la Chambre n'en retint que la partie suspendant l'inamovibilité, pour permettre l'épuration .

LES RENTES. — Le 5 % de 84,50 en 1874, atteignait le cours de 120 francs. Il fut converti en 4 1/2.

LES CHEMINS DE FER. — La crise économique rendait particulièrement délicate la construction des lignes prévues en 1878. Le gouvernement et l'opposition faisaient ressortir l'avantage des conventions qui permettaient l'exécution du plan Freycinet et sans recourir à un emprunt, toujours fâcheux pour le crédit de l'Etat. Les radicaux s'y opposèrent très nettement. Les uns reprochaient au personnel dirigeant ses convictions nettement monarchiste, les autres faisaient ressortir le danger de laisser un instrument indispensable de la Défense nationale aux mains d'intérêts privés, d'autres, enfin, comme Allain-Targé, montrèrent le péril économique de laisser les compagnies maîtresses des tarifs sans souci des intérêts du commerce.

Effort robuste, mais sans résultat. Une très forte majorité ratifia les conventions.

AUTONOMIE MUNICIPALE. — La loi de 1884 compléta celle de 1882 en rendant publiques les séances des conseils municipaux.

LOI SUR LES SYNDICATS. — Comme le voulait Waldeck-Rousseau, une loi vint apporter au fait la consécration du droit. Illégaux, les syndicats devinrent réguliers. Constituées « pour la défense des intérêts économiques », ces associations ne furent soumises qu'à la formalité du dépôt des statuts à la mairie avec les noms des administrateurs.

LOI SUR LE DIVORCE. — Sur l'initiative du radical Naquet, le divorce fut rétabli dans des limites assez strictes (constamment élargies depuis par la jurisprudence).

LOI CONSTITUTIONNELLE. — Enfin, l'on aboutit à la révision restreinte qu'avaient toujours préconisée les modérés. Malgré la pression de l'extrême-gauche, l'Assemblée nationale s'en tint aux textes des propositions de révision :

- a) suppression des prières publiques à l'ouverture de la session ;
- b) obligation pour le ministère en cas de dissolution de convo-

quer les électeurs dans les 2 mois et de réunir la Chambre dans les dix jours après l'élection ;

c) intangibilité du régime républicain ;

d) déconstitutionnalisation du mode d'élection au Sénat.

LOI SUR LE SÉNAT. — Il fallut une loi qui, par un compromis, donna le régime actuel. Le résultat fut qu'il ne resta, en 1885, après le renouvellement, que 67 membres de la droite et 30 du centre gauche.

Tel est dans son ensemble, le bilan objectif du Cabinet républicain de Jules Ferry.

DEUXIÈME CHUTE COLONIALE DE FERRY. — Mais le ministère Ferry est aussi celui des expéditions coloniales. Et les guerres lointaines sont impopulaires. On ne fait plus appel comme pour la Tunisie à des risques de complications internationales.

Il y a des jeunes soldats malades décimés par des fièvres. Il y a des combats. Il y a des dépenses. Il y a un ministère qui engage une guerre sans le consentement des représentants du pays. Le cabinet n'obtient que des majorités sans ardeur, Jules Ferry devient le « Tonkinois ». Et puis, un jour (29 mars), l'on apprend le désastre de Lang-Son. Il faut des crédits pour envoyer des renforts, et Ferry, qui, abandonné de ses amis, a promis sa démission, Ferry se borne à demander la priorité pour les crédits. Mais l'homme qui renverse les ministères, Georges Clémenceau, le toise et lui dit : « Un républicain ne peut négocier avec ces ministres. Ce ne sont plus que des accusés de haute trahison ». Le cabinet est renversé par 306 voix (dont 220 républicains), contre 149. Et l'on va jusqu'à demander la mise en accusation des ministres. La Chambre ne suit pas.

L'attitude des radicaux s'expliquait. Devant le spectacle des souffrances, devant l'attitude un peu désinvolte du gouvernement, il faut comprendre la mentalité de ceux qui n'apercevaient pas l'inéluctable nécessité de l'expansion. Ces anticléricaux qui luttèrent pour des idées ne soupçonnaient pas le rôle un peu dégradant de l'économique dans le monde moderne. Ils comprenaient mal, peut-être, l'intérêt de leur pays. Mais c'est lui qui les faisait agir.

CHAPITRE VII

LA FIN DU COMMENCEMENT

UN RADICAL PRÉSIDENT DU CONSEIL. — De Freycinet et Constant n'ayant pu constituer un ministère, Henri Brisson, radical accepta la Présidence du Conseil. Il s'entoura des ennemis de Ferry comme d'autres s'étaient entourés des ennemis de Gambetta. Il avait pour rôle de tenir jusqu'aux élections. Il y réussit.

Notons le vote du scrutin de liste qui allait favoriser les conservateurs. Les modes de scrutin ne portent pas bonheur à ceux qui les votent.

L'IDÉOLOGIE DES ÉLECTIONS. — La campagne électorale se fit surtout sur les questions coloniales. Jules Ferry défend sa politique :

« Il faut à une nation comme la France d'autres horizons et un autre idéal qu'à la libre Belgique ou la Suisse républicaine. La France ne veut pas seulement être un pays libre, mais un grand pays, qui répand, partout où il peut les porter, ses mœurs, sa langue, ses armes, son drapeau, son génie ».

Evidemment, la chaleur d'une justification personnelle n'a pas la sécheresse impartiale d'une défense qui veut rester critique. Mais, derrière la magie des mots, il y a un état d'esprit impérialiste qui justifie la formule de Brisson : « Ni politique d'abandon, ni politique d'aventures ».

Les conservateurs développent leurs offensives sur le terrain économique signalant le désordre des finances républicaines.

Radicaux et modérés opposent la hâte et la lenteur de leurs programmes. Le mot radical socialiste fait son apparition. Un « Comité Central des Groupes Républicains Radicaux-Socialistes » présente un programme très avancé, divisé en deux parties à l'instar des programmes socialistes :

PARTIE POLITIQUE

Révision de la Constitution par une Assemblée élue exprès ; abolition du Sénat, de la Présidence et des ministres, assemblée unique nommant les fonctionnaires exécutifs. Vote de la nation sur les questions constitutionnelles et la guerre. Autonomie communale. Responsabilité pécuniaire des fonctionnaires. Juges élus, abolition

de l'instruction secrète, réparation pécuniaire aux victimes des erreurs judiciaires, application aux étrangers du droit commun. Révision des Codes pour établir l'égalité. Service militaire égal, l'armée réservée à la défense du pays. Egalité d'instruction. Interdiction du cumul, rétribution des fonctions électives. *Droit du suffrage universel à révoquer les élus*. La Constitution sous la sauvegarde de la nation armée.

PARTIE ÉCONOMIQUE

Impôt progressif sur le revenu, le capital, les successions. Abolition de l'héritage collatéral. Suppression de la Dette publique. Révision de tous les contrats sur la propriété publique (mines, chemins de fer). Extension à toutes les entreprises du régime des délégués des mineurs. Maximum légal de la journée de travail. Interdiction du livret, des retenues et des amendes. Crédit aux travailleurs. Caisse Nationale pour les victimes du travail. Réforme du travail pénitentiaire : obligation d'assurer l'existence des citoyens incapables de travail ».

Telle est la forme extrême du radicalisme en 1885. Entre sa droite assagie et sa gauche socialisante, le parti radical présente une unité nuancée, la seule qui soit compatible avec le dogme de la libre discussion.

Mais son imprudence va provoquer des aventures, que rendront dangereuses les scandales, c'est pourtant aux plus clairvoyants, à des radicaux, que la France devra, en partie, le retour au régime parlementaire normal.

LE RÉSULTAT DES ÉLECTIONS. — La lutte se joue entre les républicains. Il est fini le temps où les conservateurs monarchistes représentaient le danger. Chambord est mort. Le prince impérial est mort. La République, en toute tranquillité, peut se déchirer.

Et voilà soudain qu'un premier tour, aux résultats imprévus, donne la majorité absolue à 176 conservateurs contre seulement 127 républicains. Les chiffres des voix sont analogues à ceux de 1876. 1881 n'a été qu'un accident heureux. Au second tour, les républicains doivent oublier leurs querelles pour éviter une défaite absurde. La discipline républicaine joue au profit des listes ayant obtenu la majorité relative. Ce sont les candidats du suffrage universel. Ainsi la Chambre comptera, en définitive, 383 républicains contre 201 conservateurs. Dans une majorité réduite, les radicaux sont renforcés et c'est une lutte de minorités !

DEUXIÈME SECTION

A L'AVENTURE

Les luttes d'idées sont indispensables à la grandeur morale d'un pays, mais elles finissent par être déprimantes, et il faut à la nation la convalescence d'une union discrète sous les allures tapageuses d'une mésentente verbale. La France, secouée par les débuts de la lutte laïque, aurait eu besoin d'une période de réformes calmes, sans autre répercussion que des effets de tribune. Les effets de tribune n'ont pas de conséquences dues aux idées développées. Mais le talent déployé montre à tout un chacun la dignité parfaite du régime parlementaire, et l'excellence des nouveaux élus.

Mais ces temps étaient encore à naître. Avant d'arriver à l'époque bénie où ceux qui ne seraient pas socialistes, ou radicaux-socialistes, ou radicaux, seront démocrates, ou sociaux, ou populaires, ou démocratiques, ou républicains avec ou sans quelque chose en plus — il faudra passer par l'époque des crises : aventures et scandales, les premières faisant naître les seconds, mais les seconds étant étouffés par la crainte des premières.

CHAPITRE PREMIER

BOULANGER

C'est d'abord l'histoire moyennageuse du Chevalier au Noir Palefroi, modernisé par des promenades dans les jardins élégants, popularisé par les chansons frédonnées dans les champs de course où l'on organise les revues sans doute parce que nul endroit ne saurait mieux exalter la gloire des vertus hippiques !

LE BOULANGISME, QU'EST-CE DONC ?... — Un patriotisme agressif joint à une nationalisme un peu forcé ; intellectuels donnant à des théories originales des conséquences un peu absolues ; primaires naïfs confondant le lyrisme et les images d'Epinal ; Barrès cher-

chant dans le nationalisme un prolongement idéologique de son individualisme, Déroulède, patriote ardent, mais esprit limité. Les uns recherchaient dans l'action la réalisation d'une théorie, et un besoin d'agir, les autres celui de vivre le scénario d'une légende. Mais, malgré ces divergences profondes, ils avaient de commun une méconnaissance absolue des possibilités. Les intellectuels s'en souciaient peu, qui recharchaient avant tout l'action pour elle-même. Les autres n'avaient pas soupçonné qu'un peuple accepte les dictatures qui le délivrent des guerres civiles ou étrangères, se résignant à une abdication de sa dignité par amour de la tranquillité — mais que ce n'est pas assez d'un cheval blanc pour abandonner à la fois la paix et la légalité.

Le boulangisme fut un mouvement d'explosion nationaliste. Explosion factice car la réussite intérieure du « brave général » aurait laissé la France isolée, et ne lui aurait pas permis sans doute les éclats verbaux, que la foule aurait réclamés pour prix de son enthousiasme. Pour parler haut, il faut parler juste. Et, surtout, il faut être sympathique. Or le nationalisme hypertendu, bon ou mauvais en soi, n'a jamais facilité le prestige diplomatique.

Ce sont les radicaux qui ont lancé Boulanger. On peut s'en étonner quand on songe à la mesure du radicalisme d'aujourd'hui. Il est patriote mais considère le nationalisme comme un danger national. Il se souvient des harangues enflammées de Gambetta, mais, dans une formule que celui-ci ne désavouerait pas, il les juge « inopportunes » et il se souvient aussi de l'effort fait par Gambetta dans des tractations avec Bismarck pour arriver au rapprochement franco-allemand. Mais, à l'heure du boulangisme, l'attitude du parti est plus hésitante et plus divisée. Ce sont les luttes de cette époque qui donneront au radicalisme sa physionomie définitive... sur ce point.

Le radical Brisson, las de gouverner sans les radicaux, quitte le pouvoir à la fin du septennat Grévy. Celui-ci se fait réélire, ce qui arrange à merveille les affaires de son gendre Wilson, mais ce qui également accrédi tera la superstition éminemment républicaine que les réélections portent malheur.

A la Chambre, l'Union des Droites a 200 membres, l'Union des Gauches environ autant (Gauche républicaine égale Union républicaine désormais unies), les radicaux sont au nombre de 100 (extrême-gauche, 60, gauche radicale, 40). Enfin, il y a 80 indépendants, républicains sans précision.

Grévy appelle de Freycinet et l'on va essayer de gouverner avec les radicaux. Deux modérés et deux extrêmes vont faire partie du

ministère auquel on joint, sur les instances de Clémenceau, le Général Boulanger qui prend le portefeuille de la guerre. Programme simple : faire des économies, achever la laïcisation de l'école.

Boulanger va d'abord montrer que l'enthousiasme radical est justifié. A la suite des fêtes données par le Comte de Paris à l'occasion du mariage de sa fille, les républicains s'émeuvent. La loi du 22 juin expulse les chefs des familles régnantes et les princes se voient interdire toute fonction et tout mandat électif. Aumale et Chartres sont rayés de l'armée par Boulanger. Mais que devient le principe de la propriété des grades ! Le ministère, en ferme républicain, dit que les grades n'ont pas été acquis conformément à la loi. Et, en ferme républicain, il est très gêné qu'on lui rappelle l'époque, où ferme monarchiste, il affirmait son attachement aux princes. Mais, « en revenant de la Revue », on acclame « le brave général » et cela le console.

A peine est-il désolé par la chute sans gloire du ministère, sur une question de sous-préfets, car Goblet, nouveau Président du Conseil, le garde. Goblet n'est pas encore radical, mais il est accepté par les radicaux.

Dans le pays, un mouvement dangereux se développe. Paul Déroulède, poète xénophobe, devient Président de la Ligue des Patriotes. Au-dessous de la devise : « France quand même », les dates 1870.18... annonçaient « la guerre de revanche prochaine. » Les inquiétudes naissent — et Goblet affirme aux agents de change sa ferme volonté de paix. Mais Boulanger fait établir des baraquements à la frontière et fait voter de nouveaux crédits pour le matériel de guerre. C'est le général de la Revanche !

Alors, Berlin réagit. Pour refus de crédits militaires, le Reichstag est dissous. En une séance (1^{er} février 1887), les rentes françaises baissent de 2,50. Or, la droite reste rancunière, et les républicains commencent à s'irriter des allures du général. Un certain nombre de modérés se joint aux conservateurs pour trouver les économies insuffisantes, et Goblet entraîne Boulanger dans sa chute.

Grévy veut dénouer la crise... à la Grévy, c'est-à-dire en appelant de Freycinet. Les radicaux exigent le maintien de Boulanger. Mais l'Union des Gauches s'y oppose absolument. Ayant réalisé son programme, elle se sent décidément modérée. Quant à l'Union des Droites, ses sentiments monarchistes ne peuvent l'empêcher de voir l'impossibilité d'une restauration. Mieux vaut défendre l'Eglise contre les radicaux. Sur cette base, Rouvier va constituer un cabi-

net modéré, sûr de la neutralité bienveillante de la droite. « Prisonnier de la droite », « Protégé de la droite », il a conclu « un pacte avec la réaction », telles sont les formules des interpellations radicales.

Etonnante incompréhension ! Le péril est ailleurs, et Boulanger, ce ministre indispensable, ce soldat républicain, cet ennemi des princes, se rapproche des impérialistes, qui, à une élection complémentaire dans la Seine, organisent un plébiscite platonique (1) sur son nom. « C'est Boulanger qu'il nous faut », dit la chanson. On s'arrache sa biographie, et avec des pensées différentes, hommes et femmes s'émerveillent devant son portrait ! Pour l'éloigner de la capitale, on le nomme commandant de corps d'armée à Clermont. C'est à grand peine qu'il se dégage de la foule qui l'acclame, et part sur la locomotive !

C'en est trop. Dès lors, Clémenceau s'inquiète. « Cette popularité est venue trop vite à quelqu'un qui aimait trop le bruit... Les esprits superficiels ont pu voir en lui l'incarnation de la patrie ! »

Et Jules Ferry dénonce avec vigueur le péril. Une fois de plus, cet homme impopulaire, parce qu'on le croit et qu'il se croit modéré, cet homme qui a construit l'enseignement primaire et s'est attiré la haine des droites plus perspicaces, cet homme va voir le péril ridicule où le pays risque de s'engager, et il crie : « Casse-Cou ! » Il dénonce, lui aussi, l'équivoque qui ferait de Boulanger, le symbole de la patrie. Il ramène l'équipée à ses proportions : « Tous ceux qui ne se ruent pas derrière le char d'un Saint-Arnaud de café-concert sont rangés dans le parti de l'étranger ! »

La crise va se développer et l'agitation trouver un terrain mûr. A l'Elysée, on vend des croix-Wilson, gendre de Grévy, trafique et, pour donner à ses actes la marque de la mesquinerie, envoie ses lettres sous le couvert de la Présidence, ce qui le dispense de les affranchir. La Chambre oblige le ministre à ordonner une information judiciaire et à interrompre un procès en cours. Le cabinet démissionne, et devant le vide qui se crée autour de lui, Grévy, ne pouvant constituer un ministère, démissionne sans grâce. Les adversaires de la République ont pu tirer de faciles arguments des scandales qui ont sali le début du régime. Leur observation un peu unilatérale aurait beaucoup gagné à s'appliquer à d'autres régimes.

(1) Platonique ? Il n'était ni candidat, ni éligible.

Ils auraient vu que, tout compte fait, la République peut être fière de mettre à son actif les hommes honnêtes qui nous gouvernent. Quoiqu'il en soit, à l'époque, de tels faits ne peuvent que troubler les esprits, et le boulangisme y trouve son compte.

Il faut remplacer Grévy, et puisque l'injustice radicale s'obstine contre Jules Ferry, ce radical 1928, Carnot est élu. Personnalité de second plan, il se méfie des vedettes parlementaires et charge son ami, Tirard, de constituer le ministère.

Rompant avec toutes les traditions parlementaires de leur parti, les orléanistes se rapprochent de l'idée plébiscitaire. Un comité royaliste pose la candidature du Général dans quatre départements. Inéligible, Boulanger se déclare étranger à ces manœuvres. Mais on apprend qu'il vient à Paris en cachette — il est mis en retrait d'emploi et peut vivre ouvertement dans la capitale !

Un comité de protestation nationale, radical celui-ci, le présente ailleurs. Mis dès lors à la retraite, il devient éligible.

Un autre Comité se crée qui se dit national et que Boulanger dirige. Xénophobie et antiparlementarisme, banalité idéologique, et, aussi, une formule qui continue encore un peu l'équivoque : « Dissolution, Constituante, Révision ». Les radicaux suivent encore, et la Chambre vote une proposition de révision (30 mars), qui permet à Floquet de remplacer Tirard sur la base d'une union républicaine.

Boulanger se fait élire triomphalement par des départements conservateurs (8-15 avril), dès lors les radicaux se séparent de lui et de ses amis — et le Conseil Municipal de Paris vote un ordre du jour contre la campagne plébiscitaire et boulangiste. Désormais, l'on sait à quoi s'en tenir. Toute la droite répond aux appels de « République ouverte » que Boulanger lance pour augmenter le nombre de ses amis.

A la Chambre, Boulanger demande la révision, mais Floquet lui répond (4 juin) : « A votre âge, Monsieur, Napoléon était mort ».

Et Clémenceau fait en termes excellents l'éloge du régime parlementaire : « Ces discussions qui vous étonnent, c'est notre honneur à tous. Elles prouvent notre ardeur à défendre les idées que nous croyons justes... Oui, gloire aux pays où l'on parle !... Honte aux pays où l'on se tait !... Si c'est le régime de discussion que vous croyez flétrir sous le nom de parlementarisme, sachez-le, c'est le régime représentatif, c'est la République sur qui vous osez por-

ter la main ! » Le gouvernement obtient une majorité de gauche de 377 voix contre 186. Le 12 juillet, Boulanger dépose une proposition de dissolution et Floquet répond à ses injures : « Vous qui avez passé des sacristies dans les antichambres... » Duel. Un vieil avocat blesse un général encore jeune ! les chansonniers ne sont plus tous boulangistes !

Mais, la vitesse acquise le fait élire le 19 août dans trois départements conservateurs (Charente-Inférieure, Nord, Somme). Clémenceau le défie d'affronter Paris. A coup de photographies, de brochures, de réunions, Boulanger bat le radical Jacques, mal servi par son nom (1). Paris montre ainsi que son radicalisme était surtout une attitude d'opposition — pour aboutir, 1928, à n'avoir plus aucun représentant radical. Le soir de l'élection, son entourage pousse le vainqueur à marcher sur l'Elysée, il peut compter sur la troupe. Mais il hésite. Militaire sans victoire, militaire amoureux, lui aussi, Boulanger hésite. Et, déjà, craintive, le plébiscite étant proche, la Chambre a voté le retour au scrutin d'arrondissement. Dès lors, les modérés, souriant de nouveau à la droite, repoussent la révision républicaine proposée par Floquet, et comme Floquet a remplacé Tirard, Tirard remplace Floquet. Le ministère est mal accueilli par les radicaux. Cependant, c'est lui qui met un terme au boulangisme. La ligue des patriotes est dissoute. Puis, comme on n'ose arrêter Boulanger, pour l'impressionner, on fait voter une loi réglant la procédure de la Haute-Cour. On lui fait croire qu'on va l'arrêter. Boulanger, amoureux et voulant être libre, s'enfuit à Bruxelles (2).

(1) Plaisanteries sans fin sur le thème « Pauvre Jacques ! »

(2) Le soir même, Volcanmoule se présente devant Chatillon et le contem-
pla longtemps avec une expression de douleur et de mystère.

— Pourquoi fais-tu cette tête-là demanda l'émiral inquiet ?

Alors Volcanmoule lui dit avec une mâle tristesse :

— Mon vieux frère d'armes, tout est découvert. Depuis une heure, le gou-
vernement sait tout.

A ces mots, Chatillon atterré s'écroula.

Volcanmoule poursuivit ;

— Tu peux être arrêté d'un moment à l'autre. Je te conseille de ficher le
camp.

Et, tirant sa montre :

— Pas une minute à perdre.

— Je peux tout de même passer chez la Vicomtesse Olive ?

— Ce serait une folie, dit Volcanmoule, qui lui tendit un passeport et des
lunettes bleues et lui souhaita du courage.

— J'en aurai, dit Chatillon.

— Adieu, vieux frère.

— Adieu et merci, tu m'as sauvé la vie...

— Cela se doit.

Un quart d'heure après, le brave émiral avait quitté la ville d'Alca
(A. France. *L'île des Pingouins*. Editions Calmann. Lévy, p. 230).

Dès lors, la cause est perdue ! L'opinion publique s'en détourne. L'Exposition Universelle est bien plus intéressante ! Tour Eiffel et Galerie des Machines, danseuses javanaises, et villages indigènes, tout cela permet à la Chambre de voter une loi contre les candidatures multiples. On vote même la loi de trois ans qui commence à égaliser les charges militaires. Et l'élection des conseils généraux, où l'on présente Boulanger dans 80 cantons sélectionnés ne lui donne que 12 mandats. Et le 14 août, le Sénat condamne par coutumace Boulanger et deux de ses amis (Dillon et Rochefort) à la déportation dans une enceinte fortifiée, les rendant ainsi inéligibles.

Les élections de 1889, où, au second tour, les deux blocs s'affrontent, donnent la majorité aux républicains qui reviennent 366, contre 172 conservateurs (38 révisionnistes). Dès lors, la droite se disloque. Et le « Gaulois », monarchiste, se sépare des révisionnistes. « Bonsoir, Messieurs ! ». De Jersey, Boulanger publie des appels au peuple. Personne ne s'en aperçoit et le général attend dans l'obscurité le suicide romantique sur la tombe d'une femme aimée !

Quant aux radicaux, responsables en partie de toute l'équipée, ils se rendent compte qu'il est urgent de se modérer et d'abandonner la révision sur laquelle se comptent les adversaires du régime. Mais, ils se reportent vers les questions sociales, et le radicalisme, socialiste chez beaucoup, va prendre une apparence plus moderne.

CHAPITRE II

PANAMA

Le boulangisme avait marqué la législature précédente. C'est du nom de Panama que l'imagination populaire stigmatisera celle-ci. C'est la période la plus vide d'idées. On ne se bat plus même sur des formules simplistes. On se jette des accusations de forfaiture trop souvent vérifiées.

Sur un prétexte, un traité de commerce avec l'empire ottoman, Tirard tombe. Et Freycinet le remplace, avec Constans, le vainqueur de Boulanger, et Léon Bourgeois, radical, à l'Instruction publique. Le cabinet déclare faire un « appel également cordial à toutes les fractions du parti républicain », et se dit désireux d'aboutir à une amélioration progressive du sort des travailleurs.

Législature stagnante, qu'ébranlera seul le clapotis des scandales.

Notons cependant la tentative de ralliement de Léon XIII.

Après l'archevêque d'Alger, Lavigérie, se ralliant à la République, une partie du clergé français se décide à le suivre, « sacrifiant la chimère de la restauration de la monarchie » (Piou). Mais, les résistances se perçoivent, et, pour y mettre un terme, le 20 février 1892, Léon XIII, favorable au ralliement des catholiques, publie une Encyclique en français : « Quand un gouvernement nouveau est constitué, le devoir est de l'accepter : c'est la règle la plus sûre *pour tous les Français dans leurs relations civiles avec la République, qui est le gouvernement actuel de la nation* ». Mais, à ces dispositions conciliantes et à celles également conciliantes du gouvernement correspond l'intransigeance des évêques. (Les curés du diocèse de Mende reçoivent, par exemple, des circulaires épiscopales : « Vous devez demander à chacun des candidats de prendre l'engagement de soutenir en tout dans le conseil les intérêts de la religion ». D'autre part, un grand nombre de conservateurs n'abandonnent pas l'idéal monarchiste. Enfin, les radicaux, jugeant impossible toute conciliation, un député radical demande l'urgence pour la loi sur les associations afin de rendre la séparation possible.

Clémenceau exprime la pensée du groupe : « Vous ne ramènerez pas l'Eglise, parce que l'Eglise veut précisément le contraire de tout ce que nous voulons ». Le ministère se retire et Loubet promet de « maintenir avec fermeté le Concordat » et de demander « aux fonctionnaires d'être des serviteurs sincères de l'Etat républicain ».

Ainsi finit la première tentative d'un ralliement prématuré ou impossible.

Signalons aussi la tendance sociale qui s'accuse chez les radicaux.

Le programme politique n'est pas entièrement réalisé, mais déjà le radicalisme est partiellement entré en vigueur. Il faut songer aux réalisations sociales, que réclamaient depuis longtemps les socialistes et aussi les radicaux. Beaucoup de ceux-ci, députés des cités ouvrières, ont été élus sous l'étiquette radicale-socialiste. Ces deux termes accolés signifient que, délaissant les controverses doctrinales et un peu vaines, les hommes désignés sous cette étiquette vont consacrer leurs efforts à l'émancipation progressive et réaliste du prolétariat. Le socialisme, malgré ses divisions, se développe et le Premier Mai montre, dès 1890, l'importance du mouvement. On réclame la journée de huit heures — et les gouvernements suivent le mouvement dans leurs déclarations ministérielles.

Parmi les élus de l'extrême-gauche, certains, comme Millebrand, élu radical, se rapprochent du socialisme. En 1892, Jaurès est élu comme socialiste par les mineurs de Carmes, et bientôt il indique l'orientation du futur groupe parlementaire socialiste : « Annexer au programme économique des socialistes le programme politique des radicaux ».

Et pour en finir avec ces 4 ans, un mot sur Panama.

La C^{ie} de Panama, dirigée par Ferdinand de Lesseps, le célèbre créateur du Canal de Suez, fit faillite, laissant un déficit de 1.300 millions. Mais, en 1888, la C^{ie} avait obtenu une loi d'autorisation pour l'émission de valeur à lot. L'opposition accuse de complicité le gouvernement et une centaine de parlementaires. La « Libre Parole » et la « Cocarde » développent le scandale. Dans le désarroi, les ministères se succèdent. Ribot arrive au pouvoir le 6 décembre 1892. Rouvier et Clémenceau sont accusés. Rouvier démissionne. Floquet, personnellement intègre, est compromis pour avoir fait aider un journal. Le ministère se reconstitue le 10 janvier 1893. Mais il tombe encore et Dupuy arrive au pouvoir. Les parlementai-

res inculpés sont acquittés aux Assises. Mais le scandale a sa répercussion. Dans l'intégrité du plus grand nombre, trop de parlementaires sont compromis — et les vieux républicains écartés de la vie publique. La génération qui va prendre le pouvoir, n'ayant pas eu à lutter pour la République, se rapprochera des conservateurs et pour un temps, les radicaux seront écartés.

CHAPITRE III

LES ATTENTATS

Les Elections du 20 Août 1893

La France est malade. En dépit de la prospérité matérielle, la crise morale continue. Les uns, attachés au visage classique du pays, se détournent du malaise parlementaire. Les autres ont l'impression que les députés, dédaigneux des émancipations promises, songent surtout à la défense intégrale de leurs intérêts personnels.

Le collectivisme se répand, et, plus peut-être qu'on ne le croit, il est accessible à l'imagination populaire. Peu importe la valeur travail ou le profit capitaliste, le mouvement des classes ou le matérialisme historique — en régime capitaliste, l'ouvrier est dépouillé du produit de son travail.

Cette théorie, il en croit voir la confirmation douloureuse dans ses souffrances latentes. Et puisque s'est tue « la vieille chanson qui berçait la misère humaine, la misère humaine s'est réveillée avec des cris ». Jaurès va le dire un peu plus tard, et il ajoutera : « Vous avez concentré dans les revendications sociales tout le feu de la pensée, toute l'ardeur du désir ». Puisque les nouveaux républicains se rapprochent des conservateurs au point de se confondre avec eux, puisque l'on ferme la Bourse du Travail, puisque les dirigeants nouveaux partent en guerre, eux aussi, contre l'agitation révolutionnaire... le Cartel naît.

Le Cartel, c'est une formule 1924, déjà désuète et pas encore remplacée, qui exprime un état de choses bien ancien. Le Cartel, c'est l'union intime des partis de gauche pour défendre tout un idéal commun... qu'ils croient menacés. Ce qui les sépare s'estompe devant ce qui les rapproche. Entre le réformisme réaliste et la révolution verbale, la différenciation n'est celle que d'une nuance de franchise.

Quoiqu'il en soit, la « Petite République », organe commun des gauches, les rapproche. Du socialiste Millerand au radical modéré

Goblet (1), les républicains avancés se serrent sous la menace. Et les électeurs envoient au Parlement, 200 députés de l'extrême-gauche dont 48 socialistes. La droite a 93 élus, dont 33 ralliés. Le gouvernement peut compter sur 310 modérés.

L'époque des attentats -- Conséquences politiques

Les modérés *semblent avoir une majorité solide*. Ils peuvent désormais se passer de l'extrême-gauche, et la démission est logique des ministres radicaux, qui entraîne la chute provisoire de Dupuy. Casimir Perier prend la suite et parle « d'opposer aux doctrines socialistes, non le dédain, mais l'action généreuse et féconde des pouvoirs publics ». Excellent langage et qui n'a pas changé, mais qui exige toute une énergie réformatrice !... et peut-être une majorité de gauche, dit Millerand, interpellant le ministère : « Ou orienter sa politique à gauche pour réaliser les réformes sociales, ou s'appuyer sur l'Eglise et la haute banque, sur toutes les forces du passé, pour conserver tous les abus ». En effet, un jour, pris entre deux feux, sur la question du droit syndical des ouvriers de l'Etat, le gouvernement meurt (22 mai 1894).

Casimir Périer quitte les affaires pour la Présidence de la Chambre et Charles Dupuy fait le contraire, entouré d'hommes nouveaux : Poincaré, Barthou, Leygues, Hanotaux, Delcassé.

Mais le trouble est toujours dans les esprits. Latent à droite, déclaré à l'extrême-gauche. Le socialisme est devenu parlementaire et l'on pressent sa marche vers les portefeuilles. « La société est pourrie », a dit l'anarchiste Ravachol, qui a tué et volé pour entretenir les journaux anarchistes (février 1892). Après Ravachol, c'est Vaillant qui lance une bombe dans l'hémicycle du Palais-Bourbon (décembre 1892).

Et l'exécution de Vaillant suscite Caserio. A Lyon, le 24 juin 1894, le Président Carnot est tué par un anarchiste. Casimir Perier est envoyé à l'Elysée le 27 juin, et le ministère lutte contre les anarchistes.

Cette lutte n'est pas nouvelle. Déjà, après l'attentat de Vaillant, on a voulu lutter contre la propagande par le fait : loi sur la presse, loi sur les explosifs, loi sur les associations de malfaiteurs. Mais Dupuy va plus loin. Une loi nouvelle, faite pour « prévenir le développement des théories anarchistes » transfère aux tribunaux cor-

(1) Les socialistes, à condition... de ne demander qu'aux moyens légaux et pacifiques, le triomphe de leurs idées. (Goblet Bordeaux.)

rectionnels les délits de presse consistant en provocation à des actes de violence ou apologie de ces actes.

OPPOSITION DES RADICAUX. — Ah ! sans doute ! il convient de combattre la propagande anarchiste, et de mettre un terme aux assassinats. Mais, derrière le fait, il y a l'idée, et la persécution de l'idée est pour elle une propagande nouvelle.

Et puis, dédaigneux des antagonismes théoriques, les magistrats ne vont-ils pas confondre souvent socialisme et anarchisme. Et le Président du Conseil leur en donne maladroitement l'exemple citant comme exemple d'anarchisme l'article d'un socialiste contre la peine de mort.

Goblet, Brisson, toute la gauche, combattent le projet. C'est la lutte par amendements, et la victoire d'une majorité sans cesse réduite.

L'opposition est devenue violente à la suite d'une lutte inutilement provoquée — Casimir Périer, élyséen et distant, est le point de convergence des attaques. On lui reproche son attitude politique et celle aussi de son grand-père, on lui reproche sa fortune et les mines d'Anzin. « A bas Casimir ! » écrit Gérault Richard — et un an de prison, infligé à ce socialiste, exaspère la popularité relative du Président. Et ce modéré doit voir sans plaisir les modérés en partie se détacher de lui. Le groupe Isambert se rapproche des radicaux, élit Brisson contre Méline à la Présidence de la Chambre. Interprétant les conventions avec les Cies de Chemin de Fer, la Chambre renverse Dupuy, et, devant les progrès du radicalisme, le Président de la République suit le sort du ministère dont pourtant l'indépendance à son égard l'irritait. Il montre ainsi, de son plein gré, que notre Constitution ne permet pas au Président irresponsable une politique personnelle.

Son successeur, c'est Félix Faure, élu contre Brisson au second tour par le secours des voix du très modéré Waldeck-Rousseau. Le cabinet Ribot, modéré, se fatigue sans noblesse dans un anti-cléricalisme fiscal et en intervenant dans la grève de Carmaux. Et le scandale des Chemins de Fer du Sud achève la vie de ce ministère timoré. Les modérés ne peuvent-ils donc pas gouverner ?...

CHAPITRE IV

LE MINISTÈRE RADICAL DE LÉON BOURGEOIS

Léon Bourgeois est chargé de constituer un ministère mixte, qui, abandonnant l'ensemble du programme radical, aura pour tâche d'en réaliser une partie dont l'impôt sur le revenu. Mais, par un paradoxe parlementaire, auquel déjà s'était heurté Gambetta, il ne trouve pas de ministre en dehors de son groupe. Il constitue un cabinet radical, dans lequel la présence de Doumer aux Finances semble une provocation révolutionnaire. Il expose la philosophie du radicalisme réformiste.

« La République porte le poids de deux budgets, le vieux budget de la monarchie passée et le budget naissant de la démocratie à venir ». Il importe de diminuer les charges publiques pour entreprendre une œuvre de prévoyance et d'assistance. Trois idées essentielles : « 1°) dans la lutte pour la vie... créer une moindre inégalité au point de départ ; 2°) diminuer l'inégalité des concurrents en allégeant le fardeau des plus faibles ; 3°) à l'heure du repos la main tendue (1) » (retraites).

C'est du solidarisme que se réclame Léon Bourgeois. Pour montrer par des actes sa volonté, le cabinet rouvre la Bourse du Travail ; il retire un projet de loi limitant le droit des syndicats ; il propose un arbitrage dans la grève des verriers de Carmeaux.

Et, surtout, il dépose un projet d'impôt sur le revenu, prévoyant 150 millions de recettes avec une progression de 1 % à 5 %, avec pour base les revenus de 2.500 francs.

Le système fonctionne par la déclaration et le contrôle. Malgré la Commission du Budget qui préfère l'impôt sur les revenus, à la surprise générale, le cabinet a la majorité sur un vote de principe.

Mais le Sénat le met en minorité (11 février 1896), à propos d'un changement de juge survenu dans l'instruction de l'affaire des Chemins de Fer du Sud. Bourgeois ne se retire pas. La Cham-

(1) Ou encore : Préférer à la politique du poing fermé la politique de la main ouverte.

bre lui exprime sa confiance « pour faire la lumière complète... et pour faire aboutir les réformes promises et attendues par le pays » (13 février 1896). Le Sénat vote un ordre du jour de blâme. La Chambre renouvelle son appui et de nouveau le Sénat affirme son droit. Le pays se passionne. Ministère et Sénat se sentent tous deux soutenus. Mais, finalement, le Sénat l'emporte en refusant des crédits destinés à ramener les troupes de Madagascar. Pour « des motifs patriotiques », Bourgeois démissionne, malgré la colère de la gauche. En vérité, c'est que la Chambre n'apparaît pas radicale, et il semble douteux qu'elle puisse le soutenir encore longtemps. De tout ce ministère, retenons l'affirmation républicaine de la suprématie de la Chambre, c'est de l'histoire. Mais notons surtout, le premier projet d'impôt sur le revenu. C'est une lutte plus vivante.

CHAPITRE V

L'AFFAIRE DREYFUS

Le Ministère Meline (Avril 96 - Juin 98)

L'Affaire Dreyfus - Les Elections

« La France qui travaille est lasse d'agitations », proclame la déclaration ministérielle de Méline. On allait bien se garder de lui en donner les mobiles, et si nos lointains descendants s'amusaient à feuilleter le « Journal Officiel » de l'époque, ils pourront penser que ce fut une époque heureuse, puisqu'elle n'eût pas d'histoire. Sans doute, on parle d'imposer les revenus, et sans doute le Président du Conseil, à Remiremont, repousse « l'anticléricalisme, tactique des radicaux pour tromper la faim des électeurs », sans doute on interpelle sur « les menées cléricales » et sans doute même l'on vote l'importante loi de 1898 sur les accidents du travail. Mais c'est à peine si l'on peut entendre sur la scène l'écho des luttes passionnées qui bouleversent la coulisse !

En décembre 1894, un capitaine d'artillerie, l'israélite Dreyfus, a été condamné à la déportation. « Il a trahi », dit l'acte d'accusation, et malgré les protestations de la Défense, le Conseil de Guerre qui voulait l'acquitter le condamne après communication d'un dossier secret. Mais peu importe la personnalité de Dreyfus. Ce sont les Juifs qui ont été condamnés, et la « Libre Parole » de Drumont peut crier : « Hors de France les Juifs ! » et Urbain Gohier peut dire que le condamné a été mené par « la fatalité de sa race ».

Oui, Dreyfus est Juif, et devant l'absence de preuves, certains commencent à croire que c'est pour cela qu'il fut condamné.

C'est le commandant Esterhazy, d'origine hongroise, qui est le coupable. Il découvre le lieutenant colonel Picquart, chargé d'enquête contre Dreyfus, et le sénateur modéré Scheurer-Kestner interpelle en juillet 1897. Mais, « il n'y a pas d'affaire Dreyfus », dit Méline. Cependant, Esterhazy passe au Conseil de Guerre, Labori qui veut intervenir au nom de Mme Dreyfus ne peut évo-

quer la condamnation de Dreyfus (1) — Esterhazy est acquitté en janvier 1898.

Un mouvement révisionniste se développe. Les intellectuels protestent. Par delà le condamné, une question de justice se pose. On ne juge pas un homme sur des pièces secrètes. Protestants, Francs-Maçons, Israélites, lecteurs du « Figaro », ralliés à la révision, socialistes, radicaux, tous se dressent contre l'illégalité.

Zola, dans l'« Aurore », publie « J'accuse ». Il accuse tout le personnel du Ministère de la Guerre, « d'avoir mené dans la presse une campagne abominable pour égarer l'opinion » ; il accuse « le premier conseil de guerre d'avoir violé le droit en condamnant un accusé sur une pièce restée secrète », le deuxième d'avoir couvert cette illégalité par ordre en commettant à son tour le crime juridique d'acquitter sciemment un coupable ». C'est le procès Zola. Tout montre l'innocence de Dreyfus. Mais le lieutenant colonel Henry vient lire un faux qui entraîne l'adhésion du jury. Dans les rues de Paris on crie : « Mort aux Juifs ! », et la populace d'Alger pille les boutiques des Israélites.

Mais, « la vérité est en marche » (Zola), la « Ligue pour la défense des droits de l'homme et du citoyen » se fonde et l'étranger aperçoit déjà le suicide du parti conservateur. Cependant, les élections de mai 1898 ne changent guère la composition apparente de la Chambre.

Pourtant un certain nombre de républicains modérés se rattachent de la gauche, et Méline ayant obtenu 12 voix de majorité, grâce à l'extrême-droite, suit en se retirant la tradition qui ne tient compte dans les majorités que des voix républicaines.

Ministère Brisson (30 Juin 98 - 25 Octobre 98)

C'est un cabinet bizarre qui va succéder à Méline. Henri Brisson s'entoure d'hommes pris dans les groupes radicaux de la Chambre, mais pour la Guerre il fait appel au concours d'un ancien radical, Cavaignac, devenu le chef des nationalistes. Interpellé, à son tour, sur l'affaire Dreyfus, le ministre de la guerre se déclare sûr de la culpabilité, se basant sur un billet de l'attaché militaire allemand, avouant sans ambiguïté ses relations avec le traître. Picquart affirme que l'on est en présence d'un faux. Il est arrêté.

(1) Voir sur le rôle de Labori, le très intéressant discours de notre confrère Maurice Alléhaut : « Eloge de Fernand Labori », discours prononcé à l'Ouverture de la Conférence des Avocats (3 décembre 1927).

Pendant les vacances, coup de théâtre. Le Colonel Henry, auteur du faux, fait des aveux complets — et se suicide. Désormais, puisque Dreyfus fut condamné sur une pièce non seulement secrète, mais encore fausse, il est temps de procéder à la révision. Cavaignac préfère démissionner et le général Zurlinden le remplace.

Esterhazy, arrêté pour escroquerie, puis relâché, commence à craindre les suites éventuelles de l’Affaire et s’enfuit en Angleterre.

Mais l’ingéniosité des hommes est supérieure à celle des événements. Oui, dit-on, le document Henry est un faux, mais ce « faux patriotique » remplace un document vrai, dont la divulgation serait redoutable pour la paix. L’Empereur d’Allemagne pourrait bien avoir écrit ce que l’on faisait dire à l’attaché militaire. Sacrifiant son honneur personnel, soucieux d’éviter la guerre, mais désireux d’éviter l’impunité au « traître », Henry s’est héroïquement sacrifié. Pour sa veuve, la « Libre Parole ouvre une souscription ».

Et pourtant, le pays réagit. La France se range du côté « du syndicat ». La presse révisionniste compte un million de lecteurs de plus que l’autre. Zurlinden, ne voulant pas se désolidariser de ses prédécesseurs, et désireux de couvrir l’armée, démissionne. Un autre général, Chanoine, le remplace. Le ministère décide d’ouvrir la procédure de révision... et Chanoine, un jour, démissionne à son tour. « Invité à mettre fin à la campagne d’injures organisée contre l’Armée », Brisson n’accepte pas cette interprétation de l’Affaire et se retire (25 octobre 98). Le ministère était une coalition des nationalistes et des radicaux. Puisque les nationalistes font une opposition farouche, il faut bien revenir aux modérés.

Le Ministère Dupuy

Pâle combinaison ! Il s’agit à la fois de maintenir la suprématie du pouvoir civil et de ne pas laisser l’armée exposée aux injures, de soutenir l’impôt sur le revenu, mais sans vexation ni inquisition.

Pendant ce temps, la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation déclare recevable la demande en révision. Il apparaît que l’opinion des Chambres réunies serait différente. Une loi va changer la procédure de révision des procès. 216 voix de gauche ne peuvent s’y opposer. Mais tout va changer bientôt de face...

Le sort, parfois, précipite les événements. Félix Faure meurt (16 février 1899) et les révisionnistes, faisant élire le Président du Sénat, Loubet, arrivent à modifier ainsi la politique de l’Elysée. En vain Déroulède veut-il tenter un coup d’état. Echec lamentable...

et acquittement provisoire ! La Cour de Cassation unanime, conclut à la révision (3 juin 99)... et les nationalistes s'exaspèrent.

Les événements continuent leur succession hasardeuse. Quelques sifflets à Auteuil, un déploiement ridicule de troupes à Longchamps, Loubet mal protégé, puis trop — et déjà l'on accuse le ministère de vouloir bafouer la République. La Chambre réclame impérieusement un cabinet « décidé à défendre avec énergie les institutions républicaines » et, Barthou, Poincaré, Bourgeois ayant échoué, un homme se trouve poussé vers le pouvoir. C'est Waldeck-Rousseau. Républicain, certes : il fut Ministre de l'Intérieur du Cabinet Gambetta — mais de plus en plus conservateur (ne voulait-il pas fonder un parti républicain conservateur), il semblait promis à un avenir brillamment bourgeois, incapable d'effrayer les plus pusillanimes. Mais, l'on s'est battu autour de Dreyfus — et le légiste a frissonné. Comment mépriser la forme, puisqu'elle seule garantit la liberté ? Il faut défendre la légalité contre un nationalisme inquiétant, et se rapprocher des radicaux dont les allures tapageuses et, disons-le, parfois débraillées déplaisent aux grands bourgeois. Mais, à certaines heures dangereuses, les uns se contiennent et les autres se passionnent. Les divergences s'atténuent et de grandes majorités parlementaires, s'efforçant d'unifier la pensée du pays, se forment pour rétablir l'ordre républicain — et sauver l'idée démocratique. La France repousse les aventuriers et la République continue.

C'est l'honneur du parti radical d'avoir été l'axe de ces majorités. Sa position, que l'on peut juger incertaine aux heures calmes, lui vaut, au moment du péril, cet avantage d'être écouté et suivi. Raisonnable et hardi, on peut lui reprocher, non sans raison, d'être trop souvent, trop raisonnable ou bien hardi, trop pusillanime ou trop léger. Quand il se ressaisit, le danger passe !

Le Ministère Waldeck-Rousseau (26 Juin 1899 - 28 Mai 1902)

Composition du Ministère - Fin politique de l'Affaire

Les Réformes Sociales - La Politique Laïque

A) COMPOSITION DU MINISTÈRE. — Les radicaux sont indispensables au cabinet qui ne peut vivre sans eux. Pourtant, ils n'ont que deux ministères peu importants. Tous les portefeuilles importants appartiennent à des modérés. Mais, un événement tout à fait considérable situe l'ensemble à gauche : c'est l'entrée du socialiste

Millerand dans le cabinet, au Commerce. En compensation, la guerre est attribuée à l'ancien vainqueur de la Commune, le général de Galiffet. Ce double choix, cette double concession va susciter une double opposition, en apparence seulement paradoxale, les nationalistes et les extrémistes.

B) FIN POLITIQUE DE L'AFFAIRE. — Mais, se contentant de majorités réduites, le gouvernement veut agir. Si des généraux protestent, on les relève de leurs fonctions — et le ministre décide de contrôler à nouveau l'avancement des officiers. Et Déroulède est arrêté !

A Rennes, Dreyfus, jugé à nouveau, est à nouveau condamné, mais à dix ans seulement de détention.

Puisqu'on ne peut venir à bout de la Justice Militaire, on se souvient d'Alexandre et du nœud gordien. Et Loubet grâce Dreyfus.

Ainsi prenaient fin les luttes de personne. La République avait vaincu. Rien n'avait pu l'ébranler des scandales ou des aventures qui menaçaient de l'anéantir.

Sans doute, elle n'était pas achevée. Et les luttes ne prendraient pas fin. Mais c'est le choc des idées qui les fortifie — et si l'évolution vers la démocratie moderne ne se fit pas sans heurts, c'est sur un terrain solide qu'il serait permis de lutter désormais.

Le radicalisme a bien joué son rôle... ou presque. Trop de divergences, trop de défaillances, des luttes intestines (Gambetta) et des soutiens maladroits (Boulanger). Mais il a rempli tout son rôle négatif : lutter pour la liberté. Il a débuté dans son emploi positif en soutenant les projets scolaires, en esquisant l'impôt sur le revenu. Il va porter tour à tour maintenant la responsabilité parlementaire et la responsabilité gouvernementale.

TROISIÈME SECTION

LA RÉPUBLIQUE SOCIALE

CHAPITRE PREMIER

ESQUISSE D'UNE POLITIQUE RADICALE PAR UN MINISTÈRE MODÉRÉ

L'Œuvre positive du Ministère Waldeck

Le recul historique est peut-être déjà suffisant pour juger sans passion le cabinet, l'œuvre de Waldeck. Et nous pensons que c'est le plus grand ministère que la France ait eu jamais. Fait unique dans notre histoire parlementaire, il vécut 3 ans et ne fut jamais renversé ! Quand il quitta le pouvoir, à la suite des élections de 1902, ce fut parce que la majorité était assez considérable pour que le chef pût considérer sa tâche terminée. C'est l'exemple de l'autorité que peut avoir un homme énergique sur un Parlement. C'est, par son exemple de légalité rigide, la condamnation de la dictature, de ses inutilités et de ses excès.

A) L'ŒUVRE SOCIALE. — Lois votées par les radicaux, ou décrets chaleureusement accueillis par eux, ainsi se rattache à notre étude l'œuvre sociale de Waldeck-Rousseau.

Signalons :

Les décrets d'août 1899 réglant les conditions du travail (salaire et durée) pour tous les travaux faits au compte de l'Etat, des départements et des communes — règlement modèle qui devait s'imposer à l'industrie privée ; la réorganisation du Conseil supérieur du Travail, avec la collaboration des syndicats ; la création du corps des inspecteurs du travail ; les 8 heures accordées aux employés des P.T.T. ;

la loi du 30 mars 1900, abaissant la durée du travail à une limite uniforme dans les établissements mixtes.

LA LOI SUR LES ASSOCIATIONS. — Mais c'est la lutte contre les congrégations qui donne à cette période de notre histoire politique sa marque caractéristique. Waldeck-Rousseau précède Combes, et les efforts de l'un sont nécessaires à connaître pour comprendre ceux de l'autre.

Plus que jamais, le péril clérical semble redoutable. Derrière l'agitation nationaliste, il y a eu la Caisse des Assomptionnistes. Et ceux-là mêmes qui combattent le régime sont maîtres de l'enseignement secondaire : 91.000 élèves contre 86.000 dans les établissements publics laïcs.

Le gouvernement élabore un projet de loi sur les associations. Le but est d'atteindre les congrégations. Le Président du Conseil s'explique. Il ne veut nullement déchristianiser la France. Il ne songe pas à toucher au clergé séculier. Il désire simplement refuser aux congrégations des privilèges qu'elles n'avaient pas sous la monarchie.

Mais, un Jésuite organise à Paray-le-Monial, une manifestation politique sous forme de pèlerinage national. Autorisés par les évêques, les moines prêchent en chaire. Waldeck peut en conclure : « Trop de moines ligueurs et trop de moines d'affaires » (11 avril 1900).

PAS D'ETAT DANS L'ETAT. — Le 28 octobre, le Président du Conseil prononce, à Toulouse, un grand discours, explicatif de son projet :

« Il faut établir la liberté d'association attendue depuis un quart de siècle et arrêter le développement continu d'un organisme qui... tend à introduire dans l'Etat... un corps politique dont le but est de parvenir... à l'usurpation de toute autorité. Le Concordat a exclusivement réservé au clergé séculier et hiérarchisé, soumis... au contrôle de l'Etat, la célébration du culte, la préparation aux fonctions ecclésiastiques et la prédication dans les églises ; les congrégations ont pris l'enseignement dans les séminaires, usurpé la chaire par les missions et leurs chapelles font concurrence aux églises. La valeur de leurs immeubles *dépasse un milliard*.

PAS DEUX JEUNESSES. — Leur enseignement sème la discorde. « Dans ce pays dont l'unité morale a fait la force, *deux jeunes*ses, moins séparées encore par leur condition sociale que par leur éducation, grandissent sans se connaître... Peu à peu se préparent ainsi deux sociétés différentes ».

Il est impossible, dans le cadre de cette étude, d'entrer dans les détails du projet de loi et des amendements qui y furent apportés.

Signalons cependant, parce que c'est essentiel, la part prise par les radicaux dans le travail des commissions. Pour la question religieuse, les radicaux, malgré des accords de principe avec les groupes voisins, ont un état d'esprit sensiblement plus méfiant. Brisson accuse les congrégations d'être animées de l'esprit contre-révolutionnaire. Ce sont, dit Bourgeois, « des écoles de guerre civile et de haine des lois ».

Finalement, après bien des discussions et des controverses, la loi, libérale pour les associations ordinaires, place les congrégations hors du droit commun.

Pour fonder une congrégation, il faut une loi ; pour chaque établissement nouveau d'une congrégation déjà autorisée, un décret suffit.

Un certain nombre de congrégations voulurent passer outre à la loi. La consultation électorale allait décider de l'attitude du gouvernement.

CHAPITRE II

LA VIE HALETANTE D'UN GRAND MINISTÈRE RADICAL

Combes et le Bloc des Gauches

LES ÉLECTIONS. — Comme il fallait s'y attendre, les élections de 1902 furent précédées d'une campagne extrêmement âpre. Les catholiques accusaient les députés de la majorité d'être les ennemis de la religion, et prédisaient, s'ils étaient réélus, qu'ils fermeraient les églises, chasseraient les curés, interdiraient le culte.

Les radicaux demandaient l'impôt sur le revenu, le service de deux ans, la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Les progressistes dissidents qui soutenaient le Ministère, formèrent l'Alliance Républicaine Démocratique, assez réformiste et anticléricale.

On dénombra 220 opposants élus :

A droite : 50 conservateurs, 59 nationalistes, 3 progressistes ;

A l'extrême-gauche : 6 socialistes ;

A gauche : 368 députés formaient au cabinet une large majorité : 48 socialistes, 90 radicaux-socialistes, 129 radicaux, 99 républicains.

Désormais, la tâche de Waldeck-Rousseau avait servi utilement la République, et malade, dédaigneux du pouvoir puisque l'œuvre était accomplie, Waldeck ne voulut plus que reprendre sa place dans les rangs.

La majorité s'affirma pour l'élection à la Présidence de la Chambre, où l'ancien Président modéré Deschanel fut battu, par Léon Bourgeois, président du parti radical.

Cette majorité comprenait, nous l'avons vu, quatre fractions qui formèrent au Parlement les groupes suivants :

- groupe de l'Union Démocratique ;
- groupe radical ;
- groupe radical-socialiste ;
- groupe socialiste.

Une représentation permanente, la Délégation des Gauches, fut organisée qui devait assurer la permanence et la stabilité de la majorité.

Le Ministère Combes (11 Juin 1902 - 19 Janvier 1903)

Il fallait bien que les radicaux prissent enfin la responsabilité du pouvoir. Le cabinet Bourgeois n'avait été qu'une expérience hasardeuse, destinée à permettre au radicalisme de se briser. Maintenant, Combes va gouverner véritablement à gauche. Il détruira les congrégations non autorisées. Il évitera la répression violente des grèves. Le général André à la Guerre, Pelletan à la Marine, Combes lui-même aux Cultes, les nationalistes voient là autant de provocations.

Dès la déclaration ministérielle (11 juin 1902), l'on tint à affirmer en quelque sorte la personnalité du radicalisme : « Cédant à de coupables suggestions, une partie du clergé a voulu confondre la cause de l'Eglise catholique avec celle des congrégations : contrairement à l'esprit de la législation, elle est descendue dans l'arène électorale. De tels écarts sont intolérables... La loi des associations est entrée dans sa période d'application administrative et judiciaire. Le gouvernement tiendra la main à ce qu'aucune de ses propositions ne demeure frappé d'impuissance ».

La politique de Combes consista à dissoudre les congrégations qui n'avaient pas demandé d'autorisation — et à refuser en bloc toutes les autorisations. Il fallut toute l'énergie de Combes pour aboutir. Où un gouvernement plus faible eût été emporté, sa persévérance finit par imposer le respect des volontés du pays. Dans certaines régions, il fallut envoyer la troupe contre les congréganistes barricadés (1).

La loi fut appliquée. Mais il ne fallait pas qu'elle pût être tournée. Pour empêcher les moines de se transformer en prêtres séculiers, une circulaire ordonna aux évêques d'interdire aux congréganistes la prédication. Enfin, comme un certain nombre de congréganistes s'étaient fait séculariser en apparence, une loi interdit d'enseigner pendant trois ans aux membres des congrégations dissoutes.

Malgré les attaques incessantes, Combes reste populaire, et le

(1) Ce sont là, sans doute, des faits regrettables, mais il s'agit de savoir qui en est responsable : le Gouvernement qui veut appliquer la loi ou ceux qui veulent l'éluder.

13 septembre 1902, les républicains bretons l'acclament à l'inauguration du monument de Renan à Tréguier.

Une loi de mars 1904 donne un délai de 10 ans pour s'éteindre aux écoles congréganistes (1).

LE CONFLIT AVEC LE SAINT-SIÈGE. — Depuis 1871, il y avait une difficulté latente qui tenait à l'interprétation du Concordat. Le Concordat donnait au gouvernement la nomination des évêques, au Pape l'institution canonique.

Mais le Saint-Siège avait fini par interpréter d'une manière extrêmement large l'institution canonique et déclarait que, par delà la doctrine et les mœurs, il était « le juge sans appel des aptitudes des candidats et de l'utilité de l'Eglise ».

EVÊQUES ET EVÊQUES. — Le 20 mars 1903, Combes explique au Sénat que les candidats choisis par le gouvernement ont été refusés comme « trop bons Français ». Et, ce qui nous intéresse, au point de vue doctrine, c'est qu'il annonce comme possible et rapprochée la séparation des Eglises et de l'Etat, qui faisait depuis longtemps partie du programme radical et qui avait été promise aux électeurs de 1902, « si ces incursions anticoncordataires sur un terrain défendu » ne cessaient pas.

La mort de Léon XIII (20 juillet 1903), ne fit qu'accentuer le conflit. Son successeur Pie X, moins enclin encore à la conciliation refusa à Combes (janvier 1904) l'institution canonique pour 3 de ses candidats. En réponse (19 mars), le Président du Conseil finit par déclarer que, puisqu'il en était ainsi, aucun évêque ne serait nommé.

Un incident va précipiter le conflit. Le Président Loubet rend à Rome une visite au roi d'Italie. C'est la première fois qu'un Chef d'Etat reconnaît que le Pape a perdu son pouvoir temporel. Le Souverain Pontife, se jugeant offensé, envoie une note de protestation à tous les Etats Catholiques.

LES SOCIALISTES ANTICLÉRICAUX. — Le journal socialiste « l'Humanité », ayant pu se la procurer, la reproduit, et notamment : « Si malgré cela le nonce est resté en France, cela est dû simplement à de très graves motifs, d'ordre et de nature en tous points spéciaux.(2) Cela veut dire la chute du ministère Combes. Le gouvernement ne peut répondre autrement qu'en rappelant son ambassadeur et en ne

(1) Car il y avait encore des congrégations, celles qui avaient demandé et obtenu l'autorisation antérieurement au Ministère Combes.

(2) Ceci est intéressant à noter, les socialistes reprochant fréquemment aux radicaux leur anticléricalisme.

laissant qu'un chargé d'affaires : « Nous avons voulu en finir avec la fiction surannée d'un pouvoir temporel disparu depuis 30 ans. »

Les 427 républicains de la Chambre approuvent (27 mai 1904) l'attitude du gouvernement.

Suppression de l'ambassade, premier pas vers la séparation — deuxième pas, la rupture définitive va se faire.

Deux évêques français, celui de Laval et celui de Dijon, sont cités à comparaître devant le Saint-Office sous peine de suspension. Le ministère interdit aux évêques de quitter la France, et fait savoir au Vatican que, s'il persiste dans son attitude, ce sera la rupture. Le Vatican maintient ses citations. Le 30 juillet, l'Ambassade à Rome est liquidée, et le nonce renvoyé.

Ce qui nous intéresse dans ce conflit, c'est la conséquence qu'il aura. On ne justifiait jusque-là le Concordat qu'en soulignant les droits du gouvernement à la nomination des évêques. Désormais, il n'en va plus de même, et la dernière partie du programme radical, la séparation, à son tour, sera réalisée.

CHUTE DU CABINET. — Si l'attitude énergique et indispensable du gouvernement groupait des majorités, cependant la politique anticléricale, dont ils étaient obligés d'accepter les efforts relativement modérés, indisposait, malgré tout un certain nombre de Parlementaires. Déjà Waldeck, en qui le conservateur réapparaissait chez l'homme fatigué, avait protesté contre les conséquences inéluctables que la logique de Combes donnait à sa politique. Celui-ci lui fit proposer de reprendre sa place, mais Waldeck répondit : « Pas avant que Bourgeois y ait passé ». Quoiqu'il en soit, les progressistes de l'Union Démocratique se détachent en partie de la majorité.

Restreinte à droite, elle l'était aussi à gauche, car l'on reprochait au cabinet de négliger les réformes sociales, (les opposants n'ont pas l'habitude de comprendre que toutes les réformes ne sauraient être simultanées). Une partie des socialistes, les socialistes de France (Guesdes et Vaillant) ne votaient pour le cabinet que lorsqu'il semblait sérieusement menacé, croyant donner ainsi le spectacle d'une rigidité doctrinale à toute épreuve.

Mais, tant sur la question religieuse que sur la question sociale, la position du gouvernement était forte.

Les déceptions accumulées allaient attendre un prétexte plus favorable pour développer leurs attaques.

Pellétan avait introduit au Ministère de la Marine, un esprit démocratique. Il ne pensait pas que le Ministre doit être le chef de l'Administration, mais qu'il doit, au contraire, au nom du peu-

ple, contrôler les services — et voulait ne rien signer qu'il n'eût, au préalable, minutieusement examiné. Il marquait cet état d'esprit en donnant aux navires de guerre des noms tels que Justice, Liberté, Démocratie. On l'accusa de désorganiser la marine et Combes dut consentir à une enquête, mais, refusant qu'elle fût parlementaire, garda la majorité (29 mars 1904).

On s'attaqua alors au général André. Celui-ci, continuant une pratique ancienne, cherchait à connaître les opinions des officiers. On se plaignait à gauche que les officiers républicains eussent, jusque là, rencontré pour leur avancement des difficultés considérables. — Or, un certain nombre d'officiers, ayant adhéré aux Loges, la Franc-Maçonnerie fut ainsi pourvue de renseignements qu'elle communiqua au Ministre sous formes de fiches. Un employé du Grand-Orient soudoyé communiqua des fiches aux adversaires du gouvernement qui interpellèrent sur la délation dans l'armée.

André promit de prendre les sanctions nécessaires (28 octobre), mais comme il n'avait donné aucune suite à ses promesses, il fut à nouveau interpellé. Sans doute, la vertueuse indignation des interpellateurs nous semble assez factice, car constamment on avait tenu à connaître les opinions des officiers. Ce qui était changé, c'était la pensée que l'on réclamait d'eux, mais le désir de la connaître s'était toujours manifesté. La colère contre le procédé pouvait sembler un peu tardive. (1) Sans vouloir couvrir le Grand-Orient, André voulut cependant affirmer le droit de contrôle de l'Etat Républicain. Il fit rejeter l'ordre du jour, pur et simple, et, un nationaliste ayant eu la maladresse de le frapper, il fit accepter à la Chambre cet ordre du jour :

« Convaincu que le devoir de l'Etat républicain est de défendre contre les influences de l'esprit de caste et de réaction, par les moyens de contrôle régulier dont il dispose, les fidèles et courageux serviteurs de la République et de la nation, et comptant sur le gouvernement, pour assurer dans le recrutement et l'avancement des officiers, avec la reconnaissance des droits et des services de chacun, le nécessaire dévouement de tous aux institutions républicaines. »

Mais c'était une approbation de séance, et mal soutenu, André préféra abandonner la Guerre au radical Berteaux.

Il n'était pas maladroit d'accuser le gouvernement de favoriser

(1) Sans donner raison aux opposants, dont on ne fit que continuer les habitudes, il est permis de penser qu'un Gouvernement républicain aurait pu prendre une attitude plus élégante. Pour avoir des officiers républicains, il n'est que de faciliter à tous l'accès aux grades. Mais ce n'est qu'un remède lointain ! Un régime doit connaître ceux qui le défendent.

la délation. Ce qui avait réussi contre le Ministre de la Guerre devait logiquement réussir contre le Président du Conseil.

Pour se renseigner sur la situation politique, ce qui était son devoir, Combes faisait appel aux préfets et aux sous-préfets, puis, dans les localités aux maires quand ceux-ci étaient républicains. Dans les pays où les maires élus étaient hostiles à la République, force lui était de s'adresser à des délégués choisis, par le préfet, en général des franc-maçons. Constamment interpellé, vivant dans une atmosphère parlementaire morbide, accusé injustement et sans cesse de gouverner d'une façon scandaleuse, Combes conservait cependant des majorités réduites (19 voix le 9 décembre 1904). — Mais la Chambre se réparait de lui, et Doumer, qui s'était opposé au Gouvernement, était élu Président contre Brisson (10 janvier 1905). Malgré un vote de confiance le 19 janvier, sentant que la majorité lui échappait, lassé de voir comment on voulait le punir de son œuvre radicale, Combes se retira, lui aussi sans avoir été mis en minorité.

Continuant, mais avec un accent radical, l'œuvre de Jules Ferry et de Waldeck-Rousseau, il avait montré que la République, menacée, pouvait se permettre de parler très fort et, si nous osons dire, de se réaliser.

CHAPITRE III

LES RÉALISATIONS DE LA VITESSE ACQUISE

Le Ministère Rouvier (Janvier 1905 - Mars 1906)

Bien souvent des esprits subtils font remarquer que les hommes important peu — et les partis encore moins. Les uns et les autres sont guidés par les événements qui les dépassent et dont ils n'ont parfois qu'une vision incertaine. Si nous pensons que ce sont là des paradoxes outranciers, nous ne pouvons nous empêcher de voir parfois dans les événements l'apparence d'une confirmation de ces idées.

La politique anticléricale avait causé des inquiétudes, des appréhensions. Mais il avait suffi d'un changement de personne pour les calmer, et le départ des animateurs avait rendu aux idées radicales la force d'expansion que Combes leur avait donnée. Comme dévalant une pente où rien ne l'arrêterait le radicalisme envahit la République. Séparation de l'Eglise et de l'Etat, Service Militaire de deux ans, Rouvier laisse les gauches préparer le triomphe de 1906.

Certes, il y a cinq radicaux autour de Rouvier. La modération, elle aussi évolue, et ce qui eût semblé naguère d'une audace étonnante, est aujourd'hui la marque d'une conciliation timide.

De même on désire une majorité de gauche, mais de gauche élargie.

Si l'ensemble de ces indications, complété par la connaissance que nous avons des événements postérieurs nous permet de colorer le cabinet Rouvier, les contemporains y virent surtout la fin du combisme, c'est-à-dire du contrôle républicain ou des délations.

Tous les modérés soutiennent le ministère et l'opposition nationaliste, renonçant à ses interpellations, atténue la violence de ses attaques.

Et pourtant, dès le mois de mars, après avoir voyagé entre la Chambre et le Sénat, le projet de loi militaire du Général André

fut définitivement voté. C'est une réforme démocratique importante: le service de deux ans et le service égal pour tous.

Rouvier allait laisser voter également la Séparation. Article traditionnel du programme radical, constamment repris et avec quelque énergie aux élections de 1902, la Séparation était restée longtemps un désir tout héroïque, la précision irréalisable d'une idée chère. Des propositions de loi n'avaient abouti qu'à la nomination d'une Commission chargée de les examiner. Et, chose inattendue, cette commission, par une voix de majorité, avait désigné comme président le radical-socialiste Buisson, ancien collaborateur de Ferry, et comme rapporteur le socialiste Aristide Briand.

Tous deux se montraient désireux d'aboutir. Et l'actualité politique les avait aidés. Le conflit avec le Saint-Siège avait modifié, sur ce point, les idées de Combes qui, en novembre 1904, avait déposé un projet de loi.

Démissionnaire, Combes n'en continua pas moins, si j'ose dire, à mener le jeu. Elu Président de la Gauche démocratique du Sénat, il réclama une prompte discussion. A son tour, le Ministre des Cultes déposa un projet qu'il abandonna à son propre sort.

Le 4 mars 1905, la Commission déposa le projet définitif. Ce fut Briand qui mena la discussion. Rouvier laissa faire, et, malgré l'opposition des catholiques et des progressistes, l'ancien Bloc se reconstitua pour suivre le rapporteur.

Ribot et Briand s'affrontèrent. Les catholiques voulaient bien accepter la Séparation, mais, puisque le Concordat avait été un acte bilatéral, un acte unilatéral ne pouvait y mettre fin. Mais ce fut le principe contraire qui triompha :

« La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes... La République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte... Les établissements publics du culte sont supprimés ».

Tel est le principe de la loi de 1905. L'ensemble ne fut voté qu'après bien des discussions concernant les détails d'applications matérielles. Nous ne saurions entrer dans leur explication, ni non plus des discussions postérieures qu'ils devaient entraîner.

Ce qui nous importe, c'est la réalisation définitive du programme laïc des radicaux. Le reste ne sera qu'une adaptation pratique au nouvel état de choses, une conciliation comme la vie en exige si souvent. Le programme, sur ce point, est réalisé. Les retouches postérieures n'en ont pu diminuer la portée. Tel est le sens qu'il convient de donner à la loi du 9 décembre 1905.

LA GAUCHE EN CONFLIT AVEC LE MINISTÈRE. — Malgré sa neutralité, le cabinet était mal vu des radicaux. Ceux-ci ayant proposé de reconnaître le droit syndical aux ouvriers de l'Etat, le Président du Conseil s'y opposa, et, par l'abstention des radicaux et l'appui de la droite, il obtint 303 voix contre 38. Mais le Comité exécutif du Parti blâma le ministère.

Et la gauche put montrer sa puissance en janvier 1906, où contre Doumer, le Bloc reconstitué put faire élire Armand Fallières à la Présidence de la République.

LA DROITE EN CONFLIT AVEC LE MINISTÈRE ET LA CHUTE DU CABINET. — Ce conflit se produisit à propos de l'inventaire des églises, prescrit par la loi de 1905. Plusieurs églises furent barricadées. Et, en Flandre, un manifestant fut tué d'un coup de fusil. A cause de ce fait divers, tragique, mais banal, les progressistes s'unirent à l'extrême-gauche et Rouvier fut renversé (mars 1906).

CHAPITRE IV

LE RADICALISME PIÉTINE

Le Cabinet Sarrien

SA COMPOSITION. — La situation politique était confuse et la date des élections assez proche. Nul ne se souciait de prendre la responsabilité du pouvoir. C'est à un radical bien modéré, Sarrien, que s'adressa le Président Fallières. On ne demandait à ce cabinet que de vivre jusqu'aux élections, et d'ailleurs la liste des principaux collaborateurs du Président du Conseil montrait que, quelles que fussent les volontés du suffrage universel, la France ne manquait pas de chefs éventuels :

les progressistes, Louis Barthou, Raymond Poincaré, Georges Leygues ;

les radicaux, Léon Bourgeois et Georges Clémenceau ;

le socialiste Aristide Briand.

(Il y a 22 ans !)

LES ÉLECTIONS (6-20 mai 1906) se firent naturellement sur la question cléricale. Les désistements s'opérant au second tour, ce fut un triomphe du Bloc et surtout du radicalisme :

174 opposants (78 conservateurs et Action libérale, 30 nationalistes, 66 progressistes) ;

90 républicains de gauche (Alliance Démocratique) ;

115 radicaux ;

132 radicaux-socialistes ;

20 socialistes indépendants ;

59 socialistes unifiés.

Désormais, en ne comptant que sur la neutralité des socialistes unifiés, radicaux et radicaux-socialistes, avec l'aide des socialistes indépendants, avaient la majorité. Un gouvernement, d'où radicaux et socialistes eussent été totalement exclus aurait été vraisemblablement mis en minorité par 326 voix contre 264. Mais le Bloc était plus large et Brisson fut porté par 382 voix à la Présidence de la Chambre qu'il ne devait plus quitter jusqu'à sa mort.

NÉCESSITÉ D'UN MINISTÈRE RADICAL. PREMIÈRES DISSENSIONS ENTRE RADICAUX ET SOCIALISTES. — La logique exigeait que l'on fit appel à un radical pour la Présidence du Conseil. Mais déjà le pouvoir avait joué son rôle habituel de division. L'union était négative entre radicaux et socialistes. Le socialisme d'avant-guerre était plus avancé qu'il ne l'est aujourd'hui depuis la scission communiste, animé d'un esprit nettement révolutionnaire. Le radicalisme que toutes les initiatives réformistes attirent avec force — se sent éloigné par nature de l'émeute et des coups de force. Pour lui, la Révolution est faite, et c'est elle qui a créé la légalité. Le progrès ne pourrait qu'être arrêté par tout mouvement qui compromettrait l'ordre péniblement établi.

Aussi, lors de la grève du 1^{er} mai 1906, Clémenceau, ministre de l'Intérieur de Sarrien, interdit-il toute manifestation et fit-il arrêter les secrétaires de la Confédération.

Interpellé à ce sujet, Clémenceau, pris à partie par Jaurès, rejeta sur les socialistes la responsabilité des incidents. Les unifiés n'enseignent pas aux ouvriers le respect de la loi. Quant à lui, Jaurès, qu'aurait-il fait à la place de Clémenceau ?... Aurait-il laissé saccager les maisons des ouvriers qui voulaient travailler ?...

Puis, élevant le débat par delà les questions de personnes, Clémenceau fit le procès du socialisme.

Son programme de réformes se confond avec celui des bourgeois radicaux, mais ceux-ci sont plus réalistes. « Ce n'est pas la forme de la société, c'est l'homme qu'il faut améliorer ».

Tels étaient les germes de désaccord. Il importe, en effet, de savoir en quoi radicalisme et socialisme peuvent s'opposer. Il convient de connaître les positions de chacun avec exactitude, car le conflit est toujours latent. Il convient de noter qu'il fut à l'époque exaspéré par la personnalité cassante du nouveau Président du Conseil. Il convient encore de ne pas oublier que le socialisme d'aujourd'hui représente l'aile droite du socialisme d'alors. Et il est permis de penser que beaucoup de socialistes modernes sont des radicaux qui ne s'ignorent pas. Quoiqu'il en soit, ces quelques réflexions nous aideront à comprendre la politique de Clémenceau.

Le Ministère Clemenceau (Octobre 1906)

SA COMPOSITION. — La combinaison Sarrien ne répondait pas aux vœux exprimés par le suffrage universel. Clémenceau, chef du parti radical, conserva l'Intérieur, laissa à Briand l'Instruction publique, mit à la guerre Picquart devenu général, aux Travaux

Publics Barthou, progressiste rallié. Son ministre des Finances fut un progressiste dissident, ancien ministre de Waldeck, Joseph Caillaux, partisan de l'impôt progressif sur le revenu. Et, pour marquer une volonté réformatrice, on créa le Ministre du Travail dont on confia la direction au socialiste indépendant René Viviani.

LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE était, elle aussi, d'une parfaite netteté, ce qui est bien dangereux pour la réputation des ministres à qui l'on reprochera plus tard, inévitablement, d'avoir oublié la réalisation de leurs promesses.

17 réformes, reproduisant avec un accent socialiste, le programme constant du radicalisme :

Loi sur les cadres et les effectifs « pour obtenir la pleine utilisation du recrutement » ;

Loi pour rétablir « la justice dans l'avancement des officiers » ;

Réforme des Conseils de Guerre ;

Retraites ouvrières. Journée de 8 heures. Contrat de travail. Accident de travail des ouvriers agricoles. Réforme de la loi de 1884 sur les syndicats.

Loi sur le statut des fonctionnaires qui, « en leur assurant la liberté de l'association professionnelle et les garantissant contre l'arbitraire, les maintiendra dans l'accomplissement de leurs devoirs envers l'Etat, responsable des services publics ».

Rachat du Chemin de fer de l'Ouest, « dont l'exploitation constitue une véritable régie désintéressée ». Réforme de la législation des mines pour « remettre à l'Etat les pouvoirs de contrôle ».

Impôt progressif sur le revenu « et au besoin sur le capital, destiné à remplacer nos contributions directes ». Refonte de la fiscalité départementale et communale.

« Extension d'attribution aux pouvoirs régionaux ».

Elargissement du mode de scrutin des élections législatives.

Loi pour « la sauvegarde des droits inaliénables de la personne humaine ».

Abrogation de la loi Falloux, « pour en finir avec les privilèges conférés à l'enseignement secondaire clérical. »

Large programme. Nous allons en suivre d'abord les tentatives de réalisation. Puis nous examinerons les manifestations provoquées par les déceptions. Et nous tenterons enfin de dégager ce qu'il faut retenir de ce long passage aux affaires du radicalisme.

ESSAIS DE RÉALISATION. RÉSULTATS OBTENUS. — Négligeons les lois qui, de 1906 à 1908, eurent pour but de rendre viable le régime de principe établi par la loi de 1905. Les laïcs, ayant obtenu la vic-

toire, ne désiraient pas la pousser plus loin et ne songeaient qu'aux accommodements qui la consolideraient.

Notons toutefois que la loi de 1907 sur les réunions publiques, dispensant d'autorisation, faite pour favoriser l'exercice du culte, peut être, quant à ses résultats, considérée comme une mesure libérale d'une portée plus générale.

A part cela, le ministère tenta bien quelques réformes.

Depuis l'Affaire, il était question de réformer les Conseils de Guerre. Aucun résultat.

Un projet d'impôt progressif sur le revenu déposé en 1907 par Caillaux fut voté après bien des retards par la majorité. Les quatre vieilles étaient remplacées par un impôt cédulaire sur les revenus, auquel se superposait un impôt général. Mais le Sénat élut une Commission hostile au projet.

Un projet de retraites ouvrières fut retardé par l'étude des charges qui en résulteraient pour l'Etat et par un conflit avec les socialistes sur l'âge de la retraite et l'emploi des sommes versées.

Un seul projet put aboutir. Ce ne fut pas le meilleur. Ce fut le rachat des Chemins de Fer de l'Ouest, que l'on critiqua comme trop onéreux et de nature à compromettre l'expérience de l'exploitation par l'Etat.

LE MÉCONTENTEMENT. — Devant la carence trop certaine du ministère, les oppositions se développent. C'est l'époque des agitations : ouvriers, viticulteurs, fonctionnaires.

Et d'abord, à la C. G. T., les événements donnent raison aux extrémistes. Aucune collaboration n'est possible avec les bourgeois. Il faut passer à l'action directe : grève perlée, sabotage ou grève, le tout n'étant qu'une étape vers la grève générale qui mettra fin au régime capitaliste. Et puisque l'armée, c'est la bourgeoisie en armes, l'antipatriotisme et l'antimilitarisme sont des propagandes nécessaires.

Les grèves se succèdent :

grève des électriciens de Paris, mars 1907 ;

grève générale de l'alimentation, avril 1907 (arrestation de quelques chefs de la C. G. T.) ;

grève des inscrits maritimes dans les grands ports, mai-juin 1907 ;

grève des ouvriers du bâtiment de Paris ;

grève des terrassiers de Draveil.

Une telle hostilité, suivie d'une répression assez brutale (arrestation de leaders), permet assez mal la vie d'une majorité de cartel

— cela nous explique que Clémenceau gouverna contre une partie du Bloc avec une partie des progressistes.

En même temps, dans le midi, une agitation viticole, provoquée par la mévente du vin, aboutit à des émeutes et à la mutinerie du 17^e de ligne.

Enfin, les fonctionnaires sont mécontents. Ils ont deux griefs :

Ils se plaignent de l'arbitraire qui joue contre les hommes d'opinions avancées.

Ils protestent contre l'importance prise par les cabinets des ministres au détriment des fonctionnaires de carrière.

Ils réclament déjà un statut, que leur a promis le parti radical en ses congrès.

Les fédérations de fonctionnaires, croyant, elles aussi, à la supériorité des méthodes violentes, commencent une campagne d'intimidation.

En avril 1907, une « lettre ouverte » affirme le droit syndical des fonctionnaires.

Puis, la Fédération nationale des syndicats d'instituteurs réclame l'admission dans les bourses du travail ; sur le refus de Clémenceau, la Fédération déclare adhérer à la C. G. T. « expression vivante et agissante de la solidarité prolétarienne ».

Au cours d'une interpellation, Jaurès, au nom des unifiés, vient affirmer la séparation entre unifiés et radicaux.

Le conflit prend une expression de plus en plus violente. Les employés des P. T. T. de Paris accusent de favoritisme le sous-secrétaire d'Etat aux postes et se mettent en grève.

La Chambre se déclare résolue de donner un statut légal aux fonctionnaires, déjà ! mais aussi de ne pas tolérer la grève des services publics. Et le gouvernement ayant réagi par des révocations, le Parlement lui maintient sa confiance.

Toutes ces agitations n'amènent pas la chute du ministère. Le 25 mai 1909, mis en minorité sur une question de priorité, Clémenceau se retire.

CONCLUSION. — L'opposition rencontrée par le ministère nous intéresse. Elle nous montre que, pour garder la place principale dans un gouvernement, pour garder aussi une majorité stable, les radicaux ne peuvent se passer de l'appui des socialistes.

Sans doute, au temps de l'anticléricalisme, le parti radical, qui conduisait la lutte, pouvait compter contre les conservateurs, sur l'appui d'une large majorité républicaine.

Mais le socialisme s'est développé, sa représentation parlementaire aussi, et les questions sociales sont devenues primordiales.

Il convient à un gouvernement de gauche, radical ou républicain, de montrer aux socialistes son désir d'aboutir à des réformes. Par là-même, il combat l'extrémisme adversaire des collaborations, il assagit un parti révolutionnaire en même temps qu'il se forme une majorité.

Mais ce socialisme n'était pas celui de 1909, et ce radicalisme constructif convenait mal à l'esprit frondeur de Clémenceau. Ainsi s'explique, par la faute des uns et des autres, une expérience complètement ratée.

CHAPITRE V

LES QUERELLES DE LA R. P.

ET LA DÉFENSE LAIQUE

Ministère Briand

D'une composition à peu près analogue, le nouveau cabinet présente un programme réduit à l'impôt sur le revenu, les retraites ouvrières, le statut des fonctionnaires, la réforme électorale, des mesures en faveur de l'outillage économique et de l'enseignement primaire. Le 27 juillet, avant la clôture de la session, Briand obtient la confiance.

Cette fin de législature allait être marquée par la lutte pour la réforme électorale et par une campagne de défense laïque, dernier écho de l'anticléricalisme en cette étude.

LA REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE. — Depuis l'augmentation de l'indemnité parlementaire en 1907, l'irritation contre le Parlementarisme s'était tournée contre le mode d'élection des députés. On invoquait l'exemple de la Belgique et de certains cantons suisses, où l'on venait d'adopter la représentation proportionnelle.

La Commission de réforme électorale était en majorité composée de partisans du nouveau système.

Articles et conférences, harangues et démonstrations, une active propagande se faisait dans le pays.

Le nouveau système était séduisant. Equitable, (puisque rien n'était plus laissé au hasard des circonscriptions arbitraires), il semblait également devoir mettre fin aux luttes personnelles toujours mesquines comme aux rivalités locales. Mettant fin aux marchandages, il permettrait aux grands courant d'idées de se dégager.

La R. P. était soutenue par une coalition hétéroclite, dirigée par Charles Benoist et Jean Jaurès. Conservateurs et progressistes y voyaient un moyen d'augmenter le nombre de leurs sièges. Les socialistes pensaient par là pouvoir se dégager des alliances électorales avec les radicaux, en même temps que l'assurance de faire élire leurs leaders que la désignation par leur comité comme têtes

de listes permettrait de soustraire aux vicissitudes désinvoltes du suffrage universel.

L'Union Démocratique, divisée, suivait le gouvernement, car il est des partis dont c'est la vocation d'être ministériels.

Les radicaux étaient hostiles d'une manière à peu près générale à la R. P. (1). Certains, comprenant les avantages de l'arrondissement et se souvenant des majorités républicaines qu'il avait toujours données, ne se laissèrent pas intimider par la condamnation « des mares stagnantes », faite tumultueusement à Périgueux (20 octobre 1909) par le Président du Conseil. D'autres, ébranlés, se résignaient au scrutin de liste, de Gambetta, mais non à la R. P.

A la rentrée des Chambres, Briand se prononça contre l'adoption immédiate de la R. P., qui profiterait aux partis extrêmes mieux organisés. Le scrutin de liste fut voté, mais quant à la R. P., le principe en fut adopté, mais l'adoption ajournée (novembre 1909).

Dans le pays, Bourgeois et Combes défendent le scrutin d'arrondissement.

CAMPAGNE DE DÉFENSE LAÏQUE. — C'est sur la question de l'enseignement primaire que se rouvrit le conflit. L'assemblée des Evêques français, par une déclaration collective (14 septembre 1909), condamna la neutralité scolaire, « principe faux en lui-même, et désastreux dans ses conséquences », car, (2) « l'école laïque devient souvent hostile aux croyances chrétiennes ». Et l'Assemblée tirant des conclusions pratiques, préconisait, avec des nuances, l'abstention de l'école laïque.

Contre le personnel enseignant, le clergé prend l'offensive. Ce sont les manuels interdits. C'est « l'école sans Dieu » dénoncée. Ce sont des mandements qui accusent les instituteurs d'ébranler la morale.

En janvier 1910, la gauche et la droite se décident en même temps à porter le conflit à la Tribune. Briand reproche aux catholiques d'avoir répondu à son appel à la pacification par des provocations et des calomnies contre l'école, et obtient la confiance. La majorité est résolue à défendre la laïcité. Mais, quant aux moyens pratiques de l'assurer, l'on est divisé. La plupart des radicaux défendent la thèse du monopole de l'enseignement, l'interdiction des écoles privées étant le seul moyen de garantir contre les pressions

(1) Voir Armand Charpentier. « Le parti Radical à travers ses congrès ». Giard.

(2) Et nous avons dit notre opinion à ce sujet.

de toute sorte susceptibles de s'exercer sur elle. Mais l'approche des élections empêche toute réforme d'aboutir.

LES ÉLECTIONS SE FONT DANS LA PLUS EXTRÊME CONFUSION. — La majorité, attaquée des deux côtés à la fois, constitua le « Comité de la Rue de Valois », formé de délégués des deux groupes : radical et radical-socialiste. Mais comme il arrive chaque fois qu'un gouvernement de concentration est au pouvoir, les radicaux sont extrêmement divisés. En accord complet sur le programme théorique, ils ne peuvent savoir s'il convient, dans l'intérêt de leur programme, de laisser vivre ledit ministère. Aussi, ayant noté l'accroissement des mandats socialistes (74 au lieu de 55), signalons que les radicaux et sympathisants revinrent 252, mais sans une volonté précise qui pût donner à ce Bloc la force que son effectif lui permettait d'espérer.

A la rentrée, Briand préconisant la politique d'apaisement inquiète les radicaux, mais il déclare ne rester au pouvoir que si la gauche lui donne à elle seule la majorité. L'approche des vacances a coutume d'assagir les parlementaires, et les radicaux, en grande majorité, votent la confiance (juin 1910).

Ainsi s'accuse la mésentente entre radicaux et socialistes. Elle va prendre subitement l'accent d'une violence imprévisible jusqu'à. Les employés de la Cie des Chemins de fer du Nord se mettent en grève pour obtenir une augmentation de salaires. Pour faire obtenir ces revendications, un Comité ouvrier étend la grève à tous les réseaux.

Pour la briser, le Président du Conseil fait mobiliser les cheminots et arrêter grévistes et militants accusés d'entraves à la liberté du travail.

A la rentrée, les socialistes interpellent — Jaurès déclare le gouvernement « prisonnier des puissances d'argent et de réaction ». Briand est accusé d'avoir illégalement mobilisé. Il nie l'illégalité, mais déclare imprudemment qu'il l'eût commise pour assurer le droit supérieur du pays à vivre. Contre les socialistes dressés, les radicaux soutiennent le gouvernement.

Mais Briand, pour s'assurer leur collaboration constante, décide de remanier son cabinet.

CHAPITRE VI

A LA VEILLE DE LA GUERRE LA QUESTION DES ARMEMENTS RÉTABLIT L'ENTENTE DES GAUCHES

Sept Cabinets en 4 ans

1) BRIAND (3 NOVEMBRE 1910 — 27 FÉVRIER 1911).

Le nouveau ministère fut manifestement composé de telle manière qu'il pût obtenir le soutien radical. Parmi ses membres il y avait même le Grand-Maître de la Franc-Maçonnerie ; et son programme était tout de laïcité.

Mais si grave que soit cette question, la vie politique moderne tend à s'en dégager. Les problèmes sociaux s'imposent impérieusement. Briand ne veut pas obliger la Compagnie à réintégrer les ouvriers révoqués, quant aux employés de l'Etat, il prétend faire des distinctions.

Un des chefs radicaux, Maurice Berteaux, lui reproche de n'avoir pas agi avec assez de vigueur auprès des Compagnies, et l'ordre du jour de confiance demande qu'un effort soit fait « dans le plus large esprit d'équité et d'humanité » (décembre 1910).

Accusé d'avoir empêché la fermeture d'un collège de Jésuites, Briand n'obtient qu'une faible majorité grâce aux voix progressistes. Mais c'est la question sociale qui avait brisé l'union des gauches... et des radicaux. Ne voulant qu'une majorité de gauche, le cabinet se retire.

2) MONIS (FÉVRIER-JUIN 1911).

Monis, membre de l'Union républicaine, s'entoure des chefs radicaux Maurice Berteaux (Guerre) et Joseph Caillaux (Finances). Hostile à la R. P., le gouvernement présente un programme de conciliation. Ne subsistant que par la tolérance des indécis, il végète. Quand un accident d'aviation survient, Berteaux meurt et Monis est blessé. Et, à la suite d'un incident parlementaire, le cabinet se retire.

3) CAILLAUX (JUIN 1911 — JANVIER 1912).

prend l'Intérieur et conserve plusieurs de ses collègues de la formation précédente. Programme assez peu différent.

Pendant ce ministère, la Chambre discute la R. P.

Au début de la législature s'était constitué un groupe parlementaire de la représentation proportionnelle qui avait obtenu 310 adhésions. C'était la majorité de la Chambre, mais aussi une combinaison hétérogène, dont la plupart des membres faisaient partie de la minorité politique. La Commission du suffrage universel, chargée d'examiner la réforme, comprit 25 partisans et 19 adversaires de la R. P.

A l'Assemblée, un amendement montre que les majoritaires... sont en minorité.

Mais Caillaux n'a pas le temps d'aboutir. Après la crise d'Agadir, après des concessions, exagérées par l'opinion impatiente et peu consciente des avantages corrélatifs, en désaccord avec son ministre des Affaires Etrangères, le Président du Conseil se retire.

4) POINCARÉ (JANVIER 1912 — JANVIER 1913).

M. Poincaré a coutume de s'entourer de quelques radicaux, mais il a coutume de leur faire accepter un programme où rien ne reste du radicalisme : il ne s'agit plus de défense laïque, « ni des réformes fiscales, sociales et démocratiques » réclamées par le Congrès radical de 1911, formules qui, à cette époque, ne perdaient pas toute signification en pénétrant dans un programme ministériel. Si le gouvernement, « résolu à prendre les responsabilités et à exercer sans défaillance toute l'autorité », promet « le maintien de la paix publique, la répression inflexible des crimes et des délits contre les personnes et les propriétés », sans doute cela ne veut pas dire grand chose. Retenons pourtant qu'il fit aboutir la R. P. ... à la Chambre. Le ministère eut une fin élégante par l'élection à la Présidence de la République de Poincaré, candidat de la droite contre Pams, ministre de l'Agriculture, de même opinion que lui, et candidat de la gauche. Le Congrès a pour habitude de faire triompher un membre de la majorité, soutenu par l'opposition et la minorité de la majorité !

5) BRIAND.

Briand est l'homme de cette législature, comme il fut plus tard celui de la Chambre du 11 mai. Pour la troisième fois, il est Président du Conseil, juste le temps de se faire renverser par le Sénat, adversaire de la proportionnelle (18 mars 1913).

6) BARTHOU (MARS-DÉCEMBRE 1913) — (2 RADICAUX ; AUX FINANCES, UN PROGRESSISTE).

Le cabinet Barthou restera dans l'histoire celui de la loi de 3 ans. Berlin préparait un projet de crédit extraordinaire de un milliard de marks, destiné à l'armée. Il était urgent que la France prit à son tour les mesures nécessaires pour assurer sa sécurité, et l'opinion était unanime.

Mais deux programmes s'opposaient. Le ministère et la droite pensaient qu'il convenait avant tout d'augmenter les effectifs. Les gauches, de nouveau unies dans l'oppositoin, et dont le programme de défense nationale était un, jugeaient qu'il était plus urgent d'améliorer le matériel et de créer une artillerie lourde. (Dès 1911, Caillaux avait saisi de cette question le Conseil Supérieur de la Guerre). Croyant à la guerre défensive et aux opérations de masses, les gauches, avec Jaurès, pensaient que la « nation armée », à la différence d'une armée de métier, pourrait se contenter d'un service court.

Ce sont des différences techniques qui séparaient les uns et les autres. Il ne convient pas de tirer des conclusions sur le patriotisme des partis. Le service de 3 ans triompha (15 mai), mais il est curieux de noter que ce qui lui permit de donner le maximum de résultats, ce fut un amendement des gauches, qui, appelant à la fois les classes 1912 et 1913, permit à la France de faire face à l'agression avec le maximum d'effectifs.

Quelle était la conception la meilleure ? Il ne nous appartient pas de le dire. Toujours est-il que, brisé par la R. P. et des divergences sociales, le Bloc des Gauches se reconstitua contre les 3 ans. Au Congrès de Pau, Caillaux, notoire partisan de l'autre système, fut élu Président du Parti radical.

Accusé d'empêcher l'impôt sur le revenu, Barthou fut renversé.

7) DOUMERGUE (8 DÉCEMBRE 1913).

C'est un radical-socialiste, Gaston Doumergue, qui lui succéda. Ministère d'attente, car les élections approchaient. Aux Finances, Caillaux. Mais cependant l'on voulait appliquer loyalement la loi de 3 ans. La R. P. échoua définitivement au Sénat, et l'impôt sur le revenu y fut encore ajourné.

(1) Pour la première fois depuis 20 ans. Fait dû incontestablement à la rupture du Bloc des Gauches.

Les Elections de 1914

Plus que jamais, c'est la confusion. En dehors des partis existants, un nouveau groupe, la Fédération des Gauches, composée en majeure partie d'anciens hommes de gauche dissidents (Millerand, Barthou, Baudin, Etienne, Klotz, Briand, président), cherche à attirer les troupes du parti radical. Mais radicaux et socialistes font bloc sur l'impôt progressif et le service de 2 ans.

Au début, l'on croit, à cause des élections au bureau, à une Assemblée de droite, mais Ribot, progressiste, ayant formé un cabinet modéré, est renversé le jour même (12 juin 1914) par 306 voix contre 262. La Chambre se déclare « résolue à n'accorder sa confiance qu'à un gouvernement capable de réaliser l'union des forces de gauches ». Et c'est le ministre Viviani, partisan de l'impôt sur le revenu et de l'organisation des réserves !

Les Groupes dans la Chambre de 1914

Parti socialiste unifié	104
Républicains - socialistes	24
Parti républicain radical et radical-socialiste (rue de Valois)	172
Gauche radicale	66
Union rép. rad. socialiste (Féd. des Gauches)	23
Sauvages (dissidents)	7
Républicains de gauche	53
Gauche démocratique	32
Fédération républicaine	37
Action libérale	23
Droite	15
Non inscrits (nat. et cons.)	44

Evolution vers la Gauche

- A. Gauche de la salle — socialistes et radicaux-socialistes.
Droite de la salle — tous les groupes portant le nom de
gauche.
- B. Majorité : groupes nés depuis 1/4 de siècle.
Minorité : débris des autres majorités.
-

LIVRE TROISIÈME

L'ÉVOLUTION DU PROGRAMME RADICAL

CHAPITRE PREMIER

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Qu'un parti politique puisse désirer autre chose que la paix est une chose tout à fait inconcevable !

Qu'un parti puisse consciemment rechercher la guerre, c'est une supposition si monstrueuse et si contraire au génie de notre peuple que nous nous refusons, vis-à-vis de qui que ce soit, à prendre au sérieux de tels reproches !

Mais la préparation de la paix peut se concevoir de manières différentes. Les uns croient encore à la vertu du : « Si vis Pacem » antique. D'autres estiment que la meilleure façon d'avoir la paix, c'est de la préparer.

Quelle est la pensée du parti radical ? A-t-elle évolué ?... dans quelle mesure ?... pourquoi ?...

Si trop souvent nos développements historiques ont pu donner l'illusion que, débordant le cadre de notre étude, nous entreprenions l'histoire parlementaire de la 3^e République, il était à craindre que des exposés de politique étrangère fassent penser que nous voulions esquisser le tableau de l'Europe contemporaine. Nous avons donc été obligés de ne pas insister sur la pensée du radicalisme en ces matières.

Une opinion courante qui fut, à l'heure de polémiques récentes, celle de toute la presse conservatrice ou modérée, c'est qu'il y eût historiquement deux radicalismes : le premier farouchement patriote, presque exagérément chauvin ; le second, infidèle aux traditions, tout abandonné aux influences émollientes du socialisme internationaliste, antipatriote et antimilitariste ?

Est-ce exact ? Pouvons-nous observer ces deux attitudes aussi

brutalement opposées ? Ou devons-nous croire au contraire que le radicalisme n'a pas varié ?

Ni l'une ni l'autre de ces réponses ne nous semblent correspondre à la réalité.

Et d'abord, notons dès 1869, la trace dans le programme de Belleville d'un idéalisme pacifiste très poussé, contre lequel, sous la leçon des faits, on fut contraint de réagir :

« *suppression des armées permanentes*, cause de ruine pour les finances et les affaires de la nation, source de haines entre les peuples et de défiance à l'intérieur ».

Notons en même temps l'opposition des républicains à la guerre.

Et pourtant, ces mêmes hommes vont incarner la résistance acharnée du pays ! Aux élections à l'Assemblée nationale, ils demanderont la continuation des hostilités.

Cette attitude de patriotisme ombrageux va persister après la guerre. Les discours de Gambetta sont pleins d'un patriotisme blessé et presque agressif. Sans doute, c'est la « Justice Immanente » qu'il invoque, « c'est du droit seul que la France attend la réparation du droit outragé ».

Sans doute aussi, l'histoire ne saurait ignorer que Gambetta préparait déjà un rapprochement franco-allemand, et nous savons les tractations qui eurent lieu vers 1878 entre Gambetta et Bismarck.

Malgré tout, il y a une première solution de continuité qu'il nous faut expliquer.

Deux raisons nous apparaissent :

d'abord, il faut tenir compte de l'état d'esprit spécial des vaincus. Si la victoire se suffit à elle-même, la défaite exige souvent une susceptibilité toute spéciale qui garantisse la dignité du vaincu.

Et puis, les partis démocratiques étaient instinctivement portés à la haine du militarisme oppresseur qui gouvernait l'Allemagne.

Mais le radicalisme va revenir à ses conceptions premières. Le souvenir de la guerre s'effacera peu à peu. L'aventure boulangiste va scinder le parti. Ceux qui resteront radicaux, de plus en plus nettement, s'opposeront au nationalisme.

Le parti radical avait toujours eu le souci d'assurer la paix, et dans la dignité du pays. Le socialisme n'ébranlera pas ses convictions, mais il aidera le radicalisme dans sa propagande pacifiste. Il l'encouragera dans ses essais de rapprochements internationaux. Toute l'opinion démocratique accompagnera Bourgeois à La Haye et soutiendra les efforts réalistes de Caillaux en 1912 ! C'est la même volonté pacifiste qui dressera le parti contre la loi de 3 ans.

Nous avons vu l'attitude des uns et des autres. Qui avait tort ?

Qui avait raison ? Comment prendrions-nous parti dans cette querelle des tacticiens ? Il n'est pas douteux que la loi de 3 ans nous a beaucoup servi au début des hostilités ! Mais le développement de notre artillerie lourde aurait peut-être eu des résultats aussi heureux...

Après la guerre, le radicalisme a pris délibérément position. On commence à l'oublier aujourd'hui, car les paradoxes radicaux de l'après-guerre sont devenus rapidement des vérités officielles.

Les événements sont trop récents pour que nous puissions donner notre avis. Ils sont trop importants pour que nous puissions les ignorer.

Pour l'exposé de la politique radicale avant 1922 et en 1922, nous nous contenterons de quelques citations de M. Herriot (1). Nous savons que les élections de 1924 permirent de la réaliser.

L'état actuel de la pensée radicale, nous le chercherons dans la Déclaration du Parti au Congrès de 1927.

DISCOURS DE M. HERRIOT (1922)

Les radicaux n'ont pas approuvé la politique du Bloc National :

« S'il s'agit, en particulier, de politique extérieure, on nous accuse volontiers d'ambiguïté ou, comme on dit aimablement, de tactique frauduleuse...

On nous dit : « Vous avez toujours soutenu jusqu'à présent la politique dite du « bloc national ».

Expliquons-nous loyalement et avec calme, si vous le voulez bien.

Tout à l'heure, les ordres du jour qui seront présentés permettront de définir les positions actuelles. Nous verrons s'ils consacrent votre propre politique ; mais, jusqu'à présent, cette politique propre, permettez-moi de vous faire remarquer que vous ne l'avez guère pratiquée.

Tour à tour, M. Millerand, M. Leygues, M. Briand, vous en ont écarté ...

Ils sont partisans d'une politique européenne.

Ce qu'il faut, c'est faire vivre l'Europe... en faisant vivre largement et sûrement la France.

Tous les hommes qui ne dominent point les théories d'école savent aujourd'hui enfin qu'en raison de l'immensité des désastres

(1) Discours de M. Herriot, député, Ch. des Députés, 2 Juin 1922. J. O., 3 Juin 1922.

causés par une guerre si longue et du besoin de faire appel à des notions nouvelles, la solidarité économique européenne, que je défends à cette tribune, s'impose au nom d'une stricte nécessité. La France doit, non pas la subir avec résignation, mais l'affirmer hautement.

pour affirmer leur idéal de justice internationale

« ... Je me rappelais les instructions données à nos plénipotentiaires au moment du traité de Vienne... J'ai trouvé une phrase que je veux reprendre : « La France est dans l'heure situation de n'avoir point à désirer que la justice et l'utilité soient divisées et de n'avoir point à rechercher son utilité particulière, hors de la justice, qui est l'utilité de tous ».

A l'égard de l'Angleterre.

« Nous disons, nous : nous voulons travailler avec la démocratie anglaise ».

A l'égard de l'Allemagne.

« Que gagnerions-nous par le caractère universel et définitif de notre réprobation, à faire de l'Allemagne contre nous un peuple solidairement hostile, comme le fit Napoléon après Tilsitt, au lieu d'y provoquer, d'y stimuler, si possible, des idées de paix et de raison ? ».

Ainsi s'annonçait l'opposition à l'expédition de la Ruhr. Ainsi se définissait la politique qui aboutirait aux accords de Londres et au protocole de Genève. Nous manquons de recul pour apprécier l'œuvre du gouvernement radical. Il nous sera permis pourtant de dire toute notre admiration pour le grand effort idéaliste du Président Herriot.

Mais Genève ne fut qu'un prologue et Locarno qu'un commencement.

Déclaration du parti (1927).

Politique extérieure.

« Les républicains, tout d'abord, ont un égal souci d'assurer le développement de la politique de paix qui, grâce aux efforts incessants de notre parti, a enregistré, depuis 1924, des résultats dont il peut se prévaloir.

Deux grands actes, la ratification et l'exécution du plan Dawes, les accords de Locarno, suivis de l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations, ont marqué les étapes d'un rapprochement nécessaire entre les deux grandes nations dont l'entente est indispensable base de toute coopération européenne.

Par le plan Dawes, qui a apporté, cette année, à la France, 6 milliards de francs, l'irritante question des réparations est sortie du domaine des litiges politiques et des interventions militaires pour entrer dans la sphère d'accords économiques dont la stricte exécution est garantie par un contrôle international.

Par les accords de Locarno, librement signés par l'Allemagne, le Rhin est devenu frontière internationale et la plupart des nations européennes ont pris l'engagement solennel de résoudre tous leurs litiges par l'arbitrage.

Toujours fidèle au protocole, dont la cause vient de faire de nouveaux progrès, la France doit poursuivre, au sein de la Société des Nations, l'effort si courageusement entrepris par MM. Aristide Briand et Paul-Boncour pour multiplier les pactes régionaux, étendre l'arbitrage obligatoire et sans exceptions, perfectionner l'organisation de la sécurité, préparer la réduction des armements et la coopération économique internationale.

Elle doit également rechercher avec l'Allemagne, dans le cadre de nos amitiés, les bases d'un rapprochement durable, par le règlement équitable des difficultés en suspens entre les deux pays, des garanties légitimes, notamment dans l'ordre de la sécurité européenne, compensant les avantages concédés.

Enfin, il convient de pratiquer à Moscou la politique de la présence, toute ingérence dans les affaires intérieures étant formellement exclue.

Jusqu'à la consolidation définitive de la paix, qui constitue son souci essentiel, notre parti ne négligera rien pour assurer la défense du territoire ; il veut limiter au minimum indispensable la durée du service militaire actif ; mais il exige de tous les citoyens, à l'arrière comme au front, l'acceptation des sacrifices nécessaires à la défense du pays ».

★ ★

Mais il ne suffit pas de poser des principes ou de chercher des moyens juridiques de résoudre les conflits. La vie politique présente des problèmes pratiques devant lesquels il faudra prendre position. L'Anschluss, l'évacuation de la Rhénanie, le parti radical devra choisir et prendre une grave responsabilité.

Céder sans compensation appréciable, c'est risquer de paraître jouer une politique de dupes en sacrifiant les intérêts de la France.

Ne pas céder, c'est risquer de compromettre tout le bénéfice d'une attitude généreuse.

Pourquoi s'obstiner à une occupation, qui ne commencerait à

avoir d'avantages stratégiques éventuels qu'à l'époque où elle doit se terminer ? Pourquoi rester contre l'esprit de Locarno et même contre l'esprit de Versailles ?...

Refuser l'Anschluss contre la volonté des peuples, en violant le principe des nationalités pour lequel on s'est battu ?...

Politique pratique si elle réussit, inélégante et maladroite si elle échoue.

Si les radicaux avaient fait un choix, il nous serait difficile de les approuver ou de les blâmer. Mais, puisque l'on ne sait encore ce qu'ils feront, il nous est permis de dire d'une phrase ce qui nous semblerait logique de leur part : exiger des compensations, mais avoir la volonté d'aboutir.

Sans doute, les radicaux ne sont pas seuls maîtres de notre politique extérieure ; mais, depuis 1924 pourtant elle est entièrement menée par eux et leurs voisins d'idées : les républicains socialistes. C'est dire l'importance des décisions qu'ils pourraient prendre éventuellement.

CHAPITRE II

LA POLITIQUE DE LAÏCITÉ ET D'ENSEIGNEMENT

Les exigences de l'exposition historique nous ont obligés à développer déjà, sur ces points, l'idéologie du parti radical.

Il ne peut, d'autre part, être question de nous demander ici si elle a ou non varié. Un reproche que l'on adresse volontiers au parti, c'est de se maintenir avec fermeté dans son vieil idéal laïc.

Et pourtant, les problèmes ont évolué. Les républicains ont sérieusement amorcé l'application de leurs idées. L'idéal restant le même, il leur est possible aujourd'hui de se tourner vers des buts plus éloignés.

L'évolution a été toute interne, car, si la politique étrangère du radicalisme a pu être influencée contre la logique des idées par des événements extérieurs, ici, l'évolution n'a été que le résultat prévu de l'accomplissement d'un programme, sauf en ce qui concerne le monopole.

Où en est la pensée radicale ?...

Y a-t-il toujours une question religieuse ?...

Oui à droite.

Non ou presque à gauche.

OUI A DROITE. — Les catholiques, très légitimement, n'ont pas perdu l'espoir d'arriver à l'abrogation des lois laïques. Pour eux, la question se pose, et non sans vigueur !

NON A GAUCHE. — Les problèmes religieux ne sont pas soudain devenus indifférents. L'Alsace-Lorraine, notamment, sera l'occasion de luttes sérieuses pour lesquelles les partis de gauche ont pris à peu près position. Mais, ceci à part, la législation actuelle satisfait les radicaux qui ne songent pas dans leur ensemble à une législation prohibitive.

Sans doute, les lois laïques ne sont guère appliquées, mais la tolérance religieuse a fait des progrès. Peu importe que les congrégations pullulent, si elles n'enseignent pas. La seule question, c'est de savoir s'il convient ou non de réagir contre l'enseignement, certainement illégal, des compagnies religieuses.

Donc, nous pouvons répondre pour le moins : à gauche le problème religieux a perdu toute originalité, toute vie propre. En Alsace-Lorraine, ce n'est plus qu'un aspect de difficultés infiniment plus complexes.

Pour les congrégations enseignantes, la réponse aux incertitudes doit venir d'une solution d'ensemble qui concernerait l'Éducation Nationale.

Est-ce à dire que le problème laïc et le problème de l'enseignement se confondent?... Evidemment non, il serait indigne de ne voir qu'une rivalité de clientèles dans la nécessité actuelle de construire une école moderne. Donner au pays un enseignement plus adapté à ses besoins, qui contesterait l'excellence de ces désirs?... Mais pourtant, la question des congrégations continue à se poser, si elle ne peut prétendre à être notre préoccupation la plus absorbante.

Réformer l'Ecole, c'est l'Ecole Unique.

Se défendre efficacement contre les congrégations, c'est le Monopole.

L'un peut aller sans l'autre. On peut à la vérité les concevoir séparément.

L'ECOLE UNIQUE.

Il nous est nécessaire de donner ici des précisions. Si les détails d'une quelconque réforme sociale sont indirectement liés au but qui l'inspire, les conditions de l'Ecole, au contraire, ne sont que les détails des vues théoriques qui les commandent.

« Les questions d'enseignement ont tenu une grande place dans les délibérations de tous les Congrès du Parti Radical et Radical-Socialiste. Si elles n'ont pas soulevé des discussions aussi passionnées que certaines questions d'ordre purement politique, cela tient à ce que les motions ou les vœux présentés répondaient presque toujours au sentiment unanime de l'assemblée. Là où il y a accord, la discussion devient inutile.

Tous les républicains radicaux et radicaux-socialistes pensent, en effet, qu'il convient de donner au peuple le maximum d'instruction.

..... Tous voudraient également que l'Enseignement secondaire put devenir, sinon obligatoire, tout au moins gratuit, afin d'être à la portée de tous les enfants » (1).

(1) Armand Charpentier. Le parti radical et rad. soc. à travers ses congrès, P. I.

« Deux enfants viennent de naître, l'un de famille riche, l'autre de famille pauvre. Voulons-nous, oui ou non, les traiter comme égaux?... Toute la question est là.

Si c'est oui, il n'y a pas à tergiverser : nous leur devons à tous deux les mêmes soins, les mêmes secours, les mêmes moyens d'arriver à l'état d'homme et d'homme civilisé » (1).

Pour cela, il faut avoir comme idéal l'égalité de tous les jeunes Français devant le droit à l'instruction sous toutes ses formes ; et cela n'est possible que par la gratuité (2).

Si l'unité se conçoit facilement pour l'école primaire, la question devient plus complexe à l'âge où, les diversités s'accusant, les élèves doivent prendre des directions différentes. Dès lors, pour réaliser l'unité, il faut, semble-t-il, réunir les conditions suivantes (3).

1°) *Tous les enfants seront égaux devant l'enseignement : chacun d'eux ira là où son mérite l'appelle, sans que jamais l'argent puisse constituer un obstacle.*

2°) *Nul ne doit risquer d'être arrêté brutalement en chemin, au fond d'une impasse, parce qu'il n'aura pas été aiguillé, dès l'origine dans une direction conforme à ses aptitudes (4).*

3°) *Entre toutes les formes de notre enseignement, les rapprochements seront multipliés et l'on veillera à ne pas accentuer trop vite les spécialisation ».*

Dans les diverses sortes de cultures, on aura soin de réserver une partie générale commune, on cherchera plutôt à développer l'intelligence et le caractère qu'à emmagasiner des connaissances (5).

4°) « Pour aucun enfant, l'instruction et l'éducation ne se termineront au sortir de l'école primaire ».

La question, on le voit, est sortie des limbes métaphysiques. Son étude a été poussée plus loin encore. Lorsqu'il s'agit de passer

(1) Ferdinand Buisson. Congrès Radical de 1909. p. 279.

(2) Nous verrons, en étudiant le monopole, les conséquences éventuelles de la gratuité.

(3) Rapport au Congrès Radical de 1927 de M. Ducos, rapporteur du budget de l'Instruction Publique à la Chambre des Députés.

(4) Il s'agit, ajoute le rapporteur, de mettre, dans l'édifice universitaire, ce que M. Edouard Herriot a appelé un jour les « escaliers » qui lui manquent.

(5) Ceci semble peu conforme à la haine qu'auraient les radicaux, selon certains, pour la culture générale.

à l'application pratique, un certain nombre de problèmes se posent, auxquels il a bien fallu donner des réponses :

« Comment réaliser l'unité de programme, l'unité de personnel, l'unité de local et l'unité de clientèle dans l'enseignement du premier degré ?... Une telle question pose ipso facto celle de la gratuité de l'enseignement, celle des bourses, celles des classes élémentaires, des lycées et collèges.

Comment assurer, de façon efficace, le passage de la période infantine à la période moyenne de l'adolescence ?

Comment devra être organisé ce que nous appelons encore « l'Enseignement Secondaire » et qu'il serait plus juste d'appeler « l'Enseignement d'âge moyen » ou « l'Enseignement du second degré » ?

Comment ménagera-t-on l'accès à l'Enseignement Supérieur ?

Enfin, comment édifiera-t-on un plan d'Enseignement post-scolaire, puisqu'il est entendu que la nourriture intellectuelle de la grande majorité des Français ne peut être suspendue après qu'ils ont obtenu à 12 ans le certificat d'études primaires ? »

Il nous suffit de voir comment se pose le problème. Nous ne saurions évidemment entrer dans les détails techniques. Mais, avant d'aborder la question du monopole, il nous semble intéressant d'emprunter encore quelques extraits au rapport si documenté et si moderne de M. Ducos.

Il y a des objections qui ont été faites au principe de l'Ecole Unique.

Objections et réfutations.

1°) Les socialistes ne croient pas aux possibilités de réalisation dans le cadre de la société capitaliste. Cette objection ou ne vaut pas — ou vaut contre tout le radicalisme.

2°) « D'autres ont pris position contre l'Ecole Unique, parce qu'ils sont partisans du statu quo en toute matière. « Ce sont tous ceux qui croyaient avoir assez fait quand ils appelaient quelques enfants du peuple à recevoir la culture supérieure grâce à un système de bourses ».

Que disent, en effet, les écrivains de droite ?...

« Elever le peuple pour lui inculquer d'autres mœurs, d'autres qualités, une autre orientation que celles auxquelles ses origines, ses tendances naturelles, son tempérament même lui font comme une obligation innée de prétendre, c'est réaliser non une œuvre d'éducation ou de progrès nécessaire, mais une œuvre de révolution » (La « Liberté », 14 décembre 1924),

M. Ducos a la réponse belle et facile : « On ne fait pas au principe d'égalité sa part ».

3°) Certains écrivains estiment que la promiscuité sur les mêmes bancs, bien loin de fondre les antagonismes des classes sociales les exaspérera...

La réponse est fournie par le professeur Debert, adversaire de l'Ecole Unique cependant, lequel, invoquant son expérience de professeur, déclarait dans l'« Echo de Paris » (25 janvier 1925), avoir toujours vu les « fils du peuple » sur les bancs du lycée côte à côte avec les « fils de bourgeois ou même d'aristocrates ». Or, dit-il, « grâce à un tact instinctif et charmant, jamais une « pique », si légère soit-elle, ne s'éleva entre eux à propos de la condition de leurs parents ».

4°) Les adversaires de l'école unique prétendent que la *sélection* se fait dès maintenant. Ainsi, Pasteur, disent-ils, a pu se dégager.

Mais, « il y avait peut-être ailleurs, dans quelque campagne lointaine, à l'époque où vivait Pasteur, un autre Pasteur en herbe auquel nul n'a pris garde et qui, par la faute des circonstances, n'a pas été mis en état de courir sa chance » (Ducos).

5°) Enfin, il y a l'objection littéraire de l'étape (Paul Bourget).

a) « Le labeur universitaire est le fruit de l'activité intellectuelle de ces classes bourgeoises ou aristocratiques qui sont rompues à la gymnastique de l'esprit depuis de nombreuses générations ».

b) « De plus, la société, à l'heure actuelle, a besoin non pas de ratés et de déclassés, mais d'ouvriers manuels, d'artisans et surtout d'agriculteurs ».

Mais :

a) « Les statistiques sont là pour montrer que les enfants des prolétaires réussissent aussi bien que les autres, lorsqu'ils sont doués (et ils sont doués aussi souvent que les autres). Faut-il regretter que Pasteur n'ait pas exercé le métier de tanneur qui était celui de son père et de son grand-père ».

b) « D'autre part, on oublie que, dans le système de l'Ecole Unique, les enfants seront soigneusement sélectionnés et orientés, c'est-à-dire aiguillés vers la carrière qui convient le mieux à leurs aptitudes, méthodiquement et scientifiquement constatées ».

L'Ecole Unique est-elle possible ?...

Sans prendre parti dans ces discussions idéologiques il nous sera permis de nous demander si de tels projets sont réalisables.

L'Ecole Unique semble bien impliquer la gratuité, au minimum.

Quand le monde sera rénové, quand les hommes seront meilleurs, la cité devra assumer totalement l'entretien des enfants, et donner, s'il est nécessaire, aux parents une allocation compensatrice du salaire qu'aurait gagné l'enfant.

Sans doute un jour pourra venir où, à défaut de tels subsides, la société pourra aider les familles des plus méritants. Mais, même ce secours modéré semble impossible d'ici longtemps.

La gratuité doit se résigner à plus de modestie. Pour le moment, l'enseignement primaire est gratuit. L'enseignement secondaire peut-il le devenir ?

A cette question, nous pouvons, sans hésitation, répondre par l'affirmative. Cette réforme coûterait 58 millions par an. Ce chiffre ne représente pourtant que le cinquième des dépenses totales de l'enseignement secondaire, compte non tenu des frais généraux d'administration : 260 millions, sur lequel l'Etat à 202 millions de déficit. Si l'on songe que ces 58 millions nécessaires représentent le millième de l'ensemble des budgets, on s'aperçoit aisément que la réforme, souhaitable ou non, est possible (1).

Le Monopole

LE MONOPOLE MOYEN DE DÉFENSE LAÏQUE

Depuis longtemps, on discute du monopole dans les congrès radicaux. Le but avoué de ses partisans, c'était jadis la lutte contre les congrégations.

A quoi bon voter des lois d'exception, difficilement applicables en l'absence d'un critérium certain ? Le monopole permettrait de terrasser les congrégations sur le seul terrain où elles aient pu paraître véritablement dangereuses.

Au Congrès de Marseille, en 1903, en ouvrant les travaux du Congrès, le Président Dubief disait déjà :

« Allons au monopole loyalement, franchement, et parlons clair. Disons qu'il appartient à l'Etat de donner l'enseignement aux enfants du pays, parce que seul il peut le donner neutre, parce que seul il ne l'enveloppera pas de superstitions et de dogmes... »

(1) Signalons, que, dès le budget de 1927, un crédit de 333.000 francs a été voté à titre d'indication pour amorcer le lycée gratuit, en commençant la gratuité pour l'enseignement secondaire donné dans les établissements mixtes.

Ce sont ces idées que développent les orateurs favorables au monopole. En sens inverse, on reprend les arguments qui étaient déjà ceux de Jules Simon lorsqu'il s'élevait au Sénat, contre l'article 7 : droits de la famille, danger d'une éventuelle doctrine d'Etat.

Pour le monopole, le Congrès vota le vœu suivant, présenté par M. Lintilhac, au nom de la Commission d'Enseignement :

« Le Congrès du parti radical et radical-socialiste,

Exprime le vœu suivant :

« Dans tout établissement d'instruction primaire, secondaire et supérieur, le personnel enseignant ou administratif sera exclusivement composé de maîtres ou de maîtresses laïques, nommés par l'Etat et pourvus de diplômes ou certificats prévus dans chaque espèce, par les lois et règlements universitaires faits ou à faire » (1).

De cette position absolue, le parti radical va petit à petit s'écarter.

en 1905, à Paris, il vote un vœu favorable au monopole, mais restreint aux enseignements primaire et secondaire ;

en 1910, à Rouen, même solution, après une intervention de Camille Pelletan pour le monopole (2).

En 1911, à Nîmes, M. Thalamas (qui, en 1905, avait fait voter un vœu favorable au monopole dans l'enseignement secondaire), déclare :

« Il ne saurait être question des mêmes mesures de monopole dans l'enseignement secondaire dont les méthodes et les programmes ont pour but d'éveiller l'esprit critique, que dans l'enseignement primaire réservé aux enfants et où l'autorité du maître est plus dominante et moins discutée » (3).

La question ne fut pas discutée, ni les années suivantes.

Ainsi, à mesure que diminue la violence des luttes religieuses,

(1) Congrès de 1903, p. 149 ; Charpentier, p. 10.

(2) « Quand les groupes les plus méritants, parmi ceux qui vivent dans les villages, dans les milieux où l'on ne peut être des nôtres qu'à condition de risquer toutes les persécutions et où, malgré cela, comme nous le voyons en Normandie et plus encore en Bretagne, il y a des vaillants, il y des intrépides, il y a des humbles qui répandent peu à peu la flamme républicaine, quand sur tous ces points du territoire, tous ceux qui soutiennent le bon combat se tournent vers vous et vous disent : Libérez-nous, il nous faut le monopole de l'enseignement, je ne me crois pas le courage de leur refuser » (Congrès de 1910, p. 281. Charpentier déjà cité p. 35).

(3) Congrès de 1911 ; p. 146. Charpentier, p. 43.

sans renoncer au monopole, le parti radical ne le met plus au premier plan de ses préoccupations.

Il fallait les projets d'Ecole Unique pour ramener à la question du monopole l'attention de la polémique politique.

LE MONOPOLE ÉTAPE VERS L'ÉCOLE UNIQUE ?

Nous l'avons vu, on peut concevoir le monopole sans l'école unique, comme une fin en soi.

Peut-on, de même, concevoir l'école unique sans le monopole ? Les radicaux modernes l'affirment, de façon presque unanime (1). On sent qu'ils ont, à leur tour, peur de faire peur. Ils ne veulent pas qu'on attribue à leur projet d'éducation nationale une arrière-pensée de polémique religieuse !

A la vérité, il semble bien que l'école unique exige une défense exceptionnelle des établissements de l'Etat.

Ne voulant pas laisser leurs enfants mêlés à ceux du peuple, bien des bourgeois, obéissant, il faut le dire, à des sentiments assez bas, préféreront confier ces enfants à des établissements libres.

Il s'agit toujours d'une lutte de clientèles. Mais, ici, ce qui importe, ce n'est pas de vider les établissements congréganistes. C'est d'empêcher ceux-ci de prendre aux établissements de l'Etat la majeure partie de leur clientèle bourgeoise !

Et pourtant, nous l'avons dit, les radicaux ne veulent plus du monopole. C'est l'influence de l'esprit de tolérance du parti, un moment étouffé par l'ardeur des luttes.

C'est aussi que beaucoup de jeunes gens, éliminés de la progression scolaire, pourront un jour ou l'autre, avoir des tendances intellectuelles à réaliser. Des établissements libres, ceux qui existent ou des nouveaux, adaptés à la situation nouvelle, pourront les y aider.

Mais les adversaires du radicalisme ne se contentent pas de ces explications. Pour eux, la gratuité n'est qu'un monopole dé-

(1) Cazals (l'Ecole Républicaine)

Pas de monopole :

l'Ecole Unique ne veut pas être une école exclusive de toute concurrence, un monopole.

Elle serait une erreur inexcusable en un pays de libre opinion, de féconde controverse.

Elle doit l'appeler cette controverse, d'où se dégagent la lumière, la vérité.

Elle ne craint pas la concurrence, qui sera un stimulant pour elle, comme le furent pour les Ecoles de l'Etat, les Ecoles dites libres.

guisé, un moyen d'arracher à l'enseignement privé toute sa clientèle.

Raisonnement ainsi, c'est oublier le but essentiel de la gratuité : servir de base à l'école unique.

C'est oublier que les sacrifices actuels faits par l'Etat n'ont pas obtenu ces résultats, et que, dès lors, l'augmentation d'un cinquième ne saurait rien y changer.

★ ★

Donc, il semble que le radicalisme ait tout à fait renoncé au monopole. Ce n'était d'ailleurs qu'un moyen de défendre l'école publique dont l'école unique ne semble que l'aboutissant généreux. Ici, ce sont les succès qui ont donné aux problèmes nouveaux une physionomie heureusement plus moderne.

L'influence du temps passé, l'influence de la guerre ont diminué pour le moment l'acuité des luttes religieuses. Il est possible que de part et d'autre, de nouveaux fanatismes fassent surgir de nouvelles querelles. Et, malheureusement, avec l'Alsace-Lorraine, les occasions ne manqueront pas.

Toutefois, il est permis d'espérer que la semi-tranquillité actuelle persistera, et que l'Enseignement, dégagé des préoccupations religieuses, du moins en partie, pourra bénéficier des efforts objectifs et constructifs de tous ceux qui croient à l'existence d'un droit à la culture !

CHAPITRE III

LA POLITIQUE SOCIALE

LES RADICAUX ONT-ILS UNE POLITIQUE SOCIALE ?

La fréquence des reproches ne saurait donner la mesure de leur bien-fondé. Comme la position sociale du parti est une de ses plus fortes positions, une de celles aussi susceptibles de lui amener le plus grand nombre de suffrages, comme d'autre part il est difficile de reprocher au parti radical ses efforts d'émancipation sociale, la tactique de ses adversaires a consisté à dire que le parti radical n'avait pas de politique sociale — ceci est l'argument socialiste, ou que le parti radical n'avait pas de politique sociale propre ; ceci, c'est le reproche que lui font les partis qui sont à sa droite.

— Ne parlez donc pas de politique sociale. Tous les républicains reconnaissent qu'il y a des réformes à accomplir. Vous, parti radical, le terrain social n'est pas le vôtre. Vous préférez un anti-cléricalisme vieilli à un programme de réformes positives.

Ce reproche est-il fondé ?... Et le parti radical serait-il un parti indifférent à la vie sociale ?... Préférait-il par nature les luttes intestines à la construction démocratique d'un pays moderne ?...

Nous avons vu, au cours de son histoire, que le parti radical subissait en quelque sorte la lutte laïque. Cette question est en dehors du cadre de ce chapitre.

Mais est-il vrai que l'aspect social soit, pour le parti radical, tout à fait secondaire ?...

ORIGINE HISTORIQUE DE CETTE POLITIQUE.

Le parti radical va puiser très loin dans notre histoire les raisons de sa politique sociale.

On aime bien, chez les radicaux, ne pas se contenter d'affirmer ou de démontrer l'excellence d'un principe. On aime à faire valoir que ce principe, dont on peut d'ailleurs tirer des applications modernes, que ce principe n'est pas nouveau, et qu'il était, explicite ou implicite, dans la pensée des hommes de la Révolution Française et des philosophes qui l'ont préparée.

Chez les adversaires du radicalisme, on aime montrer le ridi-

cule de ces affirmations de principe. On raille « les grands ancêtres ». A quoi bon le nier ! Remarquons cependant que l'œuvre révolutionnaire mérite quelque respect. Sachons comprendre le caractère inévitable de certains excès, mais n'oublions pas que la Révolution a fait la France d'aujourd'hui, même si l'on admet très justement que l'histoire de notre pays commence avant 1789.

En ce domaine donc, les radicaux se réclament des philosophes. Ils se refusent à opposer, comme la critique moderne surtout l'a fait avec quelque force, les philosophes les uns aux autres. Ils n'opposent pas, comme on le fait dans tous les manuels élémentaires, Voltaire et Rousseau. Ils se réclament des deux, comme ils se réclament de Montesquieu, Diderot, d'Alembert et des autres. Ils n'opposent pas les systèmes tout intellectuels d'hommes de cabinet — ils retiennent les critiques violentes que dirigeaient ces hommes contre le système social qu'ils connaissaient, base de toutes les inégalités.

Ils savent que l'influence combinée de tous les philosophes aboutit au mouvement populaire qui donna le coup de grâce au régime chancelant.

Et comme ils se réclament des précurseurs, ils se réclament de la Révolution. Et d'abord, de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. On a pu discuter longtemps si ce texte contenait en lui le germe de l'égalité de fait ou l'affirmation seulement de l'égalité des droits. Et sans doute, ce n'est pas sans intérêt pour ceux des socialistes qui préfèrent à la référence marxiste la continuation de la tradition démocratique française. Mais, la position radicale, ce n'est pas l'égalité de fait entre les hommes ; c'est l'égalité de droits entre les classes sociales, surtout. Ce que l'on a voulu et ce que l'on veut encore, c'est que les classes sociales les plus faibles puissent débattre sur un pied d'égalité avec les autres l'organisation de la production. Si les rédacteurs de la Déclaration des Droits ne songeaient pas à ce cas, sans doute, pourraient-ils renier l'interprétation radicale, eux qui ont ainsi rédigé l'article premier :

« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ».

La pensée de la Révolution ne semble donc guère discutable et c'est cependant sur les actes de la Révolution que s'appuient souvent les conservateurs sociaux, cherchant dans l'individualisme de la Révolution l'antécédent de leur individualisme. Comme s'il y avait un rapport entre les philosophes et les hommes de la Révolution d'une part, qui réclamaient pour l'homme l'exercice des droits essentiels de notre personnalité — et ceux, d'autre part, qui,

aujourd'hui, réclament pour le riche indifférent la possibilité d'accroître sa fortune abusivement.

Nous n'avons pas à choisir entre ces deux individualismes. Reconnaissons que leurs langages sont un peu différents.

Mais c'est aux actes mêmes de la Révolution que l'on s'en prend. Pour montrer l'opposition complète qu'il peut y avoir entre la politique de la Révolution Française et la politique qui est actuellement celle des partis de gauche, on cite la loi des 14-17 juin 1791 qui a prohibé les associations de gens de même profession. Dédaignant ce précédent imposant, les partis démocratiques ont lutté de notre temps et luttent pour la reconnaissance du droit syndical. Grave contradiction en apparence. Mais en apparence, seulement ! En effet, syndicat et corporation, ce n'est pas la même chose. Ceci s'impose. Cependant, si on voulait le discuter, il me plait de me référer à une autorité scientifique indiscutée en même temps qu'à un maître peu suspect de tendresse pour le syndicalisme. Voici donc ce que déclare M. le Doyen Berthélémy dans son « *Traité Elémentaire de Droit Administratif* », 10^e éd., page 295, note 2 :

« Entre le syndicat et la corporation, il existe de grandes différences. La principale, c'est la liberté laissée à chacun de faire ou non partie du syndicat. Le syndicat n'est pas une organisation imposée, c'est une association qui peut librement se former ».

Voilà la différence, avec sa conséquence évidente : la corporation, utile ou non, brimait l'individu. Elle apportait à l'expansion économique de chacun des entraves certaines. La maintenir, c'eût été nier la liberté que l'on venait solennellement de proclamer.

Le syndicat, au contraire, protège ceux qui en font partie. Il n'est pas une atteinte à leur individualité. De la notion abstraite de l'égalité, il veut faire une réalité en restant sur le terrain de l'égalité de droit. Il veut que, dans les luttes particulièrement âpres d'aujourd'hui, le travailleur isolé ne soit pas opprimé et qu'il trouve, dans l'union qui fait la force, le moyen non pas d'aller vers l'égalité de fait (il faudrait des armes singulièrement plus puissantes), mais le moyen de s'assurer un niveau de vie décent en discutant d'égal à égal.

Supprimer la corporation, autoriser le syndicat, antinomie apparente. Réalisation dans les deux cas tendant à l'affranchissement de l'individu. Bonne ou mauvaise, indispensable ou ruineuse, la politique des partis démocratiques d'aujourd'hui est la continuation moderne de la politique sociale des hommes de la Révolution.

Y A-T-IL UNE ÉVOLUTION DANS L'ATTITUDE DES RADICAUX ?

Nous ne saurions reprendre toute l'histoire sociale de la Troisième République. Ce qui nous importe, c'est de savoir si le parti radical a changé d'attitude sur la question sociale.

Nous croyons pouvoir dire que, si l'attention du parti a varié selon les époques, sa pensée n'a jamais changé. Sans doute, la lutte libérale ne permettait guère de songer beaucoup à l'organisation sociale. Mais, dès le programme de Gambetta, dès même le programme de la Montagne, on sent très nettement ces préoccupations.

« Nous voulons reconnaître à tous le droit à la propriété par le droit au travail » (1848).

« Les réformes économiques qui touchent au problème social, dont la solution, presque subordonnée à la transformation politique, doit être constamment étudiée et recherchée *au nom du principe de justice et d'égalité sociale* » (1869).

Ces promesses, les radicaux les ont tenues. Sauf la loi de 1864 sur les grèves, toutes les parties importantes de la législation ouvrière sont l'œuvre de la Troisième République. Sans doute, d'autres républicains y participèrent, le radicalisme ne peut à lui seul prétendre à l'honneur d'avoir voté les lois sociales. Mais, s'il fallait qu'un parti seul votât les lois, aucun parti n'ayant eu, sans allié, la majorité parlementaire depuis l'existence de la République, il n'y aurait pas de lois sociales. A la vérité, les radicaux peuvent dire qu'ils ont un programme social et qu'ils s'en sont constamment préoccupés, plus libre de le faire, lorsque, la république politique étant établie, ils purent songer à la démocratie sociale.

Ils peuvent aussi faire remarquer que le passage des majorités de gauche coïncida toujours avec le développement de la législation du travail :

loi de 1884 sur les syndicats,

loi de 1898 sur les accidents du travail,

lois de 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,

loi de 1906 sur le repos hebdomadaire,

loi de 1907 sur la réforme des Conseils de Prud'homme,

loi de 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes.

D'une manière générale, on voit qu'il y a toujours eu une politique sociale radicale, que les préoccupations réformistes exprimées par les formations de Cartel ne représentaient que la continuation de la tradition radicale.

C'est cette préoccupation persistante que l'on retrouve dans le programme actuel.

LE PROGRAMME SOCIAL ACTUEL.

Il a été défini au Congrès de Wagram (1927) :

« Mais en secondant de tout son pouvoir l'effort de notre industrie nationale, notre parti marquera, sur deux points essentiels, sa doctrine.

Monopoles et services publics.

Il n'ignore pas que les vastes concentrations de capitaux et de moyens sont une nécessité de l'économie contemporaine ; il ne les condamne pas dans leur principe technique. Mais en face d'elles le consommateur doit être défendu. Au surplus, une expérience récente a montré qu'il était périlleux, pour l'autorité même de l'Etat, de laisser aux mains de quelques privilégiés une puissance sans contrepoids ; nous voulons que, dans tous les domaines, le dernier mot appartienne au peuple souverain.

Non seulement nous nous refusons à aliéner au profit d'intérêts privés les grands services publics dont la nation s'est réservée la gestion directe, mais, suivant la doctrine maintes fois affirmée dans nos congrès, nous voulons qu'un contrôle s'exerce sur toutes les industries qui bénéficient d'un monopole de fait. Le contrôle de l'Etat sur l'exploitation des richesses publiques et, s'il y a lieu, sa participation aux bénéfices qu'elle procure, peuvent d'ailleurs s'exercer suivant des formules qui fassent toute leur part aux nécessités d'une saine gestion industrielle et commerciale. Les combinaisons si diverses et si souples de la société anonyme permettront de donner à la coopération de l'Etat des producteurs et des usagers, en dehors de toute bureaucratie routinière, des formes multiples, dont plusieurs ont été mises en pratique à l'étranger et en France même avec succès. A nous de les utiliser.

La question sociale.

Enfin, tout effort de réorganisation industrielle en vue d'une production meilleure suppose l'adhésion de ceux qui sont les premiers agents de cette production, les travailleurs.

Le parti républicain radical et radical-socialiste, qui compte parmi ses précurseurs des hommes comme Louis Blanc, ne s'est jamais désintéressé de la condition des ouvriers : ses représentants au Parlement n'ont jamais manqué de soutenir quand ils n'en ont pas pris l'initiative, toutes les mesures qui tendent à les défendre contre les excès d'un machinisme par lequel ils furent à l'origine écrasés. Limitation des heures de travail, hygiène des ateliers, assurances contre les accidents, la maladie, l'invalidité, toute cette

législation, à laquelle la loi sur les assurances sociales apportera bientôt un complément décisif, est, en grande partie, leur œuvre.

Mais nous pensons qu'il ne suffit pas de protéger le travailleur, de l'assister dans les mauvais jours, de veiller sur sa maladie et sur sa vieillesse, il ne suffit même pas, par une lutte incessante contre le taudis, contre les lotissements de misère, par une large politique de l'habitation, qui est à nos yeux l'œuvre capitale de demain, d'assurer la salubrité de son foyer, la santé de ses enfants, la joie de sa vie familiale ; l'œuvre qui s'impose en faveur des travailleurs n'est pas toute de protection et d'assistance, elle est aussi de justice, de libération.

Autant que tout autre parti, le parti républicain radical et radical-socialiste, qui met au centre de sa doctrine la valeur morale de l'individu, les droits de l'homme, proclame que l'ouvrier n'est pas une marchandise, et que le salariat ne peut pas être considéré comme un mode définitif de rétribution du travail humain si le salaire n'est pas librement débattu et sérieusement garanti. A toutes les mesures qui tendent à une telle transformation du salariat, il s'est associé dans le passé, il s'associera dans l'avenir. Pratique généralisée de conventions collectives, participation aux bénéfices, actions de travail, conseils d'entreprise, contrôle ouvrier, toutes ces réformes, des industriels qui sont dans nos rangs en ont pris l'initiative avant même qu'elles aient reçu la consécration de la loi.

Il se peut qu'elles paraissent négligeables à des théoriciens épris d'absolu qui leur reprochent de ne pas impliquer une transformation intégrale de la société présente ; le parti républicain radical et radical-socialiste, s'inspirant des leçons de l'histoire et des méthodes de la science ne croit pas à de telles transformations. Rien ne se fait à ses yeux, de fécond et de durable qui ne soit préparé par le progrès des institutions et l'éducation des esprits ; il n'ignore pas les tares du monde actuel, il les dénonce ; il est le parti de la justice sociale ; c'est par un effort continu d'étude et d'action, d'observation et d'organisation qu'il veut la réaliser ».

Quelles sont ces réformes ?... Sans doute une meilleure organisation des assurances sociales, une politique des lotissements, une politique du logement, une politique de l'hygiène, etc... Il ne saurait être question de donner ici des indications plus complètes. Chacun de ces problèmes nécessiterait à lui seul une thèse très longue.

Mais, à la vérité, quelques observations plus importantes nous permettront de faire le point avec plus d'exactitude.

D'abord, notons l'attitude du parti à l'égard des fonctionnaires. Il a toujours penché vers la reconnaissance du droit syndical aux employés de l'Etat. Il a toujours pensé qu'un droit reconnu par la loi ne pouvait être arrêté ou limité par de trop subtiles interprétations à prétentions trop peu juridiques. Qu'il ait ou non raison, cela ne doit pas nous importer ! Pourtant, nous devons souligner son attitude qui, sur un point particulièrement délicat, l'éloigne, vers la gauche, du gros des réformateurs individualistes !

Si pourtant l'on voulait négliger l'importance de cette remarque, il suffirait de se souvenir que c'est le seul parti républicain qui ait adopté dans son ensemble le programme de la C. G. T.

Et puis, d'un examen attentif des programmes, une idée sociale se dégage, impérieuse, exigeante, exclusive. L'Ecole Unique, peu à peu, arrive au premier plan des préoccupations radicales. Il serait vain de penser qu'elle est, aux yeux de ses défenseurs, une arme de lutte anticléricale.

Si nous avons pour but d'écrire un ouvrage de propagande radicale, nous aurions traité de l'Ecole Unique sous la rubrique des questions sociales ; mais, traditionnellement, les questions d'enseignement et de laïcité ont été intimement liées. Respectueux du plan que nous nous sommes tracé, c'est ensemble que nous voulons suivre leur évolution.

Nous n'aurions pas voulu pourtant qu'une équivoque ait pu naître sur notre pensée. Quand Jules Ferry, créant l'enseignement primaire, donna l'instruction à tous les Français, c'était la première étape accomplie de la marche vers la culture. L'histoire n'attribue pas à ses sentiments anticléricaux la réalisation de cette œuvre sociale. Ainsi doit, selon nous, se comprendre l'Ecole Unique.

Enfin, les radicaux, on le leur reproche assez souvent, sont convaincus que l'action de l'Etat en matières économiques, est loin d'être un pis-aller. Nous avons vu cet état d'esprit interventionniste se dégager très nettement de la Déclaration du Parti. Nous l'avons signalé déjà, il ne faut pas voir là une contradiction du libéralisme, mais au contraire une mise au point, due à l'influence de la philosophie utilitaire, qui a réhabilité l'Etat pourvu que ses principes soient bons ; due à l'influence aussi du solidarisme, qui, renouant la tradition libérale, voulut orienter l'individualisme vers un régime de justice que seul l'Etat peut assurer.

Retenons que le parti radical a une politique sociale, que, sans doute, elle serait insuffisante peut-être pour le définir (c'est l'ensemble d'un programme qui définit un parti) — mais qu'elle n'a

été que l'adaptation aux circonstances de son état d'esprit réformiste. Il y a l'évolution qui suit la vie. Mais la pensée n'a pas changé. A mi-chemin entre le collectivisme oppresseur et le libéralisme indifférent, l'interventionnisme, sans brimer les droits de l'individu, veut que l'Etat en tempère les excès, et sans supprimer l'inégalité, prétend supprimer l'injustice. Le radicalisme a donc sa doctrine sociale propre, et c'est d'elle qu'il doit attendre, à notre avis, les inspirations de sa vie politique. Il y a des congrégations économiques. Elles ne formeront pas un Etat dans l'Etat. Il y a des souffrances et des injustices. Fidèle à ses traditions, soucieux des réalités, le parti radical se doit de mettre fin à celles-ci et d'atténuer celles-là ! C'est la forme moderne qu'il lui faut, avant toute autre, envisager pour son activité.

CHAPITRE IV

LA POLITIQUE INTÉRIEURE

Jadis, les radicaux n'étant qu'une minorité d'extrême-gauche, les problèmes de tactique et d'affinités ne se posaient guère pour eux. Ils portaient la responsabilité que peut prendre éventuellement un parti d'opposition. Nous avons, chemin faisant, discuté l'attitude prise envers Ferry ou Gambetta. Peu nous importe cela maintenant. Le parti radical est devenu un parti de gouvernement. Depuis un certain nombre d'années, sa position parlementaire fait de lui l'axe de la politique française.

Comme aucun parti ne saurait à lui seul avoir la majorité, il lui faut des alliances. Il convient de rechercher et d'expliquer l'attitude du radicalisme vis-à-vis de ses voisins politiques, le socialisme à sa gauche, l'Alliance démocratique à sa droite.

★★

Radicalisme et Socialisme

Le mot d'ordre traditionnel du parti radical a toujours été : « Pas d'ennemi à gauche ! » De leur côté, les socialistes ont constamment soutenu les gouvernements radicaux ou même ceux de franche concentration républicaine.

Dans les congrès radicaux, les orateurs développaient toujours avec enthousiasme la nécessité de l'entente avec les socialistes.

Au premier congrès (Paris 1901), c'est M. Mesureur (1) :

« Si le Congrès répond aux espérances que toute la démocratie a mises en lui, s'il travaille pour la République sans se soucier des divergences, des diverses écoles, s'il travaille en se rappelant que nous avons toujours déclaré bien haut que nous ne connaissions pas d'ennemis à gauche et qu'à gauche nous ne voulons avoir que

(1) Toutes les citations antérieures à la guerre sont empruntées au Chapitre XVII du livre de M. Armand Charpentier : « Le parti radical et radical-socialiste à travers ses congrès » (1901-1911). Cet ouvrage est indispensable à qui veut pénétrer sérieusement dans l'atmosphère du radicalisme d'avant-guerre.

des amis avec lesquels nous ne demandons qu'à *marcher la main dans la main*, il aura donné la meilleure formule pour l'avenir de l'Idée Républicaine dans notre pays... »

A Lyon (1902), M. Delpech constate le succès de la formule :

« *Nous avons marché la main dans la main*. Chacun de nous a tenu la promesse donnée. Là où c'était un socialiste qui avait la majorité sur un républicain de notre nuance, notre ami se retirait pour empêcher le triomphe des adversaires de droite. Il en a été de même de la part des socialistes. Il est arrivé à mon excellent collègue et ami Buisson, d'aller successivement dans certaines circonscriptions de Paris défendre tantôt un socialiste, tantôt un radical et nous avons trouvé partout, dans les groupes ouvriers, comme dans les autres, parmi tous ceux qui s'inspirent de nos idées généreuses, cette même sincérité et cette même loyauté qui doivent rester la base de notre alliance, formant, aujourd'hui, demain et toujours, le bloc de gauche contre le bloc des réactionnaires ».

Tel est, à cette époque, le ton des rapports entre radicaux et socialistes.

Mais pourtant la propagande antimilitariste des hervéistes était en complète opposition avec le patriotisme des radicaux.

Dès 1907, au congrès de Nancy, on sent apparaître les conséquences de cet état d'esprit, dans l'ordre du jour :

« Le Bloc doit continuer.

Nous ne voulons exclure aucune fraction de la démocratie avancée ; mais hors du Bloc se placeraient eux-mêmes ceux qui, personnellement, par une propagande criminelle, tenteraient de donner aux plus mauvais instincts l'excuse d'une apparence de doctrine, et renieraient la patrie et la République ».

Et plus nettement encore, à Dijon, en 1908, M. Maurice Sarraut fait voter la motion suivante :

« Le Congrès de Dijon confirme les résolutions du Congrès de Nancy imposant à tous les adhérents au parti le devoir de refuser leurs suffrages à tout candidat qui préconiserait la désorganisation des armées de la République, soit par la désertion en temps de paix, soit par l'insurrection et la grève générale devant l'ennemi.

Il affirme, en outre, la volonté du parti radical et radical-socialiste, tout en restant fidèle à la politique du bloc des gauches contre toutes les réactions, de lutter par toutes les forces de sa propagande active contre la propagande et les propagandistes de la grève générale, de l'action directe et de l'insurrection ».

Ce n'est pas la rupture, et l'entente des gauches se fait toujours

aux élections. C'est simplement l'arrêt du radicalisme devant l'attitude des extrémistes.

Mais la révolution russe va scinder le parti socialiste. Les violents formeront le parti communiste S. F. I. C., les modérés, le parti socialiste S. F. I. O.

« Sur notre gauche », dit la Déclaration du Parti de 1923 (Paris, 23^e congrès), « l'alliance dépend de nos voisins autant que de nous-mêmes ». Ainsi naît le Cartel. Dès lors, à travers les vicissitudes de la politique, le parti affirmera chaque année la nécessité de l'entente avec les socialistes. Sans doute, depuis 1926, les radicaux font partie d'une formation, dont sont ou se sont exclus les socialistes » (1).

Mais ce n'est qu'une union temporaire, sinon provisoire. Avant d'étudier dans notre conclusion, l'avenir de l'Union Nationale, notons que, devant les électeurs, les désistements se sont opérés entre socialistes et radicaux contre les autres partis de l'Union Nationale. Au surplus, s'il nous faut une nouvelle preuve du désir radical de rester à gauche, il faut bien se dire que M. Franklin-Bouillon et ses amis unionistes n'ont été contraints de quitter le parti que parce qu'ils préconisaient une formation dont les socialistes auraient été *définitivement exclus*.

Telle est la pensée radicale. S'illusionne-t-elle ?...

L'ENTENTE DES GAUCHES EST-ELLE LOGIQUE ?

C'est à cause de la propriété que les partis de droite ont attaqué le plus violemment l'union des gauches.

Il ne s'agit pas ici de défendre ou d'attaquer une formation politique ou quelconque. Il ne s'agit pas de dire : l'intérêt du pays, c'est que le Cartel se fasse ou ne se fasse pas. Mais, ce n'est pas dépasser les cadres d'une thèse que juger l'attitude d'un parti d'un point de vue qui s'efforcera d'être strictement logique.

Nous croyons que le parti radical, en s'unissant avec les socialistes, obéit à une logique impérieuse. A tort ou à raison, le parti radical veut une politique de réformes hardies (école unique, par exemple) — il veut une politique extérieure où le seul prestige de la France viendra de son adhésion totale et de son concours actif au développement des procédures internationales. Ne jugeons pas ce programme. Disons seulement que, pour le réaliser, le parti radical est bien obligé de compter sur l'appui des socialistes. Que

(1) Ce chapitre était écrit avant la démission des ministres radicaux.

certains partis ou certaines personnalités, situés à la droite du parti radical puissent éventuellement lui prêter leur concours, sans doute ! Mais un simple pointage permet de se rendre compte que la seule abstention des socialistes ne permet pas de vivre à un cabinet franchement opposé, non pas au Centre, mais à la Droite de l'Assemblée. Le premier ministère Herriot violemment opposé, volontairement ou non, à une partie de la Chambre n'a pu vivre que grâce à l'appui constant et loyal des socialistes.

Les cabinets de concentration orientés vers la gauche qui ont suivi ont été constamment renversés. Il est impossible, et nous croyons qu'il le sera longtemps, d'avoir contre soi l'extrême-droite, et cela est inévitable si l'on veut réaliser des réformes, de gouverner sans l'aide des socialistes. Le cabinet de M. Poincaré a bien contre lui les socialistes et théoriquement leur opposition est acharnée (1). Mais il gouverne avec tout le reste de l'Assemblée et la question ne se pose pas pour lui.

Si les radicaux tiennent à leur programme, ils ne peuvent pas se passer du soutien socialiste. L'union des gauches, qu'on la combatte ou qu'on la suive, doit se comprendre pour ces larges raisons et ne pas être attribuée à un simple désir de circonscriptions à obtenir.

Et alors, on se rend bien compte que, pour les radicaux, la question de la propriété reste, en définitive, secondaire. Si les socialistes s'engagent dans la voie de la participation ou la voie du soutien, c'est pour eux faire acte de réformisme et renoncer plus ou moins ouvertement aux procédés révolutionnaires. Nous dirons pourquoi en examinant bientôt, après la logique radicale, la logique socialiste. Et nous continuons notre raisonnement. Si les socialistes se tournent vers le réformisme, s'ils renoncent à toute vacance de la légalité, s'ils s'en tiennent aux bulletins de vote, quelle importance y a-t-il pour les radicaux d'être ou non d'accord avec les socialistes sur la question de la propriété ? Réaliser leur programme, à eux, radicaux, c'est là, la tâche d'aujourd'hui. Si un jour, d'ailleurs imprévisible, car la réalisation d'une réforme amène au premier plan des préoccupations une autre que l'on ne prévoyait pas, si un jour tout le programme radical était épuisé,

(1) Il s'agit de l'opposition faite au Cabinet d'Union Nationale. La remarque faite est au texte ne contient aucune intention défavorable aux socialistes, qui ont eu le patriotisme de laisser s'achever, faute de mieux, l'expérience Poincaré.

eh bien ! radicaux et socialistes, ayant réalisé la démocratie, se sépareraient et c'est une nouvelle ère politique qui commencerait.

Le jour où un projet socialiste prévoyant la suppression de la propriété serait déposé sur le bureau de la Chambre, socialistes et radicaux, après avoir lutté ensemble, n'auraient plus qu'à se combattre.

Et encore, il n'est pas absolument certain que les radicaux, ayant réalisé leur programme actuel, abandonneraient tout espoir d'aller plus avant.

Dès le Congrès de Toulouse, M. Lafferre disait :

« Nous acceptons comme des hypothèses, que nous n'avons pas le droit de déclarer fausses, par avance, les doctrines les plus avancées des écoles socialistes. Nous nous refusons, de la façon la plus formelle, à dire que jamais la doctrine collectiviste ou la doctrine communiste ne recevra d'application ; je dis qu'il est conforme à l'esprit scientifique de ne jamais déclarer que ce que l'on appelle l'utopie d'aujourd'hui ne sera pas la vérité de demain... lorsque le parti socialiste aura apporté à la tribune du Parlement une proposition tangible qui puisse s'adapter aux nécessités de l'heure actuelle et s'inspirer de l'évolution économique de ce pays, nous la discuterons sans parti pris, et sans nous préoccuper de savoir de quelle école ou de quel dogme elle dérive » (1).

Donc, tant qu'une telle proposition ne sera pas déposée, les radicaux sont logiques en recherchant l'appui des socialistes, en déclarant avec le président Maurice Sarraut :

« C'est que radicaux et socialistes, conscients chacun de leur force, fidèles chacun à leurs idées, à leur doctrine, s'efforcent de réaliser en commun ce qui peut être atteint dans le noble idéal qu'ils se proposent, et qui est, en somme, de créer du bonheur humain » (2).

Ainsi donc, les radicaux, au nom d'un idéal commun, se tournent vers les socialistes. Mais les socialistes, sans repousser l'entente, déclarent qu'elle peut se faire, mais, malgré la divergence des points de vue et la contrariété des doctrines.

M. Maurice Sarraut avait dit à un enquêteur, M. Georges Suarez : « Certes, oui, la lutte des classes est un des dogmes du parti

(1) Congrès de 1904, P, 226.

Charpentier. Le parti radical socialiste à travers ses congrès, p. 428.

(2) MAURICE SARRAULT. — Le Collectivisme et nous Discours prononcé par M. le Président Maurice Sarraut à la Réunion Plénière du 16 Février 1927, brochure du Parti Radical.

socialiste, et la dictature du prolétariat un de ses verbes préférés, mais nous savons ce que parler veut dire... »

M. Léon Blum se hâta de répliquer, et l'autorité qui s'attache à ses paroles nous permet d'y voir le reflet très exact de l'opinion socialiste :

« ... et par cette formule, je me hâte de l'ajouter, M. Maurice Sarraut n'entend assurément pas insinuer que lutte de classes et dictature du prolétariat soient devenues pour nous des formules rituelles, vidées de leur sens, que nous répétons du bout des lèvres et sans y croire. Mais en faisant contraster notre conception de la lutte de classes et de la dictature du prolétariat avec celle qu'a professée — et pratiquée — le bolchevisme, il entend montrer qu'il n'y a rien là qui doive épouvanter, rien qui doive faire obstacle dirimant au rapprochement qu'il désire.

Je dirai tout de suite à M. Maurice Sarraut que je ne tombe d'accord avec lui sur presque aucune de ces amicales affirmations.

Je ne pense pas que dans le domaine social nous tendions au même but. Je crois, au contraire, que sous ces mêmes formules : « suppression du salariat », « disparition du prolétariat », nous désignons, radicaux et nous, des objets foncièrement différents.

Je pense que la croyance à la seule efficacité d'un progrès continu, d'une part, la croyance à la nécessité d'une transformation révolutionnaire, de l'autre, représentent entre les radicaux et nous, tout autre chose qu'une différence de tempéraments ou de sentiment, et que cette divergence correspond à une contrariété profonde des doctrines.

Tout en remerciant M. Sarraut d'avoir affirmé avec tant de force et tant de vérité que notre conception de la lutte de classes et de la dictature du prolétariat s'opposait formellement à celle des bolchevistes, je pense que ces deux notions sont restées pour nous des idées actives, vivaces, et qu'on ne saurait les détacher de notre doctrine sans la blesser ».

Les socialistes ont conservé l'idéal révolutionnaire et on ne saurait douter de leur sincérité. On peut dès lors se demander si le réformisme mène à la révolution. Nous croyons que seule une opposition systématique à toute réforme peut donner au prolétariat la mentalité de combat nécessaire. Sans doute, une série de réformes peut préparer les esprits à la transformation complète de la société, mais selon le rythme continu qui semble être celui des radicaux.

La transformation révolutionnaire exige un accroissement de souffrances du prolétariat.

C'est la politique du pire. Mais, ses résultats semblent bien illusoire. Et pourtant, cette politique n'a qu'une excuse : la réussite. Pour prendre la responsabilité d'accabler ceux que l'on veut dégager, il faut être sûr des succès futurs. Sans cela, cette politique n'est qu'une basse démagogie.

Le socialisme, bon gré, mal gré, doit en revenir au réformisme. Et, dès lors, s'il n'abandonne pas son idéal révolutionnaire dont pourtant il s'éloigne, pour soulager et défendre les travailleurs, il lui faut soutenir l'idéal radical. « Malgré la divergence des buts et l'opposition des doctrines » (Léon Blum), il ne peut se désintéresser de la politique démocratique. Les prolétaires socialistes ne le pardonneraient pas à leur parti, qui doit défendre jusqu'au bout l'expérience radicale.

Si les socialistes entendent par révolution le fait d'aller au-delà du radicalisme, sans doute, en achevant celui-ci, ils préparent celle-là. Mais c'est la méthode radicale qu'ils devront suivre jusqu'au bout. Les réformes en appellent d'autres, mais elles montrent que l'on peut faire confiance aux moyens légaux.

Quoiqu'il en soit, pour les uns comme pour les autres, radicaux et socialistes, l'union nous semble la solution logique. Ce que nous nous bornions à vouloir montrer.

Radicalisme et alliance modérée

L'alliance socialiste ne suffirait pas à créer une majorité de gauche. Il faut l'appoint de voix centristes, donc prises à la droite du parti radical (1). Ce sont celles de l'Alliance démocratique.

L'Alliance démocratique n'est pas comme le parti radical, un parti dont l'organisation au Parlement réponde à celle qu'il a dans le pays. A la Chambre, les élus de l'Alliance sont répartis dans des groupes différents, qui varient, avec les législatures en nombre et en étiquettes.

Nous étudions ici un aspect moins grave du problème des unions politiques.

Moins grave ! En effet, ici, l'unité de vote n'est plus une obligation, et sans obtenir une aide complète, un gouvernement radical peut compter trouver un appui dans une grande partie des troupes de l'Alliance.

(1) Nous supposons à priori l'adhésion des républicains socialistes.

D'autre part, il n'y a guère à examiner de divergence doctrinale. C'est l'idéologie radicale qui est celle de l'Alliance, mais tempérée et plus défiante du socialisme.

Nous n'aurons pas à examiner ici la logique d'une entente entre radicaux et membres de l'Alliance. Elle dépendra beaucoup des individualités. Elle ne saurait soulever de graves débats théoriques.

Il nous suffira de prendre, à des dates différentes, des aperçus de la pensée du parti :

En 1901 (1), au premier Congrès, le parti était ouvert non seulement aux radicaux, mais encore aux républicains modérés. Ceux-ci, Henri Brisson les saluait en ces termes :

« Je pense qu'il faudrait profiter de ce que le titre du premier Congrès du parti républicain, radical et radical-socialiste, contient ces trois appellations, pour dire qu'il y a dans cette réunion, comme plus tard, il y aura dans les travaux du Comité et du parti à créer, indépendance complète pour ces républicains qui, sans avoir jamais reçu ni pris l'épithète de radical ou de radical-socialiste, se sont joints avec honneur, avec indépendance, aux radicaux et radicaux-socialistes pour livrer la bataille qui se livre depuis deux années.

Je ne crois pas, en faisant cette observation, répondre seulement à une utilité parlementaire, je suis convaincu que c'est le sentiment de tout le pays. En ce qui concerne la lutte parlementaire, je dirai volontiers que ceux-là ont plus de mérite qui ne portaient ni l'épithète de radical ni celle de radical-socialiste, lorsqu'ils se sont joints à nous pour livrer du même cœur la bataille contre nos ennemis communs ».

Plus tard (1910), le parti radical décidera que l'adhésion au parti est exclusive de toute adhésion à tout autre parti. Mais cette mesure d'autonomie n'est pas dirigée contre l'Alliance : « dans un sentiment de mutuelle estime, nous nous réservons toujours la liberté de nous concerter et de nous unir avec l'Alliance démocratique pour agir en commun en toute circonstance opportune » (Rapport de M. Lefranc. Congrès de Nîmes, 1911).

Après la guerre, l'Alliance démocratique ayant suivi la politique du Bloc National, il pouvait sembler qu'un abîme allait se

(1) Ceux des renseignements suivants qui sont antérieurs à la guerre sont également empruntés au livre de M. Charpentier.

creuser entre le parti radical et les modérés (1). Mais, après les échecs du Bloc National et du Cartel, avant l'Union Nationale, plusieurs expériences de concentration républicaine montrèrent que des accords étaient possibles.

De même aujourd'hui, on peut songer à l'éventualité d'un gouvernement démocratique, et de part et d'autre, se correspondant, des mouvements réalistes se dessinent, dont les promoteurs envisagent la constitution d'une majorité allant, inclusivement des socialistes à l'Alliance.

« Un parti — de gouvernement — la formule inclut toutes les possibilités de réforme du régime démocratique. Elle ne peut pas ne pas être épousée par les républicains plus modérés que nous mais qui, ayant le sens du progrès social, fermement résolus par ailleurs à défendre les lois laïques, à poursuivre avec une inflexible modération le développement réfléchi du principe de la laïcité de l'Etat ont leur place marquée à notre droite dans une grande majorité de gouvernement.

Les socialistes y contrediront difficilement puisque je crois bien avoir recueilli la sentence de la bouche de Jaurès » (2).

Cet appel de M. Caillaux était repris par le Congrès tout entier, salle Wagram. Les extraits que nous allons donner de la Déclaration du Parti, serviront de conclusion à ce chapitre de politique intérieure. Le vœu du parti, c'est, par des alliances non exclusives l'une de l'autre, mais complémentaires au contraire, la formation d'une vaste majorité dont il serait l'axe :

« Qu'ils soient ou ne soient pas dans les cadres de notre parti, radicaux et radicaux-socialistes, républicains sans épithète, attachés aux nobles traditions du régime, et voulant les continuer, socialistes, fidèles à la grande mémoire de Jaurès, ayant le sens des réalités, et disposés à se joindre à nous pour les réformes immédiates, et ces jeunes hommes surtout qui cherchent, par delà les formules vieilles, le milieu où s'exercera cette activité réaliste dont ils ont rapporté des tranchées ou puisé dans les épreuves de l'après-guerre l'ardente volonté, est-ce vainement que nous ferons appel à toutes ces énergies qui se cherchent pour défendre avec nous ce qui est à nos yeux toute la raison d'être de notre parti : la démocratie libre et juste, et, par l'ordre qu'elle crée, par la paix qu'elle assurera, le pays prospère, généreux et fort ? »

(1) Dont pourtant un certain nombre furent élus en 1924 sur les listes du Cartel.

2) Discours de M. Joseph Caillaux à Jupilles, le 24 juillet 1927.

Cette majorité entrevue n'est pas celle de l'Union Nationale. Nous verrons dans notre conclusion ce qu'il nous faut penser de cette formation politique et de ses chances de durée. Ce souci de rechercher l'appui de toutes les gauches et du parti prolétarien montre la préoccupation constante des réformes sociales, que de tels associés ne sauraient oublier sous peine de disparaître.

*« L'avenir est du côté où l'on espère et non
pas du côté où l'on résiste. »*

Henry de Jouvenel.

CONCLUSION

Les conclusions, oubliant le passé, enjambant le présent, ont coutume, par la voie des prophéties, de dicter à l'avenir sa conduite. Respectueux des traditions, il ne nous suffit pas, dans une trop longue promenade, d'avoir accompagné le lecteur des sources du radicalisme à son développement actuel.

Prophète ou pronostiqueur, nous voulons essayer d'aller plus avant. Si les événements venaient à infirmer trop brutalement nos prédictions et punir notre aventure orgueilleuse, nous nous consolierions éventuellement en songeant qu'ils ont eu tort...

La vie d'un parti est faite de nombreuses générations. Si l'on remonte dans le passé, on trouve ses traces de moins en moins nettes et ses causes de plus en plus éparses. Ainsi tournées vers l'avenir, nos idées se brouillent dans le chaos de sociétés trop éloignées de la nôtre.

Pourtant, obstinés à deviner le sort du parti radical, il nous sera permis, d'abord, d'essayer de dégager sa conduite immédiate, puis, délaissant le problème de l'Union Nationale, de plonger un peu plus avant dans un futur incertain, éclairé peut-être par le radicalisme.

Mais, certains lecteurs vont s'étonner. Comment, bornant l'histoire d'un parti à l'année 1914, peut-on songer à en tirer des conclusions qui se prétendraient modernes ?

A la vérité, le souci d'objectivité a pu nous obliger à passer sous silence le détail d'événements trop récents. Comment, devant des luttes trop actuelles et trop douloureuses, aurions-nous pu garder cette impartialité qui n'empêche pas la colère, mais la raisonne ? Comment rappeler des procès douloureux, sans choquer les uns et les autres ? Comment, sans lâcheté, ne prendre dans la vie politique que les sujets d'accord en négligeant les divergences, seules intéressantes ? C'est pourquoi nous avons voulu remettre à plus tard l'étude polémique du radicalisme depuis la guerre.

Mais les programmes ont leurs vies, et nous avons voulu les conduire, eux, jusqu'au Congrès de Wagram, qui les a précisés. Ce fut, en effet, un Congrès Théorique qui montra l'évidence d'un radicalisme rajeuni. N'était-ce qu'un manifeste, promis, après tant d'autres, à un rapide oubli ? Les chefs que le parti s'était donné, ne représentaient-ils qu'une infime fraction tumultueuse, comme certains le prétendaient sans cesse ? L'exposé des plans théoriques nous amenait à nous poser ces vivantes questions.

Nous proposant ici de comprendre, tant l'attitude du gouvernement que celle de l'opposition, et non pas de juger le fond des problèmes, il nous sera permis, sans fausse pudeur, de ne pas ignorer notre époque.

Après un Congrès Théorique, Angers fut un Congrès d'Action. A tort ou à raison, un des plus importants partis politiques de la République a voulu, en quelques années, reprendre un contact plus intime avec la vie de son temps.

Il était, naguère, de bon ton d'accuser le radicalisme de n'être que l'expression désuète de la pensée débile de vieillards sectaires. Aujourd'hui, les leaders du parti sont suspects de trop de jeunesse et de trop de témérité : ils mésestiment les impondérables, emballément que l'âge apaisera. Exagérations, tout cela, sans doute !... C'est l'honneur de la politique française que les accusations soient, en général, imméritées. Peut-être serait-il préférable qu'il n'y eut pas d'accusation du tout. Mais quoi ! ne soyons pas de trop sévères censeurs de mœurs, de rapides études de politique comparée nous donneraient pour la vie publique de notre pays, une sympathie sans amertume. Quoiqu'il en soit, le parti a renoncé à la logique trop facile d'une attitude qui soulignait les divisions inévitables. Il a voulu, malgré les explications qu'il pouvait donner (1), obtenir une unité, déjà certaine, mais aujourd'hui plus visible. Pour ou contre l'Union Nationale, il faut choisir, il a choisi. Reconnaissons-lui déjà le mérite difficile de n'avoir pas recherché le bénéfice d'une attitude double.

Mais, pour ceux qui, éloignés de la politique, n'en peuvent suivre aisément le remous, le Congrès d'Angers fut une surprise. Et beaucoup, devant des décisions qui leur semblaient déconcertantes, ne purent cacher leur indignation.

(1) Il le pouvait, il le peut encore, et déjà un chroniqueur politique averti, peu suspect de tendresse exagérée pour le radicalisme, ne conseille-t-il pas au groupe parlementaire, de retourner à la « sage dispersion de ses votes » ? (Gringoire, 16 Novembre 1928).

Les radicaux se flattent de ressusciter la tradition jacobine. Ils se prétendent les seuls continuateurs des hommes de la Montagne. Serait-ce pour se conformer à des exemples fameux qu'ils tentent en leurs Congrès de faire revivre les clubs ? Et la politique dépendrait ainsi désormais de groupes intransigeants sans caractère officiel ! Peu importerait la volonté de la nation, peu chaufferait celle de ses représentants !

Le radicalisme, par une audace de mauvais ton, métamorphoserait ainsi les règles du jeu politique.

C'est un souci de probité intellectuelle qui nous a obligés, faut-il le dire, à faire état de tel argument.

Car, en réservant toute opinion sur la Révolution Française et les jacobins, il faut constater qu'il y a pourtant entre les clubs et les congrès une différence énorme : c'est que les clubs imposaient leurs volontés au pays, tandis que les congrès d'un parti ne font qu'indiquer à ceux qui se réclament de ce parti les incompatibilités qui peuvent naître de cette situation. Les ministres radicaux démissionnant, M. Poincaré n'était évidemment pas obligé de les suivre. Eux-mêmes pouvaient rester au pouvoir, devant simplement en ce cas renoncer à y représenter autre chose que leur personnalité certaine !

Ceci dit, pour quelles raisons le parti a-t-il repris sa liberté ? Des raisons de politique intérieure et extérieure, indiquées avec netteté dans l'ordre du jour voté le 4 novembre à Angers (1).

« Le Congrès affirme sa volonté de voir se réaliser sans délai les réformes suivantes :

Disjonction des articles 70, 71 et 71 bis ;

Justice fiscale pour des dégrèvements à la base et une progressivité équitable, dans le cadre de l'impôt sur le revenu et des taxes successorales ;

Limitation des dépenses militaires et navales et des effectifs de l'armée de métier aux chiffres du budget de 1928 ;

Reconnaissance du droit syndical sans distinction ni réserve et collaboration confiante avec le syndicalisme pour la réalisation du programme de la C.G.T. »

Et, pour qu'il soit bien entendu que ni les ministres ni le

(1) Telles sont bien les causes de la rupture, que le Président du Conseil indique fort loyalement dans une lettre aux ministres démissionnaires : « Dès que j'avais eu connaissance des votes émis dimanche à Angers, j'avais estimé qu'ils étaient sur plusieurs points inconciliables avec la politique suivie en pleine entente par le gouvernement. »

groupe parlementaire ne pourront, cette fois, se dérober, l'ordre du jour ajoute :

« ... Que la confiance du parti à tout gouvernement sera subordonnée à l'exécution de ce programme ; qu'aucun acte d'indiscipline ne sera toléré ; *qu'aucun élu radical ne pourra participer à un Gouvernement qui n'appliquera pas ce programme.* »

Le Congrès délègue ses pouvoirs au Comité exécutif du parti pour assurer l'exécution de ses décisions ».

Tout cela est grave, assurément. « Mais, dira-t-on, rien n'était nouveau. Au moment où M. Poincaré et M. Briand vont être, dans des négociations difficiles, les porte-paroles de la France, convenait-il d'apporter à notre action extérieure une telle solution de continuité ?

Certes, ajoutait-on, les radicaux, si l'on s'en rapporte par exemple aux discours de M. Montigny, auraient tendance à accélérer les négociations, au prix de certaines concessions d'ordre militaire. Les uns peuvent penser que la prudence consiste à garder le statu quo militaire, les autres qu'un certain désarmement, compatible avec les exigences de notre défense nationale, auraient un effet politique excellent. Mais pourtant, ce ne seraient là que des nuances !

Questions de nuances, nous en doutons, mais ces nuances, il serait normal de les exprimer. Il est bon de préciser sa pensée toute entière, même et surtout si les désaccords ne semblent que d'une importance réduite, comme c'est peut-être le cas pour la politique étrangère !

Ce n'était pas une raison pour faire tomber le Cabinet ! Peut-être, mais il est permis de penser que, s'il n'y eût eu pas d'autre raison de mécontentement, le ministère d'Union Nationale vivrait encore.

Enfin, il serait inexact de dire que les fluctuations intérieures risquent de diminuer l'autorité de nos représentants, car l'étranger sait bien que, sur les questions extérieures, l'opinion française est quasi unanime.

M. Poincaré ou M. Briand savent qu'ils n'ont pas à redouter les oppositions violentes qui se dressaient contre l'un au moment de l'expédition de la Ruhr, contre l'autre à l'époque des négociations de Cannes. Dans les limites du régime parlementaire, ils savent qu'ils ont, en fait, toute leur liberté d'action.

Si, par extraordinaire, ils voulaient éventuellement s'écarter tous les deux des conseils du gouvernement, il faut se dire que la politique d'un grand pays ne doit pas être liée à des questions de

personnalité. Et sans nier l'influence que les chefs actuels doivent à leur valeur propre, peut-être est-il permis de se dire qu'il y a dans le respect qui les entoure, le sentiment des intérêts qu'ils représentent. Les radicaux seraient-ils incapables de diriger la politique étrangère ? Négligeant le caractère injurieux d'une telle supposition, il est facile d'y répondre en rappelant les résultats matériels et moraux obtenus à Londres et à Genève par le Président Edouard Herriot.

Mais c'est ailleurs que l'on trouvera la vraie raison de la rupture de l'Union Nationale.

Si les radicaux avaient maintenu l'Union Nationale, c'était engager très lourdement l'avenir. Non seulement, la politique du Cabinet pouvait ne pas donner satisfaction au parti, mais elle allait l'obliger, en durant trop, à donner un caractère de permanence à l'unionisme français, et l'on sait où l'unionisme a conduit le parti libéral anglais, qui ne peut revivre qu'en reprenant ses traditions démocratiques. C'était de plus en plus s'orienter vers la droite. C'était, si républicaine que pût être la politique du Gouvernement, rompre le contact avec les socialistes et faire partie d'une majorité qui n'accepterait jamais les réformes que réclame l'opinion avancée.

Et puis, aucune heure n'était plus propice pour se rapprocher des socialistes. Sans aucun cynisme, mais en toute franchise, reconnaissons qu'un parti politique ne peut vivre seul. Au moment où les communistes, splendidement intransigeants, s'écarterent violemment des socialistes S.F.I.O., le radicalisme devait profiter de l'occasion offerte de reconstituer l'Entente des Gauches, dont il a besoin pour gouverner.

Et c'est ainsi que le radicalisme ne pouvait guère reculer. Si la nécessité de constituer un gouvernement fort pût s'imposer aux heures critiques de 1926, aujourd'hui le franc est sauvé (1). Il est à l'abri de toutes les attaques. La politique est libérée.

(1) Lire à ce sujet l'ouvrage vivant et documenté de notre confrère Mendès-France, où l'auteur tire cette conclusion que la masse de francs flottant sur le marché ne saurait absorber la masse de devises étrangères que détient la Banque de France et qui lui permettent d'avoir ainsi le contrôle du marché.

« L'expérience financière du Gouvernement Poincaré ». (Librairie Générale Droit et Jurisprudence, 20, rue Soufflot) ;

également les articles de M. Frédéric Jenny dans le « Temps Economique ». D'une façon générale, on s'accorde d'ailleurs à reconnaître que la lutte des changes est bien finie.

Sans doute, aucun gouvernement ne saurait empêcher une panique de bourse. Et l'on se souvient de l'entretien attribué à Gambetta et à Alain Targé (1). Mais, dès lors, une question se pose, dont on ne pourrait d'ailleurs s'exagérer la gravité. La politique d'une démocratie doit-elle être entravée par les fluctuations des valeurs en admettant même que de tels mouvements soient spontanés. Délaissant tout vocabulaire de combat, nous nous demandons pourtant si la minorité des possédants, si modestes et si méritants soient-ils, peut s'opposer à la représentation nationale. Qu'elle le fasse parfois, c'est certain. Qu'elle ne soit pas à blâmer, admettons-le pour éviter des controverses inutiles. Que les gouvernements aillent chercher dans les clameurs de la Bourse la voix qui doit les guider, cela semble manquer si étrangement de la dignité essentielle au pouvoir que nous ne pouvons même discuter de telles affirmations ! Elles sont la négation même du régime parlementaire !

Ceci dit, nous n'avons nullement l'intention d'excuser, éventuellement et par avance, un ministère qui, dédaigneux des réalités, provoquerait par son incompétence et sa tyrannie les faillites et les ruines. Nous songeons à un gouvernement sérieux, digne de l'idéal qu'il représenterait, et nous pensons que le parti radical peut en constituer un. Mais nous savons aussi qu'il se heurterait à une violente spéculation, spontanée ou provoquée. Il faudrait qu'il eût le courage de tenir tête à des baisses artificielles, qui n'auraient d'ailleurs qu'une amplitude inversement proportionnelle à l'énergie des chefs politiques.

Pour le moment (2), les radicaux n'ont pas à prendre de telles responsabilités. Leur retrait n'a pas eu pour conséquence une politique de réaction farouche. Au contraire, pour leur ôter tout sujet d'agitation, la majorité aurait tendance à leur faire quelques concessions. Ce sont deux politiques différentes, mais dans les règles les plus saines du parlementarisme.

Cette opposition durera-t-elle ? Sans doute. Ou bien le parti, regrettant nostalgiquement le pouvoir reviendra-t-il à ces unions et ces concentrations, dont un moment d'égarement a pu l'écarter ? La jeunesse du mouvement actuel ne permet pas de prévoir la lassitude de tels reniements. Ou bien encore la majorité de gauche

(1) Voir plus haut page 125.

(2) Février 1929.

se dégagera-t-elle de cette législature ? C'est bien improbable (1), mais pourtant les Assemblées n'ont pas coutume d'être reconnaissantes à l'égard de ceux qui les ont fait élire. Et nous bornant à des exemples récents, rappelons-nous que M. Clémenceau, puis M. Herriot ont pu voir comment se disloquaient les ententes de groupes un instant réunis. M. Poincaré pourrait en faire à son tour l'expérience. Mais comment le prévoir ? Les orages politiques ont coutume de dérouter les augures !

Délaissions donc cette actualité et regardons plus loin. Est-elle finie la vie haletante du parti radical ? L'époque est-elle imminente où son titre acquerra la désuétude émouvante des souvenirs historiques ? Nous croyons avoir répondu. Après le libéralisme, qui prépara un régime politique où pourrait se réaliser le programme, l'anticléricalisme fut la défense des républicains menacés. Ce fut, contre l'Eglise, attachée au passé, une lutte tragique, mais qui participait de cette noblesse qu'ont toujours les luttes d'idées. On fut bien injuste pour M. Homais, et les vrais amis de la famille Bovary savent bien que, sous ses dehors bourrus et dogmatiques, il n'était pas sans générosité parfois, le petit pharmacien de Yonville-l'Abbaye. Qu'on ne confonde pas le portrait vivant de Flaubert avec les caricatures grimaçantes que l'on en a faites. Et puis, il serait trop facile d'opposer les grands noms du catholicisme aux petits noms de la libre-pensée. Ces deux formes de l'inquiétude humaine ont su trouver des accents humains et nobles. Ce serait un crime intellectuel de vouloir l'oublier. Il ne faut pas renier l'anticléricalisme. Il faut comprendre que c'est une nécessité moins pressante, mais que la vigilance est nécessaire.

N'écoutons pas M. Homais, soit, mais n'allons pas aux sermons de l'Abbé Bournisien ! Il serait par trop paradoxal de laisser à l'Eglise le privilège de l'intelligence et de la culture. Un esprit moderne doit être objectif. Il se méfiera des outrances, mais n'acceptera pas la lâcheté des abandons.

Après le libéralisme et l'anticléricalisme, ce fut l'époque héroïque aussi du pacifisme. Mais les événements ont été plus forts que tout et, aujourd'hui, l'Europe entière parle « européen ». De graves questions vont se poser, mais elles se résoudront, nous en sommes sûrs. Certes, dans tous les pays et dans tous les partis, il faudra veiller minutieusement à cette détente des esprits dont la

(1) Si l'on réfère à la majorité obtenue par la Vice-Présidence de la Chambre des Députés par M. Pernot U. R. D. contre M. Dumesnil radical socialiste.

constatation s'impose à nous (1). Mais, pourtant, c'est à la technique que les uns et les autres s'en rapportent en définitive. Le pacifisme a su créer la paix.

Et dès lors, dans une atmosphère calme, les partis politiques vont peut-être pouvoir songer surtout à leur tâche primordiale : améliorer la société, la rendre plus juste. Ce programme social, nous l'avons esquissé. C'est l'amélioration du plus grand nombre, autrement comprise que comme une formule vide. C'est la volonté de permettre à chacun de tenter sa chance. C'est refuser cette nécessité odieuse, que le sort de certains êtres soit totalement borné. C'est laisser à tous la joie des échappées vers la force et vers la culture. C'est le contrôle des égoïsmes trop féroces, mais la liberté individualiste des intérêts. C'est l'organisation joyeuse d'un pays libre, fort sans être oppresseur. C'est la vie qui continue, mais avec un souffle plus sain. Les obstacles sont écartés. Animés d'un idéal généreux, les hommes peuvent réaliser. Que leur action soit digne de leur pensée !

Vu : le Président de thèse,

G. GIDEL.

Vu : le Doyen,

H. BERTHÉLÉMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

(1) Wladimir d'Ormesson. « La confiance en Allemagne » ? où l'auteur, qui est un conservateur social, nous indique les raisons d'avoir confiance en l'Allemagne et en nous. C'est un exemple, entre autres, de la détente qui se produit actuellement dans l'opinion conservatrice et modérée des deux pays.

BIBLIOGRAPHIE

- Ch. SEIGNOBOS. — Histoire contemporaine.
- HANOTAUX. — Histoire de la France Contemporaine, 4 tomes (Société d'Édition Contemporaine).
- ZEVORT. — Histoire de la 3^e République.
- ZÉVAËS. — Histoire de la 3^e République. Editions G. Anquetil.
- R. RÉCOULY. — La 3^e République (Editions Hachette).
- FERDINAND BUISSON. — Le parti radical.
- JOSEPH CAILLAUX. — Ma doctrine.
- EDOUARD HERRIOT. — Pourquoi je suis Radical-Socialiste.
- H. DE JOUVENEL. — Pourquoi je suis syndicaliste.
- ALAIN. — Éléments d'une doctrine radicale.
- JEAN MONTIGNY. — La République réaliste.
- ALBERT THIBAUDET. — La République des Professeurs.
- FERNAND AUBURTIN. — Le Régime abject.
- ARMAND CHARPENTIER. — Le Parti Radical et Radical-Socialiste à travers ses Congrès (1901-1911).
- AUGÉ-LARIBÉ, Aimé BERTHOD, Emile BOREL, C. BOUGLÉ, Ed. DALADIER, DEMANGEON, G. DUMAS, Ed. HERRIOT, G. JÈZE, L. LÉVY, BRUHL, Paul PAINLEVÉ, Ch. RIST, Ch. SEIGNOBOS, G. SCELLE. — La Politique Républicaine (Alcan).
- Les brochures des Congrès du Parti Radical.
- JACQUES TCHERNEFF. — Les partis politiques.
- HENRI BRISSON. — La Congrégation.
- JEAN GUIRAUD. — Pourquoi je suis Catholique.
- GERMAIN MARTIN. — Une année de politique financière.
- P. MENDÈS-FRANCE. — L'expérience financière du Gouvernement Poincaré (Librairie générale de Droit, 20, rue Soufflot).
- J. KAYSER et J. MONTIGNY. — Les Responsables.
- C. BOUGLÉ. — Le solidarisme.
- LÉON BOURGEOIS. — La solidarité.
- GEORGES SOREL. — Réflexions sur la violence.
- LUCIEN ROMIER. — Qui sera le maître ?
- J. KAYSER. — Ruhr ou Plan Dawes.
- WLADIMIR D'ORMESSON. — La confiance en l'Allemagne ?

Brochures du parti radical

- A. DELPECH et G. LAMY. — La France sous la 3^e République (1870-1910)
- G. FABIUS DE CHAMPVILLE. — Le Comité exécutif du parti radical et radical socialiste (1897-1907).
- LÉON CASTEL. — L'Œuvre du groupe parlementaire du Parti radical et radical-socialiste.
- LUCIEN LAMOUREUX. — La politique financière du parti radical-socialiste.
- AIMÉ BERTHOD. — Pourquoi et comment nous restons anticléricaux.
- CAZALS. — L'Ecole Républicaine.
- EMILE PIGNET. — Programme agricole.
- GEORGES CHAUVIN. — L'œuvre agricole de notre parti.
- LÉON ARCHIMBAUD. — La politique coloniale du parti radical-socialiste.
- Général GIROD. — La Défense Nationale et le Parti radical-socialiste.
- ALBERT MILHAUD. — La politique extérieure du parti radical-socialiste.
- MAURICE SARRAUT. — Le collectivisme et nous.
- CHARLES LAMBERT. — La politique sociale du parti radical.
- HENRI DUCOS. — L'Ecole Unique.

Brochure du parti socialiste S.F.I.O.

- LÉON BLUM. — Radicalisme et Socialisme.
-

LES ASSEMBLÉES RÉPUBLICAINES ⁽¹⁾

ASSEMBLÉE NATIONALE

Environ {
 400 conservateurs monarchistes.. { 1/2 L
 30 bonapartistes. { 1/2 O
 200 républicains { 1/2 Modérés
 { 1/2 Radicaux

CHAMBRE DU 5 MARS 1876

153 conservateurs	{	75 impérialistes
		24 extrême-droite
		22 constitutionnels
		env. 15 indécis
340 républicains	{	193 gauche
		98 extrême-gauche

CHAMBRE DU 14 OCTOBRE 1877

208 conserv.	{	104 impérialistes
		44 légitimistes
		11 orléanistes
		48 nuance incertaine
321 républicains (16 des Colonies)		

CHAMBRE DU 21 AOUT 1881

96 conservateurs	{	45 impérialistes
		45 monarchistes
467 républicains	{	39 Centre Gauche
		168 Gauche Républicaine
		204 Union Républicaine
		46 Extrême-Gauche

CHAMBRE DU 4 OCTOBRE 1885

201 conservateurs	Union des Droites	
383 républicains	{	60 Extr. Gauche environ
		40 Gauche Radical »
		200 Union des Gauches »

CHAMBRE DU 22 SEPTEMBRE 1889

172 conservateurs + 38 révisionnistes
366 républicains { 110 radicaux environ
200 modérés »
40 Centre Gauche »

CHAMBRE DU 20 AOUT 1893

60 Droite
33 Droite Constitutionnelle.
311 Républicains de Gouvern. (dont
certains radicaux)
140 Radicaux
48 Radicaux-Socialistes et Socialistes

CHAMBRE DU 8 MAI 1898

80 Conservateurs
4 Antisémites
15 Nationalistes
254 modérés
104 radicaux
74 radicaux-socialistes
57 socialistes

(1) Nous empruntons ceux de ces chiffres concernant la période d'avant-guerre, à M. Seignobos qui ne les indique que sous toutes réserves, tenant au nombre toujours considérable d'étiquettes inexactes (H. de la F. Cont.)

CHAMBRE DU 27 AVRIL 1902

- 50 conservateurs
- 59 nationalistes
- 111 progressistes
- 99 républicains
- 129 radicaux
- 90 radicaux-socialistes
- 48 socialistes

CHAMBRE DU 6 MAI 1906

- 78 conservateurs et Action Libérale
- 30 nationalistes
- 66 progressistes
- 90 républicains de gauche
- 115 radicaux
- 132 radicaux-socialistes
- 20 socialistes indépendants
- 59 socialistes unifiés

CHAMBRE DE 1910

- 71 conservateurs
- 17 nationalistes
- 60 progressistes
- 93 républicains de gauche
- 252 radicaux et radicaux-socialistes
- 30 socialistes indépendants
- 74 socialistes unifiés

CHAMBRE DU 26 AVRIL 1914

- 44 Non inscrits (Nationalistes et Conservateurs)
- 15 Droite
- 23 Action Libérale
- 37 Fédér. Républicaine
- 32 Gauche Démocratique
- 53 Républicains de Gauche
- 7 Sauvages (dissidents)
- 23 Union Rép. Rad. Soc. (Féd. des Gauches)
- 66 Gauche Radicale
- 172 Rép. Rad. et Rad. Soc. (Rue de Valois)
- 24 Républicains Socialistes
- 104 Socialistes Unifiés

CHAMBRE DU 16 NOVEMBRE 1919⁽¹⁾

- 29 Indépendants
- 183 Entente Républicaine et Démocr.
- 93 Gauche Rép. et Démocratique
- 61 Républicains de Gauche
- 46 Action Républicaine et Sociale
- 86 Radicaux et Radicaux-Socialistes
- 26 Républicains socialistes
- 68 Socialistes
- 21 Aucun Groupe

CHAMBRE DU 11 MAI 1924

- 104 Union Républ. Démocratique
- 14 Démocrates populaires
- 43 Gauche Républ. Démocratique
- 38 Républicains de Gauche
- 40 Gauche Radicale
- 139 Radicaux et Radicaux Socialistes
- 44 Républ. Soc. et Soc. Français
- 104 Socialistes S. F. I. O.
- 26 Communistes S. F. I. C.
- 29 Aucun Groupe

CHAMBRE DU 22 AVRIL 1928

- 102 Union Républicaine Démocr.
- 29 Action Démocratique et Sociale
- 18 Démocrates Populaires
- 64 Républicains de Gauche
- 18 Gauche Unioniste et Sociale
- 53 Gauche Radicale
- 14 Indépendants de Gauche
- 18 Républicains Socialistes
- 125 Radicaux et Radicaux-Socialistes
- 12 Républicains Socialistes Français
- 100 Socialistes S. F. I. O.
- 11 Communistes S. F. I. C.
- 38 Aucun Groupe
- 3 Non Inscrits

(1) Les chiffres des Assemblées postérieures à la guerre sont dûs à l'obligeance des services de rédaction politique du journal « Le Temps ».

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION	9
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — L'esprit radical	15

LIVRE PREMIER

ORIGINE DE L'IDÉE RADICALE

CHAPITRE I. — Influence première, fondamentale : le Libéralisme rationaliste	19
CHAPITRE II. — Le Radicalisme philosophique	22
CHAPITRE III — Le Solidarisme	27

LIVRE DEUXIÈME

LE PARTI RADICAL DANS SON DÉVELOPPEMENT

PREMIÈRE PARTIE

La lutte libérale -- Le radicalisme d'opposition

Première Section

L'EMPIRE

PROLOGUE. — Le Radicalisme d'opposition — Lutte pour le libéralisme	35
CHAPITRE I. — L'Empire autoritaire	37
CHAPITRE II. — Renaissance du Parlement et de la vie politique	43
CHAPITRE III. — Le prodigieux développement du mouvement républicain	52
CHAPITRE IV. — L'Empire parlementaire	58
CHAPITRE V. — La Guerre	63

Deuxième Section

LES DÉBUTS DE LA RÉPUBLIQUE

CHAPITRE I. — Les élections à l'Assemblée Nationale	66
CHAPITRE II. — Sous le signe de Thiers	74
CHAPITRE III. — Mac-Mahon — L'ordre moral	81
CHAPITRE IV. — Buffet et Léon Say — Gambetta et Naquet — Vote des lois organiques — Séparation de l'Assemblée	87
CHAPITRE V. — Les élections de 1876 — Le radicalisme devant l'opinion	90
CHAPITRE VI. — Résultats des élections — Le ministère Dufaure — Conflit entre le radicalisme et la majorité républicaine — Conflit entre la Chambre et le Sénat	93
CHAPITRE VII. — Le seize mai — Ministère Jules Simon — Le cléricalisme voilà l'ennemi — Lettre du Maréchal Le ministère de Broglie	97

DEUXIÈME PARTIE

La lutte laïque et sociale ou le Radicalisme au pouvoir

Première Section

LA RÉPUBLIQUE RÉFORMATRICE

CHAPITRE I. — L'installation de la République	101
CHAPITRE II. — La lutte laïque, 1 ^{re} étape : les Congrégations	108
CHAPITRE III. — La lutte laïque, 2 ^e étape : l'Ecole primaire.. ..	112
CHAPITRE IV. — Le radicalisme se précise	118
CHAPITRE V. — De Ferry à Gambetta	121
CHAPITRE VI. — De Gambetta à Ferry	126
CHAPITRE VII. — La fin du commencement	131

Deuxième Section

A L'AVENTURE

CHAPITRE I. — Boulanger	133
CHAPITRE II. — Panama	140
CHAPITRE III. — Les attentats	143

CHAPITRE IV. — Le Ministère radical de Léon Bourgeois	146
CHAPITRE V. — L'affaire Dreyfus	148

Troisième Section

LA RÉPUBLIQUE SOCIALE

CHAPITRE I. — Esquisse d'une politique radicale par un ministère modéré	153
CHAPITRE II. — La vie haletante d'un grand ministère radical	156
CHAPITRE III. — Les réalisations de la vitesse acquise	162
CHAPITRE IV. — Le radicalisme piétine	165
CHAPITRE V. — Les querelles de la R.P. et la défense laïque	171
CHAPITRE VI — A la veille de la guerre la question des armements rétablit l'entente des gauches	174

LIVRE TROISIÈME

L'ÉVOLUTION DU PROGRAMME RADICAL

CHAPITRE I. — La politique étrangère	179
CHAPITRE II. — La politique de laïcité et d'enseignement	185
CHAPITRE III. — La politique sociale	194
CHAPITRE IV — La politique intérieure	202

CONCLUSION	213
BIBLIOGRAPHIE	221
LES ASSEMBLÉES RÉPUBLICAINES	223

